

REVISION DE LA CARTE COMMUNALE DE

SAINT-PARDOUX-LA-RIVIERE

RAPPORT DE PRESENTATION

ATEL

JUILLET 2015

URBAM : reprise après l'enquête publique - juillet 2015

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	4
SITUATION DE LA COMMUNE	12
PARTIE 1 : ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE.....	15
1.1. LA POPULATION	16
1.1.1. L'évolution démographique	16
1.1.2. La nature de l'évolution	16
1.1.3. La structure de la population.....	17
1.1.4. Composition des ménages.....	17
1.2. LE LOGEMENT	18
1.2.1. Le parc de logements	18
1.2.2. Constructions nouvelles depuis l'approbation de la carte communale	19
1.3. LES EQUIPEMENTS	20
1.3.1. Les équipements de superstructure.....	20
1.3.1.1. Les équipements scolaires.....	20
1.3.1.2. Les équipements sportifs.....	21
1.3.1.3. Les équipements sanitaires et sociaux.....	21
1.3.1.4. Les équipements socioculturels.....	21
1.3.2. Les équipements d'infrastructure.....	22
1.3.2.1. La collecte des ordures ménagères.....	22
1.3.2.2. La voirie.....	22
1.3.2.3. L'eau potable	23
1.3.2.4. L'assainissement.....	23
1.3.2.5. L'électricité.....	60
1.3.2.6. La défense incendie.....	61
1.4. LES ACTIVITES.....	61
1.4.1. La population active	61
1.4.2. Les activités commerciales, artisanales, industrielles et touristiques.....	64
1.4.3. L'activité agricole	65
PARTIE 2 : PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT	70
2.1 PERSPECTIVES DEMOGRAPHIQUES	71
2.2 PERSPECTIVES EN MATIERE D'HABITAT	72
2.3 PERSPECTIVES EN MATIERE ECONOMIQUE	73
PARTIE 3 : ARTICULATION DE LA CARTE COMMUNALE AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME ET PLANS ET PROGRAMMES.....	74
PARTIE 4 : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	109
4.1 CADRE NATUREL	110
4.1.1. La géologie, le relief et la végétation.....	110
4.1.2. L'hydrographie	111
4.2. LE PATRIMOINE NATUREL ET ARCHITECTURAL	120
4.2.1. Le patrimoine naturel	120
4.2.1.1. Natura 2000	120
4.2.1.2. Les ZNIEFF.....	132
4.2.1.3. Le patrimoine naturel non protégé.....	133
4.2.2 Le patrimoine bâti.....	133
4.2.2.1. Les monuments protégés	133
4.2.2.2. Sites archéologiques et zones sensibles	134
4.2.2.3. Les monuments non protégés	135
4.3. L'URBANISATION	136
4.3.1. Les axes de communication	137
4.3.2. L'évolution urbaine.....	137
4.3.2.1. Le bourg de Saint-Pardoux-la-Rivière	137
4.3.2.2. Les villages	139
4.4. LE PAYSAGE	140
4.5. LES RISQUES ET LES NUISANCES	144
4.5.1. Le Dossier Départemental des Risques Majeurs	144
4.5.2. Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement	151
4.5.3. Sites et sols pollués	151

4.5.4. Les cavités souterraines.....	153
PARTIE 5 : INCIDENCES NOTABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE SUR L'ENVIRONNEMENT	154
5.1 INCIDENCES SUR LES CARACTERISTIQUES ENVIRONNEMENTALES DE LA COMMUNE	155
5.2 INCIDENCES DE LA CARTE COMMUNALE SUR LES ZONES REVETANT UNE IMPORTANCE PARTICULIERE POUR L'ENVIRONNEMENT	159
PARTIE 6 : MOTIFS DE LA DELIMITATION DES ZONES AU REGARD DES OBJECTIFS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ETABLIS AU NIVEAU INTERNATIONAL, COMMUNAUTAIRE ET NATIONAL.....	163
6.1 MODIFICATIONS APORTEES AU ZONAGE	166
PARTIE 7 : MESURES POUR EVITER, REDUIRE ET COMPENSER LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES DE LA MISE EN OEUVRE DE LA CARTE SUR L'ENVIRONNEMENT.....	188
PARTIE 8 : ANALYSE DES RESULTATS DE L'APPLICATION DE LA CARTE COMMUNALE.....	190
PARTIE 9 : RESUME NON TECHNIQUE	192
ANNEXE 1 : RESULTAT DE LA CONSULTATION DES SERVICES ET DE L'ENQUETE PUBLIQUE.....	234
ANNEXE 2 : COMPTE-RENDU DE LA REUNION DE CONCERTATION EN PRESENCE DE M. LE SOUS-PREFET DE NONTRON.....	355
ANNEXE 3 : PPRI APPROUVE LE 31 AOUT 2015.....	359
ANNEXE 4 : RETRAIT GONFLEMENT DES ARGILES	534
ANNEXE 5 : CAVITES SOUTERRAINES.....	543

AVANT-PROPOS

Carte communale

Définition d'une carte communale

La loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) mise en œuvre le 13 décembre 2000 et la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 introduisent une nouvelle démarche pour l'aménagement du territoire, offrant aux communautés territoriales des "outils" de réflexion et de gestion fondés sur le droit d'occupation des sols.

Les cartes communales sont des documents d'urbanisme dont peuvent se doter les communes non couvertes par un P.L.U. La carte communale est l'expression de la volonté du législateur de marquer son intérêt pour les petites communes dans le cadre d'une réforme d'ampleur touchant l'urbanisme. Ces collectivités sont ainsi considérées, avec des moyens et des outils appropriés, comme des institutions responsables de la maîtrise de leur territoire comme de son développement.

Depuis ces nouvelles lois (articles L.124 et suivants du Code de l'Urbanisme), les cartes communales se substituent aux Anciennes Modalités d'Application du Règlement d'urbanisme (M.A.R.N.U.) et ont le même objet : préciser localement les conditions d'application du règlement d'urbanisme. Elle constitue un véritable document d'urbanisme qui délimite les zones constructibles et les zones non constructibles et, comme le MARNU, sans mise en place de règlement spécifique. Les permis de construire sont alors délivrés sur le fondement du Règlement National d'Urbanisme défini par le Code de l'Urbanisme. La mise en place de ce zonage permet à la commune (ou la communauté de communes) de déroger à la règle de la constructibilité limitée et peut ne pas couvrir l'ensemble de ce territoire. Depuis la loi Urbanisme et Habitat, ces communes pourront utiliser le droit de préemption urbain en vue de la réalisation d'un équipement ou d'une opération d'aménagement.

Désormais, la loi S.R.U., soucieuse de la reconstruction des villes sur elles-mêmes et du patrimoine laissé à nos descendants, élève ce document de gestion des sols au rang d'un véritable outil de planification pour les communes, exigeant une vision globale de l'organisation de leur territoire en terme économique, social et culturel.

"Nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants"

Saint Exupéry.

Art. L 121-1 du code de l'urbanisme

« Les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :

1° L'équilibre entre :

a) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;

b) L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

c) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;

1° bis La qualité urbaine, architecturale et paysagère des entrées de ville ;

2° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs ;

3° La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature. »

Contenu d'une carte communale

Cette vision globale se traduit par un rapport de présentation et un ou plusieurs documents graphiques.

- Le rapport de présentation, non opposable aux tiers.

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière comprend sur son territoire une partie du site Natura 2000 « Réseau hydrographique de la Haute-Dronne » et le site Natura 2000 « Vallée de la Nizonne » se trouve sur la commune limitrophe de Sceau-Saint-Angel.

Elle est donc soumise à évaluation environnementale.

Le rapport de présentation :

1° Expose les prévisions de développement, notamment en matière économique et démographique et décrit l'articulation de la carte avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels elle doit être compatible ou qu'elle doit prendre en considération ;

2° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre de la carte ;

3° Analyse les incidences notables probables de la mise en œuvre de la carte sur l'environnement et expose les conséquences éventuelles de l'adoption de la carte sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

4° Expose les motifs de la délimitation des zones, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, et, le cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique de la carte ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre de la carte sur l'environnement ;

6° Rappelle que la carte fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans à compter de son approbation ou de sa révision. Il définit des critères, indicateurs et modalités qui devront être retenus pour suivre les effets de la carte sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

En cas de révision de la carte communale, le rapport de présentation est complété, le cas échéant, par l'exposé des motifs des changements apportés.

- Les documents graphiques, opposables aux tiers :

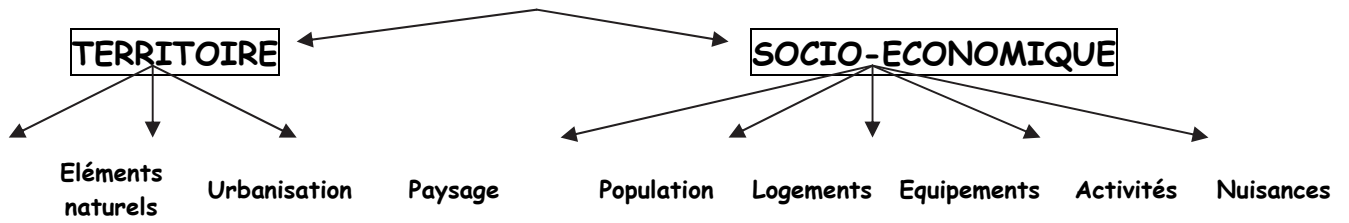
Les cartes communales délimitent les secteurs où les constructions sont autorisées et les secteurs où les constructions ne sont pas admises, à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles

DEMARCHE METHODOLOGIQUE

ANALYSE

Permet d'établir un état des lieux à partir :

- recueil de données (Porter à Connaissance, services de l'Etat, collectivités publiques, etc.)
- travail sur le terrain, photos, photos aériennes, IGN, etc.



Réglementation et documents supra-communaux :

- Directives Territoriales d'Aménagement
- Parcs Naturels Régionaux
- Schéma de Cohérence Territoriale
- Plan Local d'Habitat
- Plan de Déplacement Urbain
- Entrées de ville (art. L 111.1.4 du Code de l'Urbanisme)
- Plan de préventions des risques
- etc.

DIAGNOSTIC

= Synthèse de l'état de lieux

ATOUS

DYSFONCTIONNEMENTS

DEFINITION DES ENJEUX DE LA COMMUNE

ZONAGE

= mise en forme des enjeux

ENQUETE PUBLIQUE

CARTE COMMUNALE APPROUVEE PAR LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

CARTE COMMUNALE APPROUVEE PAR LE PREFET

Le processus d'élaboration de la Carte Communale ne nécessite pas la concertation de la population ou des personnes publiques associées. Pour ces dernières, il est néanmoins recommandé de réaliser quelques réunions en leur présence afin de prendre en compte leurs recommandations, notamment pour les communes possédant d'importants patrimoines bâtis ou naturels, ou faisant partie d'un SCOT ou d'un PNR. Un mois de plus de concertation est alors nécessaire. Vu la volonté de localiser précisément les zones constructibles et inconstructibles, il est préférable que les documents graphiques soient réalisés sur le cadastre.

La mise en place d'une carte communale constitue un travail très approfondi sur la commune. L'analyse du territoire doit être accompagnée d'une étude sur la population, ses activités et les équipements visant à souligner les dynamiques sociales et économiques. Le diagnostic doit mettre en évidence l'interaction existant entre ces différents éléments, afin de révéler les atouts et les dysfonctionnements de ce territoire, qui permettront d'établir, selon les enjeux définis par la municipalité, les stratégies de développement et d'aménagement de la commune.

Ces études ne peuvent pas se contenter des simples limites administratives de la commune. Elles doivent élargir les zones d'études aux unités paysagères limitrophes et à l'attractivité exercée par les pôles d'activités et les agglomérations voisines.

SITUATION DE LA COMMUNE

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière se situe au Nord du département de la Dordogne à environ 11 Kilomètres de Nontron et à 45 kilomètres de Périgueux.

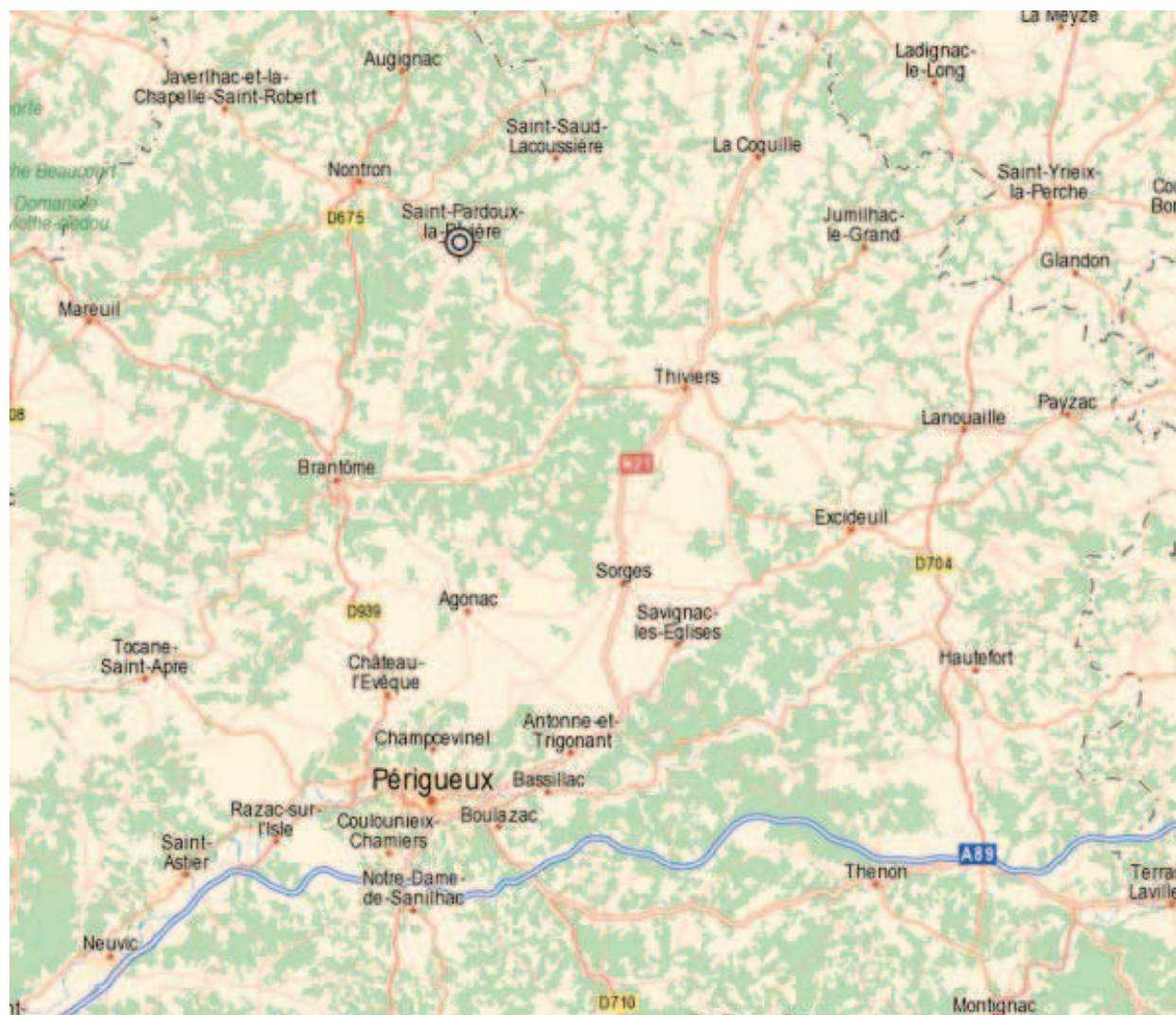
La commune est intégrée au Parc Naturel Régional du Périgord Limousin.

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière est le chef-lieu du canton qui porte son nom et qui rassemble six autres communes : Champs-Romain, Firbeix, Mialet, Milhac-de-Nontron, Saint-Front-la-Rivière et Saint-Saud-Lacoussière.

Elle appartient à la Communauté de Communes du Périgord-Vert Nontronnais ainsi qu'aux Pays du Périgord-Vert et Syndicat du Pays Nontronnais.

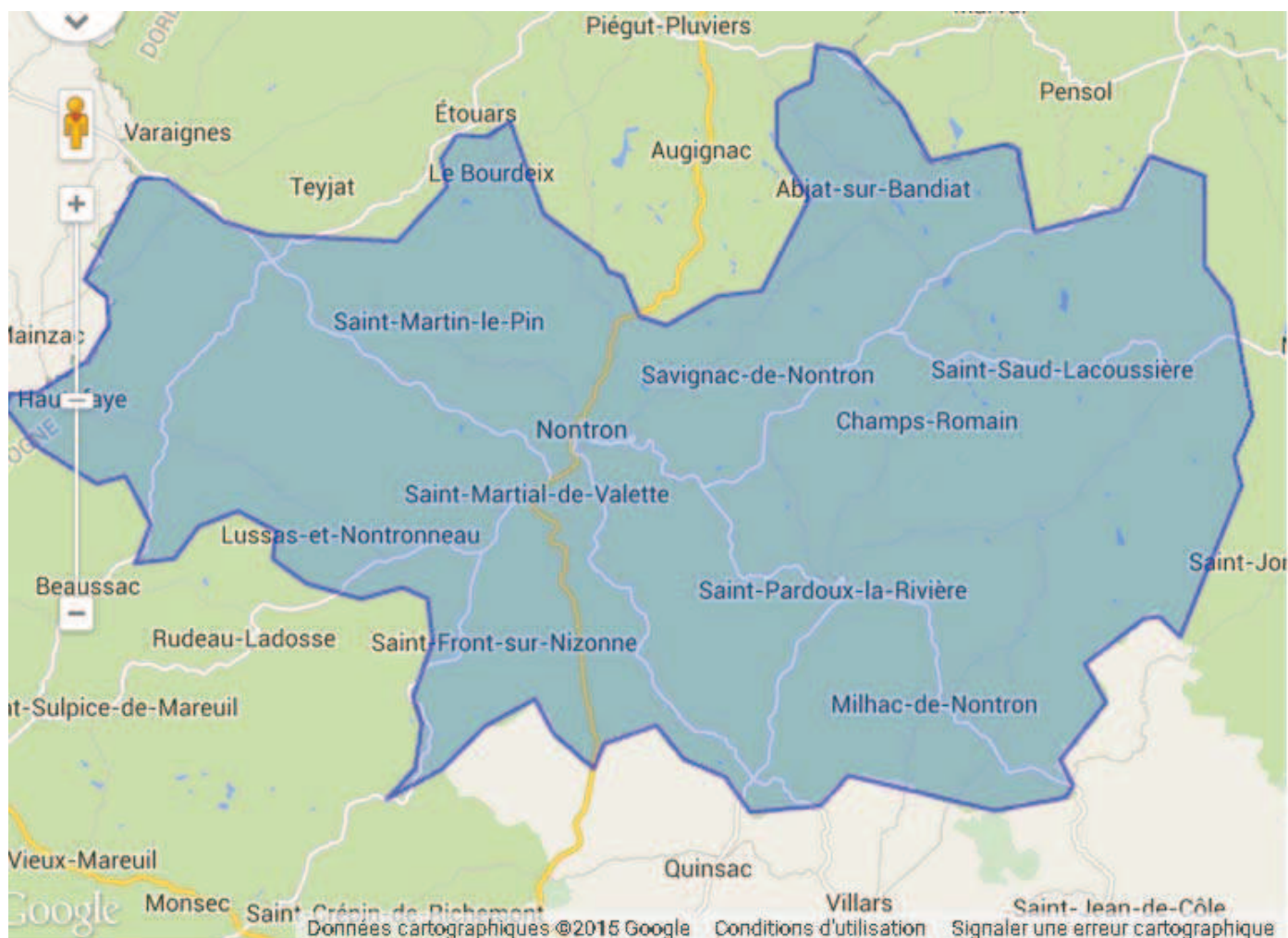
D'une superficie de 23,84 km², la commune comptait 1185 habitants en 2010 soit une densité de 49,7 habitants/km². A titre de comparaison, le département de la Dordogne avait une densité de 45,7 habitants au km².

Localisation de la commune



Source : Mappy

La Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais regroupe désormais 17 communes et totalise 10 951 habitants : Nontron, Abjat-sur-Bandiât, Le Bourdeix, Champs-Romain, Connezac, Hautefaye, Javerlhac-et-la-Chapelle-Saint-Robert, Lussa-et-Nontronneau, Milhac-de-Nontron, Saint-Front-la-Rivière, Saint-Pardoux-sur-Nizonne, Saint-Martial-de-Valette, Saint-Martin-le-Pin, Saint-Pardoux-la-Rivière, Saint-Saud-Lacoussière, Savignac-de-Nontron et Sceau-Saint-Angel



Ces communes adhérentes ont transféré certaines de leurs compétences vers cet établissement public :

Compétences obligatoires

Aménagement de l'espace

- Elaboration, révision, modification et gestion des documents communaux d'urbanisme.
- Numérisation et gestion des plans du cadastre.
- Etude et Travaux d'embellissement dans le cadre du schéma intercommunal des centres bourgs.

Actions de développement économique

- Création, équipement et gestion des zones touristiques.
- Réalisation de supports d'information pour la promotion des sites et installations touristiques (brochures, panneaux publicitaires et réalisation d'un site internet).
- Action économique générale en faveur de l'emploi (information et accompagnement dans les recherches d'emploi).

Compétences optionnelles

Environnement

- Etude, Création, Aménagement et entretien des chemins forestiers intercommunaux selon cartographie.
- Création, Aménagement et entretien des sentiers de randonnée de la communauté.
- Création, Aménagement et gestion des plans d'eau à vocation touristique.
- Entretien des cours d'eau (limité à l'enlèvement des embâcles) et réalisation d'un programme de restauration de la Dronne suite au diagnostic rivière.
- Elimination des déchets ménagers.

Cadre de vie

- Gestion de l'aide sociale.
- Soutien aux actions en faveur de l'enfance et l'adolescence : Centre de loisirs sans hébergement, - accueils périscolaires, relais d'assistantes maternelles, juniors associations.
- Transport scolaire des élèves des communes membres de la CCPV

Actions culturelles

- Participation aux conventions culturelles passées avec le conseil général de la Dordogne.
- Participation au Festival Les Guitares Vertes.
- Mise en place d'animations touristiques et culturelles d'intérêt communautaire sur le territoire de la communauté

La compétence « Elaboration, révision, modification et gestion des documents communaux d'urbanisme » signifie que c'est la Communauté de Communes qui est compétente pour la révision de la carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière.

C'est le Conseil communautaire qui a prescrit cette révision et qui approuvera la carte communale.

C'est également le Président de la Communauté de Communes qui consultera l'Autorité Environnementale et la Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles.

Ainsi, la présente Carte Communale est révisée par la Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais qui a la compétence révision des documents communaux d'urbanisme.

PARTIE 1 : ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE

1.1. LA POPULATION

1.1.1. L'évolution démographique

Années	1968	1975	1982	1990	1999	2010
Population	1360	1347	1309	1174	1088	1185

Source : INSEE

L'évolution de la population de Saint-Pardoux-la-Rivière a connu deux phases :

- une phase de déclin de 1968 à 1999
- une phase de regain de 1999 à 2010

La population a augmenté de 8,9% entre 1999 et 2010 pour atteindre 1185 habitants.

Sur l'ensemble de la Communauté de Communes, **Saint-Pardoux-la-Rivière est la commune qui a connu la plus forte évolution positive de la population sur cette période.**

1.1.2. La nature de l'évolution

Années Taux	1975 1982	1982 1990	1990 1999	1999 2010
Taux de natalité (%)	9,4	9,4	7,2	6,9
Taux de mortalité (%)	16,3	16,8	18,0	18,5
Solde naturel (%)	- 0,7	- 0,7	- 1,1	- 1,2
Solde migratoire (%)	+ 0,3	- 0,6	+ 0,2	+ 1,9
Taux de variation annuel (%)	- 0,4	- 1,4	- 0,8	+ 0,8

Source : INSEE

Du fait d'un taux de mortalité élevé, le solde naturel est négatif depuis 1975.

De 1975 à 1999, le solde migratoire ne comblait pas le solde naturel mais **entre 1999 et 2010, il y a eu de nombreuses arrivées sur la commune**, ce qui a permis d'avoir un taux de variation positif. La commune est donc attractive.

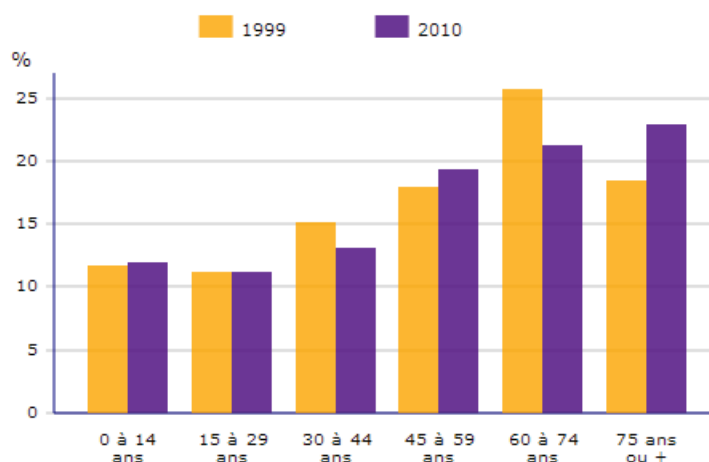
1.1.3. La structure de la population

	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	557	100	628	100
0 à 19 ans	96	17,3	100	16,0
20 à 64 ans	283	50,7	279	44,4
65 ans ou plus	178	32,0	249	39,6

Source : INSEE

En 2010, la population comptait plus de femmes que d'hommes. La tranche d'âge la plus représentée est celle des 20-64 ans pour les hommes et les femmes.

La tranche d'âge des 65 ans ou plus est également bien représentée et elle est supérieure à celle des 0-19 ans. **On assiste donc à un vieillissement de la population.**



Entre 1999 et 2010, les classes d'âge des 0-14 ans, 45-59 ans et 75 ans ou plus ont augmenté. La population est donc vieillissante.

La classe d'âge des 15-29 ans est restée stable. La classe d'âge des 60-74 ans a fortement diminué, ce qui peut être mis en corrélation avec le fort taux de mortalité.

1.1.4. Composition des ménages

Années	Nombre moyen d'habitants/logements
1968	2,9
1975	2,7
1982	2,5
1990	2,2
1999	2
2010	2

Source : INSEE

La taille des ménages diminue d'année en année suivant ainsi la tendance nationale. Toutefois, le nombre moyen d'habitants par logement s'est stabilisé sur la dernière période. **En 2010, on compte 2 personnes par foyer.**

1.2. LE LOGEMENT

Cette partie renseigne sur l'état du parc, sa structure et les besoins futurs.

1.2.1. Le parc de logements

En 2010, le parc de logements de la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière comptait 782 logements dont 558 résidences principales (71,3%), 166 résidences secondaires (21,2%) et 58 logements vacants (7,4%).

Le nombre de résidences principales a augmenté de 7,1% par rapport à 1999 et celui des résidences secondaires de 29,7%.

Le nombre de logements vacants a lui baissé de 9,4%. La commune attire donc de nouveaux habitants qui s'installent dans des logements existants.

En 2010, 92% des logements sont des maisons. Le nombre d'appartements a plus que doublé entre 1999 et 2010, ce qui montre une diversification de l'offre de logements.

Les occupants de résidences principales sont à 76,2 % propriétaires de leur logement.

On dénombre 17 logements sociaux sur la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière : 11 appartiennent à l'HLM de Périgueux et 6 à la SA HLM Bergerac.

La commune s'occupe de 5 logements sociaux (presbytère et école).

Une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat a été lancée en 2008 sur le périmètre du Bassin Nontronnais dont fait partie la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière. Son but est de permettre aux propriétaires de logements principaux ou locatifs d'obtenir des aides techniques et financières sur les travaux qu'ils entreprennent afin de réhabiliter le patrimoine bâti et d'en améliorer le confort et l'habitabilité.

Différents objectifs qualitatifs sont poursuivis :

⇒ Sur le plan du marché local du logement :

- Développer le parc locatif privé et élargir l'offre sur le territoire afin de répondre aux besoins des populations (les jeunes ménages, les ménages de petite taille, les personnes âgées, les personnes à mobilité réduite...) ;
- Repérer les logements (ou immeubles) vacants et inciter les propriétaires à les remettre sur le marché ;
- Mettre en relation l'offre et la demande en matière de locations, notamment en conventionnement.

⇒ Sur le plan social :

- Améliorer les logements des propriétaires occupants du Bassin Nontronnais et plus particulièrement ceux des ménages qui ont les ressources les plus modestes ;
- Développer le parc locatif privé conventionné afin de répondre aux besoins de la population locale qui pour une grande part peut prétendre à ce type de logements ;
- Accompagner les propriétaires au cours de la mise en location de leurs logements : propositions des garanties existantes, mise en relation avec les locataires potentiels... ;
- Agir en faveur de la diminution des logements non aux normes, indécents et insalubres afin d'améliorer le confort et les conditions de vie des habitants ;
- Adapter les logements pour les personnes qui voient leur mobilité réduite (personnes âgées, personnes handicapées...) afin de les maintenir dans leur logement.

⇒ **Sur le plan du développement durable :**

- Inciter les propriétaires à remettre aux normes leurs assainissements autonomes, notamment s'ils sont déclarés comme « points noirs » et que leurs rejets constituent un risque pour l'environnement et la salubrité publique ;
- Travailler en relation avec les différents SPANC (Services Publics d'Assainissements Non Collectifs) du territoire afin d'avoir une action la plus efficace et la plus pertinente possible ;
- Promouvoir l'utilisation d'énergies renouvelables et l'installation de matériaux respectueux de l'environnement.

⇒ **Sur le plan économique et patrimonial :**

- Aider les nouveaux exploitants agricoles à s'installer ;
- Participer au développement et au maintien de la dynamique des bourgs définis comme « structurants » ou « touristiques » ;
- Rénover le patrimoine du Bassin Nontronnais.

1.2.2. Constructions nouvelles depuis l'approbation de la carte communale

La base de données Sit@del2 renseigne sur le nombre de logements autorisés par année et par type :

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Nombre de logements autorisés individuels purs	2	5	4	3	8	8	12	10	5	5
Nombre de logements autorisés individuels groupés								8		
Nombre de logements autorisés collectifs				3						2

Source : Sit@del2

Les logements autorisés sont principalement des logements individuels.

Entre 2001 et 2010, 75 logements ont été autorisés soit 7,5 logements par an ; cela traduit une pression foncière sur la commune.

Depuis l'approbation de la carte communale, environ 9 ha ont été consommés dans la zone U, ce qui représente 37 constructions neuves.

La commune attire donc de nouveaux habitants et certains construisent une nouvelle habitation pour s'installer.

Les surfaces consommées sont localisées comme suit :

Localisation	Surface consommée (hectare)
Vigne Franche	0.22
Rigeaubert	0.09
Negrecombe	0.66
Puypelat	0.13
La Font du Quart	0.49
La Croix de Borderon	0.36
Le Marguy	0.14
Bois de Dague	0.35
Prés de Lescure	0.89
Les Levades	0.29
Les Bois de Puy Barrot	0.11
La Nouchonnière	0.35
La Briderie	0.19
Lotissement La Vergne	0.46
Moulin de Natassat	0.12
Moulin de la Rebière	0.21
Chez Bathe	1.25
La Baticole	0.42
Les Fougères	1.66
Lapeyronnie	0.26
TOTAL	8.65

1.3. LES ÉQUIPEMENTS

Les équipements et services reflètent la qualité du cadre de vie sociale sur la commune.

1.3.1. Les équipements de superstructure

1.3.1.1. Les équipements scolaires

L'ensemble de la Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais est couvert par des Regroupements Pédagogiques Intercommunaux (R.P.I.).

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière est en R.P.I. avec les communes de Milhac-de-Nontron et Saint-Front-la-Rivière depuis 1982. Le regroupement compte 6 classes. La répartition des classes varie d'une année à l'autre entre Saint-Pardoux-la-Rivière et Saint-Front-la-Rivière.

Pour la suite de leurs études, les élèves vont à Nontron ou à Thiviers.

Le ramassage scolaire est organisé par le syndicat mixte transport scolaire de Thiviers et par le Syndicat Mixte du Ramassage scolaire de Nontron (la Communauté de Communes du Périgord Vert est membre de ces deux syndicats).

Pour les plus petits, le Syndicat Mixte Intercommunal d'Etudes et d'Aménagement du Pays Nontronnais a mis en place un relais d'Assistantes Maternelles Pays Nontronnais. Ce service est destiné aux parents, aux assistantes maternelles et aux enfants. Le siège administratif se situe à Nontron et une permanence a lieu le mardi de 14h00 à 17h00 à la Mairie de Saint-Pardoux-la-Rivière.

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière dispose d'une garderie périscolaire gérée par les associations Arc-en-Ciel et Les Canailloux.

1.3.1.2. Les équipements sportifs

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière possède un terrain de football, deux terrains de pétanque (un à l'extérieur à côté de la Salle des Fêtes, un couvert à proximité du terrain de foot), un terrain de tennis et un skate-parc situé sur le Boulevard de la Nouchonnière.

1.3.1.3. Les équipements sanitaires et sociaux

L'EHPAD Le Clos des Vignes se trouve sur la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière. Il possède 55 lits en chambres individuelles, 5 lits en accueil de jour, 3 lits en accueil temporaire et une unité Alzheimer de 15 lits. Cet établissement public hospitalier a été créé en 1998.

L'association "Point virgule - Réseau gérontologique du Nord Dordogne" basée à l'hôpital de Nontron intervient sur les communes de la Communauté de Communes du Périgord-vert. Le but de l'association est de coordonner, soutenir, initier et développer toutes actions au service des retraités, des personnes âgées, des personnes handicapées et de leurs familles en partenariat avec tous les acteurs locaux s'inscrivant dans le champ gérontologique et celui du handicap. En plus de cette mission, l'association entreprend des actions de santé publique à travers des réunions dans les bassins de vies concernés.

L'offre en équipements sanitaires et sociaux se compose également de :

- Un cabinet médical de 3 médecins
- Un dentiste
- Un cabinet de kinésithérapie de 4 masseurs-kinésithérapeutes
- Un cabinet de 3 infirmières
- Deux pharmacies

La Communauté de Communes porte un projet de maison médicale à Saint-Pardoux-la-Rivière. Prévue pour 2013, elle regroupera 3 médecins et 11 professionnels de santé.

1.3.1.4. Les équipements socioculturels

La commune dispose d'une salle polyvalente où se déroulent activités sportives, fêtes...

Un centre de loisirs sans hébergement est ouvert le mercredi et pendant les vacances scolaires. Il est géré par l'association Arc-en-Ciel.

La commune compte une vie associative dynamique avec une vingtaine d'associations :

- Comité des Fêtes
- Amicale Laïque
- Club des Blés d'Or
- Association spardocienne villarsaise
- Société de pêche AAPPMA
- Société de Chasse
- Arc en ciel
- Amicale Sapeurs Pompiers
- Club Plaine Forme
- Club de Pétanque
- Donneurs de sang
- Anciens combattants
- Amicale des Randonneurs du Périgord Vert
- Musique en herbe
- Body Gym
- Haltéro Sports Loisirs Périgord Limousin
- Les Hauts de Dronne
- Club La Roue Libre
- Club Les Genets
- Judo Club
- Club de Billard

1.3.2. Les équipements d'infrastructure

1.3.2.1. La collecte des ordures ménagères

La collecte des ordures ménagères est gérée par le SMCTOM de Nontron (Syndicat Mixte de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères).

Les ordures ménagères et les sacs jaunes sont collectés ; les verres, papiers et cartons sont déposés dans des conteneurs spécifiques. Les déchets sont ensuite emmenés chez différents partenaires pour être valorisés ou éliminés.

La déchetterie de Saint-Pardoux-la-Rivière se situe au lieu-dit Les Bessoulignas. Mise en service en septembre 2003, elle est ouverte du mardi au samedi aux ménages, entreprises et artisans.

1.3.2.2. La voirie

Le règlement de la voirie départementale a été approuvé par le Conseil Général dans sa séance plénière de décembre 1992. Il édicte les règles de protection des routes départementales vis à vis de l'urbanisation. L'avis du Conseil Général devra être sollicité pour tous les projets soumis à autorisation aux abords d'une route départementale de première et deuxième classe et en cas de problèmes de sécurité ou d'opération importante aux abords d'une route départementale de troisième catégorie.

1.3.2.3. L'eau potable

L'exploitation et la gestion du réseau sont confiées au Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable La Chapelle- Faucher- Cantillac.

1.3.2.4. L'assainissement

Les différentes utilisations de l'eau doivent rester compatibles avec la sauvegarde et la protection de l'environnement naturel.

Le bureau d'Etudes Techniques C. Gabette à Cussac a élaboré une étude de zonage d'assainissement en Juillet 2006 qui avait pour objectif:

- d'établir le bilan de l'assainissement communal, non collectif et collectif,
- de choisir le mode d'assainissement compatible avec les caractéristiques de la commune:
 - Pour évacuer rapidement et sans stagnation hors des habitations les eaux usées, pour éviter les odeurs et les risques sanitaires.
 - Pour traiter toutes les eaux usées afin de ne pas contaminer le milieu récepteur et protéger l'environnement (étang de pêche, terrain agricole...)

Voici l'essentiel de ce que l'on peut retenir :

❖ Aptitude des sols à l'assainissement non collectif

L'étude des sols a pour but de définir l'aptitude des sols à l'épuration et à la dispersion des effluents, afin de préciser les dispositifs à mettre en place dans le cadre de l'assainissement non-collectif.

Sur la commune de Saint Pardoux la Rivière, dominant, sur les différents substrats, des sols bruns argilo-sableux à sablo-argileux, plus ou moins hydromorphes selon le modelé et morphologiquement peu évolués. Les textures de surface sont limono-sableuses à limono-argileuses.

Le type de sol peut varier rapidement, avec des secteurs sur le granit au sol peu profond (Chez Neynard), à des sols alluvionnaires sensibles à la montée de nappes (St Pardoux la Rivière) et à des sols sur calcaire avec des circulations d'eau rapide (Lapeyronnie).

De nombreuses poches d'argile sont présentes sur le territoire, rendant difficile l'analyse détaillée du sol.

L'aptitude des sols à l'assainissement non-collectif est traduite en terme de filière d'assainissement à mettre en place. Les filières sont dimensionnées pour une habitation de type 4, avec une occupation moyenne de 4 personnes.

CATEGORIE I Sols de bonne qualité (Vert)

Sols sans contrainte particulière

Tranchées filtrantes (3 x 10 m – 3 x 15 m)

Exutoire sous-sol

CATEGORIE II Sols d'aptitude assez bonne (Jaune)

Légère hydromorphie, faible volume de sol, sous-sol argileux et sableux.

Tranchées filtrantes surdimensionnées (3 x 15 – 3 x 25)

Exutoire sous-sol

CATEGORIE II **Sols de moyenne aptitude** (Marron)

Sols peu profonds, ne protégeant pas l'aquifère

Filtre à sable vertical ou horizontal

Sols soumis à des remontées de nappes

Tertre d'infiltration

Exutoire sous-sol

CATEGORIE IV **Sols de faible aptitude** (Orange)

Hydromorphie moyenne à forte, zone de nappe temporaire à faible profondeur, sol non filtrant.

Filtre à sable vertical drainé, filtre à sable horizontal drainé, tertre drainé

Exutoire dans le milieu hydraulique superficiel

CATEGORIE V **Sols d'aptitude nulle** (Rouge)

Forte pente, zone submersible, texture défavorable à toute profondeur.

Traitement impossible sur place ou tertre d'infiltration surélevé alimenté par une pompe de relevage.

DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE

COMMUNE DE SAINT-PARDOUX-LA-RIVIERE

SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT


CARTE DE SYNTHESE DES OBSERVATIONS DE TERRAIN


PEDOLOGIE


PLAN D'ENSEMBLE


11 000 000
SOUS-PREFECTURE
24300 NONTRON

APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT AUTONOME

 Sol d'assez bonne aptitude à l'assainissement
Épuration par tranchées filtrantes sur - dimensionnées : 3 x 25 ml.
ou localement filtre à sable vertical drainé - Dispersion vers le sous - sol

 Sol d'aptitude moyenne à l'assainissement
Épuration par filtre à sable vertical non - drainé
Dispersion vers le sous - sol

 Sol de faible aptitude à l'assainissement
Épuration par filtre à sable vertical ou horizontal drainé, tertre drainé
ou localement tranchées filtrantes sur - dimensionnées

 Zone desservie par un assainissement collectif

CONDUITE D'OPERATION :

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET
16 rue du 26 ème R.I.- 24016 PERIGUEUX CEDEX
Tel : 05.53.45.50.00
Fax : 05.53.45.56.50

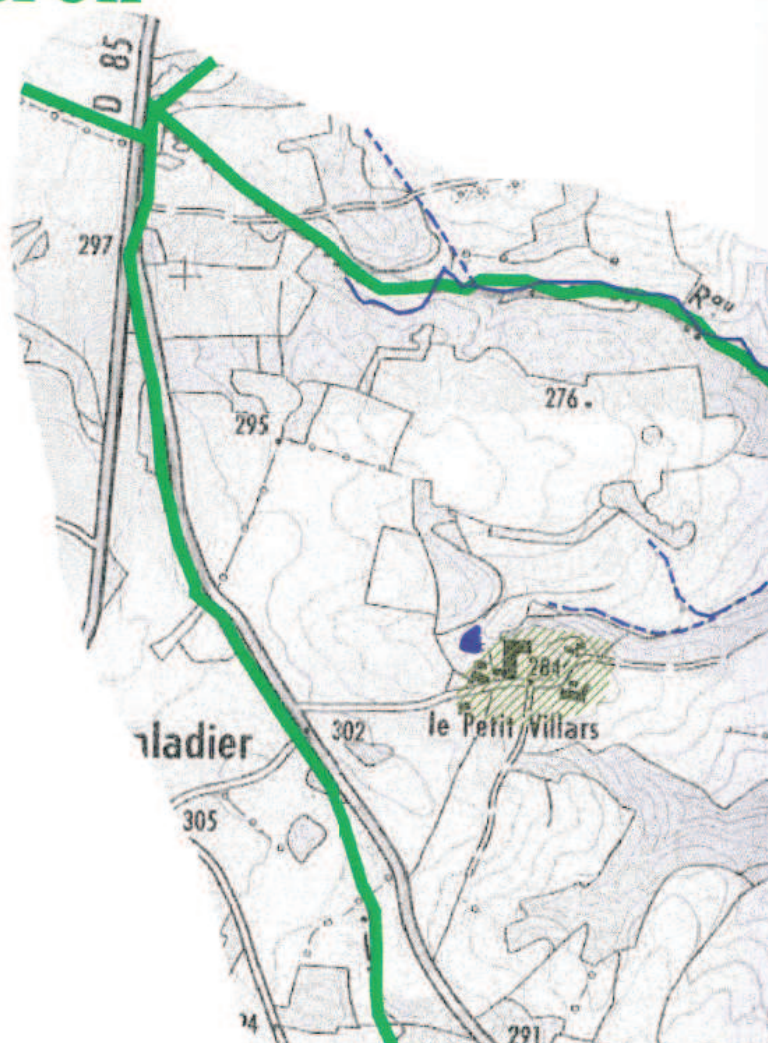
ETUDES :

Conseils Etudes Environnement
L'ARBRE DU FAUX 87150 CUSSAC
Tel : 05.55.70.98.87
Fax : 05.55.70.99.98

Date de création Mai 2003

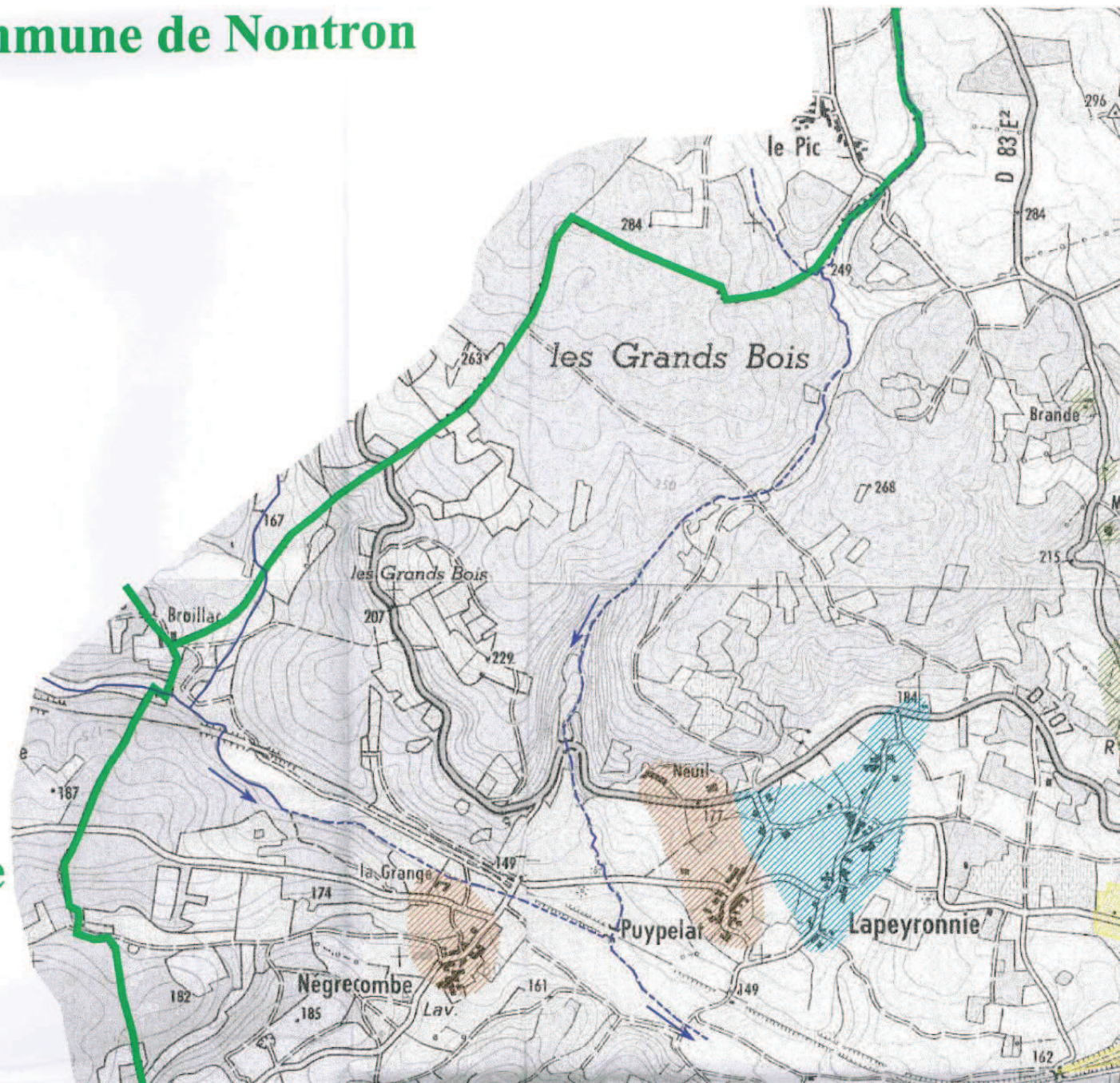
Echelle : 1/10 000*

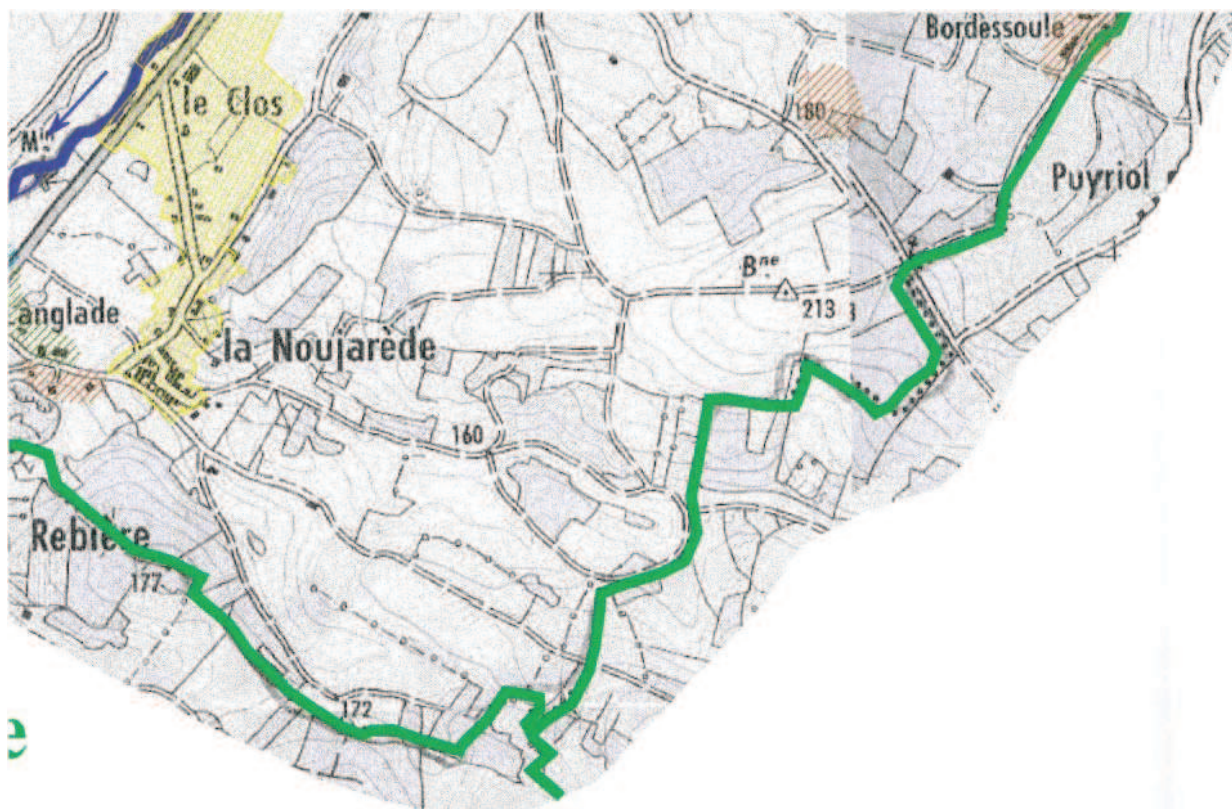
Commune de Savignac de Nontron



Commune de Nontron

Commune de
Sceau
Saint-Angel





Mairie de Saint-Sauv La Cou



❖ Analyse de l'habitat






L'analyse globale de l'habitat est une partie essentielle de l'étude. Elle permet de visualiser l'extension minimale que devra avoir le réseau collectif d'assainissement et, par voie de conséquence, l'importance à donner aux secteurs pouvant relever de l'assainissement non-collectif (sous réserve d'une bonne aptitude des sols). Cette analyse porte sur les maisons habitées ou habitables à la date de l'étude.

Une première analyse a permis de dégager les habitations présentant des contraintes physiques liées à la structure de l'habitat pour la réhabilitation d'un assainissement non- collectif conforme à la réglementation.

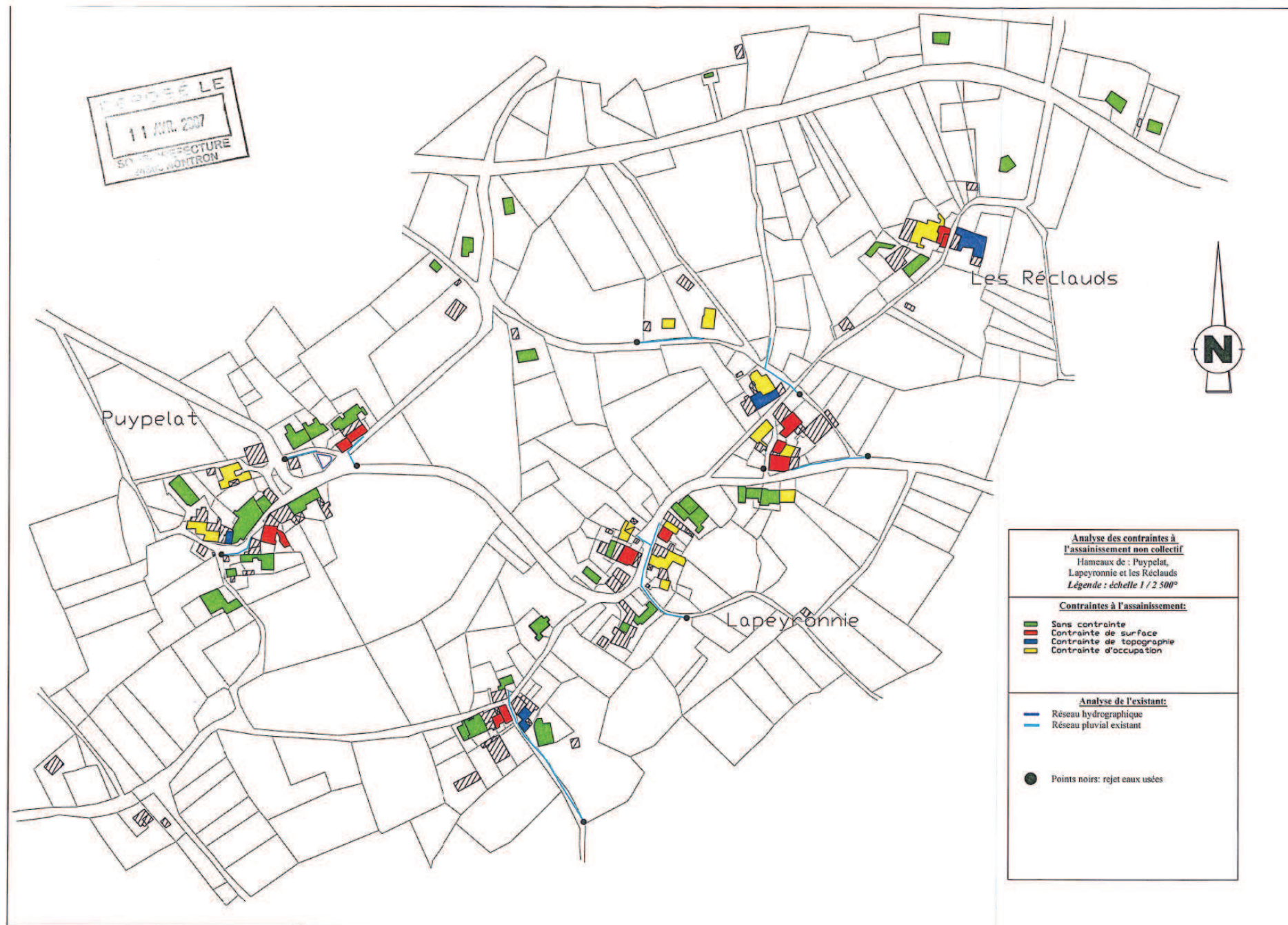
Sur la commune, quatre contraintes principales ont été recensées sous l'abréviation STOP.

- Surface : la parcelle attenante en contre bas de l'habitation n'est pas suffisante pour installer un dispositif de traitement non collectif (inférieure à 25 m²).
- Topographie : la pente est contraire à l'écoulement gravitaire des eaux (nécessite une pompe de relevage), ou la parcelle présente une pente trop importante ne permettant pas la dispersion des eaux usées (supérieure à 15 %).
- Occupation : la parcelle attenante est recouverte par un revêtement goudronné, arbre de + de 2 m, potager, puits proche de l'habitation même non utilisé (inférieur à 35 m).
- Pédologie : la nature du terrain n'est pas perméable ou est trop perméable pour traiter les eaux usées.

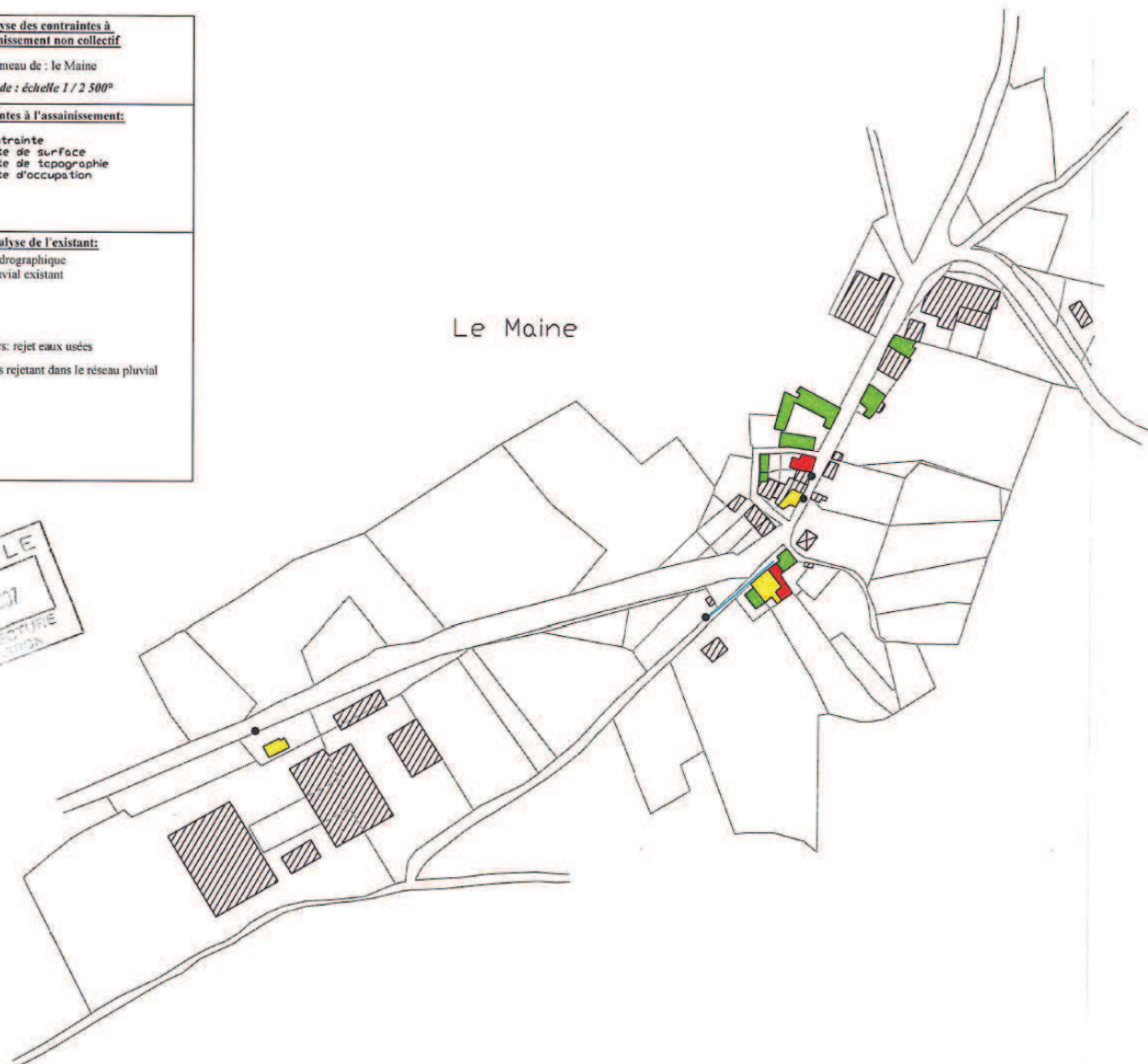
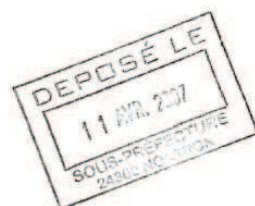
Les habitations sont coloriées selon ce code de couleur :

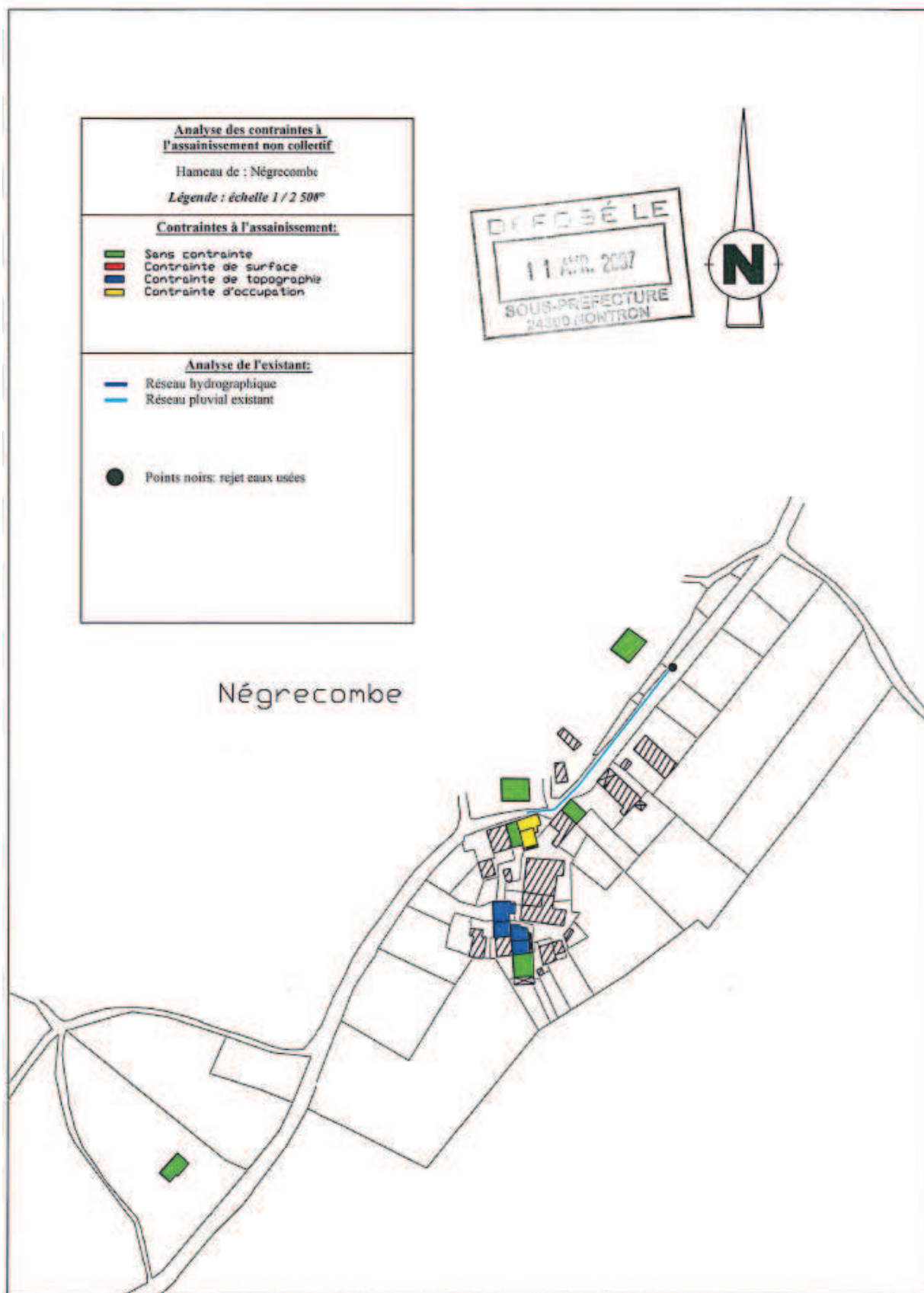
CONTRAINTE	COULEUR
Surface	
Topographie	
Occupation des	
Pédologie	
Sans contraintes	

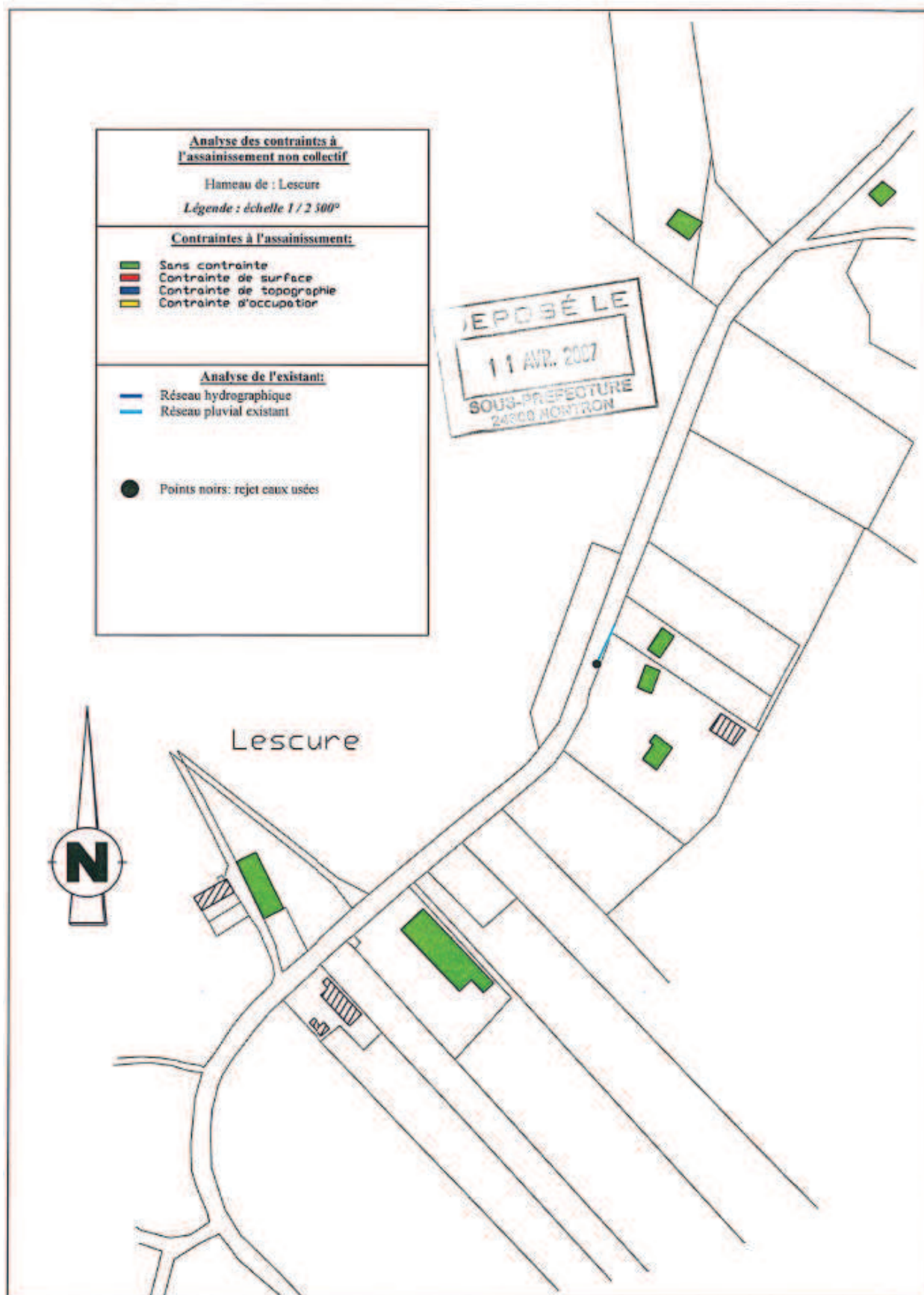
Il s'agit d'une approche globale des contraintes, qui suffit pour le zonage d'assainissement, ces résultats sont moins précis qu'une étude parcellaire, qui elle est nécessaire pour déterminer le dispositif à mettre en place.

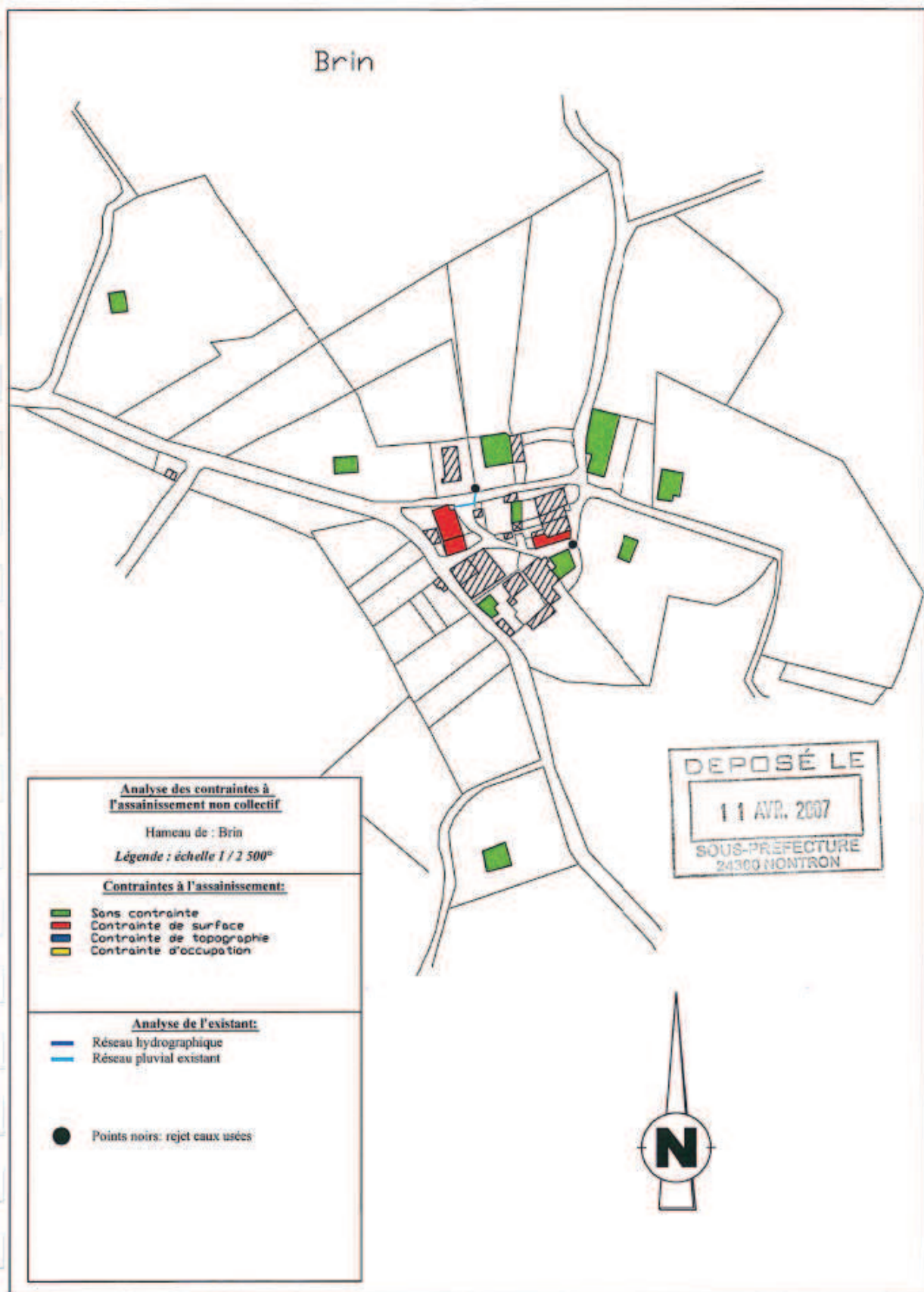


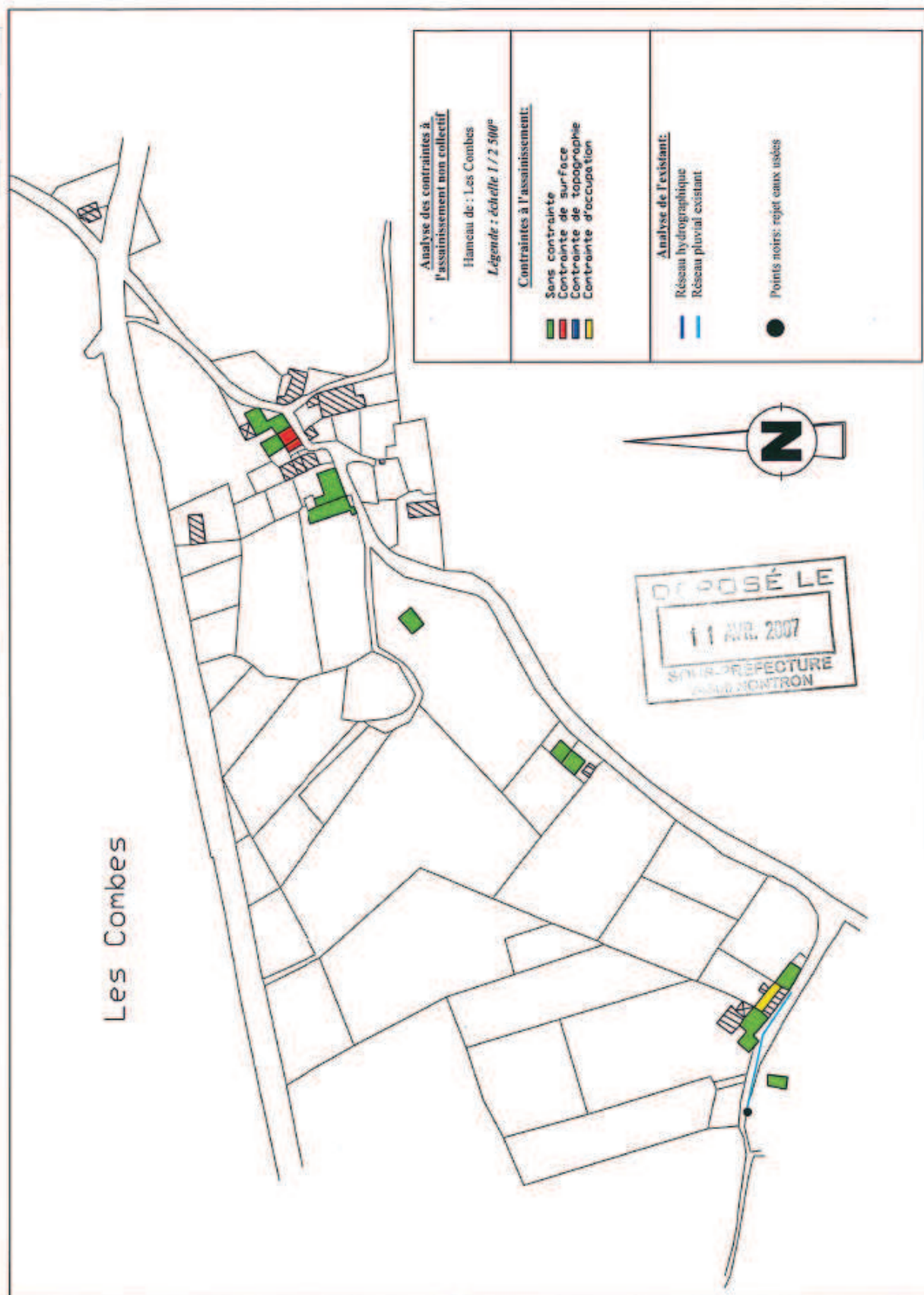
Analyse des contraintes à l'assainissement non collectif Hameau de : Le Maine Légende : échelle 1 / 2 500 ^e	
Contraintes à l'assainissement:	
■	Sans contrainte
■	Contrainte de surface
■	Contrainte de topographie
■	Contrainte d'occupation
Analyse de l'existant:	
—	Réseau hydrographique
—	Réseau pluvial existant
●	Points noirs: rejet eaux usées
→	Habitations rejetant dans le réseau pluvial

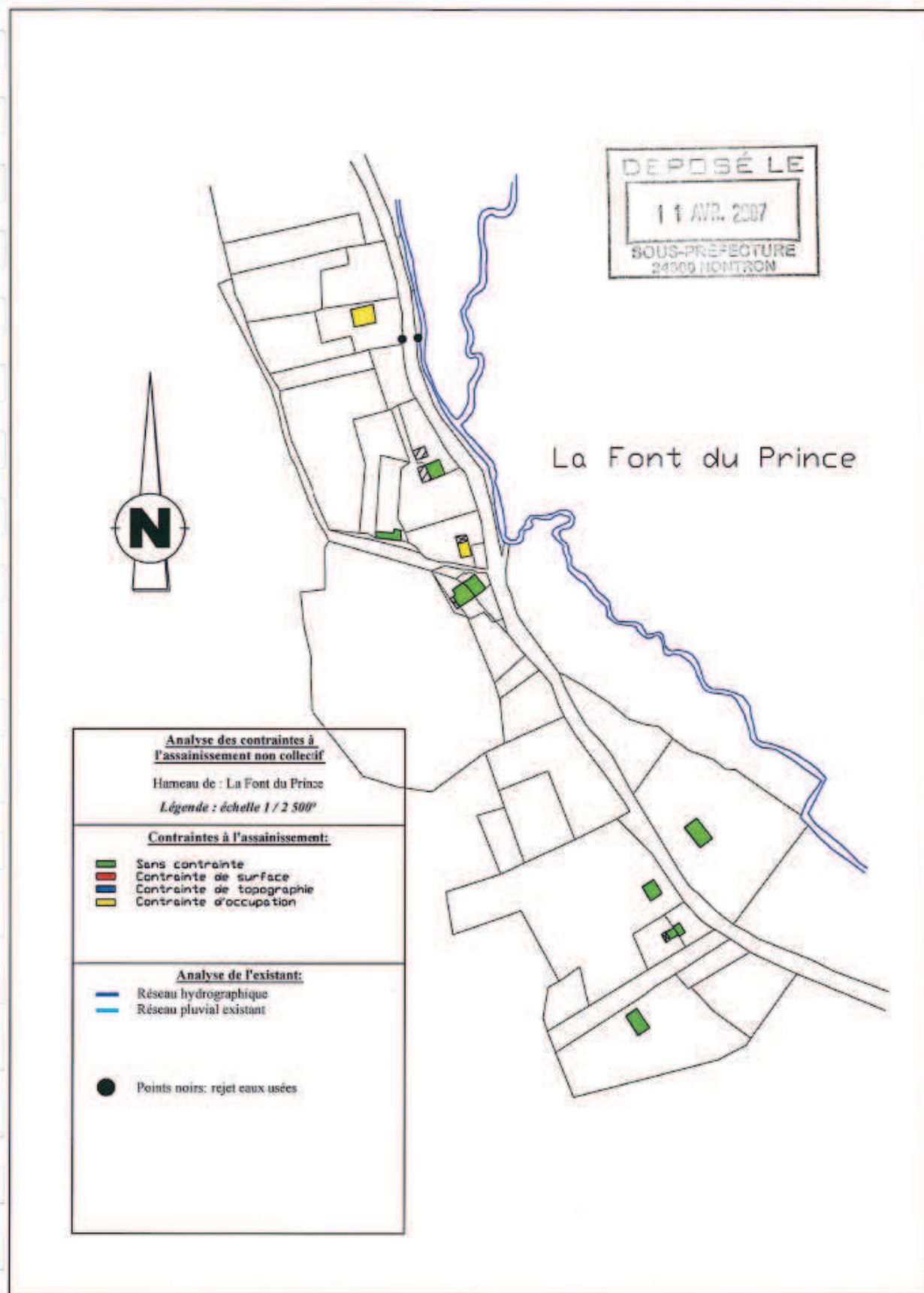




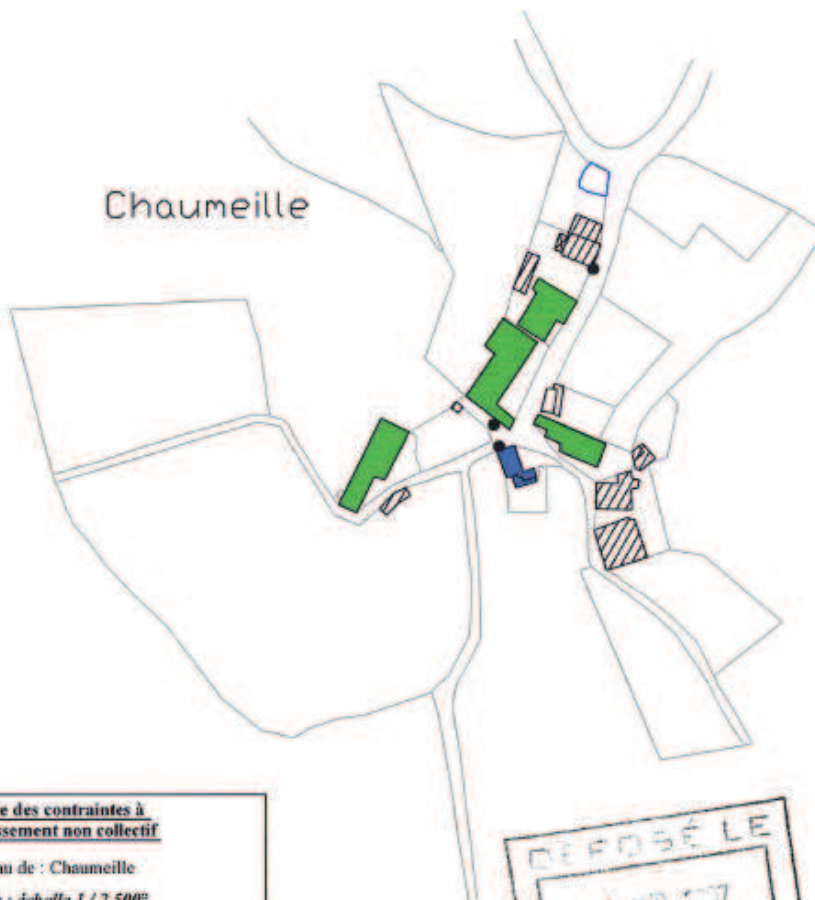








Chaumeille



Analyse des contraintes à l'assainissement non collectif

Hameau de : Chaumeille

Légende : échelle 1 / 2 500^e







Contraintes à l'assainissement:

- Sans contrainte
- Contrainte de surface
- Contrainte de topographie
- Contrainte d'occupation

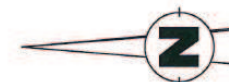
Analyse de l'existant:

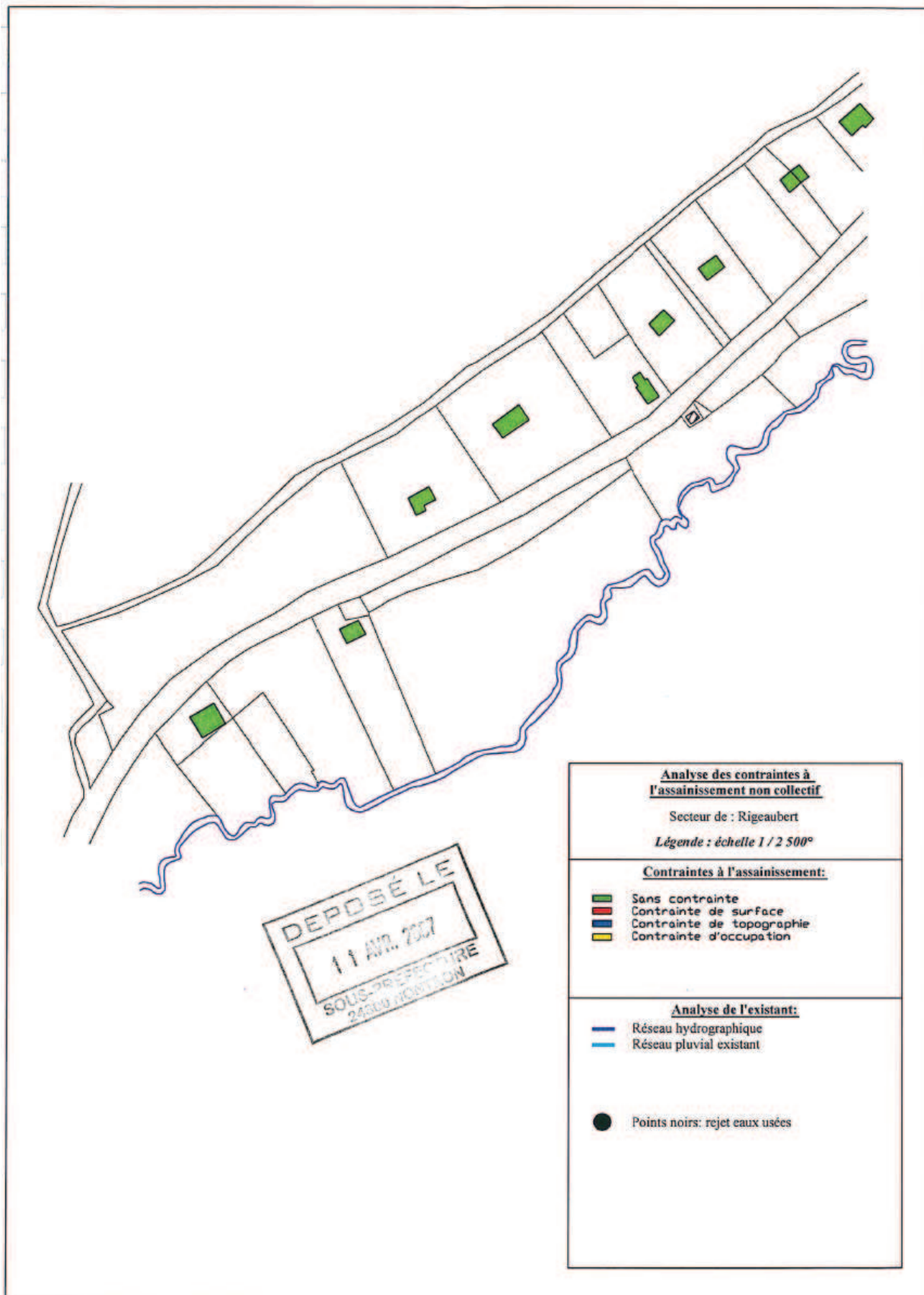
- Réseau hydrographique
- Réseau pluvial existant
- Points noirs: rejet eaux usées



Analyse des contraintes à l'assainissement non collectif Secteur de : Jamaye Légende : échelle 1 / 2 500 ^e		
Contraintes à l'assainissement: Sans contrainte Contrainte de surface Contrainte hydrographique Contrainte d'occupation		   
Analyse de l'existant: Réseau hydrographique Réseau pluvial existant		 
		Points noirs: réjet eaux usées

DEPOSÉ LE
11 AVR. 2007
SOUS-PREFECTURE
24300 MONTON





Conclusions : L'habitat dispersé est peu contraignant. Généralement la superficie des terrains est grande, hormis dans le bourg. Ailleurs, l'occupation des sols la plus fréquente est la présence de jardins cultivés.

Les secteurs qui apparaissent les plus contraignants sont :

- Lapeyronnie
- Puypelat
- Negrecombe
- Jamaye
- Langlade
- Puy d'Arnac
- La Font du Prince
- Brin
- Le Maine
- Les Combes

Sur les autres hameaux : compte tenu du faible nombre de contraintes et du peu d'habitations agglomérées, il n'apparaît pas nécessaire de réaliser du collectif sur ces secteurs.

Les différents problèmes rencontrés sont à régler par de l'assainissement autonome.

❖ Présentation du schéma d'assainissement

Après avoir pris connaissance des coûts d'investissement d'exploitation de l'assainissement collectif, ainsi que de l'incidence des travaux sur le prix de l'eau, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- ⇒ Retient comme zones susceptibles de bénéficier ultérieurement d'un assainissement collectif en dehors des zones déjà collectées et traitées, le secteur du Bourg, la Noujadère, le Clos, une partie des hameaux suivants :
 - Lapeyronnie,
 - Puypelat,
 - Les Reclauds.

Le paramètre ayant motivé ce choix est le suivant :

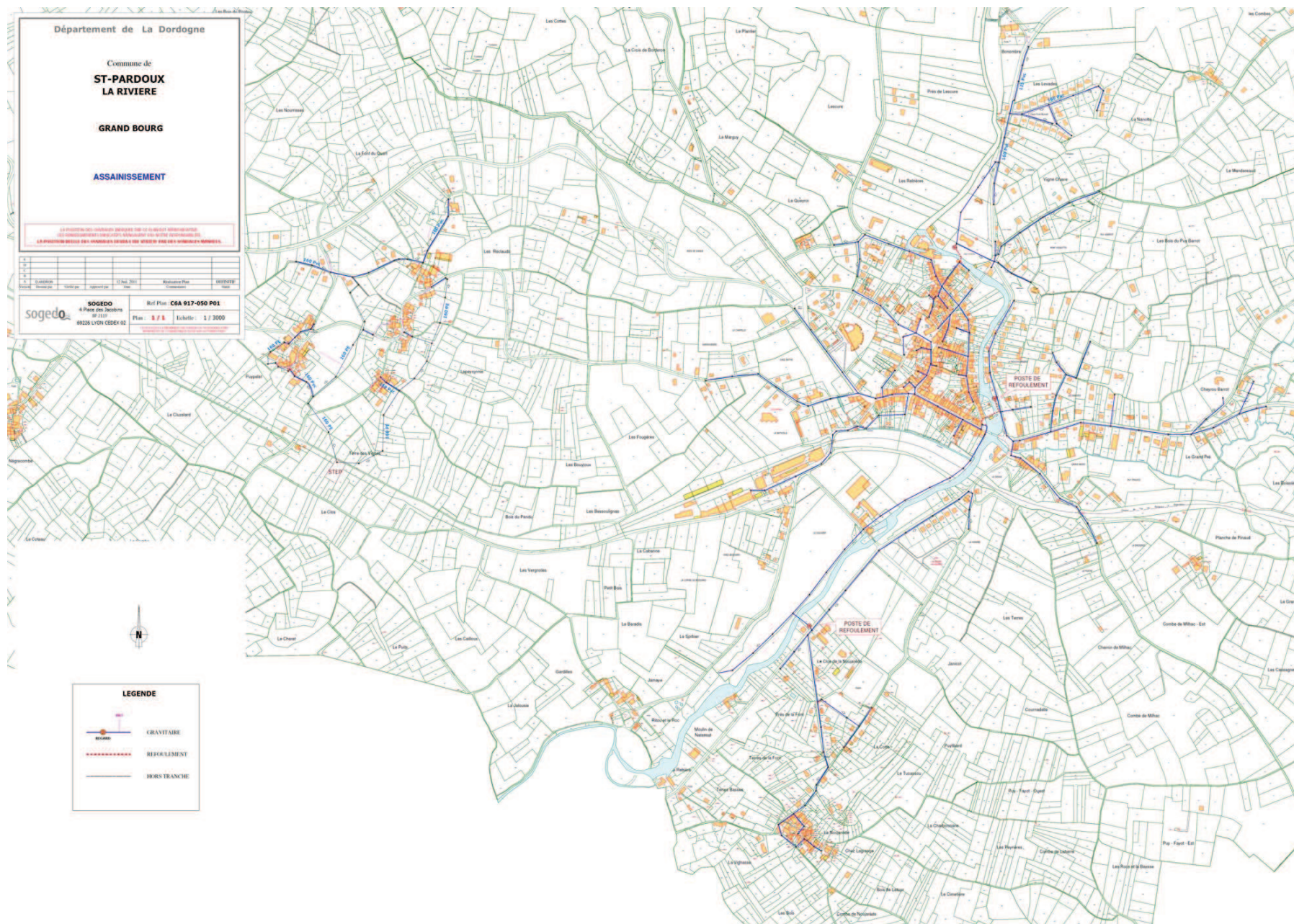
➤ le nombre d'habitations dans l'impossibilité d'adapter des filières d'assainissement non-collectif conformes sur leurs parcelles occasionne de nombreux rejets sur la voirie et dans le milieu naturel.

- ⇒ Précise que les autres secteurs de la commune, à l'exception de ceux déjà desservis par un assainissement collectif, relèvent de l'assainissement individuel pour la raison suivante :

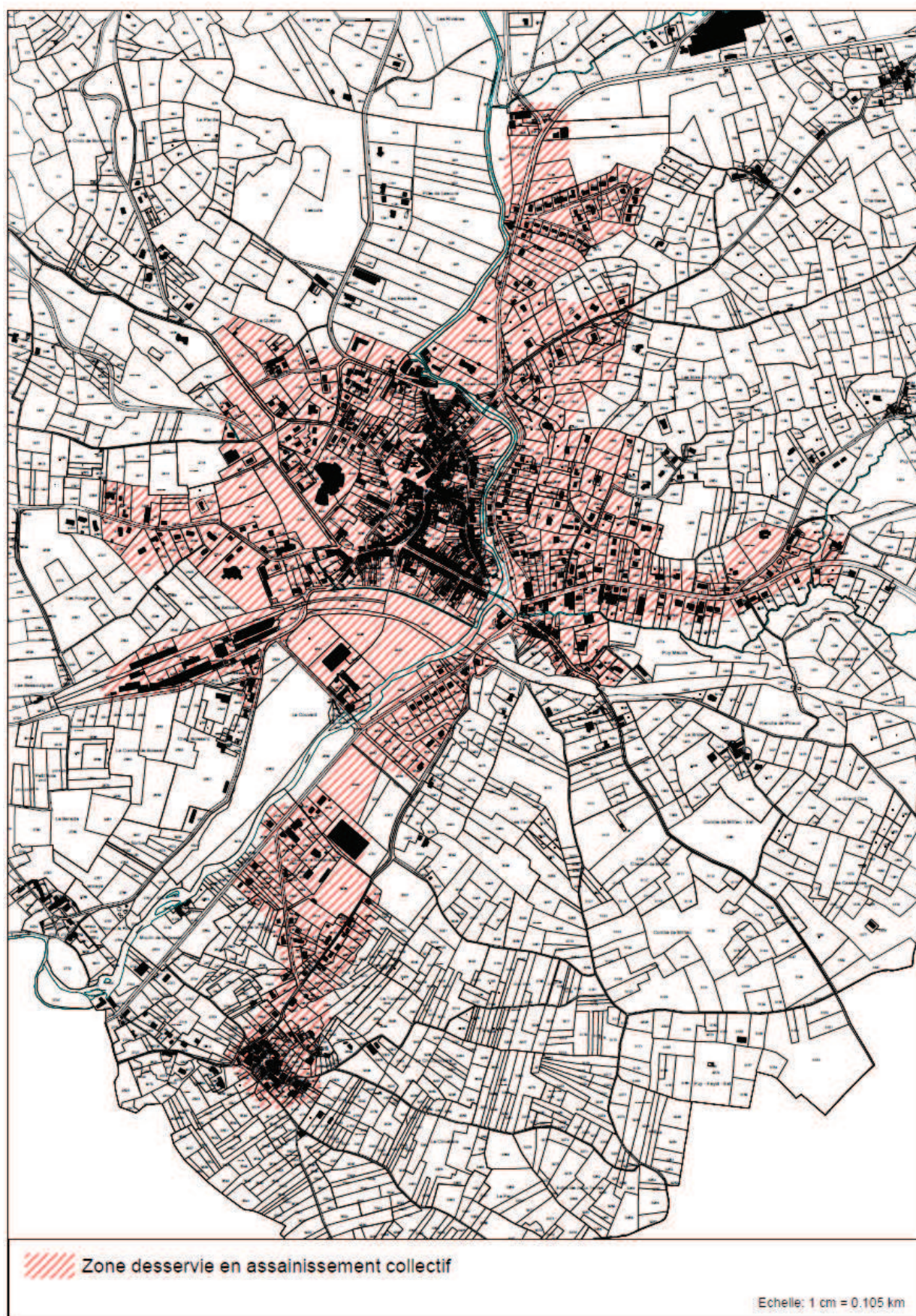
➤ L'habitat, en dehors des zones précitées, reste dispersé et moins contraignant à l'assainissement individuel.

Suite au zonage d'assainissement, les villages de Lapeyronnie, Puypelat et les Reclauds ont été desservis en assainissement collectif ; le plan des réseaux et les zones actuellement desservies en assainissement collectif figurent pages suivantes.

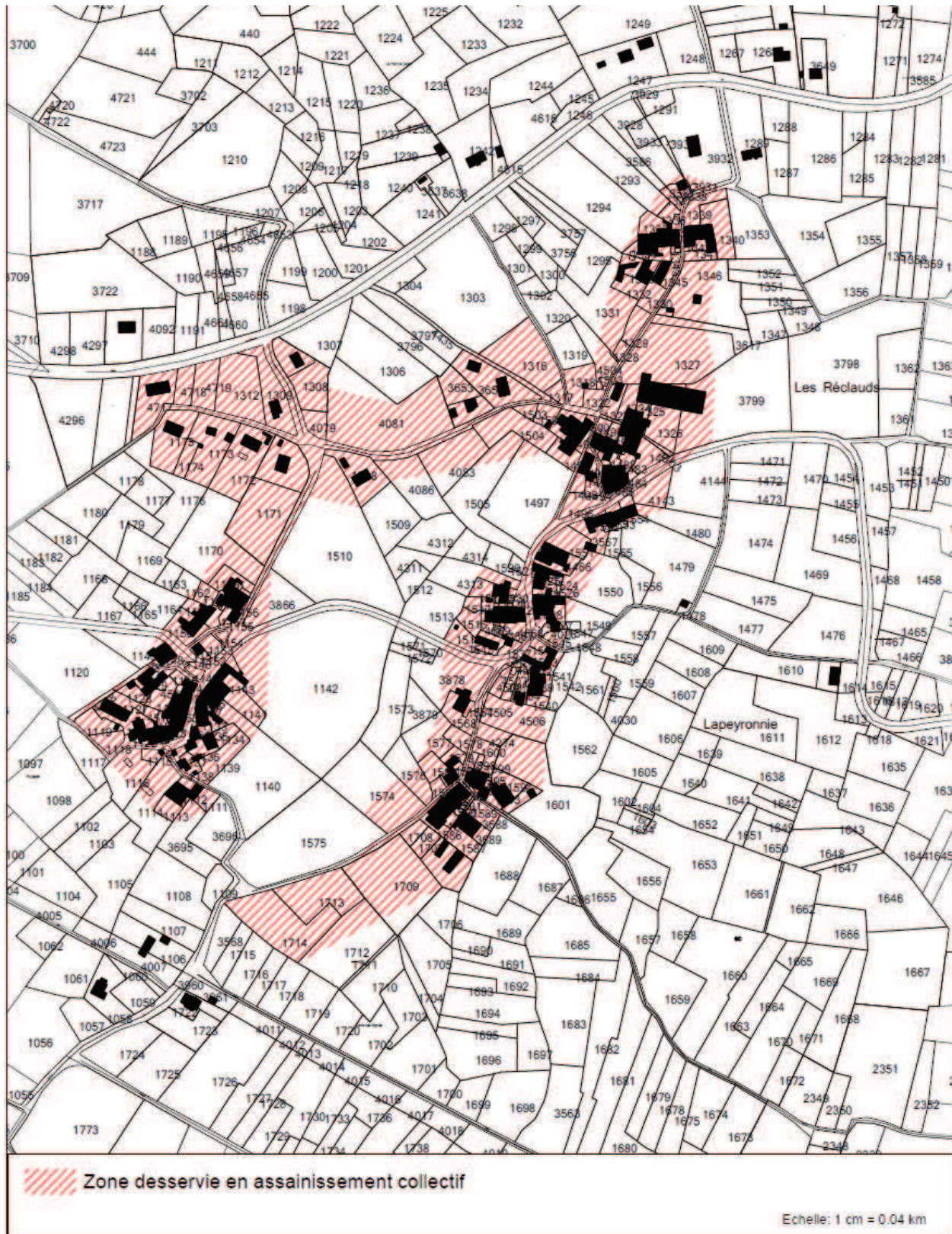
Plan du réseau d'assainissement collectif



Zone desservie en assainissement collectif : Le Bourg et Noujarède



Zone desservie en assainissement collectif : Lapeyronnie, Puypelat et les Reclauds



Dans la révision de la carte communale, la collectivité prévoit de développer le village de Puypelat. Elle envisage d'étendre le réseau d'assainissement collectif pour desservir les nouvelles constructions.

La commune compte deux stations d'épuration.

➤ Station d'épuration du Bourg

La SARL Conseils Etudes Environnement réalise actuellement une étude de diagnostic des systèmes d'assainissement du Bourg de Saint-Pardoux-la-Rivière.

Cette étude a permis de décrire la station d'épuration, d'identifier les problèmes et dysfonctionnements et d'identifier les effluents collectés.

Ensuite, des solutions seront recherchées pour améliorer le stationnement de la station d'épuration.

Les extraits du rapport relatif à cette étude sont présentés pages suivantes :

SARL Conseils Etudes Environnement

Etude de diagnostic des systèmes d'assainissement du bourg de Saint-Pardoux La Rivière

IV.1.4. 1 Dégrillage en entrée :

- Caractéristiques :

Ce dégrilleur est automatique courbe de largeur 0,30 m et de rayon 0,60 m avec un espace de 20 mm entre chaque barreau.

Les refus de dégrillage sont stockés dans un réceptacle situé en pied d'ouvrage et sont évacués par une filière de recyclage adaptée.



Vue de l'arrivée de la canalisation de relevage et de l'état du dégrilleur automatique

- Etat de fonctionnement :

Le peigne rotatif est entièrement oxydé et ne fonctionne plus.

Actuellement, le dégrillage se réalise manuellement plusieurs fois par semaine.

Il s'avère que les ouvrages de relevage stoppent une partie des flottants.

Le réceptacle du dégrilleur est également assez oxydé.

Cet ensemble nécessitera une réhabilitation.

Le génie-civil est en bon état.

IV.1.5. 1 dégraisseur aéré raclé, dessableur

- **Caractéristiques :**

Un raclage de surface, associé à un cadenceur réglable, évacue les écumes vers une trémie, ces écumes étant ensuite stockées dans la fosse à graisses.

Un tube siphonide permet le rejet de l'eau de séparation dans le réseau d'égouttage général, l'extraction des graisses se faisant par prise sur raccord pompier.

Les opérations de dessablage sont réalisées dans le même ouvrage que le dégraissage dont le fond en forme de tronc de cône inversé recueille les sables.

Ce dessableur est équipé d'un éjecteur hydrostatique, commandé par une vanne manuelle à couteau afin de permettre les chasses.

Cet ouvrage de type DEGREMONT présente les caractéristiques suivantes :

- diamètre : 2,00 m,
- surface : 3,14 m²,
- Volume utile dégraisseur : 10,3 m³,
- 1 moto-réducteur,
- 1 trémie d'évacuation,
- 1 ensemble de raclage,
- 1 jupe de diamètre 1200 mm et de hauteur de 2000 mm,
- Débit de pointe : 26 m³/h
- Surface à la vitesse maximale de 15 m/h : 1,73 m³/h
- hauteur liquide totale : 3,27 m
- hauteur liquide tronconique : 0,90 m
- La diffusion de l'air est assurée par une turbine fines bulles, d'une puissance d'environ 40 W/m².

L'évacuation s'effectue vers l'aire à sable, d'une surface de 3,5 m², équipée d'une vannette aluminium d'évacuation des eaux d'égouttage, retournant vers la fosse toutes eaux.



Vue du dégraisseur raclée

En arrière-plan de la photo, il se trouve une fosse de récupération des eaux de ressuyage :

- De l'ouvrage réceptacle des refus de dégrillage,
- De l'ouvrage réceptacle des refus de dessableur,
- De l'ouvrage réceptacle des refus de dégraisseur,
- Des refus de flottants du clarificateur,
- Du drainage du fond de silo à boues.

Cette fosse refoule, via une pompe vide cave de 5 m³/h, vers le prétraitement (dégraisseur)

- Etat de fonctionnement :

Cet ouvrage présente un fonctionnement adéquat.

Le génie-civil est en bon état, toutefois l'ouvrage n'était pas vide au jour de l'étude.

Les refus de dégraisseur et du dessableur sont stockés dans des réceptacles situés en pied d'ouvrage et sont évacués par une filière de recyclage adaptée. Le réceptacle pour les refus de dégraisseur a un volume de 1,4 m³ et celui pour les refus du dessableur a un volume de 1,2 m³.

IV.1.6. 1 bassin d'aération

- Caractéristiques :

Le bassin d'aération est de forme cylindrique avec les dimensions suivantes :

- Diamètre interne : 8 m,
- Hauteur utile : 4 m,
- Volume utile : 200 m³,

Caractéristiques liées aux effluents :

- DBO₅ de l'eau brute : 68,4 kg/j,
- Charge volumique Cv retenue : 0,35 kg/m³,
- Concentration de la liqueur (Sa) à 5 kg/m³ en moyenne avec 57% de MV.
- La charge massique $C_m = C_v/S_a = 0,35/5 = 0,07$.

Pour réaliser les conditions d'une aération prolongée, la charge massique doit être vérifiée de 0,1 à 7 Kg de DBO₅/Kg/MS.

Le besoin en oxygène journalier est le suivant :

$$O_2 = 4,1 \times (NTK_{EB} - NTK_{ET})$$

Avec $NTK_{EB} = 18 \text{ Kg/j}$ et $NTK_{ET} = 10 \text{ g/m}^3 \times 180 \text{ m}^3 = 1,8 \text{ Kg/j}$.

Soit $O_2 = 66,42 \text{ Kg/jour}$ pour l'azote

$$O_2 = Le \times (a' + (b''/(C_m \times R)))$$

Avec Le : Poids journalier de DBO éliminé $= 68,4 - (180 \times 0,03) = 63 \text{ kg}$

R : le rendement d'élimination de la DBO, $R = Le/DBO = 63 / 68,4 = 0,92$

a' : 0,65 et b'' : 0,052

$O_2 = 63 \text{ Kg de DBO} \times 1,45 \text{ Kg/Kg DBO} = 91,81 \text{ Kg par jour}$ pour la matière carbonée.

Soit une moyenne horaire de 6,59 Kg d'O₂ / h.

L'aération se fait par insufflation d'air au moyen du procédé FLEXAZUR T78.

Ce procédé permet de dissocier l'aération du brassage.

Une hélice de circulation (de diamètre 2200 mm), en fonctionnement permanent, assure un balayage permanent du bassin. Le brassage étant indépendant du débit d'air insufflé, celui-ci fonctionne alors en tout ou rien, de façon intermittente.

L'aération est disposée en bloc au fond de l'ouvrage de forme circulaire.

Le débit d'air nécessaire est produit par un supprimeur placé à l'intérieur du local d'exploitation. L'air est ensuite diffusé au moyen de diffuseurs originaux à très fort rendement d'oxydation.

La capacité du surpresseur est de 340 m³/h pour une pression de 550 mbar pour un apport spécifique brut de 3 kg d'O₂ par heure. La turbine a un apport spécifique brut de 1,5 à 1,7 Kg d'O₂ par heure.



Vue du bassin d'aération

- Etat de fonctionnement :

Le bassin d'aération fonctionne correctement depuis que le système d'agitation a été modifié. On note quelques fissures dans les parois de génie-civil qui sont de 0,20 m d'épaisseur. Malgré ces fissures, aucune fuite n'est à constater. De plus, l'ouvrage n'était pas vide au jour de l'étude.



Vue des fissures sur l'ouvrage du bassin d'aération

IV.1.7. 1 puits de dégazage, 1 clarificateur raclé et 1 ouvrage de recirculation des boues et de pompage des boues vers le silo à boues :

- Caractéristiques :

Le génie-civil de cet ensemble est en bon état.

Le puits de dégazage a été rehaussé par deux éléments pour éviter le débordement des écumes.

- Diamètre interne : 1 m,
- Hauteur utile : 4 m,

Le clarificateur possède les dimensionnes suivantes :

- diamètre du fût : 8,00 m,
- diamètre au déversoir : 7,40 m,
- Surface utile : 47 m²,
- Hauteur cylindrique utile : 2,00 m,
- Volume de 420 m³,

Les caractéristiques de fonctionnement qui en résultent sont les suivantes :

- au débit de pointe : 26 m³/h Vitesse ascensionnelle 0,55 m/h
- au débit moyen : 7,5 m³/h Vitesse ascensionnelle 0,16 m/h



Vue du puits de dégazage, du clarificateur et de l'ouvrage de recirculation des boues

- **Etat de fonctionnement :**

Le clarificateur raclé fonctionne correctement. Il n'y a pas de présence de bactéries filamenteuses en surface.

On note un défaut sur les lames déflectrices en inox. Elles jouent leur rôle mais leurs supports de maintien sont partiellement oxydés jusqu'à leur rupture pour certains.

L'ouvrage de recirculation des boues est équipé d'un inverseur permettant leur pompage vers le silo à boues.

Le génie-civil de cet ensemble est en bon état, toutefois l'ouvrage n'était pas vide au jour de l'étude.

- **Le silo de stockage des boues,**

Les boues épaissies sont stockées dans un silo concentrateur.

Son volume est de 80 m³. L'autonomie de stockage est dimensionnée pour un stockage supérieur à 5 semaines, avec des concentrations variant entre 23 et 25 g/L.

L'ouvrage est équipé en fond d'une prise extérieure munie d'un raccord rapide, type pompier, permettant le remplissage d'une tonne à lisier en vue d'une valorisation agricole des boues et d'une tuyauterie d'évacuation vers le lit floclé.

Ce silo a été équipé d'un système de drainage de fond permettant de renvoyer en tête de station les eaux de ressuyage.

Le génie-civil de cet ouvrage est en bon état. Toutefois l'ouvrage n'était pas vide au jour de l'étude.

Actuellement, le lit de séchage existant n'est plus utilisé.

- **Canal de mesure en sortie,**

Les eaux retraitées en sortie de clarificateur passent par un canal équipé d'une paroi mince (seuil déversant triangulaire avec angle de 46°) permettant de positionner un appareil de mesure de débit.

Le canal est en bon état et la paroi mince constitué d'une plaque en inox en bon état de conservation.

Ce canal rejoint le milieu naturel : la Dronne en aval du moulin.

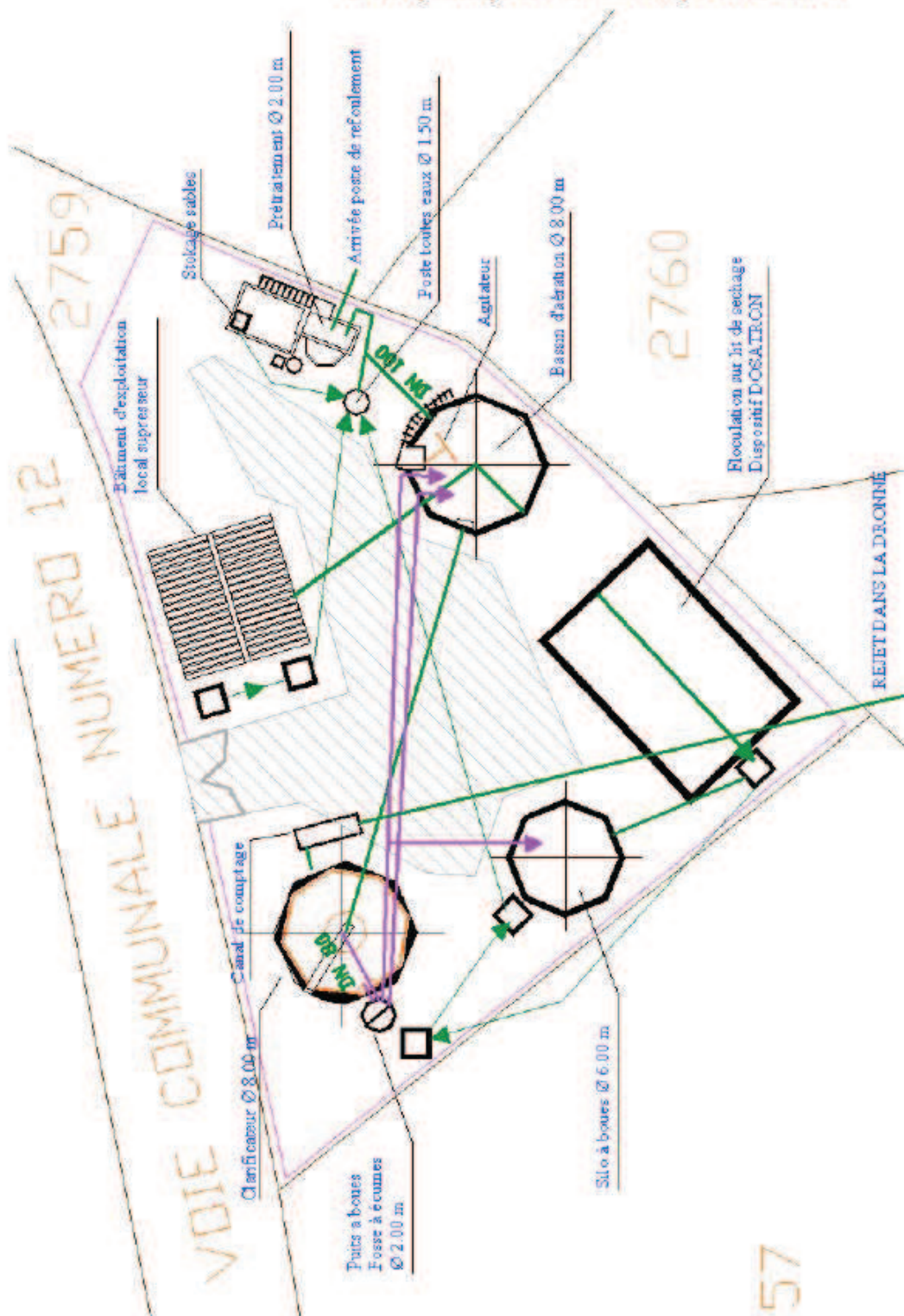


Vue du canal permettant la mesure de débit en sortie de STEP

S
y
n
o
p
t
i
q
u
e

d
e

l
a

S
T
E
P

IV.2. Les problèmes et dysfonctionnements rencontrés

L'entretien et l'exploitation de la STEP sont réalisés en régie. L'enceinte du site de la STEP, l'état des ouvrages, et du stockage des refus montrent un certain sérieux d'entretien.

Les contrôles effectués par le SATESE du département ont donné lieu à des analyses de certains paramètres de l'effluent traité ou à des tests. (voir annexe 2)

Résumé des bilans du SATESE(Service d'Assistance Technique à l'Epuration et au Suivi des Eaux) des années 2009 – 2010 et 2011

Des eaux claires parasites sont captées par le réseau de collecte essentiellement en temps de nappe haute (pluies abondantes et crue de la Dronne). La nature de ces eaux parasites est soit météoritique, soit hydrographique.

Les eaux claires parasites de nature météoritiques ont souvent pour origine de mauvaises connexions entre le réseau d'eaux usées et le réseau d'eaux pluviales de particuliers, ainsi l'eau apportée par la pluie des particuliers (gouttières...) peut se jeter dans le réseau d'eaux usées au lieu d'être dirigée vers le réseau adapté ou directement vers le milieu naturel.

Les eaux claires de natures hydrographiques sont souvent dues à un problème d'étanchéité des réseaux. La nappe phréatique s'infiltre alors à l'intérieur du réseau.

Dans les deux cas, cet apport d'eau non comptabiliser lors de la conception de la station va surcharger hydrauliquement cette dernière. Cette quantité d'eau propre supplémentaire dilue les effluents et rallonge la durée des différents traitements et de ce fait abaisse le rendement épuratoire des ouvrages.

Dans le cadre de ce diagnostic qui a pour but d'identifier et d'apporter des solutions à ces problèmes, une synthèse des différents rapports de fonctionnement de la station d'épuration de Saint-Pardoux La Rivière effectués par le Service d'Assistance Technique à l'Epuration et au Suivi des Eaux (SATESE) de l'année 2008 à 2011 est réalisée.

Entre 2008 et 2011, le SATESE a réalisé un total de 14 visites sur la ville de St Pardoux la Rivière.

Le problème d'eaux claires parasites a été observé de manière récurrente lors de toutes les périodes de nappes hautes et suite aux événements pluvieux.

Un autre problème récurrent sur le réseau est l'obstruction des pompes de relevage ou du réseau. Plusieurs interventions ont été réalisées pour corriger ces dysfonctionnements, principalement pour débouchage des postes de relevage. Le SATESE préconise d'ailleurs une meilleure sensibilisation auprès des abonnés (ne pas jeter d'objet grossier lentement biodégradable ou non dans le réseau) et la mise en place de curage préventif sur certaines portions du réseau particulièrement exposées pour éviter au mieux les bouchages.

Le dernier problème régulièrement rencontré est la panne de l'agitateur du bassin d'aération.

Néanmoins, le suivi et l'entretien de la station, ainsi que la tenue du cahier d'exploitation a toujours été réalisé avec soin.

Le rendement épuratoire de la station est bon sur l'ensemble de la période observée, comme le montre le tableau suivant :

	DBO ₅	DCO	MES	NTK	Pt
23/07/2009	98 %	97 %	99 %	96 %	65 %
14/10/2009	99 %	96 %	96 %	96 %	76 %
31/05/2010	97 %	96 %	99 %	96 %	47 %
24/11/2010	99 %	95 %	97 %	96 %	82 %
04/05/2011	99 %	99 %	98 %	97 %	78 %
24/08/2011	99 %	97 %	99 %	97 %	30 %

Remarque : la station n'a pas été conçue pour traiter la pollution phosphorée.

Enfin, pendant la période allant de 2008 à 2011, le SATESE a constaté une grande variation de la charge volumique et de la charge massique entrant à la station. Il a été observé une variation allant de 48% à 211% de la charge organique nominale et une variation allant de 38% à 72% de la charge hydraulique nominale.

Ces variations peuvent être expliquées, dans le cas de la charge organique par une variation de la population dans le bourg, et dans le cas de la charge hydraulique par l'apport d'eaux claires parasites aussi bien météoritique par les événements pluvieux que permanente venant de la nappe lors des périodes de nappes hautes.

Néanmoins, les eaux traitées sont de bonne qualité toute l'année et surtout par temps sec et n'entraînent pas un déclassement de la qualité physico-chimique et écologique de l'eau de la Dronne définit dans le SDAGE Adour-Garonne.

Les valeurs seuils à respecter après dilution sont les suivantes (exprimée en mg/l) :

Qualité	MES	DBO ₅	NH ₄ ⁺	NTK	NO ₃ ⁻	Ptotal
Bon état	<35	<6	<0,5	<2	<50	<0,2

Caractéristiques des eaux de la Dronne

Paramètres	Objectif de Bon Etat	Caractéristiques des eaux de la Dronne
DBO ₅	< 6	3 mg/l
MES	< 35	15 mg/l
NTK	< 2	1,5 mg/l
NH ₄ ⁺	< 0,5	0,01 mg/l
NO ₃ ⁻	< 50	8,7 mg/l
P _{total}	< 0,2	0,125 mg/l

(source des données : RNDE).

D'où on peut vérifier l'impact des rejets de la station :

Paramètres	Eaux épurées en sortie par temps sec	Caractéristique eaux de la Dronne	Objectif de Bon état	Eaux du ruisseau de la Dronne en aval du rejet (Q rejet = 7.22 l/s)
DBO ₅	3,33 mg/l	3 mg/l	<6	3 mg/l
MES	4,6 mg/l	15 mg/l	<35	15 mg/l
NTK	2,16 mg/l	1,50 mg/l	<2	1,51 mg/l
P _{total}	4,2 mg/l	0,125 mg/l	<0,2	0,2 mg/l

(Mode de calcul pour le tableau précédent)

$$\text{AMONT} + \text{REJET} = \text{AVAL}$$

D'où

$$\text{Concentration amont de la rivière} \times \text{débit d'étiage} + \text{concentration rejet} \times \text{débit de rejet} = (\text{débit d'étiage} + \text{débit rejet}) \times \text{concentration aval.}$$

$$C_{\text{aval}} = (C_{\text{amont}} \times Q_{\text{étiage}} + C_{\text{rejet}} \times Q_{\text{rejet}}) / (Q_{\text{étiage}} + Q_{\text{rejet}})$$

Avec :

$$Q_{\text{étiage}} = Q_{\text{MNA5}} = 350 \text{ l/s soit } 0.35 \text{ m}^3/\text{j}$$

$$Q_{\text{rejet}} = 125 \text{ m}^3 / \text{j en période sèche (Sources : Bilans SATESE)}$$

$$\text{soit } 125 \text{ m}^3/\text{j} / 16 \text{ heures} \times \text{coefficient de sécurité de } 3 = 6.5 \text{ l/s}$$

$$Q_{\text{rejet}} = 150 \text{ m}^3 / \text{j en période pluvieuse car eaux claires parasites (Sources : Bilans SATESE)}$$

$$\text{soit } 150 \text{ m}^3/\text{j} / 16 \text{ heures} \times \text{coefficient de sécurité de } 3 = 7.8 \text{ l/s}$$

(Q rejet = moyenne entre Q rejet temps sec et Q rejet temps de pluie = 7,22 l/s)

C amont de la Dronne = Valeurs moyenne du RNDE entre 1999 et 2009

C rejet = Valeurs issues des bilans SATESE 2008 à 2011

Le débit de référence est de 12 l/s, débit au-delà duquel le seuil de bon état du paramètre phosphore total, n'est plus respecté.

IV.3. Effluents collectés

IV.3.1. Eaux usées domestiques

IV.3.1.1. Consommation en eau potable

Les volumes théoriques d'eaux usées domestiques transportés dans le réseau peuvent être estimés grâce aux consommations en eau potable fournies par la SOGEDO.

La consommation d'eau potable arrivant sur la STEP est estimée sur une moyenne des 3 dernières années (2009, 2010 et 2011).

Le nombre d'abonnés est de 658 pour une consommation d'eau de 37132 m³. Le volume moyen journalier rejeté est de **155 l/j/abonné**.

En retirant 11 compteurs concernant les 7 plus gros consommateurs d'eau, le volume d'eau lié aux autres consommateurs est de 29037 m³ pour 647 abonnés. Le rejet journalier moyen lié à ces consommateurs représente un volume moyen journalier de **123 l/j/abonné**.

On remarque un grand nombre de logement vacant ou résidence secondaire, du fait de la faible (ou nulle) consommation (<20 m³/an) : **environ 49,9%**. Le volume de total consommé est estimé à 26000 m³ pour 324 abonnés soit un volume moyen journalier de **220 l/j/abonné**.

En 2008 le nombre d'habitants est de 4462, le nombre de logement total est de 3321 avec une part de 66,3 % de résidence principale. Le nombre d'habitants par habitation est de 4462 / (3221 x 66,3%) soit 2,09 habitants par logement.

La consommation journalière en eau potable peut être estimée à 105 l/habitant.

Cette consommation est un peu plus faible par rapport aux consommations d'eau théoriques (150 l/j/EH) mais assez identiques à celles observées dans des communes de même importance.

IV.3.1.2. Rejets théoriques d'eaux usées

La consommation en eau potable n'est pas directement liée aux rejets dans le réseau d'eaux usées. En effet, pour l'eau à usage domestique, il faut tenir compte des mauvais et des non-raccordements, et du fait qu'une partie non négligeable de l'eau potable consommée n'est pas rejetée dans le réseau (eau d'arrosage, ...). Concernant l'eau à usage domestique, la somme d'eau non rejetée dans le réseau d'assainissement peut être estimée à 10%.

Toutefois, la présence de puits et de la rivière à proximité des habitations peut induire l'utilisation de ces eaux à destination domestique avec rejet dans le réseau.

Afin de prévoir les effluents liés à la consommation d'eau potable, nous avons calculé les débits AEP journaliers en découpant par secteur associé de découpage de bassin versant :

Antenne	Volume annuel (m³/an)	Volume journalier (m³/jour)	Nombre d'abonné	Consommation globale (m³/hab/jour)
Arrivant au PRF4	2980	8,16	63	62
Arrivant au PRF3	8934	16,81	118	68
Arrivant à Rj 31	17184	47,08	229	98
Arrivant à Ri 12	9963	27,30	233	56
Arrivant au PRF2	3853	10,56	78	65

Remarque : Le taux d'occupation moyen est de 2,09 habitants par logement.

Le rejet global pour la station d'épuration est estimé à :

➤ **Antenne arrivant à PRF1 : 37 132 m³ par an soit environ 101,73 m³ en moyenne par jour.**

En considérant qu'1 Equivalent habitant correspond à 150 L par jour, le rejet global pour la station d'épuration correspond à :

➤ **Station : 678 E.H, pour un dimensionnement de 1130 E.H.**

Il est intéressant de voir que l'on se trouve ainsi, en termes de charge hydraulique, en dessous des capacités nominales de la station d'épuration.

Les bilans SATESE montrent qu'en période sèche, le volume moyen journalier de 125 m³.

Les eaux claires parasites permanentes représenteraient alors 20% du volume journalier dans le cas de période de nappes basses. Ce pourcentage va augmenter lors de période de nappes hautes.

IV.3.2. Eaux Industrielles et gros consommateurs

Il existe quelques entreprises grosses consommatrices d'eau potable (consommation annuelle supérieure à 400 m³) qui sont les suivantes :

- SA Gauthier, dans la ZAE route de Brantôme : 1007 m³,
- 1 particulier : Cibot Gabriel - rue Georges Clemenceau : 594 m³,
- SARL Lard du goût – Grand rue de la Barre : 352 m³,
- SARL Angélique et Yannick - Grand rue de la Barre : 229 m³,
- Maison de retraite – Louis Pasteur et Sireyjol : 5228 m³,
- 2 compteurs : Gendarmerie – Route de Thiviers : 300 m³,
- 4 compteurs : Le groupe scolaire et écoles : 385 m³,

Les 11 abonnés précédents sur les 658 abonnés au total raccordés au réseau séparatif, totalisent 8095 m³ sur les 37132 m³ (soit 21,80 % de la totalité distribuée).

Remarque :

Au jour de l'étude nous ne disposons pas de relevé de consommation d'eau des entreprises récentes édifiées sur la zone commerciale.

➤ Station d'épuration de Lapeyronnie

Les données disponibles sur le SIE Adour Garonne sont présentées ci-dessous :



Fiche système d'assainissement 2013

<http://adour-garonne.eaufrance.fr/step/0524479V002>

A.E.A.G.

Fiche système d'assainissement 2013
ST PARDOUX LA RIVIERE (Lapeyronnie)
Réseau de type Séparatif



A.E.A.G.

1 Station : ST PARDOUX LA RIVIERE (Lapeyronnie)

Code Sandre	0524479V002
Nom du maître d'ouvrage	COMMUNE DE SAINT PARDOUX LA RIVIERE
Nom de l'exploitant	-
Date de mise en service	01 mai 2010
Date de mise hors service	-
Niveau de traitement	Secondaire bio (Ntk)
Capacité	120 éq-hab.
Charge nominale DBO5	7 Kg/j
Charge nominale DCO	17 Kg/j
Charge nominale MES	11 Kg/j
Débit nominal temps sec	18 m3/j
Débit nominal temps pluie	-
Filières EAU	File 1 : Filtres plantés, Zone intermédiaire avant rejet
Filières BOUE	File 1 : Filtres plantés de roseaux
Filières ODEUR	-
Coordonnées du point de rejet (Lambert 93)	522 313, 6 490 450 - Coordonnées établies (précision du décimètre)
Milieu récepteur	Infiltration

2 Observations SDDE 2013

2.1 Système de collecte

Pas de remarques particulières.

2.2 Station d'épuration

Aucun prélèvement d'eau traitée n'a pu être réalisé cette année faute d'écoulement.

Les dysfonctionnements liés à la conception de la station sont toujours les mêmes et ne présentent pas de solutions. La bâchée du deuxième étage met notamment en charge le réseau drainant du premier étage.

Le compteur de bâchée est hors service. Il est nécessaire de le remplacer afin de connaître les volumes reçus par la station.

Les roseaux se développent correctement.

La station est bien entretenue.

2.3 Sous produits

Les boues sont stockées à la surface du filtre du 1er étage. Pour le moment, la hauteur de boues est faible.

3 Données chiffrées

3.1 Tableau de synthèse

Année d'activité 2013

Paramètres	Pollution entrante			Rendement	Pollution sortante	
	Charge	% Capacité	Concentration		Charge	Concentration
VOL	9 m3/j	50 %			9 m3/j	
DBO5	3 Kg/j	40 %	311 mg/l	89 %	0 Kg/j	33 mg/l
DCO	7 Kg/j	39 %	744 mg/l	90 %	1 Kg/j	78 mg/l
MES	3 Kg/j		311 mg/l	89 %	0 Kg/j	33 mg/l
NGL	1 Kg/j		78 mg/l	0 %	1 Kg/j	78 mg/l
NTK	1 Kg/j		78 mg/l	57 %	0 Kg/j	33 mg/l
PT	0 Kg/j		11 mg/l	0 %	0 Kg/j	11 mg/l

4 Accès aux données

Les données historiques sont disponibles en téléchargement depuis la thématique "Usages et pressions polluantes domestiques et urbaines" ou sous forme d'archive depuis le catalogue de données du SIE du Bassin Adour Garonne (<http://adour-garonne.eaufrance.fr>).

Accès à la fiche du Portail d'information sur l'assainissement communal : <http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/station.php?code=0524479V002>

1.3.2.5. L'électricité

Le réseau d'électrification est géré par Transport Electricité de France.

1.3.2.6. La défense incendie

La commune dispose de 19 poteaux incendie répartis dans le Bourg, à Lapeyronnie, à Chaumeille, à Puypelat, aux Combes et à La Noujarède :

N°	GENRE	TYPE	LOCALISATION
2	PA	2m3	Chez Bathé
3	PA	2m3	Lapeyronnie
4	PA	2m3	Chaumeille
5	PI	100	Le Queyroi
6	PI	100	Rue Maurice Imbert
7	PI	100	Mairie
8	PI	100	Pont de la Grave
9	PI	100	Avenue de Chantres face à la gendarmerie
10	PI	100	Z.I. Baticolle ancienne gare
11	PI	100	Z.I. Baticolle face aux entrepôts
12	PI	100	Puypelat
13	PI	100	Les Combes
14	PI	100	Le Maine : CIHB
15	PI	100	Le Maine dans le bourg
16	PI	100	Le Maine : Usine Brives
17	PI	100	La Noujarède
18	PI	100	Route de Lapeyronnie Ecole
19	PI	100	Le Couvent à l'entrée de l'entreprise Transports Gauthier
20	PI	100	Place du Champs de Foire

De plus, un poteau incendie a été installé en juillet 2013 de façon à desservir le secteur de la Plaine du Couvent.

→ voir carte page suivante.

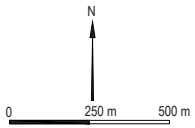
1.4. LES ACTIVITÉS

1.4.1. La population active

Entre 1999 et 2010, la population en âge de travailler a connu une hausse de 9,6% pour atteindre 616 personnes.

En 2010, le nombre d'actifs recensés sur la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière est de 417 : 225 hommes et 191 femmes.

Entre 1999 et 2010, le chômage a diminué ; il est passé de 9,1% à 6,6%.



LEGENDE



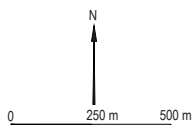
Hydrants conformes




Hydrants non conformes

Source : SDIS 24 - Novembre 2013

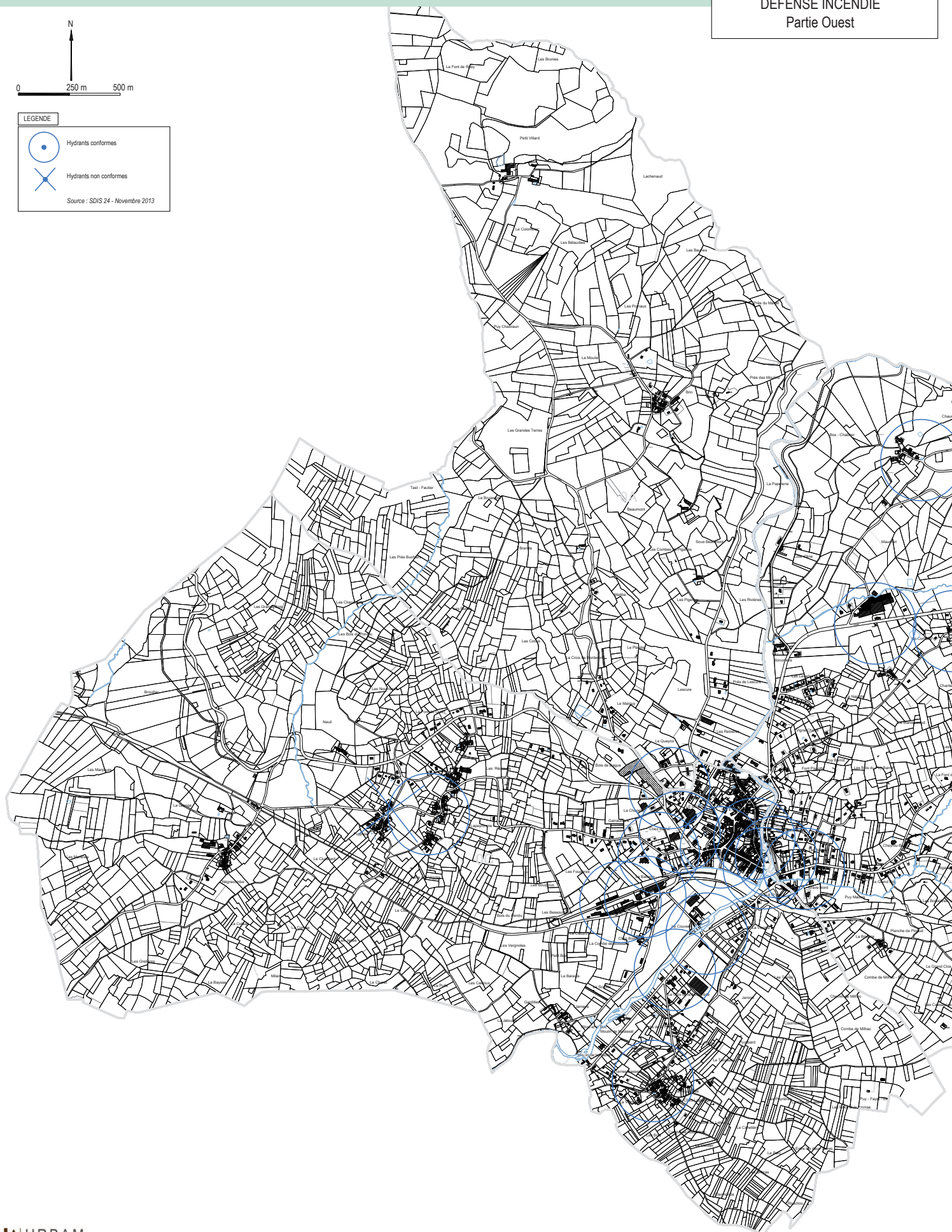




LEGENDE

-  Hydrants conformes
-  Hydrants non conformes

Source : SDIS 24 - Novembre 2013



1.4.2. Les activités commerciales, artisanales, industrielles et touristiques

Les activités commerciales et industrielles de la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière se concentrent essentiellement sur le centre bourg.

○ Le commerce et les services

On recense sur la commune de Saint Pardoux-la-Rivière:

- 1 supermarché
- 2 boucheries-charcuteries
- 2 boulangeries
- 2 magasins d'électroménager
- 1 fleuriste
- 3 coiffeurs
- 1 bureau de tabac
- 1 quincaillerie
- 1 maréchal-ferrant
- 1 magasin de vêtements
- 1 auto-école
- 1 Poste
- 1 Perception
- 1 caserne de pompiers
- 1 brigade de gendarmerie
- 1 assureur
- 2 pharmacies
- 1 jardinerie

○ L'artisanat et l'industrie

On recense :

- 1 maçon/couvreur
- 1 maçon
- 1 menuisier/ pompe funèbre
- 2 plombiers
- 1 électricien
- 3 plâtriers/ peintres
- 2 scieries
- 1 fabricant d'accessoires de mode
- 1 tannerie
- 1 transporteur routier
- 1 taxi
- 3 sociétés autour du bois
- 1 designer

La commune dispose donc de commerces et de services.

Au niveau des emplois, les commerces, artisans et industries présents sur la commune constituent des employeurs potentiels.

Il est à noter que la commune est proche de plusieurs bassins d'emploi : Nontron (11 kms), Villars (12 kms), Champagnac de Belair (13 kms), Condat-sur-Trincou (18 kms), Thiviers (21 kms), Brantôme (22 kms), Périgueux (48 kms) et Limoges (68 kms).

○ Le tourisme

Le tourisme est un secteur économique créateur d'emplois. La Dordogne est l'une des premières zones touristiques de la France intérieure ; le Périgord Vert est un Pays d'Accueil Touristique depuis les années 1980.

L'offre en hébergement est composée de :

- 1 hôtel-restaurant de 12 chambres
- camping intercommunal de 39 emplacements, 2 étoiles
- 2 maisons d'hôtes
- locations de meublé

On compte trois restaurants sur la commune.

Les activités touristiques sont la promenade, la pêche...

Plusieurs circuits de randonnée sillonnent le territoire communal :

- La Voie Verte a été aménagée sur une ancienne voie ferrée. Sur une longueur de 17 kilomètres, vous pourrez vous adonner à votre sport favori : course à pied, randonnée en vélo, à pied ou à cheval.
- Le Circuit orchidées " Yvette Mariaud " : D'avril à mi-juin, 22 espèces d'orchidées sont présentes sur le domaine public communal : Orchis morio, bouc et homme-pendu, Ophrys abeille et mouche, Limodore... partez à la découverte de la beauté des orchidées sauvages. Des panneaux signalent les stations d'orchidées et assurent, grâce à la participation des agents techniques, une fauche tardive.
- Boucle de Puypelat : 6 km
- Boucle de Bordessoule : 4,9 km
- Boucle de la Dorie : 11,6 km

1.4.3. L'activité agricole

Dans le cadre de l'élaboration de l'Atlas de Gestion de l'Espace de la Communauté de Communes du Périgord Vert, une réunion en présence des représentants du monde agricole et de la Chambre d'Agriculture a eu lieu en Septembre 2004 et un questionnaire a été envoyé à chaque agriculteur.

Voici les conclusions de cette étude agricole :

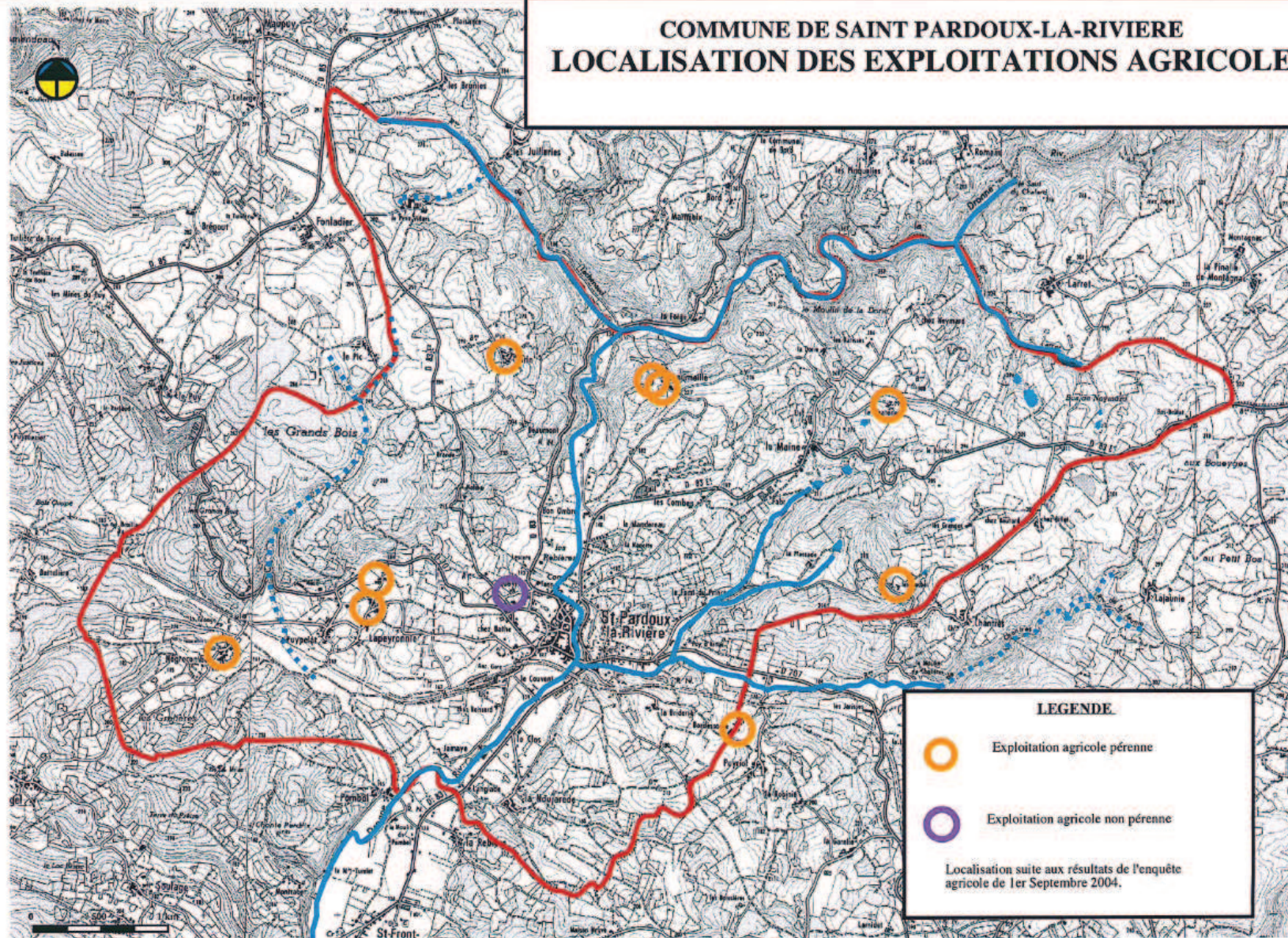
Sur la commune de **Saint-Pardoux-la-Rivière**, et selon la Mairie, il y a 13 agriculteurs.

Sur les 13 exploitations, il y a une GAEC. 10 exploitants sur 13 ont répondu au questionnaire. L'âge moyen de l'exploitant est de 58 ans, 8 exploitations sur 10 sont des exploitations principales, 7 sont pérennes et 3 ne savent pas encore.

Sur la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière, on fait de l'élevage laitier et viande en priorité puis un peu de polyculture et on recense un maraîchage bio.

L'agriculteur présent lors de la réunion est un jeune agriculteur qui nous explique que son installation est une installation classée mise aux normes mais qu'elle se trouve envahie par des terrains constructibles. Donc là encore il y a des problèmes de voisinage.

COMMUNE DE SAINT PARDoux-LA-RIVIERE LOCALISATION DES EXPLOITATIONS AGRICOLE



✓ Les agriculteurs

Actuellement, la commune compte 5 exploitations agricoles réparties dans plusieurs villages :

- Lapeyronnie
- Nègrecombe
- Brin
- Les Roches

✓ Les épandages

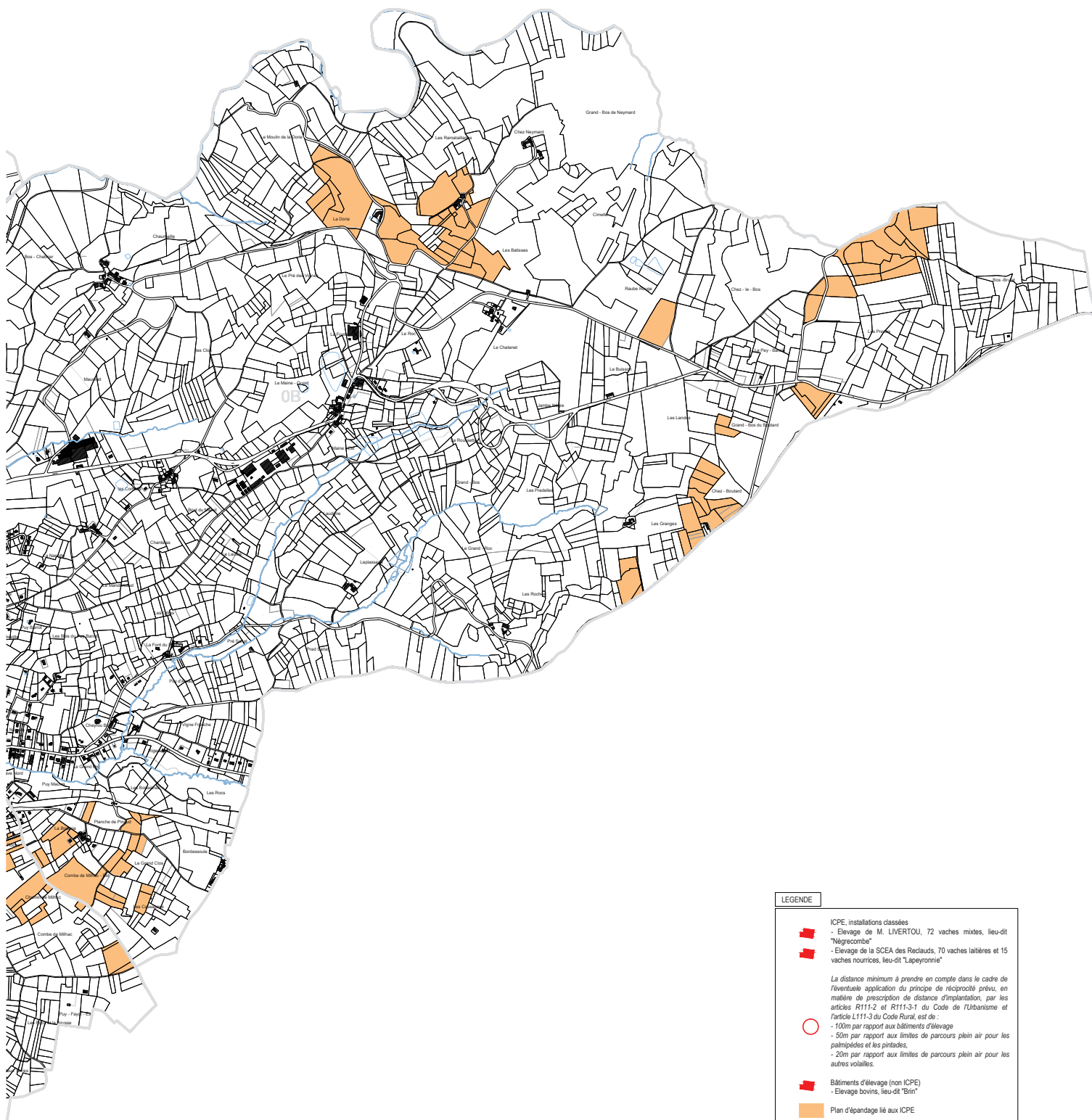
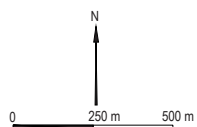
Plusieurs exploitants agricoles épandent leurs effluents d'élevage :

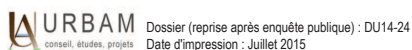
- SCEA des Reclauds
- M. Livertou Daniel
- EARL de Goulat (commune de Nontron)
- M. Desages Jean-Pierre (commune de Nontron)
- EARL Domaine du Pic (commune de Nontron)
- M. Mazière Alain
- M. Biaussa Eric

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière est concernée par l'AOC Noix du Périgord et par 9 IGP :

- IGP Agneau du Limousin
- IGP Agneau du Périgord
- IGP Canard à foie gras du Sud Ouest
- IGP Jambon de Bayonne
- IGP Périgord blanc
- IGP Périgord rosé
- IGP Périgord rouge
- IGP Porc du Limousin
- IGP Veau du Limousin

➔ voir carte page suivante.





PARTIE 2 : PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT

La révision de la carte communale a été prescrite par la Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais qui a pour ambition de former un espace de solidarité entre communes membres afin d'élaborer un projet commun de développement et d'aménagement de son territoire.

Elle s'articule autour de 2 axes forts :

- Une démarche solidaire qui permettra aux communes de travailler ensemble au développement du territoire pour répondre à des missions qu'elles n'auraient pas pu assumer seules notamment le développement touristique, l'aménagement du territoire, l'urbanisme, la réalisation d'équipements structurants et de proximité.
- Une volonté commune de positionner notre territoire dans les conditions les plus favorables pour développer le tourisme, accueillir de nouveaux habitants, mais aussi protéger et valoriser un patrimoine naturel de grande qualité, offrir les équipements et les services nécessaires pour une meilleure qualité de vie.

Ainsi, la Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais est conçue comme **un instrument de développement local** pour mieux répondre aux aspirations et aux besoins d'épanouissement de ses habitants et mettre en valeur ses richesses naturelles.

Au fur et à mesure de ses moyens budgétaires, la CCPVN a procédé à des travaux d'aménagement dans les différents bourgs de la Communauté. Elle a également fait le choix d'une politique de stimulation du Tourisme avec de nombreuses réalisations axées sur le tourisme vert. Elle s'engage également à soutenir les actions en faveur de l'enfance et l'adolescence avec un centre de loisirs intercommunal et des garderies périscolaires sur le territoire. La protection de l'environnement est aussi une des compétences que la CCPVN a décidé d'exercer. Ce choix correspond à une volonté d'agir pour la protection de son milieu naturel.

En matière d'urbanisme, la Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais souhaite :

- Accueillir de nouveaux habitants et donc permettre l'implantation de nouvelles constructions
- Maintenir les activités économiques présentes sur le territoire et permettre l'accueil de nouvelles entreprises
- Conforter, maintenir et développer les équipements touristiques

2.1 PERSPECTIVES DÉMOGRAPHIQUES

Trois hypothèses de calcul sur les perspectives démographiques peuvent être proposées :

- H1= Hypothèse faible indiquant une relative stabilité H1 = + 0,1%
- H2 = Hypothèse moyenne H2 = + 0,5%
- H3 = Hypothèse forte H3 = + 1%

Hypothèses	Population 2010	Estimation 2015	Estimation 2020
H1 = + 0,1%	1185	1191	1197
H2 = + 0,5%	1185	1215	1244
H3 = + 1%	1185	1244	1304

Au vu de la dynamique de la commune (implantation récente d'un supermarché, projet de maison médicale, évolution récente de la construction...), **l'hypothèse retenue est la troisième soit une hausse de 119 habitants d'ici 2020.**

2.2 PERSPECTIVES EN MATIÈRE D'HABITAT

Depuis l'approbation de la carte communale, il y a eu 37 constructions neuves soit une surface consommée de 9 ha environ.

En prenant en compte cette consommation d'espaces et les zones supprimées lors de la révision suite à l'élaboration du PPRI Dronne, il reste actuellement 16,02 ha disponibles à la construction.

Zones disponibles dans les zones U actuelles

Localisation	Surfaces (ha)
Le Bourg	
De La Croix de Borderon au Queyroi	0.72
Près de Lescure au Queyroi	1.51
Les Fougères et la Baticole	2.45
Bonombre	0.65
La Nanotte	2.23
Font Pissotte	1.02
Route allant à La Font du Prince	0.97
Puy d'Arnac- D707	0.66
Puy Mauvis à la Planche de Pinaud	1.63
Les Combes	0.78
Le Mandareaud	0.63
Lotissement Vergne	1.00
Terres de la Font/ Terres Basses	0.33
Negrecombe	0.27
Lapeyronnie	0.17
La Font du Quart- D707	1.00
TOTAL	16.02

La collectivité souhaite accueillir 119 habitants supplémentaires d'ici 2020. Elle souhaite maintenir les conditions propices à l'augmentation de la population dans les mêmes proportions qu'entre 1999 et 2010 soit + 8,9% pour atteindre 1185 habitants.

Ainsi, si on prend le nombre moyen de personnes par foyer en 2010 (2), il faut 60 constructions nouvelles pour ces nouveaux habitants.

La surface parcellaire moyenne étant de 2000 m², cela représente un besoin de 12ha.

A cette superficie, il convient d'appliquer un coefficient de viabilisation et de sécurité de 2 afin de prévenir l'indisponibilité des terrains et de laisser le choix aux acquéreurs. La surface corrigée est donc de 24 ha.

Afin de satisfaire les besoins énoncés, la collectivité souhaite réviser la carte communale pour ouvrir de nouveaux secteurs constructibles. Elle souhaite que ces secteurs soient déjà desservis par les réseaux pour des raisons économiques mais aussi pour limiter la consommation d'espaces isolés.

Parmi les espaces disponibles à la construction, certains terrains à vendre ne trouvent pas preneurs et on remarque aussi une rétention foncière importante. La collectivité souhaite cependant les maintenir en zone constructible car les terrains concernés sont compris dans les limites actuelles du Bourg et des villages qu'elle souhaite densifier.

Par conséquent, la surface disponible à la construction proposée dans le cadre de la révision (23,43 ha environ) est égale aux besoins estimés : la commune souhaite proposer une offre diversifiée de terrains que ce soit en termes de localisation (Bourg, villages), en termes de superficie, en termes d'exposition, en termes de morphologie et de nature des sols, en termes paysager....

La Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais constate une forte demande de personnes retraités qui veulent s'installer mais aussi d'actifs travaillant à Nontron. De plus, on rappelle que la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière est la commune qui a accueilli le plus de constructions neuves et donc d'habitants au sein de la Communauté de Communes du Périgord Vert ces dernières années.

2.3 PERSPECTIVES EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière accueille des activités commerciales, artisanales et industrielles. Ces dernières constituent des employeurs potentiels et la commune est proche de plusieurs bassins d'emploi.

La révision permettra de classer l'entreprise au Clos de Noujarède en zone UA (zone réservée aux activités économiques). Celle-ci a été placée en zone constructible U dans la carte communale en vigueur.

La révision porte également sur la création d'une zone destinée aux activités économiques à Boissard vu que les zones existantes sont complètes.

En termes de développement économique, la collectivité souhaite maintenir toutes les activités économiques présentes sur le territoire et accueillir de nouvelles activités.

De plus, la collectivité a veillé à préserver les terrains et les hameaux agricoles.

**PARTIE 3 : ARTICULATION DE LA CARTE
COMMUNALE AVEC LES AUTRES DOCUMENTS
D'URBANISME ET PLANS ET PROGRAMMES**

L'article L 124-2 du Code de l'Urbanisme précise que « les cartes communales doivent être compatibles, s'il y a lieu, avec les dispositions du schéma de cohérence territoriale, du schéma de secteur, du schéma de mise en valeur de la mer, de la charte du parc naturel régional ou du parc national, ainsi que du plan de déplacements urbains et du programme local de l'habitat. Elles doivent également, s'il y a lieu, être compatibles avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L. 212-1 du code de l'environnement, à l'exception des orientations fondamentales relatives à la prévention des inondations lorsqu'un plan de gestion des risques d'inondation, mentionné à l'article L. 566-7 du même code, est approuvé. Elles doivent également être compatibles avec les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L. 212-3 du même code, avec les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation en application de l'article L. 566-7 du même code, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions des plans de gestion des risques d'inondation définis en application des 1° et 3° du même article L. 566-7 ».

Lorsqu'un de ces documents est approuvé après l'approbation d'une carte communale, cette dernière doit, si nécessaire, être rendue compatible dans un délai de trois ans. »

La carte communale doit être compatible avec :

- la Charte du Parc Naturel Régional Périgord-Limousin
- les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis du SDAGE Adour-Garonne

De plus, les SAGE Isle-Dronne et Charente sont en cours d'élaboration.

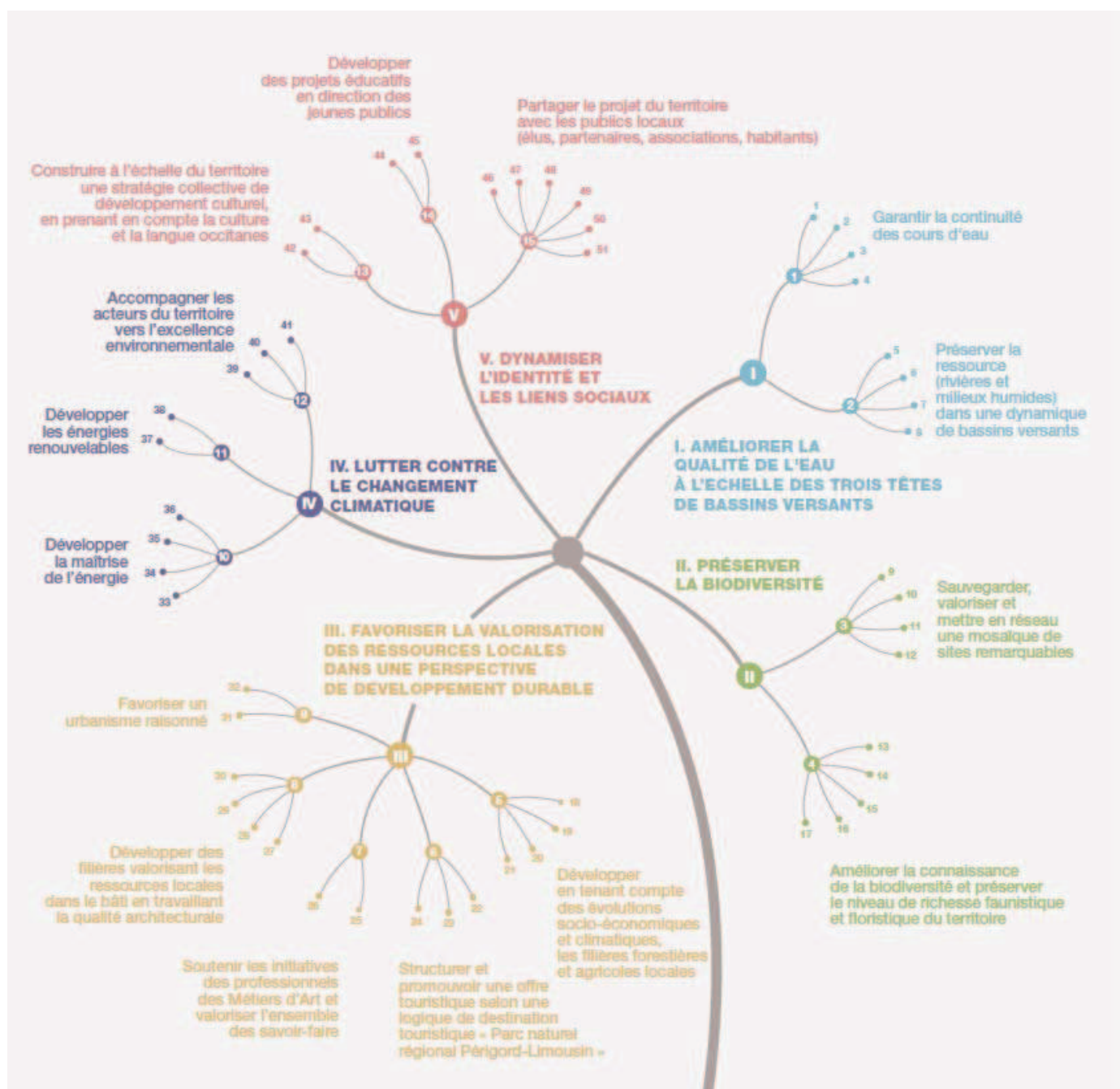
La Charte du PNR Périgord-Limousin

Un Parc Naturel Régional est un territoire rural habité, reconnu au niveau national pour sa forte valeur patrimoniale et paysagère, qui s'organise autour d'un projet concerté de développement durable, fondé sur la protection et la valorisation de son patrimoine.

Le Parc Naturel Régional « Périgord-Limousin » se situe à cheval sur le Limousin et l'Aquitaine. Il s'étend sur 50 communes en Dordogne et 28 communes en Haute-Vienne.

Les communes ont signé la Charte du Parc Naturel Régional. Celle-ci concrétise le projet de protection et de développement du territoire pour 12 ans. Elle fixe les objectifs à atteindre, les orientations de protection, de mise en valeur et de développement du Parc et les mesures qui lui permettent de les mettre en œuvre.

La Charte 2010-2022 propose 5 axes déclinés en 15 orientations et 51 mesures.



- | | | |
|---|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> 1 • Rétablir la dynamique naturelle des cours d'eau et favoriser la libre circulation de la faune 2 • Améliorer le fonctionnement hydrosédimentaire des cours d'eau 3 • Prévenir le développement de cyanobactéries et améliorer la gestion des étangs 4 • Entretenir et restaurer les ripisylves et les zones tampons 5 • Concilier les usages de la ressource en eau 6 • Compléter le diagnostic du réseau hydrographique et des zones humides 7 • Assurer une cohérence dans la gestion par les différents maîtres d'ouvrage 8 • Préserver et gérer durablement les zones humides 9 • Acheter l'identification et mettre en réseau les sites représentatifs de la biodiversité du territoire 10 • Planifier et mettre en place une gestion écologique adaptée et pérenne des sites identifiés 11 • Faire du réseau de sites un outil privilégié de découverte du territoire 12 • Préciser les règles de circulation des véhicules à moteur 13 • Renforcer la connaissance, centraliser et porter à connaissance de la population et des gestionnaires les données environnementales 14 • Identifier et préserver la trame verte et bleue 15 • Promouvoir des pratiques agricoles et forestières à fort niveau d'exigence environnementale et adaptées à la spécificité des milieux 16 • Se préparer aux effets du changement climatique sur la biodiversité 17 • Prévenir et lutter efficacement contre l'introduction et la prolifération des espèces exotiques envahissantes | <ul style="list-style-type: none"> 18 • Accompagner le développement et la diversification de l'activité agricole et valoriser son excellence agri-environnementale 19 • Faire de la marque Parc un levier pour identifier et organiser les filières courtes du territoire 20 • Promouvoir à l'échelle du territoire et dans les régions de proximité les productions locales à potentiel 21 • Soutenir une gestion et une valorisation intégrées de la forêt 22 • Renforcer et mettre en réseau l'offre touristique par le développement d'activités de découverte douce et itinérante 23 • Accompagner les acteurs touristiques dans une démarche d'écotourisme 24 • Assurer la promotion du territoire du Parc en tant que destination touristique 25 • Soutenir et développer la filière Métiers d'Art en Périgord-Limousin par la promotion, la sensibilisation et l'encouragement à l'innovation 26 • Favoriser le maintien et la transmission des savoir-faire traditionnels locaux et rares 27 • Identifier les ressources locales et mettre en réseau les acteurs autour des savoir-faire du bâti 28 • Favoriser les actions de préservation et de restauration du patrimoine bâti 29 • Accompagner les agriculteurs dans l'intégration paysagère des bâtiments d'exploitation 30 • Favoriser la préservation du patrimoine archéologique 31 • Accompagner les collectivités, dans l'élaboration de documents de planification vers une meilleure prise en compte des enjeux du développement durable 32 • Encadrer l'affichage publicitaire | <ul style="list-style-type: none"> 33 • Améliorer la performance énergétique dans l'habitat existant 34 • Améliorer la performance énergétique dans les logements neufs 35 • Améliorer la performance énergétique dans le tertiaire 36 • Limiter l'impact du transport individuel 37 • Développer l'utilisation d'énergies renouvelables pour le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire 38 • Développer la production d'électricité renouvelable 39 • Impulser et accompagner les démarches environnementales des collectivités 40 • Favoriser les démarches environnementales des entreprises touristiques, artisanales et industrielles 41 • Favoriser les démarches environnementales des entreprises agricoles 42 • Améliorer la qualité et la diversité de l'offre culturelle 43 • Qualifier la culture occitane comme pilier de l'identité du Périgord-Limousin 44 • Développer des projets d'éducation au territoire en direction des jeunes 45 • Mettre en réseau les structures d'éducation au territoire 46 • Favoriser l'expérimentation par la création de lieux, de temps de partage du projet de territoire et de sensibilisation au développement durable 47 • Encourager les initiatives associatives en relation avec les objectifs de la charte 48 • Sensibiliser les habitants du Parc au développement durable 49 • Informer les différents publics (élus, partenaires, habitants) des actions menées par le Parc et de son projet 50 • Mener une évaluation en continu dans une démarche partenariale 51 • Développer le lien rural/urbain grâce aux villes-portes et aux agglomérations |
|---|--|---|

AXE 1 : Améliorer la qualité de l'eau à l'échelle des trois têtes de bassins versants (Charente, Vienne et Dordogne) du Périgord-Limousin

Orientation 1 : Garantir la continuité des cours d'eau

Huit rivières du Périgord-Limousin revêtent un intérêt stratégique élevé : les rivières d'intérêt particulier. Les enjeux résident dans la restauration de leur continuité écologique notamment sur le lit majeur et leurs très petits affluents, l'entretien des ripisylves et la préservation des milieux annexes, ceci en prévision de la déclinaison des trames écologiques.

La Dronne qui passe sur le territoire communal est une rivière d'intérêt particulier. Concernée par le site Natura 2000 « Haute Dronne », elle est également classée cours d'eau remarquable et réservoir biologique au titre du SDAGE Adour-Garonne. Elle abrite environ 15 % de la population française de Moules perlières. De plus, cette rivière cristalline sur la partie Parc représente un intérêt patrimonial important dans les perspectives de déclinaisons des trames écologiques.

- Mesure 1 : Rétablir la dynamique naturelle des cours d'eau et favoriser la libre circulation de la faune
- Mesure 2 : Améliorer le fonctionnement hydrosédimentaire des cours d'eau
- Mesure 3 : Prévenir le développement des cyanobactéries et améliorer la gestion des étangs
- Mesure 4 : Entretien et restaurer les ripisylves et les zones tampons

Orientation 2 : Préserver la ressource (rivières et milieux humides) dans une dynamique de bassins versants

La gestion de la ressource en eau passe par une mise en cohérence des politiques menées sur les cours d'eau à l'échelle d'un bassin versant pour la préservation des milieux humides (fonctions biologiques et autoépuratrices) et par la mise en cohérence amont et aval.

Ainsi, 9 bassins versants sont d'intérêt stratégique dans la gestion de la ressource en eau soit en raison de leur caractère patrimonial soit de leur intérêt socio-économique. Ce sont les bassins versants d'intérêt particulier.

Le Bassin versant de la Dronne a la particularité d'être en zone cristalline à ses sources (Haute Dronne) puis sédimentaire après Saint-Pardoux-la-Rivière (Dronne moyenne). Ce bassin de 9220 ha compte 400 ha de milieux humides de petite taille mais diversifiés (tourbières, prairies et boisements humides...). Ce bassin versant est une enveloppe territoriale de zones majeures du bassin Adour-Garonne (SDAGE 2010-2015). L'élevage reste l'activité économique majeure sur la partie sédimentaire même si la surface agricole vouée à la culture (maïs...) tend à augmenter ces dernières années. Cette évolution agricole pose la question de l'intensification de l'agriculture sur les zones humides (amendement, drainage, surpâturage...) et de déprise sur certains secteurs: travaux forestiers, gestion des nombreux plans d'eau (vidanges, eutrophisation, débit réservé...). La gestion environnementale de la ressource en bois en cohérence avec les objectifs de bon fonctionnement des hydrosystèmes apparaît également comme primordiale sur la partie cristalline où la forêt y reste prédominante notamment dans la prise en compte des forêts de pente. Le Vison d'Europe, la Moule perlière et l'Unio crassius ont été inventoriés dans ce bassin versant. Enfin, ce bassin versant est un site Natura 2000 « Haute-Dronne » sur l'ensemble de la vallée cristalline et constitue à ce titre un site d'intérêt écologique mais aussi une zone de connexion écologique stratégique entre le Massif Central et le bassin Aquitain.

- Mesure 5 : Concilier les usages de la ressource en eau
- Mesure 6 : Compléter le diagnostic du réseau hydrographique et des zones humides
- Mesure 7 : Assurer une cohérence dans la gestion par les différents maîtres d'ouvrage
- Mesure 8 : Préserver et gérer durablement les zones humides

AXE 2 : Préserver la biodiversité du Périgord-Limousin

Orientation 3 : Sauvegarder, valoriser et mettre en réseau une mosaïque de sites remarquables

Le projet de préservation de la biodiversité du Parc s'appuie notamment sur la préservation de foyers de biodiversité, appelés sites d'intérêt écologique.

Une quarantaine de sites ont été retenus en raison de l'équilibre et de la richesse des écosystèmes qu'ils hébergent, de la présence de particularités géologiques, d'habitats naturels, d'espèces végétales ou animales rares et menacées, voire protégées. Leur identification s'appuie essentiellement sur l'inventaire national des ZNIEFF, les sites Natura 2000 et sur les études réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de la première charte (zones humides, pelouses sèches, landes à bruyères...).

Il s'agit de garantir le respect de l'intégrité des sites et la préservation de leurs richesses géologiques, faunistiques et floristiques :

- S'assurer de la prise en compte de ces sites dans les documents de planification et les projets d'aménagement du territoire
- S'assurer de la compatibilité des activités avec les objectifs de préservation, notamment en interdisant la fréquentation des véhicules à moteur
- Mettre en place, si la préservation des milieux l'exige, une gestion conservatoire adaptée pouvant impliquer une maîtrise foncière ou d'usage des sites en association avec les acteurs locaux
- Faire du réseau de sites un support privilégié d'éducation à l'environnement et de découverte du territoire

Deux sites d'intérêt écologique se trouvent sur la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière :

- Forêts de pente de la Vallée de la Dronne et de ses affluents (Site Natura 2000 « Réseau hydrographique de la Haute Dronne »)
- Zones humides de la Vallée de la Dronne et de ses affluents (Site Natura 2000 « Réseau hydrographique de la Haute Dronne »)

- Mesure 9 : Achever l'identification et mettre en réseau les sites représentatifs de la biodiversité du territoire
- Mesure 10 : Planifier et mettre en place une gestion écologique adaptée et pérenne des sites représentatifs identifiés
- Mesure 11 : Faire du réseau de sites un outil privilégié de découverte du territoire
- Mesure 12 : Préciser les règles de circulation des véhicules à moteur

Orientation 4 : Améliorer la connaissance de la biodiversité et préserver le niveau de richesse faunistique et floristique du territoire

La carte de fonctionnalité écologique identifie plusieurs grands ensembles géographiques jouant un rôle stratégique pour la préservation de la biodiversité à l'échelle du territoire. Elle préfigure l'identification des trames vertes et bleues qui seront réalisées à une échelle plus précise. Il s'agit de

secteurs prioritaires pour la conduite d'études spécifiques sur le fonctionnement des espèces et des milieux.

Les vallées des rivières d'intérêt particulier sont concernées par cette orientation. L'instauration d'une zone tampon, d'une centaine de mètres de part et d'autre du cours d'eau sur le socle cristallin, et plus large sur l'assise sédimentaire, permet de prendre en considération la quasi-totalité des zones humides identifiées sur le territoire. Il convient de considérer ces enveloppes de gestion comme corridors de déplacements « amont-aval » mais également de prendre en compte les flux transversaux, c'est-à-dire les échanges entre les milieux annexes (zones humides, mares, forêts de pente...) et les cours d'eau et inversement.

- Mesure 13 : Renforcer la connaissance, centraliser et porter à la connaissance de la population et des gestionnaires les données environnementales
- Mesure 14 : Identifier et préserver la trame verte et bleue
- Mesure 15 : Promouvoir des pratiques agricoles et forestières à fort niveau d'exigence environnementale et adaptées à la spécificité des milieux
- Mesure 16 : Se préparer aux effets du changement climatique sur la biodiversité
- Mesure 17 : Prévenir et lutter efficacement contre l'introduction et la prolifération des espèces exotiques envahissantes

AXE 3 : Favoriser la valorisation des ressources locales du Périgord-Limousin dans une perspective de développement durable

Orientation 5 : Développer en tenant compte des évolutions socio-économiques et climatiques, les filières forestières et agricoles locales

- Mesure 18 : Accompagner le développement et la diversification de l'activité agricole et valoriser son excellence agri-environnementale
- Mesure 19 : Faire de la marque Parc un levier pour identifier et organiser les filières courtes du territoire sur les produits et savoir-faire
- Mesure 20 : Promouvoir à l'échelle du territoire et dans les régions de proximité les productions locales à potentiel
- Mesure 21 : Soutenir une gestion et une valorisation intégrées de la forêt

Orientation 6 : Structurer et promouvoir une offre touristique selon une logique de destination touristique « Parc naturel régional Périgord-Limousin »

Les sites de découverte des patrimoines sont des espaces prioritaires pour la structuration et la valorisation touristique et pédagogique au bénéfice de la découverte des patrimoines naturels et culturels, par l'organisation de la fréquentation et la conciliation des pratiques, la mise en réseau des acteurs et le développement de l'itinérance.

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière est sillonnée par le circuit des orchidées Yvette Mariaud. Elle abrite un syndicat d'initiatives.

- Mesure 22 : Renforcer et mettre en réseau l'offre touristique par le développement d'activités de découverte douce et itinérante
- Mesure 23 : Accompagner les acteurs touristiques dans une démarche d'écotourisme
- Mesure 24 : Assurer la promotion du territoire du Parc en tant que destination touristique

Orientation 7 : Soutenir les initiatives des professionnels des Métiers d'Art et valoriser l'ensemble des savoir-faire

- Mesure 25 : Soutenir et développer la filière Métiers d'Art en Périgord-Limousin par la promotion, la sensibilisation et l'encouragement à l'innovation
- Mesure 26 : Favoriser le maintien et la transmission des savoir-faire traditionnels locaux et rares

Orientation 8 : Développer des filières valorisant les ressources locales dans le bâti en travaillant la qualité architecturale

- Mesure 27 : Identifier les ressources locales et mettre en réseau les acteurs autour des savoir-faire du bâti
- Mesure 28 : Favoriser les actions de préservation et de restauration du patrimoine bâti
- Mesure 29 : Accompagner les agriculteurs dans l'intégration paysagère des bâtiments d'exploitation
- Mesure 30 : Favoriser la préservation du patrimoine archéologique

Orientation 9 : Favoriser un urbanisme raisonné

- Mesure 31 : Accompagner les collectivités dans l'élaboration de documents de planification vers une meilleure prise en compte des enjeux du développement durable

Description de la mesure

L'objectif est de favoriser une meilleure maîtrise de l'urbanisation du Périgord-Limousin à une échelle intercommunale. Il s'agit sur l'ensemble du territoire de :

- limiter le mitage urbain,
- classer en zone naturelle les ripisylves et milieux annexes, zones humides et sites d'intérêt écologique et naturels aménagés,
- décliner les concepts de trames écologiques et d'intégrer les résultats dans les documents de planification,
- intégrer des critères architecturaux au sein de cahiers de recommandations,
- limiter la consommation d'énergies fossiles induites par le développement urbain, en matière de déplacements individuels, ainsi qu'en matière de "potentiel bioclimatique" de zones constructibles,
- anticiper les impacts en matière de gestion de l'eau : assainissement, gestion des eaux pluviales,
- intégrer les notions de mixité sociale dans les politiques d'urbanisme et d'habitat,
- intégrer la complémentarité des espaces urbains et ruraux en termes de services à la personne, de loisirs culturels et sportifs.

Les bourgs susceptibles de connaître une expansion dans les 10 ans à venir, en particulier sur les plateaux, font l'objet d'une priorité d'accompagnement à une échelle intercommunale. Les bourgs situés dans les pentes et les fonds de vallées font l'objet d'une attention particulière, en raison de leur typicité et d'une forte exposition aux vues lointaines.

- Mesure 32 : Encadrer l'affichage publicitaire

AXE 4 : Lutter contre le changement climatique en Périgord-Limousin

Orientation 10 : Développer la maîtrise de l'énergie

- Mesure 33 : Améliorer la performance énergétique dans l'habitat existant
- Mesure 34 : Améliorer la performance énergétique dans les logements neufs
- Mesure 35 : Améliorer la performance énergétique dans le tertiaire
- Mesure 36 : Limiter l'impact du transport individuel

Orientation 11 : Développer les énergies renouvelables

- Mesure 37 : Développer l'utilisation d'énergies renouvelables pour le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire
- Mesure 38 : Développer la production d'électricité renouvelable

Orientation 12 : Accompagner les acteurs du territoire vers l'excellence environnementale

- Mesure 39 : Impulser et accompagner les démarches environnementales des collectivités
- Mesure 40 : Favoriser les démarches environnementales des entreprises touristiques, artisanales et industrielles
- Mesure 41 : Favoriser les démarches environnementales des entreprises agricoles

AXE 5 : Dynamiser l'identité et les liens sociaux du Périgord-Limousin

Orientation 13 : Construire à l'échelle du territoire une stratégie collective de développement culturel, en prenant en compte la culture et la langue occitanes

- Mesure 42 : Améliorer la qualité et la diversité de l'offre culturelle
- Mesure 43 : Qualifier la culture occitane comme pilier de l'identité du Périgord Limousin

Orientation 14 : Développer des projets éducatifs en direction des jeunes publics

- Mesure 44 : Développer les projets d'éducation au territoire en direction des jeunes
- Mesure 45 : Mettre en réseau les structures d'éducation au territoire

Orientation 15 : Partager le projet du territoire avec les publics locaux (élus, partenaires, associations, habitants)

- Mesure 46 : Favoriser l'expérimentation par la création de lieux, de temps de partage du projet de territoire et de sensibilisation au développement durable
- Mesure 47 : Encourager les initiatives associatives en relation avec les objectifs de la Charte
- Mesure 48 : Sensibiliser les habitants du Parc au développement durable
- Mesure 49 : Informer les différents publics (élus, partenaires, habitants) des actions menées par le Parc et de son projet
- Mesure 50 : Mener une évaluation en continu dans une démarche partenariale
- Mesure 51 : Développer le lien rural/urbain grâce aux villes-portes et aux agglomérations

SDAGE Adour-Garonne

Les documents d'urbanisme constituent de fait, pour partie, des documents administratifs qui portent une politique de l'eau et relèvent donc du domaine de l'eau, notamment pour ce qui concerne l'alimentation en eau potable, l'assainissement, la gestion des eaux pluviales, les risques inondation, la protection des espaces naturels constitués d'écosystèmes hydriques.

Le SDAGE Adour-Garonne adopté le 16 novembre 2009 et approuvé le 1^{er} décembre 2009 par le Préfet coordonnateur de bassin fixe pour son bassin hydrographique dont fait partie le bassin versant de la rivière Dordogne, les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans l'intérêt général et dans le respect de la loi sur l'eau.

Suite à l'état des lieux des ressources en eau du bassin de 2004, six orientations fondamentales ont été définies par le SDAGE 2010-2015. Elles fixent les grandes priorités des acteurs de l'eau pour cette période :

- Créer les conditions favorables à une bonne gouvernance
- Réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques
- Gérer durablement les eaux souterraines et préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides
- Assurer une eau de qualité pour les activités et usages respectueux des milieux aquatiques
- Maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique
- Privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire

Ces orientations stratégiques et les dispositions du SDAGE visent au rétablissement progressif des équilibres écologiques des milieux aquatiques continentaux ou littoraux du bassin et de leur biodiversité.

Pour atteindre les objectifs du SDAGE et notamment le bon état des eaux, 3 priorités ont été dégagées :

- Réduire les pollutions diffuses de toutes origines notamment dans les secteurs considérés comme prioritaires pour l'alimentation en eau potable
- Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques en rétablissant la continuité écologique et en prenant en compte la morphologie naturelle des milieux
- Maintenir une quantité d'eau suffisante dans les rivières et les nappes

Le SDAGE et le Programme de Mesures intègrent les obligations définies par la Directive européenne sur l'eau (DCE) ainsi que les orientations du Grenelle de l'Environnement pour atteindre un bon état des eaux d'ici 2015.

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière est concernée par quatre masses d'eau rivière et quatre masses d'eau souterraine dont les objectifs fixés par le SDAGE sont les suivants :

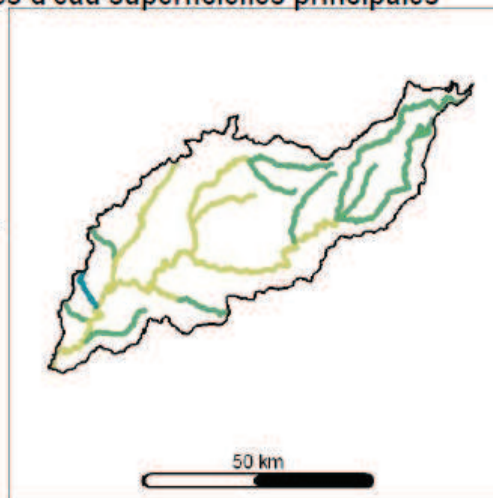
Code masse d'eau	Nom masse d'eau	Objectif état global	Objectif état écologique	Objectif état chimique
FRFR29	La Dronne de sa source au confluent du Manet (inclus)	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2015
FRFR32	La Dronne du confluent du Manet au confluent de la Côte	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2015
FRFRR29_4	Le Manet	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2015
FRFRR32_1	Ruisseau de Chantres	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2015
FRFG002	Socle BV Haut Bandiat et Tardoire secteur hydro r1	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2015
FRFG003	Calcaires jurassiques BV Isle-Dronne secteurs hydro p6-p7	Bon état 2027	Bon état 2015	Bon état 2027
FRFG004	Socle BV Isle-Dronne secteurs hydro p6-p7	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2015
FRFG078	Sables, grés, calcaires et dolomies de l'infra-toarcien	Bon état 2027	Bon état 2015	Bon état 2027

Concernant le programme de mesures, la commune se trouve dans les unités hydrographiques de référence Dronne, Isle, Touvre Tardoire Karst La Rochefoucault et Nappes profondes dont les programmes figurent pages suivantes :

Unité Hydrographique de Référence Dronne



Objectifs d'état global des masses d'eau superficielles principales



Enjeux

- Développement équilibré des usages sur les étangs
- Gestion équilibrée de la ressource
- Derniers foyers de pollution (Périgueux)
- Fonctionnalité des milieux (zone Natura 2000)
- Pollution par les nitrates des nappes alluviales

Le tableau ci-après rappelle les mesures complémentaires qui s'appliquent sur une partie ou la totalité de l'UHR en précisant le maître d'ouvrage général et la nature des mesures (I pour Incitative ; C pour Contractuelle ; R pour réglementaire).

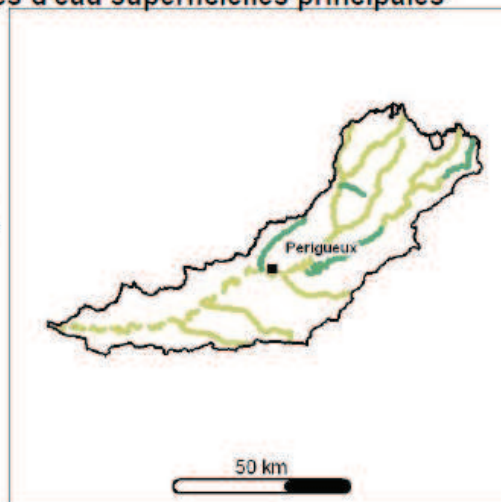
Mesures de l'UHR Dronne			
Gouvernance			
Gouv_1_01	Favoriser l'émergence des maîtres d'ouvrage et le développement de structures d'animation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage	Pouvoirs publics	I C
Gouv_1_02	Animer et développer des outils de gestion intégrée (SAGE, contrats de rivières, plans d'actions territoriaux, plans de gestion des étangs, zones humides, cellule d'assistance technique rivière, programmes miorateurs)	Pouvoirs publics	I C
Gouv_2_01	Améliorer la communication, la formation et la sensibilisation vers les partenaires et le public	Pouvoirs publics-APNE	I C
Connaissance			
Conn_2_01	Développer la connaissance des relations entre les différents types de masses d'eau	Recherche	C
Conn_2_04	Améliorer la connaissance des zones humides (inventaires, atlas, cartographie...)	Pouvoirs publics	I C
Conn_3_01	Améliorer la connaissance des usages générateurs de pollution (industrie, agriculture, urbanisation...) : approche par bassin versant	Pouvoirs publics	I C
Conn_3_03	Améliorer la connaissance des performances des réseaux d'assainissement	Collectivités	I
Conn_3_05	Caractériser les zones de loisirs nautiques (sites de baignade, zones de navigation de plaisance...) : inventaire, profil environnemental balonade	Collectivités	I
Conn_9_01	Poursuivre et développer les actions de recherche et de prospective : - structurer les échanges entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée, - développer les moyens de recherche appliquée, - réaliser une veille scientifique, - développer la recherche de technologies innovantes pour lutter contre les pollutions diffuses, - mener une étude prospective sur les conséquences du changement climatique et de l'élévation du niveau de la mer	Pouvoirs publics-Recherche	I C
Pollutions ponctuelles			
Ponc_1_03	Réaliser des schémas d'assainissement des eaux usées départementaux ou par bassin et si nécessaire pour les bassins urbanisés un schéma de gestion des eaux pluviales	Collectivités	C
Ponc_1_04	Mettre en place des techniques de récupération des eaux usées ou pluviales pour limiter les déversements par temps de pluie	Collectivités	C
Ponc_1_06	Sensibiliser les usagers sur les risques liés aux rejets, dans les réseaux de collecte, de produits "domestiques" toxiques et promouvoir l'utilisation de produits écolabellisés	Pouvoirs publics	I
Ponc_2_03	Mettre en œuvre les bonnes pratiques de gestion des ouvrages et sous produits d'épuration des industriels (notamment agroalimentaire) : stations de traitement, cuves de stockage, filières d'élimination, technologies propres...	Industriels	C R
Rejets diffus			
Diff_3_01	Améliorer les équipements et les pratiques en matière d'utilisation de produits phytosanitaires (local de stockage des produits phytosanitaires, sécurisation des aires de remplissage et de rinçage)	Agriculteurs-Collectivités	I C R
Diff_9_02	Aménager l'espace pour limiter l'érosion et lutter contre les transferts (notamment mise en place de couverture hivernale des sols et de bandes végétalisées)	Agriculteurs	C
Diff_9_04	Développer des programmes d'actions de lutte contre les pollutions diffuses	Pouvoirs publics	I C

Mesures de l'UHR Dronne			
Eau potable et baignade			
Qual_2_01	Protéger les sites de baignade contre les pollutions, l'eutrophisation (y compris transfert de phosphore par érosion) et les cyanobactéries dues : - à l'élevage, - à l'assainissement collectif et aux eaux pluviales, - à l'assainissement non collectif	Pouvoirs publics	C R
Modification des fonctionnalités			
Fonc_1_01	Restaurer les zones de frayère	APNE	C
Fonc_1_02	Lutter contre les espèces invasives (gestion et sensibilisation)	Pouvoirs publics-APNE	I C R
Fonc_1_04	Entretien, préserver et restaurer les zones humides (têtes de bassins et fonds de vallons, abords des cours d'eau et plans d'eau, marais, lagunes...) : - interdire le drainage ou l'ennoyage des zones humides abritant des espèces protégées ou des zones humides inventoriées pour leurs fonctionnalités hydrologique et/ou biologique, - procéder à des acquisitions foncières dans les zones humides, - développer le conseil et l'assistance technique aux gestionnaires de zones humides	Pouvoirs publics-APNE	I C R
Fonc_2_01	Mettre en œuvre des plans de renaturation des cours d'eau	Collectivités-APNE	C
Fonc_2_04	Restaurer et entretenir les annexes hydrauliques des cours d'eau	Collectivités-APNE	C
Fonc_2_05	Déterminer les espaces de mobilité des cours d'eau	Collectivités	C
Fonc_2_06	Limiter ou interdire la création de plans d'eau et limiter l'impact des plans d'eau existants	Pouvoirs publics	C R
Fonc_2_07	Accompagner et sensibiliser les acteurs sur les interventions sur les milieux (techniciens rivières, guides techniques...)	Pouvoirs publics-APNE	I C
Fonc_4_01	Aménagement ou effacement des ouvrages pour rétablir la libre circulation pour les migrateurs (notamment mise en œuvre de la trame bleue)	Collectivités-Gestionnaire ouvrage-AAPPMA	C
Fonc_4_03	Améliorer les ouvrages et leur gestion (vannes de chaussées, de barrages...) pour : - garantir les débits des cours d'eau et les niveaux d'eau des marais, - limiter l'impact de ces ouvrages sur la faune et la flore aquatiques	Gestionnaire ouvrage	C
Prélèvements, gestion quantitative			
Prel_1_02	Augmenter la ressource en eau disponible à l'étiage sur les bassins déficitaires par la construction de retenues supplémentaires	Pouvoirs publics	C
Prel_2_01	Adapter les prélèvements aux ressources disponibles	Pouvoirs publics	C R
Prel_2_02	Favoriser les économies d'eau : sensibilisation, économies, réutilisation d'eau pluviale ou d'eau de STEP, mise en œuvre des mesures agroenvironnementales (amélioration des techniques d'irrigation, évolution des assolements...)	Agriculteurs-Industriels-Collectivités-Particuliers	C
Inondations			
Inon_1_01	Elaborer et mettre en œuvre les préconisations du schéma de prévention des crues et des inondations	Pouvoirs publics	C R
Inon_1_02	Développer les aménagements de ralentissement dynamiques	Collectivités	C R

Unité Hydrographique de Référence Isle



Objectifs d'état global des masses d'eau superficielles principales



Enjeux

- Développement équilibré des usages sur les étangs
- Gestion équilibrée de la ressource
- Derniers foyers de pollution (Périgueux)
- Fonctionnalité des milieux (zone Natura 2000)
- Pollution par les nitrates des nappes alluviales

Le tableau ci-après rappelle les mesures complémentaires qui s'appliquent sur une partie ou la totalité de l'UHR en précisant le maître d'ouvrage général et la nature des mesures (I pour Incitative ; C pour Contractuelle ; R pour réglementaire).

Mesures de l'UHR Isle			
Gouvernance			
Gouv_1_01	Favoriser l'émergence des maîtres d'ouvrage et le développement de structures d'animation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage	Pouvoirs publics	I C
Gouv_1_02	Animer et développer des outils de gestion intégrée (SAGE, contrats de rivières, plans d'actions territoriaux, plans de gestion des étangs, zones humides, cellule d'assistance technique rivière, programmes migrateurs)	Pouvoirs publics	I C
Gouv_2_01	Améliorer la communication, la formation et la sensibilisation vers les partenaires et le public	Pouvoirs publics-APNE	I C
Connaissance			
Conn_1_01	Développer le suivi de la qualité des masses d'eau superficielles et souterraines : - développer les réseaux de mesure (nouvelles stations, enrichissement des stations existantes par mesure de nouveaux paramètres), - mettre en place un système opérationnel de suivi (définition de méthodologies et d'outils de suivi)	Pouvoirs publics	I C
Conn_2_01	Développer la connaissance des relations entre les différents types de masses d'eau	Recherche	C
Conn_2_03	Améliorer la connaissance des eaux souterraines (inventaires, cartographie, études spécifiques, connaissance des eaux utilisées pour le thermalisme et l'embouteillage...) et développer les outils d'aide à la décision (modélisations hydrodynamique et hydrochimique...) : nappes karstiques, nappes de socle, nappes profondes, nappes d'accompagnement...	Pouvoirs publics-Recherche	I C
Conn_2_04	Améliorer la connaissance des zones humides (inventaires, atlas, cartographie...)	Pouvoirs publics	I C
Conn_3_01	Améliorer la connaissance des usages générateurs de pollution (industrie, agriculture, urbanisation...) : approche par bassin versant	Pouvoirs publics	I C
Conn_3_03	Améliorer la connaissance des performances des réseaux d'assainissement	Collectivités	I
Conn_3_05	Caractériser les zones de loisirs nautiques (sites de baignade, zones de navigation de plaisance...) : inventaire, profil environnemental baignade	Collectivités	I
Conn_9_01	Poursuivre et développer les actions de recherche et de prospective : - structurer les échanges entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée, - développer les moyens de recherche appliquée, - réaliser une veille scientifique, - développer la recherche de technologies innovantes pour lutter contre les pollutions diffuses, - mener une étude prospective sur les conséquences du changement climatique et de l'élévation du niveau de la mer	Pouvoirs publics-Recherche	I C
Conn_9_02	Améliorer la compréhension des relations pressions-impacts sur les milieux superficiels et souterrains et sur les zones réservées à certains usages de l'eau (baignade, loisirs nautiques, conchyliculture, eau potable, chenaux de navigation) : impacts des systèmes d'assainissement, des substances, des sols pollués, des stockages de gaz, des industries nucléaires, des prélèvements et développement d'outils de modélisation...	Pouvoirs publics-Recherche	I C

Mesures de l'UHR Isle			
Pollutions ponctuelles			
Ponc_1_03	Réaliser des schémas d'assainissement des eaux usées départementaux ou par bassin et si nécessaire pour les bassins urbanisés un schéma de gestion des eaux pluviales	Collectivités	C
Ponc_1_04	Mettre en place des techniques de récupération des eaux usées ou pluviales pour limiter les déversements par temps de pluie	Collectivités	C
Ponc_1_06	Sensibiliser les usagers sur les risques liés aux rejets, dans les réseaux de collecte, de produits "domestiques" toxiques et promouvoir l'utilisation de produits écolabellisés	Pouvoirs publics	I
Ponc_2_03	Mettre en œuvre les bonnes pratiques de gestion des ouvrages et sous produits d'épuration des industriels (notamment agroalimentaire) : stations de traitement, cuves de stockage, filières d'élimination, technologies propres...	Industriels	C R
Rejets diffus			
Diff_3_01	Améliorer les équipements et les pratiques en matière d'utilisation de produits phytosanitaires (local de stockage des produits phytosanitaires, sécurisation des aires de remplissage et de rinçage)	Agriculteurs-Collectivités	I C R
Diff_9_02	Aménager l'espace pour limiter l'érosion et lutter contre les transferts (notamment mise en place de couverture hivernale des sols et de bandes végétalisées)	Agriculteurs	C
Diff_9_04	Développer des programmes d'actions de lutte contre les pollutions diffuses	Pouvoirs publics	I C
Eau potable et baignade			
Qual_2_01	Protéger les sites de baignade contre les pollutions, l'eutrophisation (y compris transfert de phosphore par érosion) et les cyanobactéries dues : - à l'élevage, - à l'assainissement collectif et aux eaux pluviales, - à l'assainissement non collectif	Pouvoirs publics	C R
Modification des fonctionnalités			
Fonc_1_01	Restaurer les zones de fraysère	APNE	C
Fonc_1_04	Entretien, préserver et restaurer les zones humides (têtes de bassins et fonds de vallons, abords des cours d'eau et plans d'eau, marais, lagunes...) : - interdire le drainage ou l'ennoyage des zones humides abritant des espèces protégées ou des zones humides inventoriées pour leurs fonctionnalités hydrologique et/ou biologique, - procéder à des acquisitions foncières dans les zones humides, - développer le conseil et l'assistance technique aux gestionnaires de zones humides	Pouvoirs publics-APNE	I C R
Fonc_2_04	Restaurer et entretenir les annexes hydrauliques des cours d'eau	Collectivités-APNE	C
Fonc_2_05	Déterminer les espaces de mobilité des cours d'eau	Collectivités	C
Fonc_2_07	Accompagner et sensibiliser les acteurs sur les interventions sur les milieux (techniciens rivières, guides techniques...)	Pouvoirs publics-APNE	I C
Fonc_4_01	Aménagement ou effacement des ouvrages pour rétablir la libre circulation pour les migrateurs (notamment mise en œuvre de la trame bleue)	Collectivités-Gestionnaire ouvrage-AAPPMA	C
Fonc_4_02	Aménagement des ouvrages pour favoriser le transport solide	Collectivités-Gestionnaire ouvrage-AAPPMA	C
Fonc_4_03	Améliorer les ouvrages et leur gestion (vannes de chaussées, de barrages...) pour : - garantir les débits des cours d'eau et les niveaux d'eau des marais, - limiter l'impact de ces ouvrages sur la faune et la flore aquatiques	Gestionnaire ouvrage	C
Prélèvements, gestion quantitative			
Prel_1_02	Augmenter la ressource en eau disponible à l'étiage sur les bassins déficitaires par la construction de retenues supplémentaires	Pouvoirs publics	C
Prel_2_01	Adapter les prélèvements aux ressources disponibles	Pouvoirs publics	C R
Prel_2_02	Favoriser les économies d'eau : sensibilisation, économies, réutilisation d'eau pluviale ou d'eau de STEP, mise en œuvre des mesures agroenvironnementales (amélioration des techniques d'irrigation, évolution des assolements...)	Agriculteurs-Industriels-Collectivités-Particuliers	C
Inondations			
Inon_1_01	Elaborer et mettre en œuvre les préconisations du schéma de prévention des crues et des inondations	Pouvoirs publics	C R
Inon_1_02	Développer les aménagements de ralentissement dynamiques	Collectivités	C R

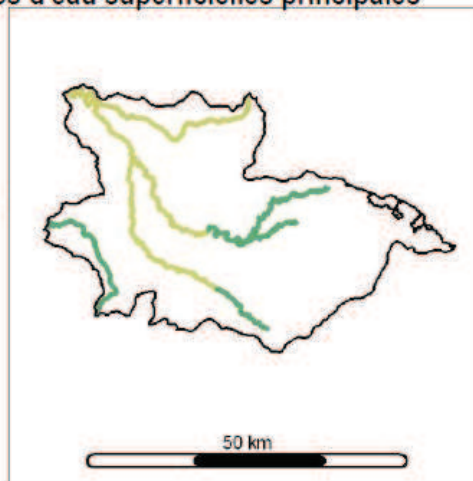
Unité Hydrographique de Référence Touvre, Tardoire, Karst de La Rochefoucauld



Enjeux

- Préservation des ressources AEP
- Substances toxiques urbaines et industrielles

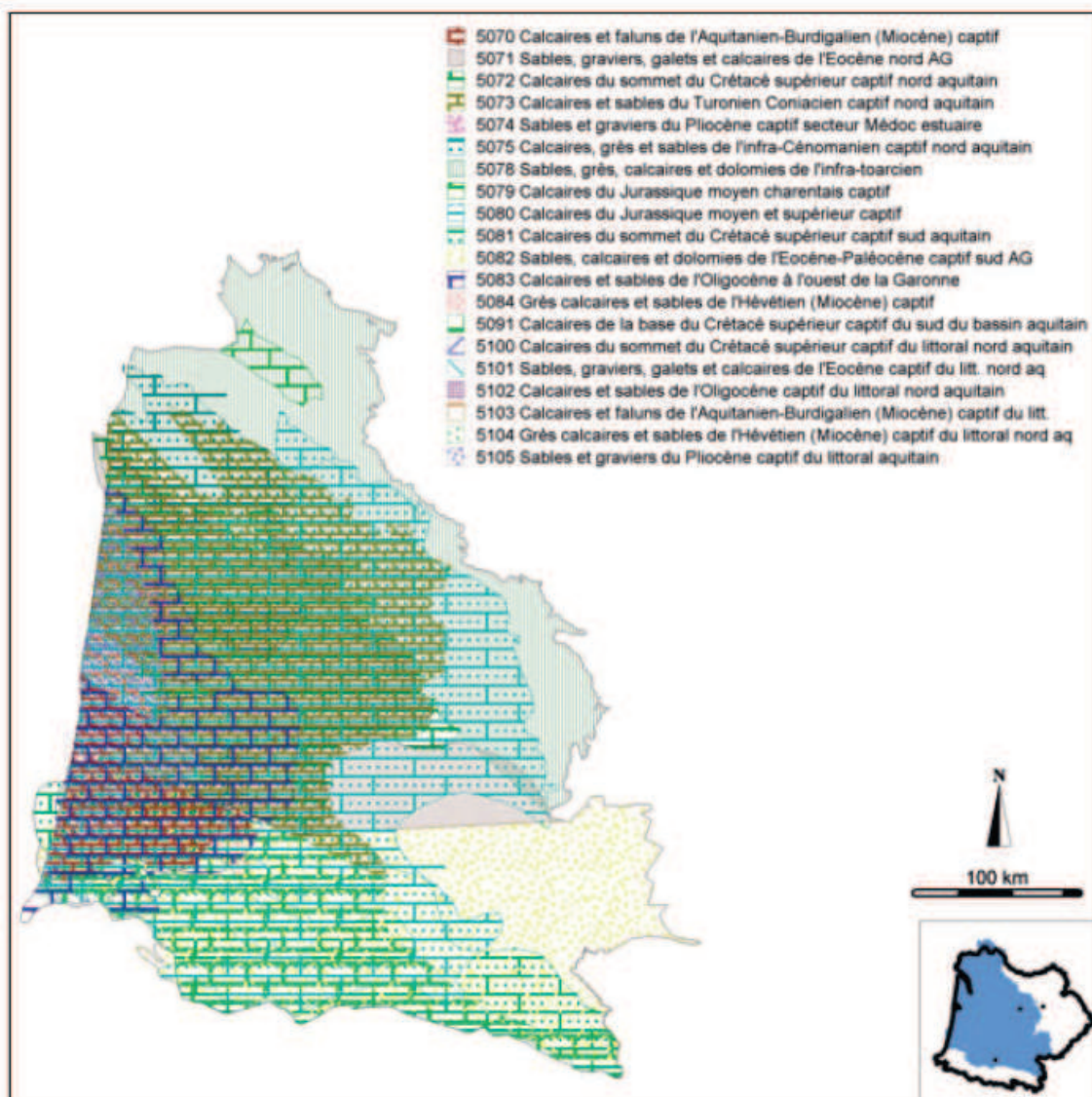
Objectifs d'état global des masses d'eau superficielles principales



Le tableau ci-après rappelle les mesures complémentaires qui s'appliquent sur une partie ou la totalité de l'UHR en précisant le maître d'ouvrage général et la nature des mesures (I pour Incitative ; C pour Contractuelle ; R pour réglementaire).

Mesures de l'UHR Touvre, Tardoire, Karst de La Rochefoucauld			
Gouvernance			
Gouv_1_02	Animer et développer des outils de gestion intégrée (SAGE, contrats de rivières, plans d'actions territoriaux, plans de gestion des étiages, zones humides, cellule d'assistance technique rivière, programmes migrateurs)	Pouvoirs publics	I C
Gouv_2_01	Améliorer la communication, la formation et la sensibilisation vers les partenaires et le public	Pouvoirs publics-APNE	I C
Connaissance			
Conn_1_02	Développer le suivi quantitatif des masses d'eau : - développer les réseaux de mesure (nouvelles stations hydrométriques, enrichissement des stations existantes par mesure de nouveaux paramètres) - mettre en place un système opérationnel de suivi (définition de méthodologie et d'outils de suivi)	Pouvoirs publics	I C
Conn_2_01	Développer la connaissance des relations entre les différents types de masses d'eau	Recherche	C
Conn_2_03	Améliorer la connaissance des eaux souterraines (inventaires, cartographie, études spécifiques, connaissance des eaux utilisées pour le thermalisme et l'embouteillage...) et développer les outils d'aide à la décision (modélisations hydrodynamique et hydrochimique...) : nappes karstiques, nappes de socle, nappes profondes, nappes d'accompagnement ...	Pouvoirs publics-Recherche	I C
Conn_2_04	Améliorer la connaissance des zones humides (inventaires, atlas, cartographie...)	Pouvoirs publics	I C
Conn_2_06	Approfondir la connaissance des dynamiques phytoplanctoniques et des phycotoxines	Recherche	C
Conn_2_07	Améliorer les connaissances sur les modalités de transfert des produits polluants : - transfert par lessivage ou par érosion : nitrates, phosphore, matières en suspension, produits phytosanitaires... - transfert par faune ou flore : plancton, bactéries...	Recherche	C
Conn_2_09	Réaliser un atlas des boisements de nature à protéger les milieux aquatiques	Pouvoirs publics	I C
Conn_3_01	Améliorer la connaissance des usages générateurs de pollution (industrie, agriculture, urbanisation...) : approche par bassin versant	Pouvoirs publics	I C
Conn_3_03	Améliorer la connaissance des performances des réseaux d'assainissement	Collectivités	I
Conn_9_01	Poursuivre et développer les actions de recherche et de prospective : - structurer les échanges entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée, - développer les moyens de recherche appliquée, - réaliser une veille scientifique, - développer la recherche de technologies innovantes pour lutter contre les pollutions diffuses, - mener une étude prospective sur les conséquences du changement climatique et de l'élévation du niveau de la mer	Pouvoirs publics-Recherche	I C
Conn_9_02	Améliorer la compréhension des relations pressions-impacts sur les milieux superficiels et souterrains et sur les zones réservées à certains usages de l'eau (baignade, loisirs nautiques, conchyliculture, eau potable, chenaux de navigation) : impacts des systèmes d'assainissement, des substances, des sols pollués, des stockages de gaz, des industries nucléaires, des prélèvements et développement d'outils de modélisation...	Pouvoirs publics-Recherche	I C

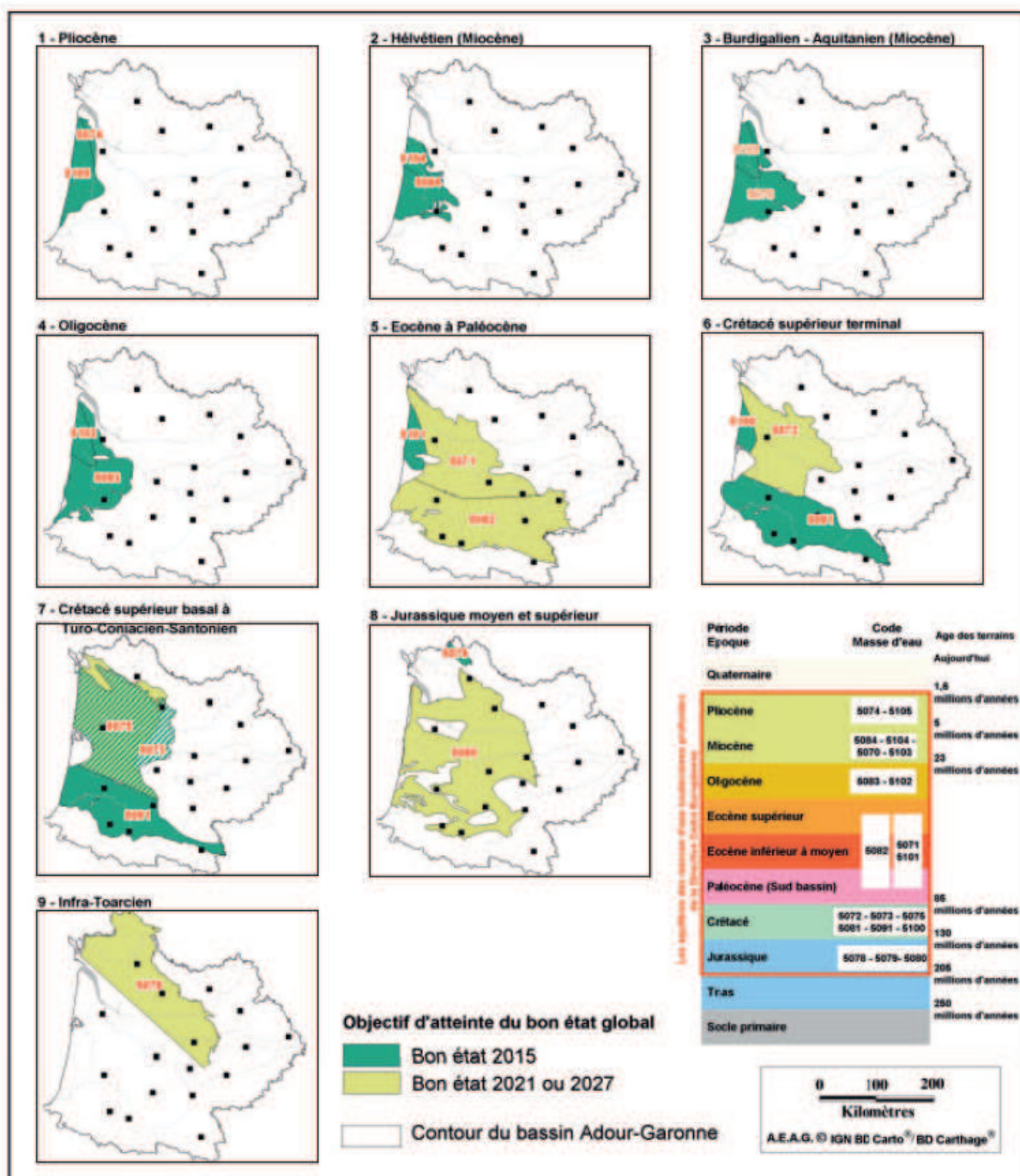
Mesures de l'UHR Touvre, Tardoir, Karst de La Rochefoucauld			
Pollutions ponctuelles			
Ponc_1_01	Adapter les prescriptions de rejet à la sensibilité du milieu naturel	Pouvoirs publics	C R
Ponc_1_03	Réaliser des schémas d'assainissement des eaux usées départementaux ou par bassin et si nécessaire pour les bassins urbanisés un schéma de gestion des eaux pluviales	Collectivités	C
Ponc_1_04	Mettre en place des techniques de récupération des eaux usées ou pluviales pour limiter les déversements par temps de pluie	Collectivités	C
Ponc_1_05	Mettre en œuvre les bonnes pratiques de gestion des ouvrages et sous produits d'épuration des rejets domestiques (dispositifs de gestion des sous-produits, planification et suivi de la gestion des sous-produits)	Pouvoirs publics	C R
Ponc_1_06	Sensibiliser les usagers sur les risques liés aux rejets, dans les réseaux de collecte, de produits "domestiques" toxiques et promouvoir l'utilisation de produits écolabellisés	Pouvoirs publics	I
Ponc_2_01	Limiter ou supprimer les émissions des substances toxiques : prioritaires (dangereuses ou pas) et pertinentes au titre de la DCE pour les industriels	Industriels	I C R
Ponc_2_03	Mettre en œuvre les bonnes pratiques de gestion des ouvrages et sous produits d'épuration des industriels (notamment agroalimentaire) : stations de traitement, cuves de stockage, filières d'élimination, technologies propres...	Industriels	C R
Rejets diffus			
Diff_1_01	Mettre en conformité les exploitations d'élevage (bâtiments, sites de stockage des effluents, des produits chimiques...)	Agriculteurs	I C
Diff_3_01	Améliorer les équipements et les pratiques en matière d'utilisation de produits phytosanitaires (local de stockage des produits phytosanitaires, sécurisation des aires de remplissage et de rinçage)	Agriculteurs-Collectivités	I C R
Diff_3_04	Mettre en œuvre des plans d'actions "phytosanitaires" visant les usages non agricoles (diminution des doses, utilisation de techniques alternatives, formation, sensibilisation et bilans...)	Collectivités	I C
Diff_9_01	Favoriser la lutte contre la pollution diffuse liée aux DTQD et aux DMS par la mise en place de plans départementaux	Pouvoirs publics-Industriels	I C R
Diff_9_02	Aménager l'espace pour limiter l'érosion et lutter contre les transferts (notamment mise en place de couverture hivernale des sols et de bandes végétalisées)	Agriculteurs	C
Diff_9_03	Limiter ou supprimer les émissions des substances toxiques : prioritaires (dangereuses ou pas) et pertinentes au titre de la DCE par les utilisateurs agricoles et non agricoles	Agriculteurs-Collectivités	I C R
Diff_9_04	Développer des programmes d'actions de lutte contre les pollutions diffuses	Pouvoirs publics	I C
Eau potable et baignade			
Qual_1_01	Protéger les ressources en eau potable actuelles et futures : - limitation des activités anthropiques dans les bassins d'alimentation des captages stratégiques les plus menacés, - limitation de la fertilisation organique et chimique en amont des captages, - développement de l'agriculture biologique à privilégier sur les aires d'alimentation des captages stratégiques les plus menacés, - entretien des ouvrages de captage	Pouvoirs publics-Gestionnaire ouvrage	I C R
Qual_1_03	Privilégier l'usage eau potable sur les autres usages économiques de l'eau et optimiser l'organisation locale des services d'eau potable (schémas directeurs eau potable, solutions alternatives)	Pouvoirs publics	C
Qual_2_01	Protéger les sites de baignade contre les pollutions, l'eutrophisation (y compris transfert de phosphore par érosion) et les cyanobactéries dues : - à l'élevage, - à l'assainissement collectif et aux eaux pluviales, - à l'assainissement non collectif	Pouvoirs publics	C R
Modification des fonctionnalités			
Fonc_1_02	Lutter contre les espèces invasives (gestion et sensibilisation)	Pouvoirs publics-APNE	I C R
Fonc_1_04	Entretien, préserver et restaurer les zones humides (têtes de bassins et fonds de vallons, abords des cours d'eau et plans d'eau, marais, lagunes...) : - interdire le drainage ou l'envoyage des zones humides abritant des espèces protégées ou des zones humides inventoriées pour leurs fonctionnalités hydrologique et/ou biologique, - procéder à des acquisitions foncières dans les zones humides, - développer le conseil et l'assistance technique aux gestionnaires de zones humides	Pouvoirs publics-APNE	I C R
Fonc_2_02	Entretien des berges et abords des cours d'eau ainsi que les ripisylves	Agriculteurs-Collectivités-APNE	C
Fonc_2_06	Limiter ou interdire la création de plans d'eau et limiter l'impact des plans d'eau existants	Pouvoirs publics	C R
Fonc_2_07	Accompagner et sensibiliser les acteurs sur les interventions sur les milieux (techniciens rivières, guides techniques...)	Pouvoirs publics-APNE	I C
Fonc_3_02	Soutenir les effectifs de poissons migrateurs (gestion des prélèvements, sensibilisation des pêcheurs, restauration des habitats...)	APNE	C
Fonc_4_01	Aménagement ou effacement des ouvrages pour rétablir la libre circulation pour les migrateurs (notamment mise en œuvre de la trame bleue)	Collectivités-Gestionnaire ouvrage-AAPPMA	C
Fonc_4_03	Améliorer les ouvrages et leur gestion (vannes de chaussées, de barrages...) pour : - garantir les débits des cours d'eau et les niveaux d'eau des marais, - limiter l'impact de ces ouvrages sur la faune et la flore aquatiques	Gestionnaire ouvrage	C
Prélèvements, gestion quantitative			
Prel_1_02	Augmenter la ressource en eau disponible à l'été sur les bassins déficitaires par la construction de retenues supplémentaires	Pouvoirs publics	C
Prel_2_01	Adapter les prélèvements aux ressources disponibles	Pouvoirs publics	C R
Prel_2_02	Favoriser les économies d'eau : sensibilisation, économies, réutilisation d'eau pluviale ou d'eau de STEP, mise en œuvre des mesures agroenvironnementales (amélioration des techniques d'irrigation, évolution des assolements...)	Agriculteurs-Industriels-Collectivités-Particuliers	C
Inondations			
Inon_1_01	Elaborer et mettre en œuvre les préconisations du schéma de prévention des crues et des inondations	Pouvoirs publics	C R
Inon_1_02	Développer les aménagements de ralentissement dynamiques	Collectivités	C R



Enjeux

- Equilibre entre captages et renouvellement
- Risques d'intrusion saline
- Risques (pour l'AEP) d'extension d'un panache très minéralisé (riche en sulfates et fluor)
- Pollutions anthropiques (nitrates, pesticides, toxiques...) au voisinage des affleurements
- Connaissance des nappes profondes

Objectifs d'état global Masses d'eau souterraines profondes



Mesures de la commission Nappes Profondes			
Gouvernance			
Gouv_1_02	Animer et développer des outils de gestion intégrée (SAGE, contrats de rivières, plans d'actions territoriaux, plans de gestion des étages, zones humides, cellule d'assistance technique rivière, programmes migrants)	Pouvoirs publics	I C
Gouv_2_01	Améliorer la communication, la formation et la sensibilisation vers les partenaires et le public	Pouvoirs publics-APNE	I C
Connaissance			
Conn_2_03	Améliorer la connaissance des eaux souterraines (inventaires, cartographie, études spécifiques, connaissance des eaux utilisées pour le thermalisme et l'embouteillage...) et développer les outils d'aide à la décision (modélisations hydrodynamique et hydrochimique...) : nappes karstiques, nappes de socle, nappes profondes, nappes d'accompagnement ...	Pouvoirs publics-Recherche	I C
Conn_2_07	Améliorer les connaissances sur les modalités de transfert des produits polluants : - transfert par lessivage ou par érosion : nitrates, phosphore, matières en suspension, produits phytosanitaires... - transfert par faune ou flore : plancton, bactéries...	Recherche	C
Conn_3_01	Améliorer la connaissance des usages générateurs de pollution (industrie, agriculture, urbanisation...) : approche par bassin versant	Pouvoirs publics	I C
Conn_3_02	Améliorer la connaissance des prélèvements sur les milieux (inventaire des destinations de l'eau prélevée, définition de méthode de comptabilité des volumes par usage, mise en cohérence des données,...)	Pouvoirs publics	I C
Conn_3_03	Améliorer la connaissance des performances des réseaux d'assainissement	Collectivités	I
Conn_9_01	Poursuivre et développer les actions de recherche et de prospective : - structurer les échanges entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée, - développer les moyens de recherche appliquée, - réaliser une veille scientifique, - développer la recherche de technologies innovantes pour lutter contre les pollutions diffuses, - mener une étude prospective sur les conséquences du changement climatique et de l'élévation du niveau de la mer	Pouvoirs publics-Recherche	I C
Conn_9_02	Améliorer la compréhension des relations pressions-impacts sur les milieux superficiels et souterrains et sur les zones réservées à certains usages de l'eau (baignade, loisirs nautiques, conchyliculture, eau potable, chenaux de navigation) : impacts des systèmes d'assainissement, des substances, des sols pollués, des stockages de gaz, des industries nucléaires, des prélèvements et développement d'outils de modélisation...	Pouvoirs publics-Recherche	I C
Pollutions ponctuelles			
Ponc_1_03	Réaliser des schémas d'assainissement des eaux usées départementaux ou par bassin et si nécessaire pour les bassins urbanisés un schéma de gestion des eaux pluviales	Collectivités	C
Ponc_1_04	Mettre en place des techniques de récupération des eaux usées ou pluviales pour limiter lesversements par temps de pluie	Collectivités	C
Rejets diffus			
Diff_9_02	Aménager l'espace pour limiter l'érosion et lutter contre les transferts (notamment mise en place de couverture hivernale des sols et de bandes végétalisées)	Agriculteurs	C
Diff_9_04	Développer des programmes d'actions de lutte contre les pollutions diffuses	Pouvoirs publics	I C
Eau potable et baignade			
Qual_1_02	Améliorer les rendements des réseaux de distribution d'eau potable	Gestionnaire ouvrage	I C
Qual_1_03	Privilégier l'usage eau potable sur les autres usages économiques de l'eau et optimiser l'organisation locale des services d'eau potable (schémas directeurs eau potable, solutions alternatives)	Pouvoirs publics	C
Prélèvements, gestion quantitative			
Prel_1_02	Augmenter la ressource en eau disponible à l'étage sur les bassins déficitaires par la construction de retenues supplémentaires	Pouvoirs publics	C
Prel_2_01	Adapter les prélèvements aux ressources disponibles	Pouvoirs publics	C R
Prel_2_02	Favoriser les économies d'eau : sensibilisation, économies, réutilisation d'eau pluviale ou d'eau de STEP, mise en œuvre des mesures agroenvironnementales (amélioration des techniques d'irrigation, évolution des assolements...)	Agriculteurs-Industriels-Collectivités-Particuliers	C
Eaux souterraines			
Sout_1_01	Réduire l'impact des activités anthropiques potentiellement polluantes sur les eaux souterraines (zones d'affleurement des nappes profondes, réhabilitation de forages...)	Pouvoirs publics	C R
Sout_1_02	Maîtriser les prélèvements sur les eaux souterraines (restaurer l'équilibre entre prélèvement et recharge, limiter le risque d'intrusion saline, installation de compteurs...)	Pouvoirs publics	C R

La carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière est compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Adour-Garonne.

SAGE Isle Dronne

L'arrêté fixant le périmètre d'élaboration du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Isle-Dronne a été signé le 17 mai 2011. Il indique que :

- le périmètre d'élaboration du SAGE Isle-Dronne correspond aux bassins hydrographiques de l'Isle et de la Dronne
- la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière est entièrement incluse dans le périmètre
- la préfète de Dordogne est chargée du suivi de la procédure d'élaboration du SAGE
- le SAGE Isle Dronne doit être élaboré avant fin 2015

L'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2011 porte sur la création de la commission locale de l'eau (CLE) pour ce SAGE.

La plaquette de présentation du SAGE se trouve pages suivantes.

Le SAGE Isle-Dronne

Le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) est un document de planification, créé par la loi sur l'eau de 1992 qui vise :

- une gestion collective et patrimoniale de la ressource en eau sur un bassin hydrographique
- la recherche d'un équilibre durable entre les objectifs de protection et de développement
- la résolution des conflits d'usage de la ressource

Le SAGE permet de préciser localement le droit de l'eau. Il est opposable aux décisions administratives et, depuis la loi sur l'eau de 2006, il est opposable aux tiers.

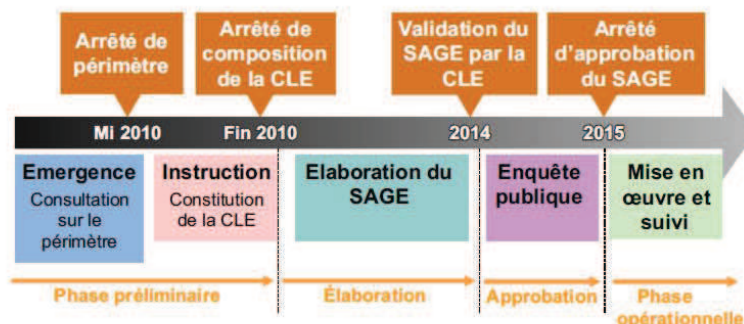
La mise en place d'un SAGE implique la création d'une **Commission Locale de l'Eau (CLE)**. La CLE est l'instance décisionnelle, de validation et de suivi du SAGE : c'est une assemblée délibérante définissant les orientations à suivre, les actions à programmer, les outils à mettre en œuvre mais aussi les maîtres d'ouvrage potentiels. C'est un lieu d'échanges, de débats et de consensus.

Elle s'organise autour du Président, des Vice-présidents, du Bureau et des différentes commissions thématiques ou géographiques chargées de préparer le travail de la CLE.

Dans un souci d'opérationnalité, il est proposé de limiter la taille de la CLE à 56 membres. Aussi, chaque élu de la CLE devra animer un réseau d'acteurs pour préparer et retranscrire les débats.

Les 56 membres de la CLE du SAGE Isle-Dronne :

- 32 représentants des collectivités territoriales
- 16 représentants des usagers, organisations professionnelles, associations
- 8 représentants de l'Etat et de ses établissements publics



Octobre 2009

EPIDOR

Etablissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne
BP 13, 24250 Castelnau-la-Chapelle
Tél : 05.53.29.17.65
Fax : 05.53.28.29.60
Mél : epidor@eptb-dordogne.fr

www.eptb-dordogne.fr



Antenne Haute Dordogne
MAURIAC (Cantal)
04 71 68 01 94

Antenne Dordogne Atlantique
ST-DENIS-DE-PILE (Gironde)
05 57 25 10 98

S.A.G.E.

SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX

Isle-Dronne

Consultation sur le périmètre

Un projet de territoire pour le bassin de la rivière Isle

Comme de nombreuses rivières, l'Isle et ses affluents, la Dronne, la Lizonne, l'Auvézère..., sont en crise. En cause, les pollutions agricoles et domestiques, les prélèvements d'eau excessifs, la destruction des milieux aquatiques, le recul de la biodiversité... Par le passé, notre développement s'est trop souvent traduit par la dégradation des rivières, de la ressource en eau et des paysages fluviaux.

Aujourd'hui, les choses commencent à changer. D'une part, nous mesurons mieux les effets négatifs sur les cours d'eau de certaines pratiques. D'autre part, nous prenons conscience de l'intérêt de conserver des milieux aquatiques en bon état pour les services qu'ils nous rendent et parce qu'ils contribuent à la qualité de la vie et à l'attractivité de nos territoires.

Aux niveaux européen et national, la réglementation évolue elle-aussi et nous pousse à mieux protéger l'environnement.

Parce qu'il repose avant tout sur la **connaissance et la concertation**, la mise en place d'un SAGE est un vrai atout pour accompagner le changement sur le bassin Isle-Dronne. Cette procédure est le gage de débats fructueux entre tous les acteurs du territoire pour rechercher le meilleur équilibre entre la protection des milieux aquatiques et la satisfaction durable des usages de l'eau.

La consultation des collectivités, organisée aujourd'hui par le préfet coordonnateur du bassin de la Dordogne, conduit à vous interroger sur le périmètre du SAGE. C'est la première étape d'un processus collectif qui débouchera à moyen terme sur l'adoption d'un SAGE sur le bassin Isle-Dronne, souhaité par les élus associés au lancement de ce projet.



Pourquoi un SAGE sur le Bassin Isle-Dronne ?

Au plan géographique, humain et des usages de l'eau, le bassin Isle Dronne correspond à un bassin cohérent. C'est un territoire rural, aux paysages variés, façonnés depuis de longues années par l'homme.

Cette même recherche de cohérence dans la gestion de l'eau a conduit à mettre en œuvre, depuis cinq ans, un plan de gestion d'étiage (PGE) sur le bassin Isle Dronne.

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Adour Garonne (SDAGE) lui-même recommande un SAGE sur le bassin Isle Dronne.

Prenant acte de ces éléments, le conseil d'administration d'EPIDOR a décidé, par délibération du 28 novembre 2008, de saisir le préfet coordonnateur de bassin pour lancer l'élaboration d'un SAGE sur le périmètre Isle Dronne.

EPIDOR

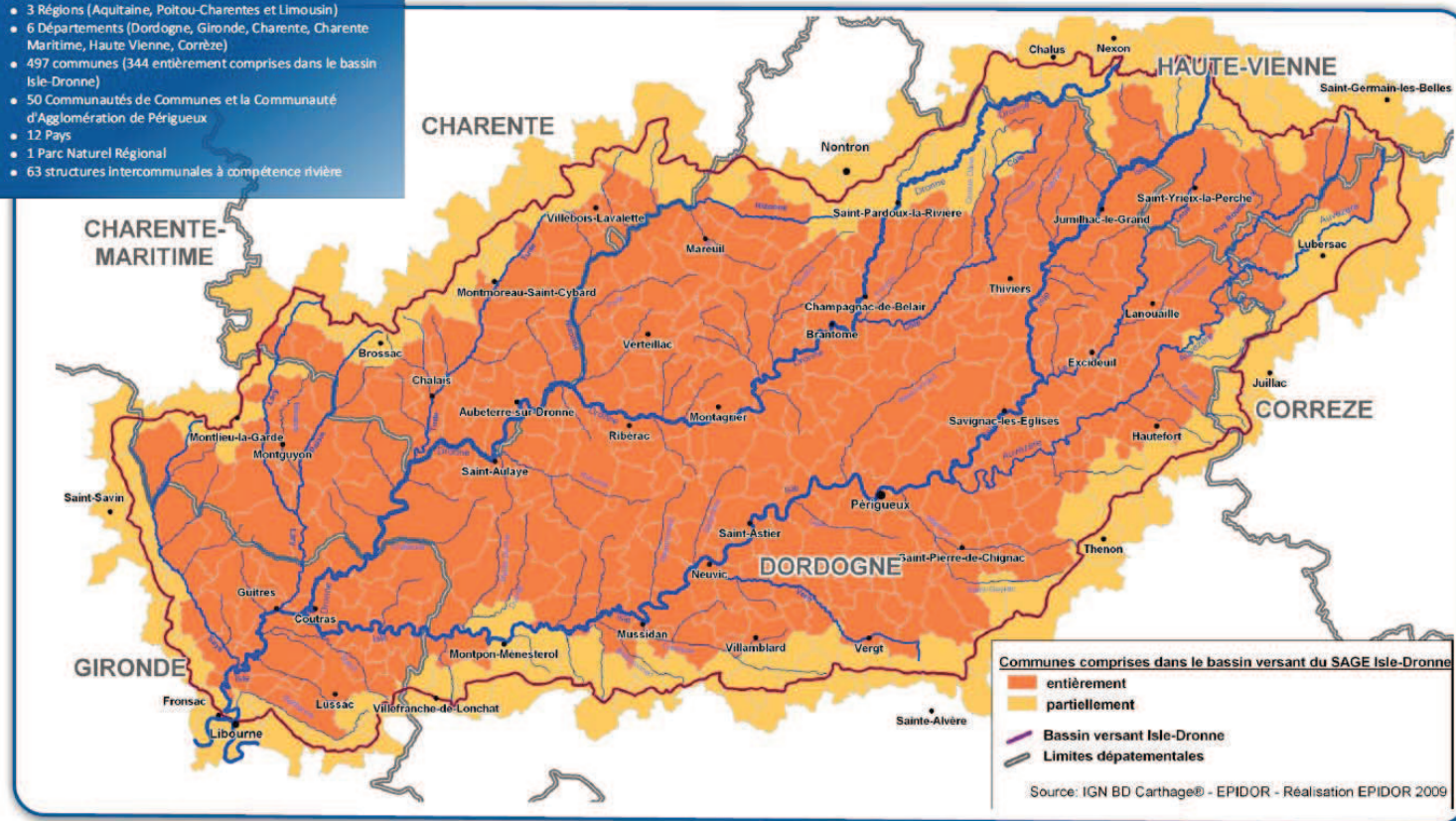


Etablissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne

Chiffres clés

- 7586 km² de superficie
- 351 500 habitants
- 3 Régions (Aquitaine, Poitou-Charentes et Limousin)
- 6 Départements (Dordogne, Gironde, Charente, Charente Maritime, Haute Vienne, Corrèze)
- 497 communes (344 entièrement comprises dans le bassin Isle-Dronne)
- 50 Communautés de Communes et la Communauté d'Agglomération de Périgueux
- 12 Pays
- 1 Parc Naturel Régional
- 63 structures intercommunales à compétence rivière

Territoire et objectifs du SAGE Isle-Dronne



Amélioration de la qualité des eaux

- Sécuriser l'approvisionnement en eau potable
- Réduire les pollutions diffuses d'origine agricole
- Poursuivre la réduction des pollutions domestiques et industrielles
- Améliorer la connaissance (pesticides, micropolluants, sédiments, étangs, continuité écologique)



Patrimoine naturel et milieux

- Préserver les zones humides
- Améliorer la gestion des étangs
- Restaurer les habitats aquatiques
- Restaurer la continuité écologique
- Accompagner la reconquête des poissons migrateurs
- Améliorer la connaissance (présence et suivi des espèces remarquables et des espèces envahissantes)



Réduction du risque d'inondations

- Améliorer la connaissance (retours d'expérience des crues passées)
- Renforcer la prévision, l'information et la culture du risque
- Préserver l'espace de liberté des cours d'eau
- Préserver les zones humides
- Limiter le ruissellement



Amélioration de la gestion des étiages

- Améliorer la connaissance (ressource disponible, relation nappe/eau superficielle)
- Economiser et partager la ressource en eau
- Mobiliser de nouvelles ressources
- Renforcer la prévision des situations de crise
- Préserver les zones humides
- Définir des mesures de gestion des plans d'eau et vannages de moulins



Tourisme

- Reconnaître la valeur patrimoniale des rivières
- Valoriser les vallées de l'Isle et de la Dronne comme éléments structurants du développement touristique du bassin
- Inscrire le développement touristique dans une dynamique environnementale (respect des milieux, écotourisme, loisirs nautiques)
- Coordonner les projets touristiques liés à l'eau

Chacun de ces objectifs thématiques dépend pour tout ou partie de la mise en œuvre des autres objectifs. Le SAGE permettra de traiter de manière intégrée tous les aspects de la gestion de l'eau sur le bassin versant Isle-Dronne.

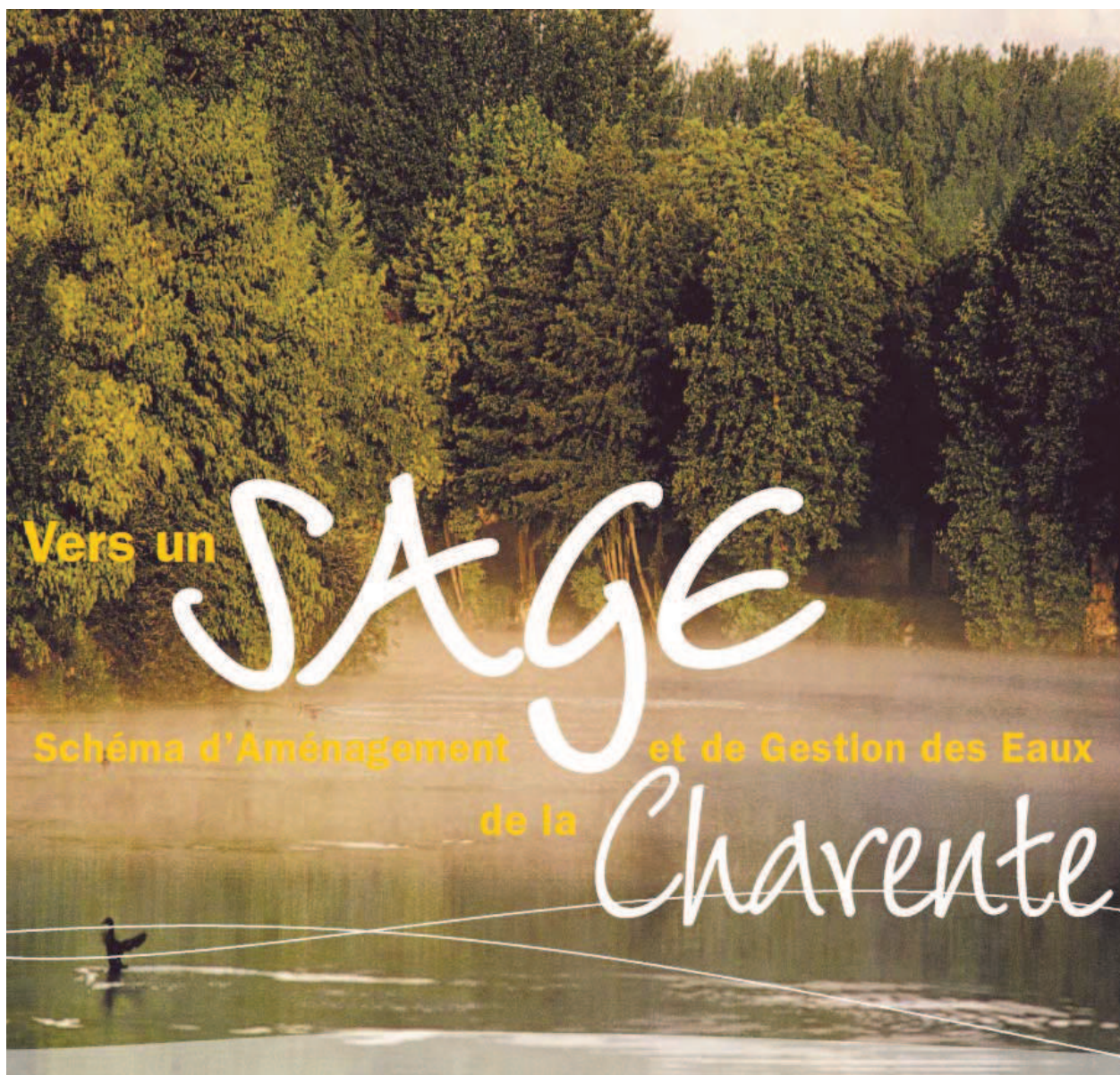
SAGE Charente

L'arrêté interpréfectoral fixant le périmètre d'élaboration du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Charente a été signé le 18 avril 2011. Il indique que :

- la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière est partiellement comprise dans le périmètre d'élaboration du SAGE Charente
- le préfet de la Charente est responsable de la procédure d'élaboration et du suivi de ce SAGE

L'arrêté préfectoral du 7 juin 2011 porte sur la création de la commission locale de l'eau (CLE) pour ce SAGE.

La plaquette de présentation du SAGE se trouve pages suivantes.



«Pour une gestion équilibrée de la ressource en eau»



EPTB Charente

Institution interdépartementale pour l'aménagement
des Eaux Charente et de ses affluents

La Charente prend sa source à Chéronnac en Haute Vienne. Ses eaux sont grossies par 22 grands affluents dont les principaux sont la Tardoire, l'Aume-Couture, la Touvre, le Né, la Seugne, la Boutonne, l'Arnoult. Une pente douce la conduit à l'Océan.

Le bassin de Marennes Oléron est lié au bassin hydrographique de la Charente par les flux d'eau salée qui remontent le fleuve et par les flux d'eau douce qui s'y déversent.

Le patrimoine naturel est riche. 24 % des cours d'eau et 18 % du territoire du bassin versant sont inscrits en zones de protection écologique (faune, flore, biotope...). Nombre d'activités humaines sont dépendantes de l'eau (alimentation en eau potable, conchyliculture, agriculture, pêche, loisirs, tourisme balnéaire...). Aujourd'hui, la qualité des eaux superficielles et souterraines est particulièrement dégradée. Les prélèvements sur la ressource sont trop importants en été, les inondations sont fréquentes en période hivernale.

Les milieux aquatiques s'appauvrissent et sont en danger.

L'homme est en grande partie à l'origine de ces déséquilibres qui sont la source de conflits entre les usages. Afin de protéger ce patrimoine pour les générations futures, il est indispensable de concilier les différents besoins et la préservation des milieux aquatiques dans un esprit de responsabilité partagée.

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) parce qu'il implique une mobilisation des acteurs locaux et une appréhension globale de la gestion de la ressource, est le moyen d'atteindre cet objectif.

Convaincue de l'intérêt de cette démarche, l'institution interdépartementale pour l'aménagement du fleuve Charente et de ses affluents, Établissement Public Territorial du Bassin de la Charente (EPTB), s'engage à porter le SAGE de la Charente.

Document téléchargeable :
www.fleuve.charente/bibliotheque





< Bassin de Marennes Oléron >



< Échasse blanche >



< Marais de Brouage >



< Canoë, lac de Lavaud >

LA LOI & L'EAU

La Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) - oct. 2000

Elle dresse un cadre réglementaire pour une politique européenne de l'eau.

Ses principes reposent sur une gestion patrimoniale des ressources et des milieux aquatiques à l'échelle des bassins versants.

Elle est à l'origine de la révision du SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux).

Elle fixe un objectif ambitieux : atteindre le bon état des eaux pour tous les milieux aquatiques (cours d'eau, lacs, eaux souterraines, eaux littorales...).

Pour la Charente, 39 % des masses d'eau devront être en bon état en 2015.

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) - déc. 2006

L'eau et les milieux aquatiques sont hissés au rang de patrimoine fragile et commun à tous. La loi prend en compte l'adaptation au changement climatique dans la gestion des ressources et veut apporter plus de transparence au fonctionnement du service public de l'eau. Elle pose, entre autres, le cadre d'une réorganisation institutionnelle, de la lutte contre les pollutions diffuses, de la reconquête de la qualité écologique des cours d'eau, de la gestion locale des ressources pour atteindre les objectifs de la directive cadre sur l'eau.

Elle renforce la portée juridique du SAGE et l'implication du public.

+ D'INFO :

document de synthèse / contenu législatif et réglementaire

Qu'est-ce qu'un SAGE ?

➤ Un outil de gestion durable de l'eau

Élaboré de manière concertée au niveau local, le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) est un outil de prévention et de protection des milieux, un outil de développement local, un outil juridiquement encadré. Il est un cadre de référence pour tous les projets à court et long termes liés à l'eau sur un bassin versant.

Le SAGE :

- répertorie les milieux aquatiques sensibles et définit les conditions de leurs préservation et valorisation,
- fixe les actions de protection de l'eau et de prévention des inondations,
- détermine des objectifs quantitatifs, qualitatifs et leurs délais de réalisation.
- peut réglementer la répartition de la ressource en eau entre les usagers.

Les documents d'urbanisme tels que les Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT), les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et les cartes communales doivent être rendus compatibles avec le SAGE. Toute décision administrative s'appliquant sur le territoire du SAGE doit tenir compte des préconisations du SAGE.

Le règlement du SAGE est opposable aux tiers.

Pourquoi réaliser un SAGE ?

➤ Un outil privilégié dans un bassin à forts enjeux

Le SAGE est un outil privilégié pour retrouver le bon état des eaux et des milieux aquatiques d'un bassin aujourd'hui très dégradé. La LEMA a renforcé les SAGE tant dans leur portée juridique que dans l'implication du public. Et le SDAGE Adour-Garonne 2010 - 2015 s'appuie également largement sur les SAGE, dont le SAGE Charente, pour garantir l'atteinte

des objectifs, notamment à travers l'action concertée des acteurs de l'eau à l'échelle du bassin. Le SAGE instaure le cadre et les conditions de la réflexion, du dialogue et de l'action. Pour les différents usagers, les collectivités et l'administration, c'est l'opportunité de faire valoir leurs besoins et leurs attentes pour un partage raisonné et équitable de l'eau.

➤ Une opportunité pour notre territoire

Le SAGE constitue une opportunité pour s'approprier les questions de l'eau. Il est un outil stratégique dans le domaine de l'eau mais il représente aussi un outil de développement local et de mise en valeur des potentialités du territoire. L'objectif du SAGE est d'impulser des

initiatives indispensables face aux enjeux du territoire, en s'appuyant sur les projets, contrats, schémas, programmes portés par les acteurs locaux et soutenus financièrement par l'Agence de l'Eau, les conseils régionaux et les conseils généraux.



< Angoulême >



< Céréales et vignes >



< Cognac >

Comment s'élabore et se met en œuvre le SAGE ?

> Une démarche participative

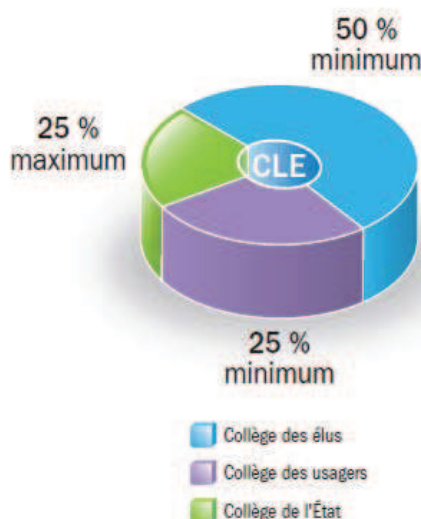
L'élaboration du SAGE fait l'objet d'une démarche participative à laquelle l'ensemble des acteurs de l'eau est associé. Cette vaste concertation doit permettre de prendre en compte la complexité des enjeux environnementaux, sociaux, économiques relatifs à la gestion de la ressource.

> Une instance de concertation et de décision : la Commission Locale de l'Eau (CLE)

La CLE est l'instance de concertation et de décision en charge de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi du SAGE. Véritable parlement de l'eau, elle est un lieu de dialogue entre les différentes parties prenantes. C'est une assemblée délibérante, indépendante, décentralisée et présidée par un élu. Les acteurs de l'eau sur le périmètre du SAGE de la Charente y seront représentés en 3 collèges :

- les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux,
- les usagers, les organisations professionnelles (agriculture, industrie, pêche...), les associations (pêche, nature, consommation...), les propriétaires fonciers,
- l'État et ses établissements publics.

Des commissions thématiques et/ou géographiques peuvent être créées pour approfondir certains sujets. Selon les thèmes et les besoins, des experts ou toute autre personne susceptible d'enrichir le débat et ne faisant pas partie de la CLE, peuvent être sollicités. La composition de la CLE garantira la représentativité des acteurs de l'eau du bassin.



La composition définitive de la CLE sera arrêtée par le préfet de la Charente au terme de la consultation en cours.





< Saintes >



< Carrelet sur la Charente >



< Rochefort >

+ D'INFO :

dossier de saisine / démarche et avant projet de SAGE

> Une structure d'animation : l'EPTB Charente

La CLE ne dispose pas de moyens propres de fonctionnement. Elle doit être accompagnée par une structure porteuse qui animera l'élaboration du SAGE dans toutes ses étapes. L'EPTB Charente joue déjà un rôle d'animation au niveau du Plan de Gestion des Étiages (PGE), du Plan d'Action et de Prévention des Inondations (PAPI), de la restauration des potentialités piscicoles des bassins de la Charente et de la Seudre, du schéma de valorisation touristique et environnementale...

L'EPTB Charente assure également une mission technique dans la gestion du barrage de Lavaud. En période d'étiage, il propose, en tant que maître d'ouvrage du barrage de Lavaud, des outils d'aide à la décision (modélisation, anticipation sur les débits des cours d'eau...). Parallèlement, il intervient sur la gestion intégrée des zones côtières. **Il est donc un acteur présent et opérationnel sur l'ensemble du bassin versant, des sources à l'estuaire.**

L'Institution Interdépartementale pour l'aménagement du fleuve Charente et ses affluents, Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Charente, a déjà pour missions :

- de faciliter la mise en place d'une gestion globale et intégrée du cycle de l'eau,
- d'élaborer les outils nécessaires à l'information et au suivi des différentes actions,
- de réaliser des travaux d'intérêt général et de mettre en cohérence les actions d'aménagement des cours d'eau.

> Trois phases de construction pour un objectif d'adoption en 2015

Une phase préliminaire (objet du présent document)

Formalisée par un dossier argumentaire, cette phase a pour objectifs :

- de délimiter les contours géographiques d'application du futur SAGE,
- de définir la composition de la Commission Locale de l'Eau (CLE).

Une phase d'élaboration

Sur les bases d'un état des lieux et d'un diagnostic partagés de la ressource et des usages, elle permettra de définir des préconisations et des scénarii de gestion de l'eau. À son terme, le SAGE sera matérialisé par :

- un Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) de la ressource en eau et des milieux aquatiques,
- un règlement qui encadre les mesures opposables à toute personne publique ou privée pour l'exécution d'installations, d'ouvrages, travaux et activités...
- des éléments cartographiques.

Ces documents sont soumis à enquête publique.

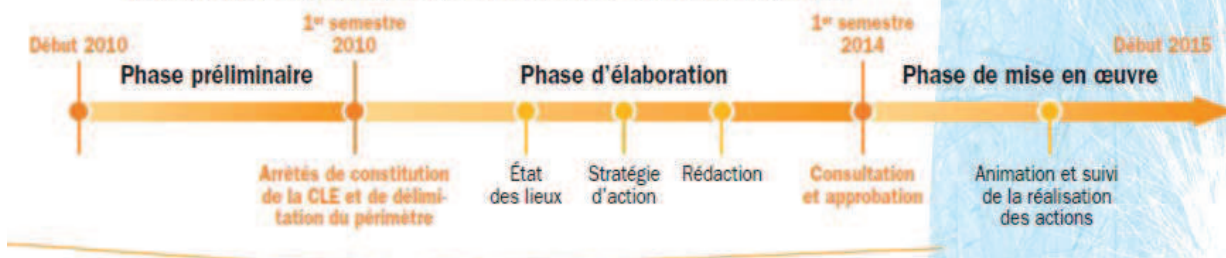
Une phase de mise en œuvre et de suivi

C'est l'application opérationnelle du plan d'action sur le territoire et sous l'autorité de la CLE.

Phase d'élaboration

Elle est un moment privilégié de discussion entre les différents acteurs et de résolution des conflits liés à l'utilisation des ressources.

“ CALENDRIER PRÉVISIONNEL D'ÉLABORATION DU SAGE CHARENTE ”



Quel périmètre pour le VAE ?

**Charente : une pertinence
et une faisabilité
éprouvées**

Un périmètre proche de celui proposé a été utilisé lors de la mise en place du Plan de Gestion des Étiages (PGE), du Plan d'Actions et de Prévention des Inondations (PAPI), du plan de restauration des poissons migrateurs et de la concertation associée. Les acteurs locaux sont déjà mobilisés à l'échelle de ce périmètre.

Le bassin versant de la Boutonne n'est pas intégré au périmètre car il est déjà doté d'un SAGE qui a fait l'objet d'un arrêté d'approbation en décembre 2008.

Des échanges avec les territoires voisins seront instaurés dans le cadre d'une concertation «inter SAGE»: exemples : SAGE de la Boutonne et SAGE de la Seudre. Ces échanges sont nécessaires puisque des liens naturels existent entre ces territoires (étiages partagés entre les bassins de la Charente et de la Boutonne, canal Charente/Seudre).

La proposition de périmètre du SAGE Charente

La délimitation du périmètre d'un SAGE s'appuie sur des textes réglementaires et une assise opérationnelle.

Son territoire doit être rondé sur les limites hydrographiques. Il doit ensuite couvrir un espace géographique cohérent en termes d'enjeux liés à l'eau et dont la taille autorise une synergie des acteurs : c'est le cas du SAGE de la Charente. Les eaux superficielles continentales, les eaux souterraines, le littoral sont liés de l'amont à l'aval, les activités humaines également. Compte tenu de la taille importante de ce SAGE (9 002 km², un des plus vastes SAGE du bassin Adour-Garonne) une organisation renforcée sera mise en place par la création de commissions géographiques et/ou thématiques.

Les principaux points qui militent en faveur de ce périmètre sont :

- l'hydrographie du périmètre proposé

C'est la zone géographique du bassin versant à l'exception du sous-bassin de la Boutonne. Elle correspond à l'aire de réception des précipitations, d'écoulement des eaux souterraines et de surface vers la Charente. Elle est cohérente avec le découpage des masses d'eau superficielle issu de la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE).

- les connexions hydrauliques liées aux canaux des marais littoraux

Ces canaux alimentés par l'eau douce du fleuve Charente jouent un rôle d'épurateur biologique et sont un corridor pour la faune.

- l'eau douce de la Charente pour le bassin de Marennes Oléron

La Charente apporte 90 % de l'eau douce du bassin de Marennes Oléron.

La quantité et la qualité de ce «doux» conditionnent la vitalité des activités économiques du bassin (l'ostréiculture, la conchyliculture, l'alimentation en eau potable des communes insulaires, la qualité des eaux de baignade...).

**Le périmètre
proposé en chiffres :**

- 9 002 km²
- 671 280 habitants
- 708 communes



Carte du périmètre proposé



< Étiage - Lac de Mas Chaban >



< Bassin ostréicole de Marennes Oléron >



< Culture du maïs >



< Vison d'Europe >

Des indicateurs à retenir...

Des eaux altérées par les activités humaines

• Des périodes d'étiages sévères

Les débits en été sont naturellement faibles et les assèchs fréquents. Cette situation est aggravée par les prélèvements agricoles.

• 86 % des masses d'eaux superficielles ont un médiocre état écologique

Ce constat place la Charente comme le territoire le plus dégradé du bassin Adour-Garonne.

• 85 % des eaux souterraines ont des valeurs nitrates et pesticides supérieures aux seuils

11 masses d'eau sur 13 sont en mauvais état qualitatif.

5 masses d'eau sont en mauvais état quantitatif. Les activités humaines (particulièrement la céréaliculture et la viticulture) ont un impact réel sur la ressource tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif.

Des activités économiques dépendantes de l'eau

Les grands espaces économiques sont dépendants de la qualité et de la quantité d'eau disponible sur le bassin versant :

- le littoral avec le tourisme balnéaire (première activité économique du bassin) et la conchyliculture (filière phare du bassin),
- l'intérieur des terres marqué par l'agriculture entre 60 et 90 % du territoire (céréaliculture intensive développée depuis 20 ans grâce à l'irrigation et viticulture spécialisée essentiellement dans la production de cognac). L'activité industrielle est plus réduite. Elle concerne principalement des filières industrielles liées au secteur agroalimentaire.

Des milieux aquatiques diversifiés mais fragilisés

Le patrimoine écologique du bassin versant de la Charente est diversifié. Plus de 188 500 hectares et 1 554 km de cours d'eau sont concernés par un statut de protection (ZNIEFF, ZICO, Natura 2000...). Des zones humides remarquables (lit majeur de la Charente, de la Seugne...) jouent un rôle essentiel de régulation des équilibres et de maintien de la biodiversité.

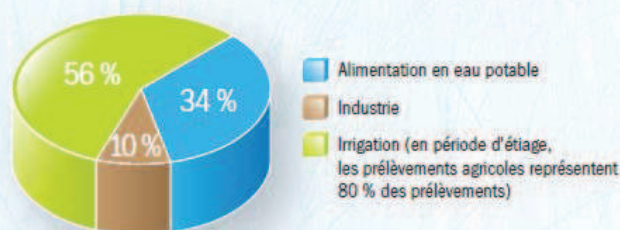
Le bassin versant est un lieu privilégié de reproduction et de croissance des poissons migrateurs (aloses, lamproies, saumons, anguilles...).

Les mutations agricoles (drainage, suppression des haies, cultures intensives et utilisations d'engrais et de pesticides...), les pressions urbaines (modification du lit des cours d'eau, imperméabilisation des sols) ont altéré la qualité des milieux aquatiques et des eaux.

Nombre d'espèces végétales et animales (anguille, vison d'Europe, râle des genêts, grande mulette...) sont aujourd'hui en grand danger.

Répartition des prélèvements sur l'ensemble du bassin

(source : redevances prélèvements Agence de l'Eau / moyennes calculées sur les prélèvements annuels des années 2002 à 2007)



Prélèvements d'eau sur l'ensemble du bassin :
159 millions de m³.



< Marais de Rochefort >



< Sources de la Touvre >



< Inondations, Saintes >



< Cistude d'Europe >

Quels sont les enjeux du SAGE ?

➤ Réduire les pollutions d'origine agricole

La réduction des pollutions par les nitrates et les produits phytosanitaires se pose de manière urgente. L'ensemble de la rive droite de la Charente ainsi que la Seugne, le Né et l'Arnoult subissent des pollutions qui menacent les eaux superficielles et souterraines. Cette pollution a notamment un impact sur l'eau potable, les milieux aquatiques et la qualité du doucin qui alimente le bassin de Marennes Oléron. La reconquête de la qualité de l'eau s'appuiera sur une politique de réduction des intrants et de modifications des pratiques culturales.

➤ Restaurer et préserver la fonctionnalité et la biodiversité des milieux aquatiques

La fragilisation des écosystèmes aquatiques, la dégradation des caractéristiques hydromorphologiques des cours d'eau, les restructurations paysagères portent atteinte à la fonctionnalité et la continuité écologiques. Elles entraînent la disparition d'espèces remarquables et indigènes. La politique de restauration, de préservation, de gestion s'appuiera sur les spécificités des territoires.

➤ Retrouver un équilibre quantitatif de la ressource en période d'étiage

La grande majorité des cours d'eau connaît des étiages sévères et récurrents. Ce phénomène est très largement aggravé, dans la durée et dans l'espace, par les prélèvements agricoles (zones de grandes cultures) qui représentent environ 80 % des volumes prélevés en période d'étiage.

Le rétablissement d'une gestion quantitative équilibrée de la ressource entre les usages et les milieux aquatiques constitue un enjeu majeur du SAGE.

➤ Réduire durablement les risques d'inondation

Le bassin versant de la Charente est particulièrement sensible aux inondations. Ces dernières se produisent principalement l'hiver. Leur étendue dépend étroitement de trois facteurs : l'intensité et la fréquence des pluies, l'état de saturation des sols, l'aménagement du territoire.

La réduction de ces risques est un point important de la gestion quantitative de la ressource en eau.

SAGE de la Charente : une priorité pour le SDAGE Adour-Garonne (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux élaboré par le comité de bassin Adour-Garonne).

Le SDAGE définit pour le bassin Adour-Garonne (bassin dont dépend le bassin de la Charente) les principes fondamentaux d'une gestion équilibrée des ressources en eau.

L'élaboration, avant 2015, d'un SAGE pour la Charente est un objectif prioritaire inscrit dans le SDAGE (disposition A9).

Le fleuve Charente est classé prioritaire par le SDAGE pour la restauration des poissons migrateurs amphihalins.

+ D'INFO :

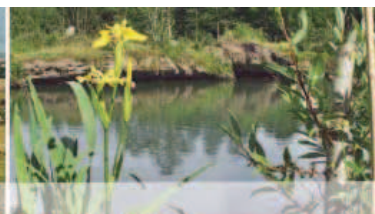
devoir de saisine / les usages, les enjeux et les acteurs de l'eau



< Fritillaire Pintade >



< Pont transbordeur de Rochefort >



< Restauration de berges >

Les acteurs de l'eau

L'ensemble des acteurs de l'eau est mobilisé autour de l'élaboration du SAGE de la Charente.

> Les services déconcentrés de l'État

Leur réorganisation dans le cadre de la réforme de l'administration territoriale est en cours. Sont concernées :

- la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL),
- la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF),
- les Directions Départementales des Territoires (DDT).

> L'agence de l'Eau Adour-Garonne

Cet établissement public du ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer met en œuvre les orientations de la politique de l'eau en accord avec le comité de bassin Adour-Garonne. L'Agence fait jouer la solidarité des usagers de l'eau en contribuant au financement des ouvrages et actions de réduction des pollutions et de préservation des milieux aquatiques. C'est dans ce but qu'elle perçoit des redevances auprès de toutes les catégories d'utilisateurs de l'eau du bassin.

> L'EPTB Charente

L'Établissement Public Territorial de Bassin (EPTB) créé en 1977 regroupe les départements de Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vienne. En s'associant au sein de l'EPTB, ces départements agissent de concert pour une gestion équilibrée de la ressource, la prévention des inondations et la protection des milieux aquatiques.

> Les conseils régionaux

Les conseils régionaux de Poitou-Charentes, d'Aquitaine, du Limousin soutiennent sur leur territoire et selon leurs particularismes et problématiques, des actions de protection de la ressource et des milieux aquatiques.

> Les conseils généraux

Les conseils généraux de Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vienne, Haute-Vienne, Dordogne portent sur leurs territoires une politique de l'eau visant à la préservation des milieux aquatiques.

> Les autres collectivités

- Les communes et les structures de l'intercommunalité en charge de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement.
- Le Forum des Marais Atlantiques : il est un lieu de ressources documentaires et d'échanges pour une gestion durable des zones humides.
- L'Union des Marais de la Charente Maritime (UNIMA) : elle intervient pour le compte des associations de propriétaires et des collectivités locales en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion hydrauliques des marais, des zones humides et bassins versants associés.

> Les syndicats de rivière

35 syndicats sont présents sur le bassin. Ils sont en charge des opérations d'entretien et de restauration des cours d'eau.

> Les acteurs économiques

Représentés par leurs chambres consulaires (chambres d'agriculture, des métiers, du commerce et de l'industrie) et leurs syndicats professionnels (pêche, pisciculture...), ils sont partie prenante d'une gestion équilibrée de la ressource en eau.

> Les associations

Les associations de protection de la nature et de l'environnement, les fédérations de pêche, les associations de consommateurs, les associations de riverains participent activement à la gestion partagée de l'eau sur le bassin de la Charente.



Petit glossaire

< Alimentation en Eau Potable (AEP) > Ensemble des équipements, des services et des actions qui permettent, en partant d'une eau brute, de produire une eau conforme aux normes de potabilité en vigueur, distribuée ensuite aux consommateurs.

On considère 4 étapes distinctes dans cette alimentation :

- prélèvements - captages,
- traitement pour potabiliser l'eau,
- adduction (transport et stockage),
- distribution au consommateur.

< Aquifère > Formation géologique contenant de façon temporaire ou permanente de l'eau mobilisable, constituée de roches perméables (formation poreuse et/ou fissurée) et capable de la restituer naturellement et/ou par exploitation (drainage, pompage...).

< Bassin versant > Surface d'alimentation d'un cours d'eau ou d'un lac. Le bassin versant se définit comme l'aire de collecte considérée à partir d'un exutoire, limitée par le contour à l'intérieur duquel se rassemblent les eaux précipitées qui s'écoulent en surface et en souterrain vers cette sortie.

< Biotopie > Espace caractérisé par des facteurs climatiques, géographiques, physiques, morphologiques et géologiques... en équilibre constant ou cyclique et occupé par des organismes qui vivent en association spécifique.

< Bon état écologique > Les éléments de qualité biologiques ne s'écartent que légèrement de ceux associés à des conditions non perturbées par l'homme. Cette notion renvoie à un milieu dont les peuplements vivants sont équilibrés et diversifiés.

< Débit d'étiage > Débit minimum d'un cours d'eau calculé sur un pas de temps donné en période de basses eaux.

< Intrant > En agriculture, on appelle «intrants» les différents produits apportés aux terres et aux cultures, ce terme comprend entre autres :

- les engrais,
- les amendements (éléments améliorant les propriétés physiques et chimiques du sol, tels que le sable, la tourbe, la chaux...),
- les produits phytosanitaires,
- les activateurs ou retardateurs de croissance.

< Masse d'eau > Portion de cours d'eau, canal, aquifère, plan d'eau ou zone côtière homogène. Il s'agit d'un découpage élémentaire des milieux aquatiques destiné à être l'unité d'évaluation de la DCE. Une masse de surface est une partie distincte et significative des eaux de surface : un lac, un réservoir, une rivière, un fleuve ou un canal, une partie de rivière, de fleuve ou de canal, une eau de transition ou une portion d'eaux côtières.

< Pollution diffuse > Pollution dont les origines peuvent être généralement connues mais pour lesquelles il est impossible de repérer géographiquement l'aboutissement dans les milieux aquatiques et les formations aquifères.

< Zones humides > Terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire. Ces zones sont des espaces de transition entre la terre et l'eau. Elles présentent une forte potentialité biologique (faune et flore spécifique) et ont un rôle de régulation de l'écoulement et d'amélioration de la qualité des eaux.



EPTB Charente

Institution interdépartementale pour l'aménagement
du fleuve Charente et de ses affluents



PARTIE 4 : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

4.1 CADRE NATUREL

Les éléments étudiés dans cette partie regroupent l'ensemble des caractéristiques naturelles du territoire communal, c'est-à-dire celles qui n'ont pas ou peu subi de modifications par l'homme.

4.1.1. La géologie, le relief et la végétation

Le type de roches que l'on retrouve sur ce territoire induit des façons d'habiter et des créations de paysages différents. La spécificité de Saint-Pardoux-la-Rivière est de se situer au contact de roches variées : d'une part les roches cristallines du socle hercynien du Massif Central, et d'autre part les roches sédimentaires de l'ère secondaire du Bassin Aquitain ; ces dernières venant se déposer par-dessus les roches hercyniennes. De fait, la roche mère la plus ancienne, de type métamorphique et cristalline, à tendance acide a été recouverte, sur ses marges (Saint-Pardoux-la-Rivière, Milhac de Nontron, Saint Martin de Fressengeas) par des roches de type calcaire, plus tendres.

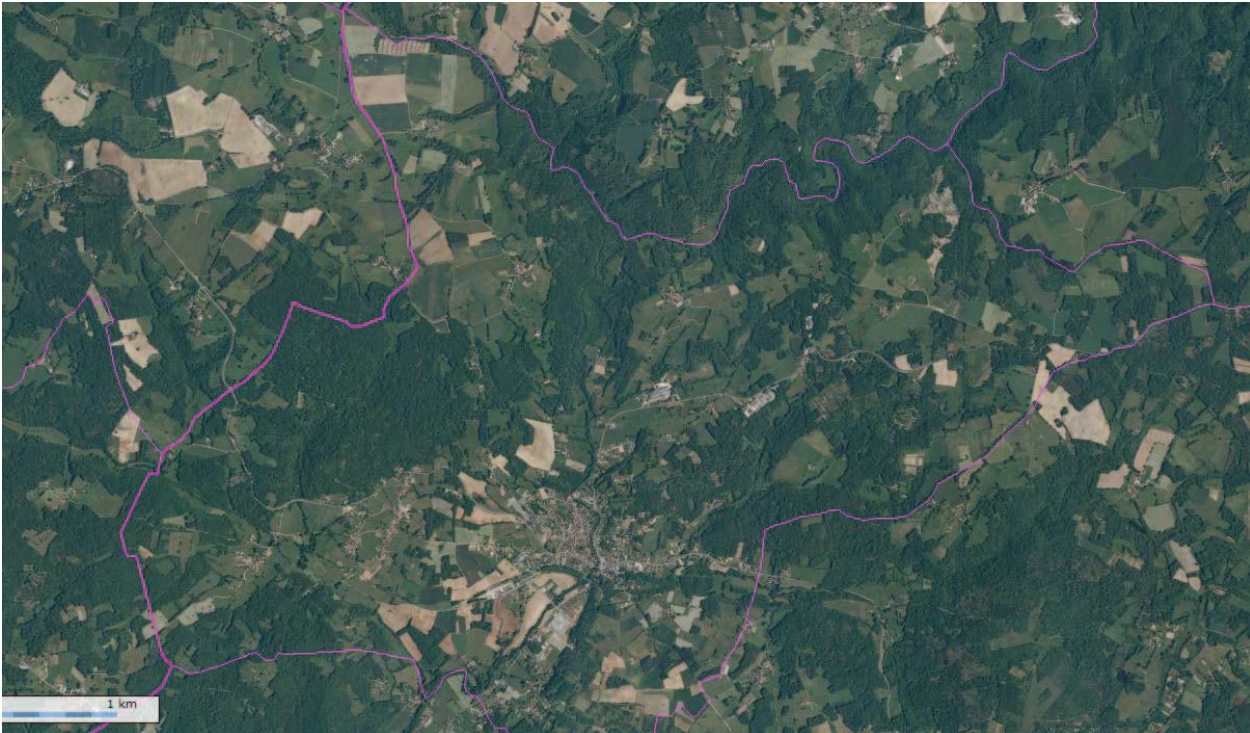
Le travail de l'érosion tertiaire se lit encore dans les paysages.

Ainsi, au sud-ouest, un relief karstique a pu se mettre en place, créant des gouffres, des grottes (Grotte du Clos, de Noujarède) et des lits de cours d'eau évasés. Ici, le relief est assez disséqué. Les abris naturels ont été utilisés par l'homme au Néolithique, et l'exploitation des roches en place se traduit par l'ouverture de carrières ou d'industrie (four à chaux) et la présence d'un habitat en pierre calcaire.

Au nord, nord-est de Saint-Pardoux-la-Rivière l'érosion a engendré la mise en place de placages colluviaux, issus de la dégradation, le transport et le dépôt des matériaux du socle cristallin, qui recouvrent la roche mère cristalline. Ces colluvions, de type acide, sont essentiellement boisées, sauf sous la forme de clairière comme au lieu-dit La Plassade.

Un relief particulier découle de ces spécificités géologiques. Les altitudes sont légèrement plus élevées au nord-est (308 m dans la forêt à côté de Chatenet) qu'au sud (150 m au cœur du village de Saint-Pardoux-la-Rivière) avec des plateaux dans le socle cristallin, et un relief plus mouvementé dans les roches sédimentaires.

De ces deux types de roches, résulte une hydrographie particulière : au sud, l'eau s'infiltre rapidement, et n'est présente « que » dans les vallées alluviales, alors qu'au nord, les argiles et les altérites sont de type imperméable, avec des zones humides.



Source : Géoportail

4.1.2. L'hydrographie

Le territoire communal est sillonné par plusieurs cours d'eau :

- La Dronne
- Le Manet : long de 9,6 km, il traverse les communes de Saint-Pardoux-la-Rivière, Champs-Romain et Saint-Saud-Lacoussière avant de se jeter dans la Dronne
- Ruisseau de Chantres : long de 5,3 km, il traverse les communes de Milhac-de-Nontron et Saint-Pardoux-la-Rivière avant de se jeter dans la Dronne
- Ruisseau de Larret : long de 1,3 km, il traverse Saint-Pardoux-la-Rivière et se jette dans la Dronne
- Ruisseau de Lachenaud : long de 1,8 km, il traverse Saint-Pardoux-la-Rivière et se jette dans le Manet

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière se situe sur le bassin de la Dronne. Les écoulements s'effectuent dans la direction Nord-Sud.

La Dronne prend sa source à Bussière-Galant dans le département de la Haute-Vienne. Longue de 200 kilomètres, elle traverse la Charente-Maritime, la Charente, la Dordogne et la Gironde pour se jeter dans l'Isle dont elle constitue l'affluent principal.

Arrivée à Saint-Pardoux-la-Rivière, la Dronne traverse un fond de vallée agricole large de plusieurs centaines de mètres avec un terrain sédimentaire, des berges avec quelques affouillements, une alternance d'eaux courantes et calmes, un fond de galets, de graviers, de sables et de petits blocs. Les rives sont d'accès faciles.

Le parcours de la Dronne en aval de Saint-Pardoux-la-Rivière est radicalement opposé au parcours de la rivière en amont où elle traverse une vallée étroite avec des courants très souvent rapides. C'est un cours d'eau réservé et classé.

Le régime de la Dronne est de type pluvial-océanique. A Saint-Pardoux-la-Rivière, elle a un débit moyen d'environ $1,3 \text{ m}^3 / \text{s}$. Les faibles débits se situent surtout à la fin de l'été avec des étiages parfois sévères ($0,5 \text{ m}^3 / \text{s}$) et les forts débits au mois de Février.

Il est à noter la présence d'une importante source rejetant près de $1 \text{ m}^3 / \text{s}$ d'eau dans la Dronne qui se situe au droit de la Noujarède.

La crue centenaire de référence est celle de 1944 avec un débit de $88 \text{ m}^3 / \text{s}$ (2,40 m à l'échelle de Saint-Pardoux). La dernière crue date de Janvier 1994 et elle était de $39 \text{ m}^3 / \text{s}$ soit 1,42 m à l'échelle de Saint-Pardoux.

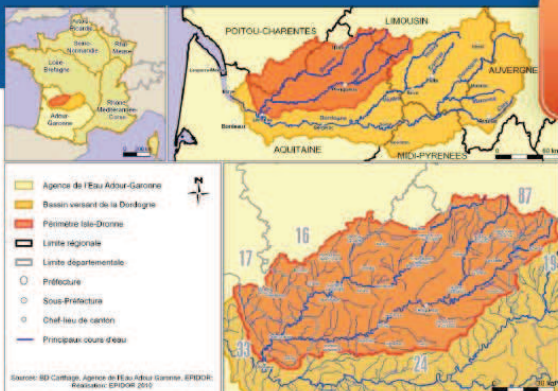
La qualité de la Dronne est contrôlée en amont du pont de la D83 au lieu-dit La Forge. En 2009, l'état écologique était moyen et l'état chimique bon.

SAGE

Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Isle-Dronne

Le CV des rivières Isle et Dronne



Nom : Rivières Isle et Dronne

Lieu de naissance : Massif central

Taille : Côté Isle (250 km) ; Côté Dronne (200 km)

Hauteur : Côté Isle (390 m) ; Côté Dronne (480 m) à la naissance

Caractère : Calmes et dociles, très influençables, nous subissons l'emprise d'un Mascaret, et la mer remonte jusqu'à nos premiers barrages. Coutras pour la Dronne, et Laubardemont pour moi l'Isle.

Adresse : Sud-ouest de la France



FORMATION

Géologie appliquée

- ✓ Diplôme granitique et métamorphique à l'université du **Massif central**, formation secondaire en calcaire, et diplôme tertiaire en sédimentaire à l'université du bassin Aquitain.

Biologie

- ✓ Diplôme d'études approfondies en biologie végétale et animale. Compétences acquises en **angélique des Estuaires, vision d'Europe, loutre, cistude, écrevisse à pattes blanches**.
- ✓ Spécialisation sur les **moules géantes**, notamment perlière et grande mulette ;
- ✓ Diplôme appliqué en **poissons migrateurs** : saumons, aloses, lamproies, anguilles ;
- ✓ Contrairement à son appellation je n'héberge pas le rouget de l'Isle.

Sociologie rurale et économique

- ✓ **Urbanisme** : Formation diffuse (45 habitants au km²) concentrée sur quelques pôles (Périgueux, Libourne) ;
- ✓ **Activité agricole** valorisant des sols riches et diversifiés : céréales, pommes, fraises, noix, production de raisin à l'avant, et de son dérivé le vin...
- ✓ **Industrie** : carrières, agro-alimentaire et hydroélectricité, avec notamment une production calme et régulière au fil de l'eau ;
- ✓ Diplôme de **développement touristique** principalement ciblé autour de mes vallées.

Droit administratif

- ✓ Rivière d'**État** de Périgueux à ma confluence avec la Dordogne. Très **privée** pour le reste de mon bassin ;
- ✓ Au niveau administratif je suis multiple et tout le monde s'intéresse à ma **gestion** : État, collectivités, riverains ;
- ✓ Baroudeuses, avec la Dronne nous traversons **six départements** (Gironde, Charente, Charente-Maritime, Dordogne, Corrèze et Haute-Vienne) et **trois régions** (Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes).

NOS OBJECTIFS PROFESSIONNELS

- Retrouver notre **qualité d'eau** et obtenir notre **certificat DCE*** de bon état ;
- Débloquer le transit de nos **poissons migrateurs** ;
- Retrouver un **débit de poisson adapté** ;
- Retrouver notre **naturel**, chassé depuis longtemps ;
- **Vivre heureuses** avec nos habitants ;
- Intégrer le **Conseil d'administration d'EPIDOR** ;
- Ne pas perdre la **CLE*** qui nous ouvrira la porte du bonheur retrouvé.

* CLE : Commission Locale de l'Eau - DCE : Directive Cadre sur l'Eau - PGE : Plan de Gestion des Etiages

QUALITÉS ET EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

- ✓ Nous sommes pleines d'**énergie**. Grâce, ou à cause de tous nos barrages, nous produisons 40 GWh par an, tranquillement au fil de l'eau. C'est largement moins que la Dordogne, mais c'est déjà pas mal ;
- ✓ Vitales pour les habitants, nous alimentons en **eau potable** 350 000 habitants. Ça fait plaisir d'être utile ;
- ✓ Généreuses, grâce à nos eaux l'**agriculture** produit de tout, mais surtout du maïs ;
- ✓ Très prisées pour la pratique de la **pêche**, tout au long de l'année, j'héberge un bon nombre de canoëtes que l'on appelle aussi filets ronds. Les pêcheurs professionnels profitent, sur ma partie aval, de mes poissons migrateurs ;
- ✓ Nostalgiques des nombreuses **gabarras** qui pratiquaient autrefois l'Isle jusqu'à Périgueux, nous nous réjouissons de l'affluence grandissante de petits bateaux à moteurs ou de canoës ;
- ✓ Rafraîchissantes et ludiques, nous offrons quelques lieux de **baignade** dans nos eaux courantes ou nos étangs ;
- ✓ Dévouées, nous prenons en charge les **effluents urbains, industriels, et agricoles**. On ne peut pas dire que ça nous amuse, mais il paraît que c'est indispensable. Heureusement, nous sommes reconnues pour notre capacité à épurer une partie de ces rejets ;
- ✓ Écologiquement diversifiées, le maintien de nos **milieux naturels** exige une vigilance permanente.

ETAT DE SANTE

Diagnostic : Perturbations nombreuses et diffuses.

- ✓ Victimes d'une **discontinuité écologique** aigue, barrages et digues obturent nos artères et le transit des grands migrateurs mais aussi des sédiments ;
- ✓ Nos **zones humides**, qui sont nos reins en absorbant, filtrant et redistribuant l'eau à nos artères, sont en disparition. C'est une de nos plus importantes affections ;
- ✓ Épuisement des débits avec risque d'**assèchement** - Déshydratation aggravée par le changement climatique et les prélèvements excessifs ;
- ✓ Nos nombreuses qualités sont diminuées par les **pollutions diffuses** issues de nombreuses sollicitations.

Ordonnance du médecin

- ✓ Séance de restauration auprès d'une **CLE*** efficace ;
- ✓ Mobilisation des bonnes volontés de tous les **habitants** ;
- ✓ Soutien indispensable des agriculteurs, riverains et propriétaires de **moulins** ;
- ✓ Respect coûte que coûte de notre **PGE***, seule garantie d'un régime en eau équilibré.



La Dronne accueille une des plus importantes populations de moules perlières de France et a été désignée au niveau national pour le suivi des populations d'anguilles. Parmi nos objectifs : retrouver une Dronne « libre ».

EPIDOR

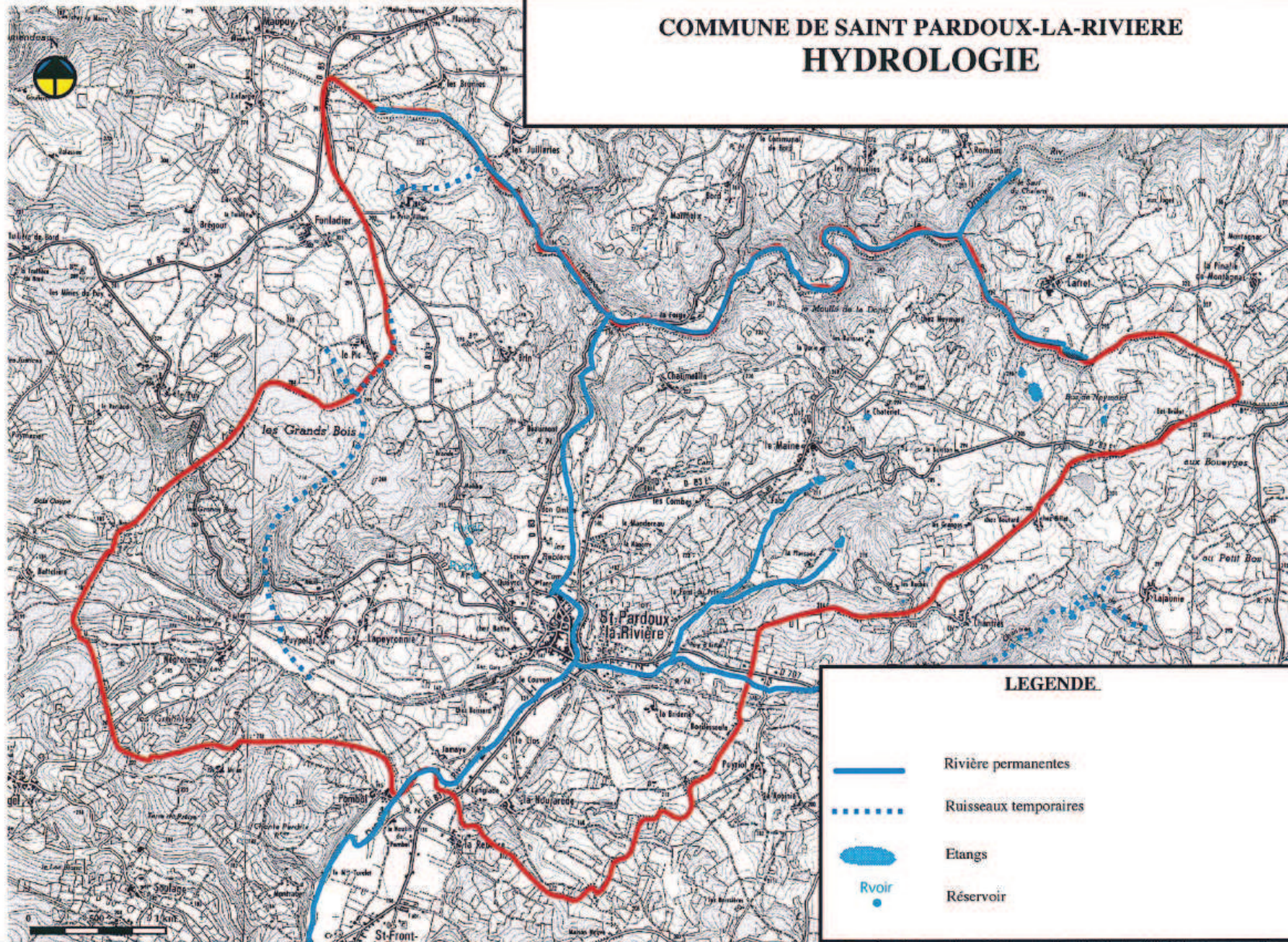


Etablissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne
Ruy-de-Dôme Cantal Corrèze Lot Dordogne Gironde

La commune est classée en partie en Zone sensible et en Zone de Répartition des Eaux.
Elle est concernée par les Plans de Gestion des Etiages Charente et Isle-Dronne.

La carte représentant l'hydrologie sur la commune se trouve page suivante.

COMMUNE DE SAINT PARDoux-LA-RIVIERE HYDROLOGIE

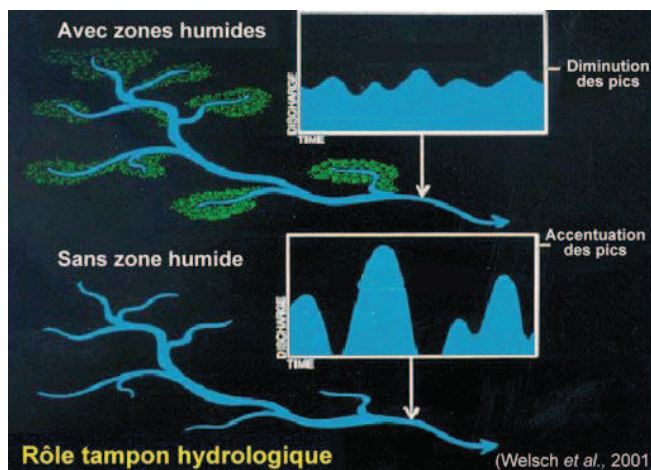


Note du PNR Périgord-Limousin sur les zones humides

La connaissance scientifique sur le fonctionnement des zones humides a progressé mettant en évidence leurs rôles écologiques, hydrologiques et leurs enjeux économiques.

Longtemps mal considérées par les habitants, ces zones humides, « marais », « mouillères », « prés de fond » ou « la molhiera » en occitan, étaient associées à l'insalubrité, au danger et à la pauvreté.

Durant le siècle dernier, en France, 3/4 d'entre elles ont été détruites, par drainages ou remblaiements à des fins agricoles ou d'urbanisation. De nombreux dysfonctionnements écologiques, hydrologiques, sociétaux et économiques globaux sont apparus. Des années de sécheresse à répétition couplées à une nouvelle donnée scientifique a permis de se rendre compte de l'importance de la préservation et gestion de ces milieux.



Le schéma illustre le rôle capital que les zones humides jouent dans la régulation des régimes hydrologiques. Les débits des bassins versants avec zones humides sont assez homogènes dans le temps malgré les variations pluviométriques. De fait, les zones humides retiennent les écoulements et jouent le rôle de verrou en bordure des cours d'eau, restituant l'eau petit à petit, même en période de sécheresse. Au contraire, dans les bassins versants sans zone humide, les débits fluctuent fortement au cours de l'année, induisant des phénomènes de crue lors de forte pluviométrie et un tarissement des écoulements lors de périodes de sécheresse prolongées.

De plus, ces zones humides jouent le rôle de filtre épurateur pour l'eau. En effet, plusieurs processus de dépollution interviennent : absorption et dégradation des produits phyto-sanitaires, abattement des taux de nitrates et de phosphates par dilution, stockage dans le sol et surtout dénitrification et déphosphatation (processus chimique). Sur les têtes de bassins versants non drainées du Périgord-Limousin, on peut estimer que 60 à 95 % du phosphore particulaire introduit dans ces milieux est immobilisé avant d'atteindre les eaux de surface (ruisseaux).

Il ne faut pas oublier que ces milieux sont particulièrement riches en biodiversité, accueillant une flore et une faune variée. Au niveau national, on estime que 30% des espèces végétales remarquables et menacées vivent dans les zones humides, environ 50% des espèces d'oiseaux en dépendent et 2/3 des poissons s'y reproduisent ou s'y développent. Elles abritent également de nombreux insectes.

Les zones humides utilisées en agriculture forment une importante ressource herbagère et fourragère, notamment en période de sécheresse.

Ces milieux peuvent aussi être le support d'activités de pleine nature telles que la pêche, la chasse et la randonnée.

Le Parc Naturel Régional Périgord-Limousin a placé la thématique « eau et zone humide » au cœur de ses préoccupations, comme l'atteste le premier axe de sa charte en partie dédié à la « préservation des rivières et des milieux humides dans une dynamique de bassins versants ». Un inventaire des zones humides, réalisé entre 2004 et 2007, a permis de mettre en évidence qu'au moins 2,5 à 3 % de la superficie du Parc est couvert par ces milieux. Malgré ce faible pourcentage, les zones humides sont omniprésentes dans les paysages créant un réseau écologique dense, formé d'une chaîne de micro-territoire liés les uns aux autres par les cours d'eau.

Le document d'urbanisme de la commune se doit de prendre en compte ces milieux riches et fragiles dans le diagnostic et dans le zonage.

EPIDOR (Etablissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne) a réalisé un inventaire des zones humides sur la commune :



EPIDOR
la rivière solidaire



Référence

cartographie des zones potentiellement humides du bassin de la Dordogne dans le département de la Dordogne
EPIDOR – octobre 2009

www.eptb-dordogne.fr

EPIDOR
Etablissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne

Tournepieque, 24250 Castelnau-la-Chapelle
Tél : 05.53.29.17.65
Fax : 05.53.28.29.60
Mél : epidor@eptb-dordogne.fr

Antenne Haute Dordogne
MAURIAC (Cantal)
04 71 68 01 94

Antenne Dordogne Atlantique
ST-DENIS-DE-PILE (Gironde)
05 57 25 10 98

ZONES HUMIDES

Source de vie

*Si les forêts sont les poumons de la planète,
les zones humides en sont les reins*

filtres

réserves

tourisme

loisirs

pêche

patrimoine

biodiversité

chasse

paysages

COMMUNE DE SAINT-PARDOUX-LA-RIVIERE

La préservation et la gestion durable des zones humides sont d'intérêt général. L'Etat et ses établissements publics, les régions, les départements, les communes et leurs groupements veillent, chacun dans leur domaine de compétence, à la cohérence des diverses politiques publiques sur ces territoires.

Loi sur le développement des territoires ruraux, 2005

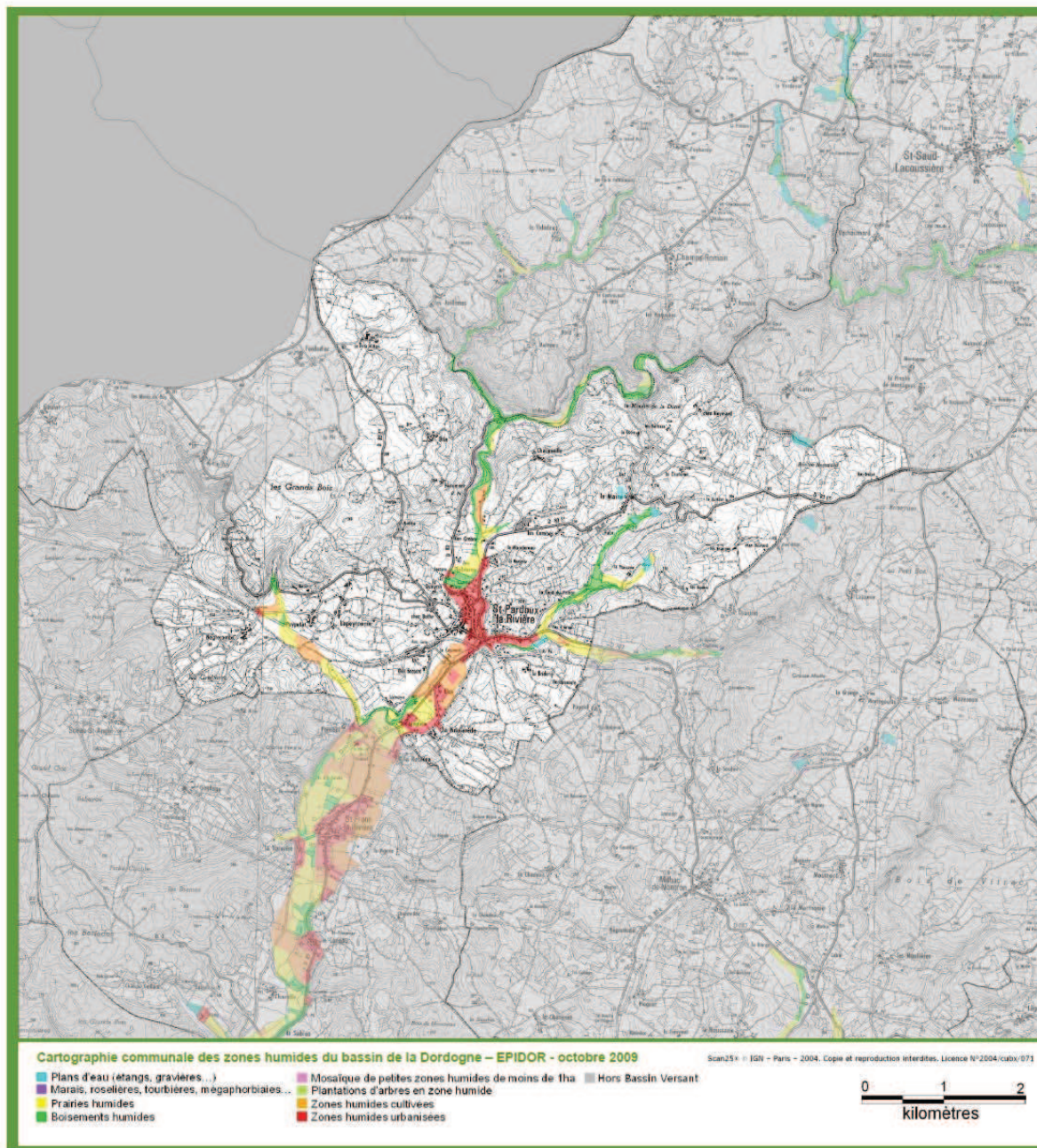
"Toutes les zones humides sont importantes. Des opérations ont été jusqu'ici menées sur des zones humides exemplaires. Elles doivent être maintenant complétées par une action généralisée et diffuse sur tout le territoire au moyen des mesures de protection de restauration ou de mitigation les plus appropriées. L'action communale est indispensable".

Bernard Cazeau,

*Sénateur de la Dordogne,
Président d'EPIDOR*



EPIDOR • Etablissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne - 2009



LES ZONES HUMIDES de la commune de SAINT-PARDOUX-LA-RIVIERE

184,4 ha de zones humides
sur la commune

7,9 % de la surface de la commune sont
des zones humides

42 % des zones humides de la commune
sont aujourd'hui altérées

Les zones humides de la commune

Nature des zones humides	Nombre de zones humides cartographiées	Superficie (hectares)
Plans d'eau (étangs, gravières...)	6	5,9
Marais, roselières, tourbières, mégaphorbiaies...	0	0
Prairies humides	14	44,9
Boissements humides	9	56,1
Mosaïque de petites zones humides de moins de 1ha	0	0
Plantations d'arbres en zone humide	0	0
Zones humides cultivées	5	32
Zones humides urbanisées	5	45,5

Zones humides altérées

Surface totale 184,4

La cartographie a été établie à l'échelle du 1/50 000. Elle délimite et caractérise les zones humides de superficie supérieure à 1 ha et de largeur supérieure à 25m.

La cartographie recense et localise les zones humides fonctionnelles qui sont aisément reconnaissables. Elle recense aussi les zones humides qui ont été transformées (drainage, aménagement), et dont les caractéristiques n'apparaissent plus de façon évidente, mais qui pourraient retrouver leurs fonctionnalités.



Le guide des zones humides du bassin de la Dordogne vous aidera pour élaborer vos projets de gestion des zones humides. Il précise les enjeux, la réglementation, les outils de gestion, les appuis techniques et financiers.

Téléchargez le sur www.epbt-dordogne.fr

4.2. LE PATRIMOINE NATUREL ET ARCHITECTURAL

Le territoire de Saint-Pardoux-la-Rivière regorge d'un patrimoine naturel et bâti très riche.

4.2.1. Le patrimoine naturel

4.2.1.1. Natura 2000

➤ Natura 2000 « Réseau hydrographique de la Haute-Dronne »

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière est concernée en partie (187 hectares) par le site Natura 2000 FR7200809 « Réseau hydrographique de la Haute-Dronne ».

De l'amont vers l'aval, il traverse les 9 communes de Bussière-Galant (87), Saint-Pierre-de-Frugie (24), Dournazac (87), Firbeix (24), Miallet (24), Saint Saud Lacoussière (24), Champs Romain (24), Saint-Pardoux-la-Rivière (24) et Milhac de Nontron (24).

Le Document d'Objectifs de ce site a été élaboré en juillet 2011 par le Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional Périgord Limousin.

Voici ce qu'il faut retenir :

Parmi les 110 habitats génériques caractérisés et cartographiés sur le site, 18 habitats génériques (correspondant à 25 habitats élémentaires et 43 groupements végétaux) sont identifiés comme étant d'intérêt communautaire. Parmi ces 18 habitats génériques reconnus comme d'intérêt communautaire, 5 habitats génériques sont prioritaires.

Ces 5 habitats communautaires prioritaires occupent une surface minoritaire dans le site par rapport aux 14 autres habitats communautaires (respectivement 0,4 % de la surface totale contre 3,2 %). Au total, les habitats relevant de la Directive occupent 75,8 ha soit environ 3,6 % de la surface totale du site Natura 2000.

Parmi les groupements d'intérêt communautaire prioritaires, la pelouse vivace acidophile à Brize intermédiaire et Épiaire officinale (habitat 6230*) est la mieux représentée (0,16 % de la surface totale du site soit 3,41 hectares). La hêtraie-chênaie acidophile du collinéen inférieur à Canche flexueuse et Callune commune (habitat 9120-2), d'intérêt communautaire, est l'habitat de la Directive le mieux représenté (1 % du site soit 21,4 hectares).

Le détail des surfaces et pourcentages de chaque habitat relevant de la Directive est donné dans les tableaux des pages précédentes.

N° Fiche	Nom de l'habitat générique selon la typologie Natura 2000	Code N2000	Nom de l'habitat selon ses caractéristiques locales	Statut	Corine biotopes		Inscrit au FSD initial	Surface	
					Codes	Libellés		ha	%
1	Eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses (<i>Littorelletea uniflorae</i>)	3110	Gazons amphibies vivaces	IC	22.31	Communautés amphibies pérennes septentrionales	X	1.44	0.07
2	Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des <i>Littorelletea uniflora</i> et/ou des <i>Isoeto- Nanajuncetea</i>	3130	Gazons amphibies acidiphiles à Renoncule flammette et Jonc bulbeux	IC	22.31	Communautés amphibies pérennes septentrionales		0.01	0.00
3	Eaux oligo-mésotrophes calcaires avec végétation benthique à <i>Chara spp.</i>	3140	Végétation des eaux oligo- mésotrophes acides à neutres à <i>Chara</i> et <i>Nitella</i>	IC	22.44	Tapis immergés de Characées		0.02	0.00
4	Lacs eutrophes naturels avec végétation du <i>Magnopotamion</i> ou de l' <i>Hydrocharition</i>	3150	Végétation des eaux stagnantes à Lenticule mineur	IC	22.41	Végétation flottant librement	X	0.04	0.00
5	Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du <i>Ranunculion fluitantis</i> et du <i>Callitricho-Batrachion</i>	3260	Végétation fixée des eaux courantes acides oligotrophes	IC	24.41 24.43	Végétation flottant librement Végétations enracinées flottantes	X	1.14	0.05
6	Landes humides atlantiques tempérées à <i>Erica ciliaris</i> et <i>Erica tetralix</i>	4020	Lande humide à Ajonc nain et Bruyère ciliée	IC/PR	31.11	Landes humides atlantiques méridionales	X	1.62	0.08
7	Landes sèches européennes	4030	Landes sèches atlantiques à Ajonc nain et Bruyère cendrée	IC	31.23	Landes atlantiques à <i>Erica</i> et <i>Ulex</i>	X	2.21	0.10
8	Formations herbeuses à <i>Nardus</i> , riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale)	6230	Pelouses vivaces atlantiques acidiclines à acidiphiles	IC/PR	35.1	Gazons atlantiques à Nard raide et groupements apparentés		3.71	0.17
9	Prairies à <i>Molinia</i> sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (<i>Molinion caeruleae</i>)	6410	Prairies acidiphiles à Molinie bleue	IC	37.312	Prairies acidiphiles à Molinie	X	15.67	0.74
10	Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaux et des étages montagnard à alpin	6430	Mégaphorbiaies hydrophiles	IC	37.1 37.7	Communautés à Reine des prés et communautés associées Lisières humides à grandes herbes	X	7.57	0.36
11	Pelouses maigres de fauche de basse altitude (<i>Alopecurus pratensis</i> , <i>Sanguisorba officinalis</i>)	6510	Pelouses maigres de fauche	IC	38.2	Prairies à fourrage des plaines	X	5.80	0.27

PR : prioritaire – IC : intérêt communautaire

N° Fiche	Nom de l'habitat générique selon la typologie Natura 2000	Code N2000	Nom de l'habitat selon ses caractéristiques locales	Statut	Corine biotopes		Inscrit au FSD initial	Surface	
					Codes	Libellés		ha	%
12	Tourbières hautes actives	7110	Tourbière à Bruyère à quatre angles	IC/PR	51.1	Tourbières hautes à peu près naturelles		0.01	0.00
13	Tourbières de transition et tremblantes	7140	Tourbière de transition acidiphile à Sphaignes et Laiche ampoulée	IC	54.531	Tourbières tremblantes acidiclinales à <i>Carex rostrata</i>		0.13	0.01
14	Dépression sur substrat tourbeux du <i>Rhynchosporion</i>	7150	Végétation pionnière des tourbières dénudées à Rhynchospora blanc	IC	54.6	Communautés à <i>Rhynchospora alba</i>		0.01	0.00
15	Hêtraies acidophiles atlantiques à sous- bois à <i>Ilex</i> et parfois à <i>Taxus</i> (<i>Quercion robori-petraeae</i> ou <i>Ilici-Fagenion</i>)	9120	Hêtraie-chênaie acidiphile du collinéen inférieur	IC	41.12	Hêtraie atlantiques acidiphiles	X	31.25	1.47
16	Hêtraie du <i>Asperulo-Fagetum</i>	9130	Chênaie-Hêtraie collinéenne acidicline à Jacinthe des bois	IC	41.132	Hêtraies à Jacinthe des bois		1.47	0.07
17	Tourbières boisées	91D0	Boulaie oligo-mésotrophe à Sphaignes et Molinie bleue	IC/PR	44.A12	Bois de Bouleaux à Sphaignes et à Laïches		1.16	0.05
18	Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (<i>Alno-Padion</i> , <i>Alnion incanae</i> , <i>Salicion albae</i>)	91E0	Aulnaie-frênaie riveraine collinéenne à Houblon	IC/PR	44.32	Bois de Frênes et d'Aulnes des rivières à débit rapide	X	2.50	0.12
TOTAL								75.77	3.6

PR : prioritaire – IC : intérêt communautaire

Un habitat, non concerné par la Directive mais très intéressant pour son rôle fonctionnel et pour la diversité floristique qu'il héberge est ponctuellement bien représenté en fond de vallée : la Frênaie riveraine mésohygrophile de l'alliance du *Fraxino excelsioris- Quercion roboris* Rameau 1996 nom. inval.

Une seule espèce végétale d'intérêt communautaire a été identifiée sur le site Natura 2000. Il s'agit du Flûteau nageant - *Luronium natans* (L.) Raf. (Alismatacées).

En plus du flûteau nageant, 12 espèces végétales vasculaires présentant un statut de protection et/ou de menace ont été recensées sur le site en 2010 :

- 4 espèces protégées en France ;
- 5 espèces bénéficiant d'une protection régionale ;
- 2 espèces protégées en Dordogne et 1 espèce protégée en Haute-Vienne ;
- 4 espèces inscrites au tome II du Livre rouge national.

Les inventaires ayant été axés sur les végétations, des stations supplémentaires ou de nouveaux taxons remarquables peuvent encore être découverts dans le site.

		PN	PR	PD	LRN
<i>Agrimonia procera</i>	Aigremoine odorante		Aq		
<i>Bromus secalinus</i>	Brome faux-seigle				Tome II
<i>Drosera intermedia</i>	Rosolis intermédiaire	An. II			Tome II
<i>Drosera rotundifolia</i>	Rosolis à feuilles rondes	An. II			Tome II
<i>Eriophorum polystachion</i>	Linaigrette à feuilles étroites			24	
<i>Hyacinthoides non-scripta</i>	Jacinthe des bois			24	
<i>Littorella uniflora</i>	Littorelle à une fleur	An. I			Tome II
<i>Phyllitis scolopendrium</i>	Scolopendre			87	
<i>Potentilla palustris</i>	Potentille des marais		Aq		
<i>Ranunculus omiophyllus</i>	Renoncule de Lenormand		Aq		
<i>Scirpus sylvaticus</i>	Scirpe des bois		Aq		
<i>Utricularia australis</i>	Urticulaire citrine		Aq ; Li		
TOTAL		3	5	3	4

Légende : PN : Protection Nationale (Annexes I et II)
PR : Protection Régionale (Aq : Aquitaine ; Li : Limousin)
PD : Protection Départementale (24 : Dordogne ; 87 : Haute-Vienne)
LRN : Livre rouge national (Tome I et II)

Les espèces animales d'intérêt communautaire sont des espèces inscrites à l'annexe II de la Directive Habitats-Faune-Flore. Leur conservation nécessite la désignation de Zones Spéciales de Conservation (Z.S.C.).

La bibliographie et les prospections de terrain de 2010 ont permis de mettre en évidence 15 espèces animales d'intérêt communautaire inscrites à l'annexe II de la Directive HFF. Elles sont répertoriées dans le tableau suivant.

4 espèces sont à rajouter au Formulaire Standard de Données (FSD), à savoir le Cuivré des marais, le Lucane cerf-volant, la Barbastelle d'Europe et le Murin de Bechstein.

N° Fiche	Nom scientifique	Nom commun	Code N 2000	Annexe IV Directive HFF ⁵	Annexe V Directive HFF ⁶	Protection nationale	Inscrit au FSD initial	Présence sur le site
	MOLLUSQUE							
2	<i>Margaritifera margaritifera</i>	Moule perlière	1029	X		X	X	15000 individus
	CRUSTACE							
3	<i>Austropotamobius pallipes</i>	Ecrevisse à pieds blancs	1092		X	X	X	Présence à confirmer
	POISSONS							
4	<i>Lampetra planeri</i>	Lamproie de Planer	1096			X	X	Faible densité, localisé
5	<i>Cottus gobio</i>	Chabot	1163				X	Bien présent
	INSECTES							
	Odonate (Libellule)							
6	<i>Coenagrion mercuriale</i>	Agrion de Mercure	1044			X	X	3 sites d'observation
	Lépidoptères (papillons)							
7	<i>Lycaena dispar</i>	Cuivré des marais	1060	X		X		1 adulte observé
8	<i>Euphydryas aurinia</i>	Damier de la Succise	1065			X	X	Observation régulière
	Coléoptère							
9	<i>Lucanus cervus</i>	Lucane cerf-volant	1083					Observation régulière
	AMPHIBIEN							
10	<i>Bombina variegata</i>	Sonneur à ventre jaune	1193	X		X	X	5 sites d'observation
	MAMMIFERES							
	Chiroptères (chauves-souris)							
11	<i>Rhinolophus hipposideros</i>	Petit Rhinolophe	1303	X		X	X	3 individus sur 2 gîtes
12	<i>Barbastella barbastellus</i>	Barbastelle d'Europe	1308	X		X		25 individus sur 3 gîtes
13	<i>Myotis bechsteinii</i>	Murin de Bechstein	1323	X		X		1 individu
14	<i>Myotis blythii</i>	Petit Murin	1307	X		X	X	1 dizaine d'individus
15	<i>Myotis myotis</i>	Grand Murin	1324	X		X	X	1 vingtaine d'individus
	Mustélide							
16	<i>Lutra lutra</i>	Loutre d'Europe	1355	X		X	X	Sur Dronne et affluents

De même que pour les espèces végétales, de nombreuses espèces animales « à statut » ont été identifiées sur le site : espèces de l'annexe IV et V de la Directive « Habitats-Faune-Flore », inscrites sur les listes rouges d'espèces menacées, protégées au niveau national et/ou mondial.

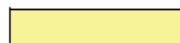
En plus des 15 espèces animales inscrites à l'annexe II de la Directive HFF, 14 espèces relèvent uniquement de l'annexe IV (espèce qui nécessite une protection stricte) et 6 espèces de l'annexe V (espèce dont le prélèvement et l'exploitation sont susceptibles de faire l'objet de mesures de gestion) de la Directive HFF.


Nom scientifique	Nom commun	Protection nationale	Annexe IV de la Directive HFF	Annexe V de la Directive HFF
MAMMIFERES				
Carnivores				
<i>Martes martes</i>	Martre des pins	Chassable		X
<i>Mustela putorius</i>	Putois d'Europe	Chassable		X
<i>Genetta genetta</i>	Genette commune	X		X
Chauves-souris				
<i>Eptesicus serotinus</i>	Sérotine commune	X	X	
<i>Nyctalus noctula</i>	Noctule commune	X	X	
<i>Myotis daubentonii</i>	Murin de Daubenton	X	X	
<i>Myotis nattereri</i>	Murin de Natterer	X	X	
<i>Pipistrellus commune</i>	Pipistrelle commune.	X	X	
<i>Pipistrellus kuhlii</i>	Pipistrelle de Kuhl	X	X	
<i>Plecotus sp</i>	Oreillard roux ou gris	X	X	
REPTILES				
<i>Hierophis viridiflavus</i>	Couleuvre verte et jaune	X	X	
<i>Natrix natrix</i>	Couleuvre à collier	X	X	
<i>Podarcis muralis</i>	Lézard des murailles	X	X	
AMPHIBIENS				
<i>Alytes obstetricans</i>	Alyte accoucheur	X	X	
<i>Hyla arborea</i>	Rainette verte	X	X	
<i>Pelophylax sp</i>	Grenouille verte	X		X
<i>Rana dalmatina</i>	Grenouille agile	X	X	
<i>Rana temporaria</i>	Grenouille rousse	X		X
<i>Triturus marmoratus</i>	Triton marbré	X	X	
POISSONS				
<i>Barbus barbus</i>	Barbeau fluviatile			X

En tenant compte des espèces d'intérêt communautaire, un total de 23 espèces animales inscrites à l'annexe IV et de 7 espèces animales à l'annexe V caractérise le site.

Les impacts potentiels sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire sont les suivants :

		ACTIVITES ANTHROPIQUES						
Code N 2000	Habitats	Seuils et étangs	Bâti	Eaux usées (Industrie / habitation)	Dépôts sauvages	Agriculture	Sylviculture	Tourisme et loisirs
3110	Gazons amphibies vivaces	Envasement, ensablement, variation des débits, développement d'espèces envahissantes	Construction	Rejet de métaux lourds et autres polluants = eutrophisation	Rejet de métaux lourds et autres polluants	Fertilisation, phytosanitaires, piétinement par le bétail, drainage, pompage	Ecrasement, plantation	Piétinement
3130	Gazons amphibies acidiphiles à Renoncule flammette et Jonc bulbeux							
3140	Végétation des eaux oligo-mésotrophes acides à neutres à <i>Chara</i> et <i>Nitella</i>							
3150	Végétation des eaux stagnantes à Lenticule mineur							
3260	Végétation fixée des eaux courantes acides oligotrophes	Modification du régime hydraulique					Ecrasement, Plantation de résineux	Piétinement
4020*	Lande humide à Ajonc nain et Bruyère ciliée		Construction		Rejet de métaux lourds et autres polluants	Abandon, drainage	Plantation	Piétinement
4030	Lande sèche atlantique à Ajonc nain et Bruyère cendrée					Abandon, chaulage		
6230*	Pelouses vivaces atlantiques acidiclinales à acidiphiles					Abandon, forte pression de pâturage, drainage, chaulage, mise en culture		
6410	Prairies acidiphiles à Molinie bleue					Abandon, fertilisation, retournement		
6430	Mégaphorbiaies hydrophiles						Plantation de résineux	
6510	Pelouses maigres de fauche						Plantation	
7110*	Tourbières à Bruyères à quatre angles	Modification du régime hydraulique	Construction	Rejet de métaux lourds et autres polluants	Rejet de métaux lourds et autres polluants	Drainage, chaulage, mise en culture	Plantation de résineux et de peupliers	Trop fort piétinement
7140	Tourbière de transition acidiphile à Sphaignes et Laïche ampoulée	Eutrophisation, ennoïement				Abandon, drainage, mise en culture	Plantation	Piétinement
7150	Végétation pionnière des tourbières dénudées à Rhynchospora blanc							
9120	Hêtraie-chênaie acidiphile du collinéen inférieur				Rejet de métaux lourds et autres polluants		Coupes fortes, plantation, traitement, tassement du sol	Piétinement
9130	Chênaie-hêtraie collinéenne acidiline à Jacinthe des bois							
91D0*	Boulaie pubescente oligotrophe à Sphaignes et Molinie bleue	Modification du régime hydraulique				Pompage, drainage, recalibrage		
91E0*	Aulnaie-frênaie riveraine collinéenne à Houblon							

 Impact potentiel faible

 Impact potentiel moyen

 Impact potentiel fort

ACTIVITES ANTHROPIQUES												
Code N 2000	Espèces	Seuils et étangs	Bâti	Eaux usées (Industrie / habitation)	Dépôts sauvages	Agriculture	Sylviculture	Chasse	Pêche	Tourisme	Canoë kayak	
1831	Flûteau nageant	Eutrophisation, colmatage des fonds, rupture de corridor, développement d'espèces concurrentes	Rejet de matériaux durant la construction ou restauration du bâti (ponts, aqueducs...)	Rejets de métaux lourds, orthophosphates et autres polluants	Rejets de métaux lourds et autres polluants	Fertilisation, chaulage, pesticides, piétinement par le bétail, drainage, recailtrage	Coupes fortes, traversée de cours d'eau, plantation de résineux en bord de cours d'eau	Piétinement	Piétinement	Piétinement	Ecrasement, déchaussement	
1029	Moule perlière								Piétinement, lâcher de truites arc-en-ciel			
1092	Ecrevisse à pattes blanches								Braconnage			
1096	Lamproie de Planer											
1163	Chabot											
1044	Agrion de Mercure							Dégradation de la qualité de l'eau				
1355	Loutre d'Europe							Braconnage	Dérangement	Dérangement	Dérangement	
1060	Cuivré des marais			Rejets de métaux lourds et autres polluants	Rejets de métaux lourds et autres polluants	Abandon, Pesticides, drainage, fauche précoce, pâturage intensif						
1065	Damier de la Succise											
1193	Sonneur à ventre jaune					Drainage	Ecrasement			Ecrasement		
1083	Lucane cerf-volant											
1303	Petit Rhinolophe		Restauration, comblement d'entrée de gîte, traitement du bois			Abandon du pâturage, Pesticides, vermifuge, drainage	Coupes fortes, pesticides, enrésinement, monoculture, destruction d'arbres sénescents	Dérangement	Dérangement	Dérangement		
1308	Barbastelle d'Europe											
1323	Murin de Bechstein											
1307	Petit Murin											
1324	Grand Murin											



Impact potentiel faible



Impact potentiel moyen



Impact potentiel fort

		ACTIVITES HUMAINES					
Code N 2000	Habitats et Espèces	Seuils et étangs	Bâti	Agriculture	Sylviculture	Tourisme et loisirs	
3110	Gazons amphibies vivaces	Eaux calmes faiblement chargées en matières organiques				Sensibilisation Connaissance et gestion (pêche)	
3130	Gazons amphibies acidiphiles à Renoncule flammette et Jonc bulbeux						
3140	Végétation des eaux oligo-mésotrophes acides à neutres à <i>Chara</i> et <i>Nitella</i>						
3150	Végétation des eaux stagnantes à Lenticule mineur						
3260	Végétation fixée des eaux courantes acides oligotrophes					Sensibilisation	
4020*	Lande humide à Ajonc nain et Bruyère ciliée			Pâturage extensif sans intrant			
4030	Lande sèche atlantique à Ajonc nain et Bruyère cendrée						
6230*	Pelouses vivaces atlantiques acidoclines à acidiphiles						
6410	Prairies acidiphiles à Molinie bleue						
6430	Mégaphorbiaies hydrophiles						
6510	Pelouses maigres de fauche				Sensibilisation		
7110*	Tourbières à Bruyères à quatre angles						
7140	Tourbière de transition acidiphile à Sphaignes et Laïche ampoulée						
7150	Végétation pionnière des tourbières dénudées à Rhynchospora blanc						
9120	Hêtraie-chênaie acidiphile du collinéen inférieur				Maintien / conservation	Sensibilisation	
9130	Chênaie-hêtraie collinéenne acidocline à Jacinthe des bois						
91D0*	Boulaie pubescente oligotrophe à Sphaignes et Molinie bleue				Coupe des résineux		Sensibilisation
91E0*	Aulnaie-frênaie riveraine collinéenne à Houblon						
1831	Flûteau nageant			Pâturage extensif sans intrant	Maintien / conservation Précaution en bord de cours d'eau et en zones humides	Sensibilisation Connaissance et gestion (pêche)	
1029	Moule perlière						
1092	Ecrevisse à pattes blanches						
1096	Lamproie de Planer						
1163	Chabot						
1044	Agrion de Mercure			Mise en défend des berges			
1355	Loutre d'Europe	Territoire de chasse					
1060	Culvré des marais			Pâturage extensif sans intrant			
1065	Damier de la Succise						
1193	Sonneur à ventre jaune						
1083	Lucane cerf-volant			Gîtes de repos et de reproduction	Pâturage extensif sans intrant	Sensibilisation	
1303	Petit Rhinolophe						
1308	Barbastelle d'Europe						
1323	Murin de Bechstein						
1307	Petit Murin						
1324	Grand Murin						

	Impact légèrement favorable		Impact favorable		Impact très favorable
--	-----------------------------	--	------------------	--	-----------------------

Impact légèrement favorable Impact favorable Impact très favorable

L'enjeu premier du site Natura 2000 est la moule perlière.

Quatre objectifs principaux et des objectifs opérationnels correspondant ont été définis :

- ⇒ **Préserver la population de Moule perlière de la Dronne**
- Restaurer et conserver la qualité physique du réseau hydrographique

- Restaurer et conserver la qualité chimique de l'eau
 - Renforcer la population de Moule perlière si nécessaire
- ⇒ **Conserver et accroître l'intérêt écologique global du site**
- Restaurer et conserver les boisements
 - Restaurer et conserver les milieux ouverts
 - Restaurer les micro-habitats aquatiques
 - Prévenir les atteintes aux habitats et aux espèces d'intérêt communautaire
- ⇒ **Optimiser la gestion et le suivi du site**
- Améliorer les connaissances et assurer un suivi et une évaluation sur le site
 - Favoriser la mise en place de la gestion et de la valorisation sur la base du partenariat
- ⇒ **Communiquer et animer le Document d'Objectifs**
- Animer et coordonner le DOCOB
 - Développer des outils de communication en lien avec le site
 - Sensibiliser et développer l'implication locale

Localisation du site Natura 2000



Source : DREAL Aquitaine

➤ Natura 2000 « Vallée de la Nizonne »

La commune limitrophe Sceau-Saint-Angel est concernée en partie par le site Natura 2000 FR7200663 « Vallée de la Nizonne ».

Ce site de 3240 hectares s'étend sur 16 communes de Dordogne et 8 communes de Charente.

14 habitats inscrits à l'annexe I de la Directive Habitats ont été recensés sur le site. Quatre d'entre eux sont considérés comme prioritaires par la directive « Habitats ».

Code Natura 2000 ⁹	Code Corine biotopes ¹⁰	Intitulé de l'habitat	Interprétation EUR 15 ¹¹	Correspondances	Habitat prioritaire	Inscrits au FSD initial	Surface (en ha)
3140	22.12 x 22.44	Eaux mésotrophes ou oligo-mésotrophes calcaires avec végétation benthique à Characées	(22.12 ou 22.15) x 22.44	22.15 = Eaux oligo-mésotrophes riches en calcaire			X ¹²
3150	22.13	Lacs eutrophes naturels avec végétation du type <i>Magnopotamion</i> ou <i>Hydrocharition</i>	22.13 x (22.41 ou 22.421)	22.41 = végétation flottant librement, 22.421 = groupement des grands potamois			Non déterminé
3260	24.4	Végétation flottante de renouées des rivières submontagnardes et planitaires	24.4			✓	≈ 5 % du linéaire de cours d'eau
5110	31.82	Formations stables à <i>Buxus sempervirens</i> des pentes rocheuses calcaires <i>Berberidion</i> sp.	31.82				1 à 2 ha
5130	31.88	Formations de <i>Juniperus communis</i> sur landes ou pelouses calcaires	31.88				≈ 9 ha
6110	34.11	Pelouses pionnières sur dômes rocheux	34.11	34.11 = <i>Sedo albi-Veronicion dillenii</i>	✓		≈ 35 ha
6210	34.31 à 34.34	Formations herbeuses semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires <i>Festuco-Brometalia</i>	34.31 à 34.34		✓ (si site d'orchidées remarquables)		
6410	37.31	Prairies à Molinie sur calcaire et argile (Eu-molinion)	37.31				≈ 15 ha
6430	37.7 et 37.8	Mégaphorbiaies eutrophes	37.7 et 37.8			✓	≈ 100 ha
6510	38.2	Prairies maigres de fauche de basse altitude (<i>Alopecurus pratensis</i> , <i>Sanguisorba officinalis</i>)	38.2				190-200 ha
7210	53.3	Marais alcalins à <i>Cladium mariscus</i> et/ou <i>Carex davalliana</i>	53.3		✓		X ¹² (en ceinture d'étangs)
7230	54.2	Tourbières basses alcalines	54.2			(X ¹²
8310	65	Grottes non exploitées par le tourisme	65				3 grottes
91E0	44.3	Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> (<i>Alnion glutinosae-incanae</i> , <i>Salicion albae</i>)	44.3, 44.2 et 44.13	44.3 = <i>Alno-Padion</i> p. ; 44.2 = <i>Alnion incanae</i> ; 44.13 = <i>Salicion albae</i>	✓	✓	≈ 260 ha

21 espèces d'intérêt communautaire, inscrites à l'Annexe II de la directive « Habitats », fréquentent de façon avérée le site.

Code CEE	Nom scientifique	Nom vernaculaire	Annexe II Directive « Habitats »	Protection nationale	Inscrites au FSD
	MAMMIFERES				
	Chiroptères (Chauves-souris)				
1304	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	Grand Rhinolophe	Oui	Oui	
1303	<i>Rhinolophus hipposideros</i>	Petit Rhinolophe	Oui	Oui	
1308	<i>Barbastella barbastellus</i>	Barbastelle	Oui	Oui	
1310	<i>Miniopterus schreibersi</i>	Minioptère de Schreibers	Oui	Oui	
1323	<i>Myotis bechsteini</i>	Vespertilion de Bechstein	Oui	Oui	
1321	<i>Myotis emarginatus</i>	Vespertilion à oreilles échancrées	Oui	Oui	
1307	<i>Myotis blythi</i>	Petit Murin	Oui	Oui	
1324	<i>Myotis myotis</i>	Grand Murin	Oui	Oui	
	Carnivores				
1355	<i>Lutra lutra</i>	Loutre d'Europe	Oui	Oui	
1356*	<i>Mustela lutreola</i>	Vison d'Europe	Oui (prioritaire)	Oui	✓
	REPTILES				
1220	<i>Emys orbicularis</i>	Cistude d'Europe	Oui	Oui	
	POISSONS				
1096	<i>Lampetra planeri</i>	Lamproie de Planer	Oui	Oui	
1163	<i>Cottus gobio</i>	Chabot	Oui		
	INSECTES				
	Odonates (Libellules)				
1044	<i>Coenagrion mercuriale</i>	Agrion de Mercure	Oui	Oui	
1046	<i>Gomphus graslini</i>	Gomphe de Graslin	Oui	Oui	
1041	<i>Oxygastra curtisii</i>	Oxygastre de Curtis	Oui	Oui	
	Lépidoptères (Papillons)				
1071	<i>Coenonympha oedippus</i>	Fadet des laïches	Oui	Oui	✓
1065	<i>Euphydryas aurinia</i>	Damier de la Succise	Oui	Oui	
1059	<i>Maculinea teleius</i>	Azuré de la Sanguisorbe	Oui	Oui	✓
1060	<i>Lycaena dispar</i>	Cuivré des marais	Oui	Oui	
1078	<i>Callimorpha quadripunctata</i>	Ecaille chinée	Oui		

Six objectifs opérationnels ont été retenus dans le DOCOB :

- Conserver et restaurer une gestion favorable à la conservation des habitats et des espèces remarquables
- Préserver et améliorer la qualité de l'eau
- Améliorer la gestion quantitative de l'eau
- Réduire les facteurs anthropiques de mortalité des espèces d'intérêt communautaire
- Assurer le suivi scientifique des espèces sur le site
- Développer l'attachement de la population locale au site pour ses richesses naturelles

Le bassin versant de la Nizonne ne s'étend pas sur la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière. Il est représenté en rouge sur la carte ci-dessous.





4.2.1.2. Les ZNIEFF

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière recense une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique : Gorges de la Dronne, d'Arrivaux à Saint-Pardoux.

Cette ZNIEFF de type 1 de 539,92ha concerne les communes de Champs-Romain, Firbeix, Mialet, Saint-Pardoux-la-Rivière, Saint-Saud-Lacoussière et Dournazac.

Les forêts et les bois dominent ; on trouve également des parois rocheuses, des grottes, des prairies et des cours d'eau.

L'intérêt du site repose sur :

- la tranquillité de la faune sur les versants abrupts inaccessibles et peu anthropisés
- la qualité du cours d'eau classé en 1ère catégorie
- la flore des prairies et des gorges avec des espèces atlantiques et montagnardes
- la diversité des fougères dont certaines sont rares au niveau régional

Les menaces peuvent venir des dégradations (routes forestières, remaniement de terrains) et des transformations (replantations en résineux) dues à l'exploitation forestière.

Cette ZNIEFF abrite le flutreau nageant qui est inscrit aux annexes II et IV de la Directive Habitats-Faune-Flore, à l'annexe I de la Convention de Berne et qui est protégé au niveau national.

On y trouve également le scirpe des bois protégé en Aquitaine mais aussi la campanule à feuilles de pêcheur et la jacinthe des bois protégées en Dordogne.

Localisation de la ZNIEFF



Source : DREAL Aquitaine

4.2.1.3. Le patrimoine naturel non protégé

Le Parc Naturel Régional Périgord-Limousin a dressé l'inventaire des arbres remarquables sur la Communauté de Communes du Périgord-Vert.

Sur la commune de Saint-Pardoux-La-Rivière, on trouve :

- | | |
|---------------|--------------------|
| - Tilleul | Chez Neynard |
| - Chêne | La Cabanne |
| - Châtaignier | La Cabanne |
| - Cormier | Route de Jamaye |
| - Chêne | D 83 E1 |
| - Chêne rouge | Moulin de la Dorie |

4.2.2 Le patrimoine bâti

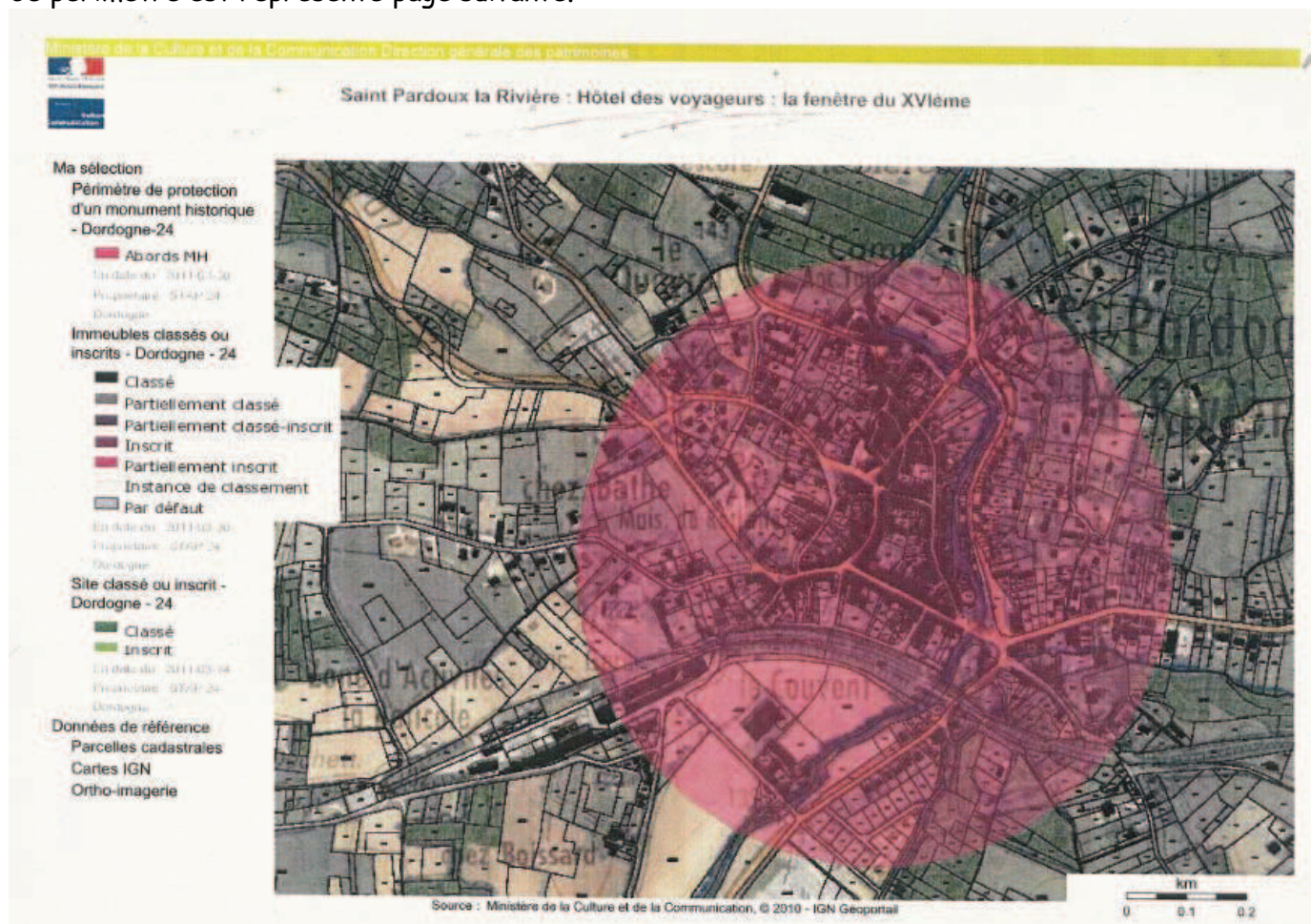
4.2.2.1. Les monuments protégés

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière compte un monument protégé au titre des Monuments Historiques : une fenêtre de l'Hôtel des Voyageurs. Celui-ci se situe dans le bourg (Grande Rue de la Barre) ; la fenêtre a été inscrite par arrêté du 10 novembre 1976.

La destination de cet immeuble, au 16e siècle, est inconnue, mais les sculptures de la fenêtre semblent indiquer qu'il s'agissait d'un lieu où l'on s'amusait et dansait. Cette fenêtre, située au premier étage, était auparavant à meneaux. Un linteau, décoré d'une arcature aveugle à entrelacs trilobés, la surmonte, ainsi qu'un encadrement supérieur à moulure saillante dont les retombées sont terminées par deux culs de lampe. Celui de droite représente un personnage porteur des attributs de la bouffonnerie. Celui de gauche est un joueur de cornemuse.

Ce monument fait l'objet d'une protection forte. En effet, toute opération ayant lieu à l'intérieur du périmètre de protection (cercle de 500 m de rayon dont le centre est le monument) fait intervenir l'Architecte des Bâtiments de France de la Dordogne.

Ce périmètre est représenté page suivante.



4.2.2.2. Sites archéologiques et zones sensibles

Le passé historique, druidique, romain et moyenâgeux, a laissé de nombreuses traces dans ce coin du Périgord : grottes préhistoriques, dolmens, pierres levées, dalles, voies romaines, châteaux forts et abbayes. Ces sites remarquables ont fait l'objet d'un recensement par la DRAC Aquitaine et le PNR Périgord-Limousin.

A Saint-Pardoux-la-Rivière, on peut voir d'importantes constructions du XIII^{ème} siècle comme les restes d'un couvent de Dominicaines établi par testament par la Vicomtesse Marguerite de Bourgogne, dite l'Enragée, pour racheter ses cruautés. La vie du bourg fut liée pendant 5 siècles à

l'existence de ce couvent fort riche, pour dames nobles ruinées. L'ordre fût dispersé et ses biens vendus ou pillés lors de la Révolution.

On peut également voir un campement datant du Paléolithique supérieur à la Font du Prince et du mobilier lithique datant de la Préhistoire à Puy d'Arnac.

Il y a une zone de protection archéologique sur la commune : l'église (silos médiévaux).

4.2.2.3. Les monuments non protégés

- Les maisons fortes

Au village de Beaumont, on trouve, datant du XVIème siècle, une maison forte. Bâtie à mi-côte d'une colline au Nord de Saint-Pardoux-la-Rivière, elle fut remplacée à la seconde moitié du XVIème siècle par un corps de logis avec tours rondes et chapelle, qui sont encore debout. A la fin du XVIIème siècle, le château en ruines est restauré. Aujourd'hui, la structure est peu intéressante car très dénaturée.

Au Petit Villars, on peut voir une maison forte datant du XVI-XVIIème siècle. Elle appartient dès le XVème siècle à la famille d'Abzac. Le château est ensuite vendu comme bien notarial. La majorité est encore debout et sert aujourd'hui de grange à exploitation rurale. Autrefois composé d'un vaste corps de logis, de 2 tours rondes à mâchicoulis, d'une autre tour d'escalier, d'un vaste fossé à moitié comblé, d'une terrasse et d'un mur de soutènement. Partie avec ouvertures étroites, meurtrières et mâchicoulis XIVème-XVème siècle. Reconstruction d'une grande partie du château au XVIème siècle. En bien mauvais état aujourd'hui.

- Le couvent des Dominicaines

Construit entre 1280 et 1292 sur un site au carrefour de plusieurs grands chemins suivant les vœux de Marguerite de Bourgogne, le couvent appartenant aux Religieuses dominicaines de Prouille. C'est un ensemble de constructions encadrant une cour carrée bordée de cloîtres.

Le bâtiment qui existe encore est le corps de logis flanqué de 2 pavillons découronnés et les 3 portes surmontées de cordons dans le style Louis XIII.

L'église de 30 m de long perpendiculaire fut détruite vers 1830. Le Cloître fut en partie transporté vers 1808 dans une maison de Saint-Pardoux-la-Rivière où il existe encore (rue de la Barre dans le jardin).

Il fut la fondation d'un couvent de femmes à la fin du XIIIème, fondation Saint-Augustin. La seigneurie est donc divisée en 2 entre le couvent et la forteresse à partir de 1292.

Le monastère est ruiné par les Huguenots. Le couvent est pillé et démantelé à la Révolution. Il n'en reste qu'une façade intéressante.

Les bâtiments visibles aujourd'hui sont du XVIIème siècle. L'église perpendiculaire au logis est détruite en 1830. Elle mesurait 30 m de long et était fort remarquable avec son cloître en arcades en anse de panier. Le couvent connaît une certaine décadence après le XVème siècle puis un regain de notoriété au XVIIIème. Il fut vendu aux enchères en 1792.

Le site est actuellement en très mauvais état et mériterait une consolidation et une mise en valeur. L'état sanitaire y est, toutefois, inquiétant.

- Le viaduc SNCF

Le viaduc SNCF est une sorte de porte d'entrée de la ville en provenance de Brantôme. Son prolongement vers l'ancienne gare forme le témoignage de la grande époque du fer et de l'activité industrielle de la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière.

- Le Petit Patrimoine

Le patrimoine est l'ensemble des biens possédés que l'on hérite de ses ascendants".(Dictionnaire Le Petit Robert).

Il établit ainsi des liens entre générations par la transmission de ces biens. Evidemment, le patrimoine n'est pas seulement un ensemble de biens matériels, il est aussi composé de savoirs, de langues, d'histoires...

Fruit de notre société rurale, le petit patrimoine est particulièrement représentatif de son économie autarcique. Cette architecture-outil a été créée pour répondre aux besoins de production et de consommation.

Construit simplement en tirant sur place ses matériaux de construction, il est une des constituantes du paysage périgourdin, au même titre que les maisons rurales ou les châteaux.

Le petit patrimoine le plus remarquable sur la commune de Saint Pardoux-la-Rivière est sans doute le lavoir du bourg. Lieu de travail, mais aussi lieu de convivialité exclusivement fréquenté par les femmes, le lavoir est enclos et couvert pour le protéger tant des dégradations que des regards indiscrets.



Lavoir communal

4.3. L'URBANISATION

Cette partie développe et analyse les évaluations des caractéristiques territoriales générées par l'action humaine.

4.3.1. Les axes de communication

Les principales voies de communication qui traversent la commune sont les routes départementales : D 83 E et D 707, qui traversent d'Est en Ouest et D 83 qui traverse du Nord au Sud.

Les autres voies sont communales, mais certaines sont des itinéraires d'intérêt intercommunal dont la circulation n'est pas négligeable.

Plusieurs sections sont dangereuses car constituées de virages assez serrés ou présentant une mauvaise visibilité.

4.3.2. L'évolution urbaine

Les villages se sont concentrés dans les fonds de vallées et sur les coteaux. Les hameaux isolés se sont implantés sur les plateaux.

L'urbanisation récente correspond à des maisons individuelles qui se développent de façon linéaire à l'Est du bourg surtout ou de maisons isolées synonymes de mitage de l'espace naturel et agricole.

4.3.2.1. Le bourg de Saint-Pardoux-la-Rivière

Saint Pardoux-la-Rivière s'est développée dans une boucle de la Dronne. Le village est dominé par les collines sur l'Est et l'Ouest et par le talus de l'ancienne voie ferrée au Sud, formant une limite très nette dans la plaine alluviale. Le bourg est composé d'un tissu dense et continu, organisé autour de trois rues principales formant un triangle. Quelques ruelles découpent ce massif et laissent découvrir jardins et murs de pierre.

A l'extérieur de cette zone dense, les différentes voies d'accès au bourg ont vu se développer un tissu urbain plus lâche composé de maisons fin XIXe début XXe siècle, lié à l'essor industriel de cette période. Un tissu pavillonnaire récent s'est développé principalement le long des routes de Thiviers et de Brantôme.

L'histoire du développement urbain permet de mieux comprendre les différentes typologies bâties, c'est à dire les différentes formes construites que recèle la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière. On peut définir trois grandes typologies bâties, correspondant souvent à une époque:

- le bâti des noyaux anciens (le centre-bourg) qui est le plus vieux et qui pendant longtemps a évolué sur lui-même. Les villages offrent souvent les mêmes caractéristiques avec toutefois un parcellaire plus hétérogène, des alignements moins réguliers, des hauteurs moins importantes, et beaucoup de bâtiments agricoles annexés.
- le pavillon qui correspond à une urbanisation diffuse souvent linéaire.
- les lotissements

TYPOLOGIE du noyau ancien :

Occupation du sol	<ul style="list-style-type: none"> - habitat - commerces - services
Accès voirie	<ul style="list-style-type: none"> - accès direct depuis la voie - voirie étroite et irrégulière (parfois même dangereuse)
Parcellaire, Morphologie	<ul style="list-style-type: none"> - petites parcelles, le plus souvent en lanières, construites en moyenne à 60 % - largeur étroite sur la voie, allongée en cœur d'îlot
Implantation des constructions	<ul style="list-style-type: none"> - continuité et alignement sur la voie publique - mitoyenneté - présence d'une arrière cour
Hauteur	<ul style="list-style-type: none"> - R + 1 avec des combles - R + 2
Espaces libres	<ul style="list-style-type: none"> - cœur d'îlots très peu accessibles - courettes et petits jardins en cœur d'îlots ou sur rue secondaire

TYPOLOGIE du pavillon :

Occupation du sol	<ul style="list-style-type: none"> - habitat
Accès voirie	<ul style="list-style-type: none"> - directe sur voirie, ou parfois chemin d'accès vers une parcelle en arrière - voirie très large
Parcellaire, surface et morphologie	<ul style="list-style-type: none"> - grandes parcelles souvent en lanières, principalement à proximité du bourg et le long des axes principaux - dimensions diverses et variées
Implantation des constructions	<ul style="list-style-type: none"> - bâti en retrait (retrait peu important s'il est proche du bourg) - non mitoyen - organisation du bâti par rapport à la voirie - coefficient d'occupation des sols : très variable, plus dense vers le bourg
Hauteur	<ul style="list-style-type: none"> - R + 1 à R + 3, peu homogène
Espaces libres	<ul style="list-style-type: none"> - jardin avant minéral (avec muret, dallage...), matériaux de substitution proche centre bourg, plus végétalisé en périphérie - jardins arrières parfois occupés par des cabanes construites de bric et de broc

TYPOLOGIE du lotissement :

Occupation du sol	- habitat
Accès voirie	- accès souvent unique sur une voirie principale - desserte en "cul-de-sac" ou "raquette"
Parcellaire, surface et morphologie	- parcellaire rectangle, 600 m ² en moyenne
Implantation des constructions	- en retrait par rapport à la voirie de desserte - bâti organisé par rapport à la voirie - non mitoyennes
Hauteur	- R + 1 - RDC + sous-sol
Espaces libres	- jardins souvent très ornementaux

4.3.2.2. Les villages

Qu'il soit au fond de la vallée ou sur les plateaux, l'habitat de la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière n'est pas un habitat dispersé. En effet, la population est regroupée en plusieurs villages.

La structure et la densité des constructions sont responsables de notre perception des villages. Une vision d'ensemble des villages et des hameaux de la commune permet d'en dégager 3 principaux types :

♦ A structure linéaire

Les constructions sont implantées dans l'alignement de la voie ou légèrement en recul, isolées ou en raccord avec d'autres bâtiments du même type.

C'est le cas, par exemple, du village du Maine.

♦ A structure dissociée

Les villages dissociés sont sans structure apparente. C'est l'exemple du village de Lapeyronnie.

♦ A structure étoilée :

C'est un carrefour de voies qui a fixé le village, les maisons se distribuant de part et d'autre des routes. Ça peut être le cas du village de Brin.

Si la vocation reste quasiment exclusivement agricole, l'état du bâti et l'aspect de ces villages sont très variables de même que l'occupation des bâtiments. En effet, certains bâtiments agricoles sont quelques fois rénovés pour construire des habitations principales ou secondaires.

L'habitat ancien, dispersé sur l'ensemble du territoire, présente un intérêt certain en termes de silhouette bâtie et d'architecture qu'il faudra prendre en compte.

Le village de Noujarède, par exemple, se situe dans une zone paysagère sensible : il domine la vallée de la Dronne et de ce fait est très bien visible de la D 83. Il faudra donc veiller aux verrues paysagères qui seront de fait très visibles.

Autre exemple, le village de Brin. Situé sur une hauteur, il présente un ensemble bâti intéressant qu'il faudra préserver.

Le village de Chaumeille est, lui aussi, situé sur un point haut de la commune, d'où de nombreux points de vue intéressants. La qualité visuelle de ce village est passable, mais il possède un véritable potentiel de part sa situation.



Le village de La Négrecombe



Le village de Chaumeille

4.4. LE PAYSAGE

La notion de paysage a été définie par la convention européenne comme une partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations.

Extrait de l'Atlas Intercommunal de Gestion de l'Espace de la Communauté de Communes du Périgord-Vert

Avant l'avènement de l'agriculture moderne, et des siècles durant, le paysage traditionnel de la région n'a que peu évolué.

Au début du siècle dernier, les pratiques agricoles n'étaient pas les mêmes. En conséquence, le paysage n'avait pas du tout le même aspect.

Les habitants, au XVIII^{ème} siècle, sont pour l'essentiel, laboureurs, petits propriétaires ou métayers. Ils sont tous des paysans qui pratiquent la polyculture dans un but d'autoconsommation. La polyculture reposait sur la culture du seigle, de sarrasin, des raves, des pommes de terre, du chanvre, de la vigne... Il y a peu de grandes forêts composées d'essences diverses, mais surtout des

châtaigneraies exploitées par les hommes. Le seul résineux présent était le pin sylvestre. Des landes entretenues par des débris, couvraient les endroits escarpés.

L'information paysagère recueillie au cours des approches précédentes autorise, avec une certaine objectivité, un essai de globalisation avant d'aborder une phase de proposition et de mise en valeur.

Une unité paysagère apparaît comme un tout homogène.

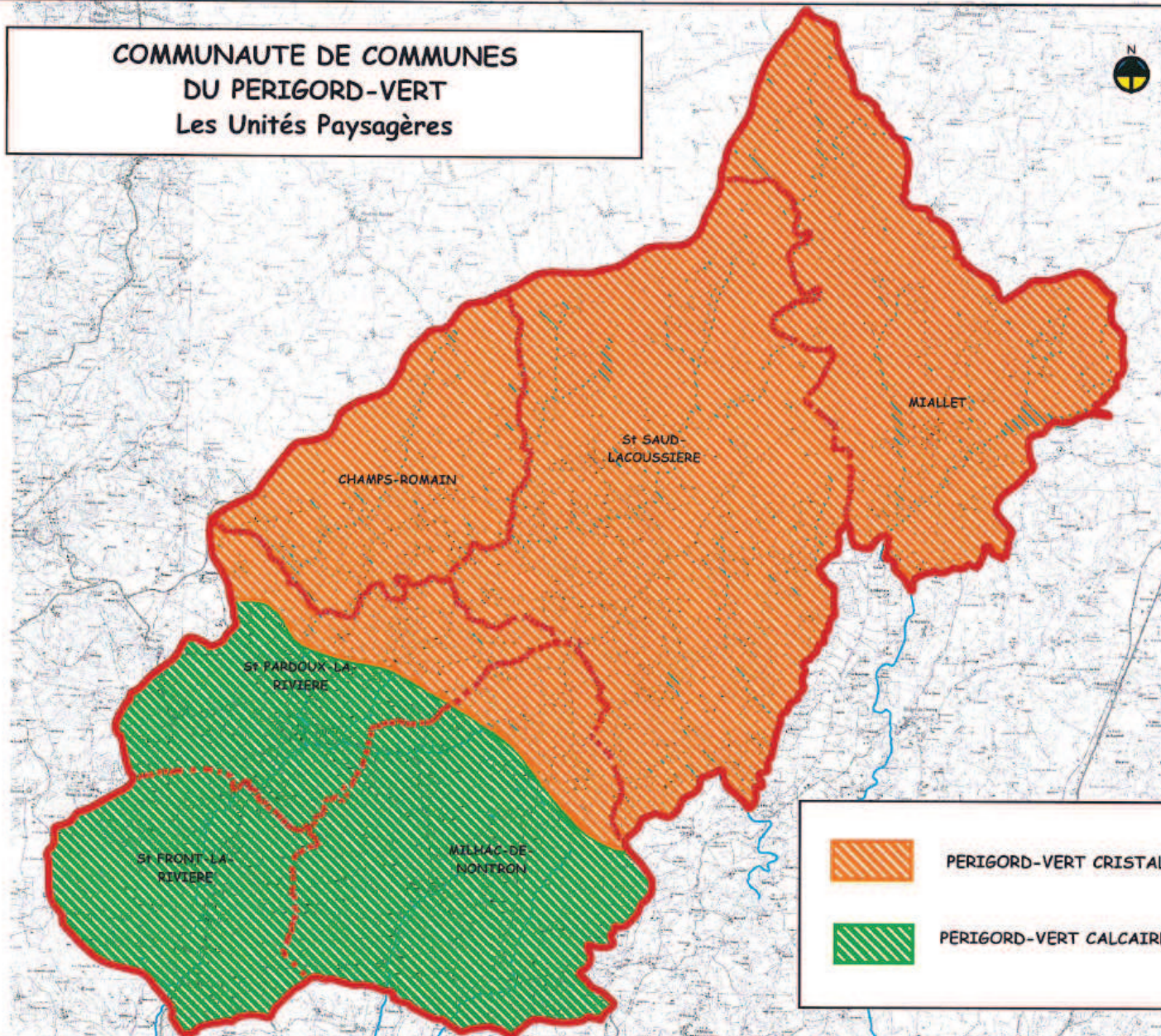
Trois critères ont été retenus pour servir de base au découpage du territoire de la Communauté de Communes du Périgord Vert Nontronnais en unités paysagères. Les deux premiers permettent une description générale du paysage, le dernier souligne l'aspect sensible des paysages:

- la géomorphologie : c'est la base immuable du paysage déterminant les lignes et forces visuelles générales ainsi que les perspectives remarquables.
- l'occupation du sol : le taux de boisement, la répartition des espaces ouverts, des formes de présence de l'eau, des volumes forestiers, des zones urbaines et des habitations déterminent les clés d'utilisation du territoire par l'homme.
- la sensibilité paysagère : cela correspond aux points forts et points faibles du paysage.

Suite à cela, deux unités paysagères ont pu être dégagées sur le territoire : Périgord-Vert cristallin et Périgord-Vert calcaire.

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière est concernée par les deux unités paysagères comme le montre la carte page suivante.

COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU PERIGORD-VERT
Les Unités Paysagères



Unité paysagère Périgord-Vert Cristallin

Le taux de boisement témoigne de l'importance socio-économique majeure de la forêt.

Historiquement cette unité paysagère correspond à l'exploitation pluri centenaire du châtaignier en taillis. Les terrains aux sols acides sont, en effet, propices à l'exploitation du châtaignier. Cette essence était exploitée par l'homme à la fois pour servir de base à l'alimentation et pour fabriquer des objets divers.

Le paysage découlant de cette culture et de la vocation d'élevage bovins est fortement marqué par une imbrication étroite des parcelles agricoles et forestières. Le tout est entaillé de vallées profondes qui forment de véritables coulées vertes contrastant avec les paysages agro-sylvicoles des plateaux.

Peu accessibles, ces milieux abritent des espèces végétales très diversifiées parfois même protégées. Outre le châtaignier et les herbages, le troisième élément fondamental modelant les paysages est l'eau. Elle y occupe une place majeure.

De nombreux cours d'eau serpentent dans des vallons souvent mal drainés et humides. L'omniprésence de l'eau est renforcée par un grand nombre d'étangs artificiels de création ancienne ou récente. Ils prennent une grande importance dans les espaces dégagés et forment, certaines fois, de véritables chapelets. C'est le cas au nord de Mialet où se succèdent, en file indienne, une dizaine d'étangs. La présence de puits et de moulins soulignent cette impression.

L'implantation des villages est semblable sur l'ensemble de cette unité paysagère. En effet, les villages se sont implantés sur les plateaux ou à la limite supérieures des versants.

L'habitat est regroupé en une multitude de petits villages dispersés autour du centre bourg. Sur la commune de Miallet, on en compte une vingtaine par exemple.

Unité paysagère Périgord-Vert Calcaire

L'unité paysagère du Périgord - Vert Calcaire correspond au Sud de la Communauté de Communes, soit aux communes de St Pardoux la rivière, St Front la Rivière et Milhac de Nontron.

Conséquences de ses caractéristiques géologiques, le réseau hydrographique est moins dense que sur l'assise cristalline. Les pentes des rivières sont plus douces et les eaux plus lentes.

Cette unité paysagère se traduit donc par une mise en valeur historique à partir des vallées : vallées agricoles parfois très dégagées et généralement bien délimitées par des boisements de hauteurs. La vallée de la Dronne à Saint Front La Rivière ainsi qu'à Saint Pardoux La Rivière est large, d'où l'implantation des villages qui profitaient alors de la présence de l'eau; c'est ainsi que l'on retrouve des traces d'activité industrielle qui était à l'origine d'une activité économique importante.

En effet dès l'époque gallo-romaine se sont développés, grâce à la présence de la forêt, de l'eau et du sol, les premières forges faisant de la région une région sidérurgique importante. Basée sur un mode de fonctionnement saisonnier, cette activité a longtemps contribué à une relative stabilité du secteur agricole.

C'est dans cette unité paysagère que se concentre l'ensemble des monuments historiques du territoire de la Communauté de Communes du Périgord-Vert. A Saint-Front-la-Rivière on trouve le château Saulnier, le château de Pommier, et le château de la Renaudie, à Milhac de Nontron la Maison Fousseyraud et à Saint-Pardoux-la-Rivière l'Hôtel des voyageurs. A cela s'ajoute un petit patrimoine très présent et très diversifié sur le territoire tel que, pigeonniers, croix, balance....

L'urbanisation s'est faite sur les fonds de vallées. D'ailleurs les trois principaux centre-bourgs se situent le long de rivière : la Dronne pour Saint Pardoux La Rivière et Saint Front La Rivière et le Trincou pour Milhac de Nontron. On remarque également que l'évolution de Saint Pardoux La Rivière s'est faite de façon linéaire le long des axes fluviaux (ainsi que le long des axes de communication).

Les villages, quant à eux, se retrouvent sur les replats laissant les sommets à la forêt.

Ces replats sont généralement valorisés par l'agriculture sous forme de vastes parcelles à vocation céréalière dont découle l'aspect des perspectives. La mise en valeur par l'homme dépend largement de la morphologie et de l'importance des pentes.

Les hauteurs des plateaux connaissent le plus souvent une couverture boisée importante et souvent discontinue, donnant des massifs de grandes superficies. Les boisements sont constitués de taillis de feuillus (chêne pubescent et châtaignier) mêlant fréquemment plusieurs essences. En revanche certains plateaux et coteaux constituent des zones particulièrement intéressantes de landes ou de pelouses calcaires.

On rencontre dans les fonds de vallées de nombreux milieux humides remarquables: prairies, forêt humide... exemple: la vallée de la Dronne à Saint-Front-la-Rivière classée en ZNIEFF.

4.5. LES RISQUES ET LES NUISANCES

4.5.1. Le Dossier Départemental des Risques Majeurs

D'après le Dossier Départemental sur les Risques Majeurs de la Dordogne, ont été recensés sur la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière les risques naturels suivants :

- Inondations,
- Feux de forêt,
- Mouvements de terrain liés au retrait/gonflement des argiles,
- Mouvements de terrain liés à l'effondrement de carrières souterraines,
- Risque sismique faible.

Le risque inondation

Une partie du territoire de la commune est susceptible d'être recouverte par les eaux du bassin de la Dronne.

Cette zone est concernée par le Plan de Prévention du Risque Inondation de la Dronne approuvé le 31/08/2015.

Les cartes jointes font état des secteurs d'aléas faibles et forts.

- cf. carte du PPRI applicable ci-jointe
- cf. le dossier du PPRI en annexe du présent rapport de présentation.

RIVIERE LA DRONNE

Commune de

SAINT PARDOUX LA RIVIERE

MODIFICATION N°1 DU PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION

CARTE DES ALEAS POUR LA CRUE DE REFERENCE

Pièce n° 3

Echelle 1 : 10 000

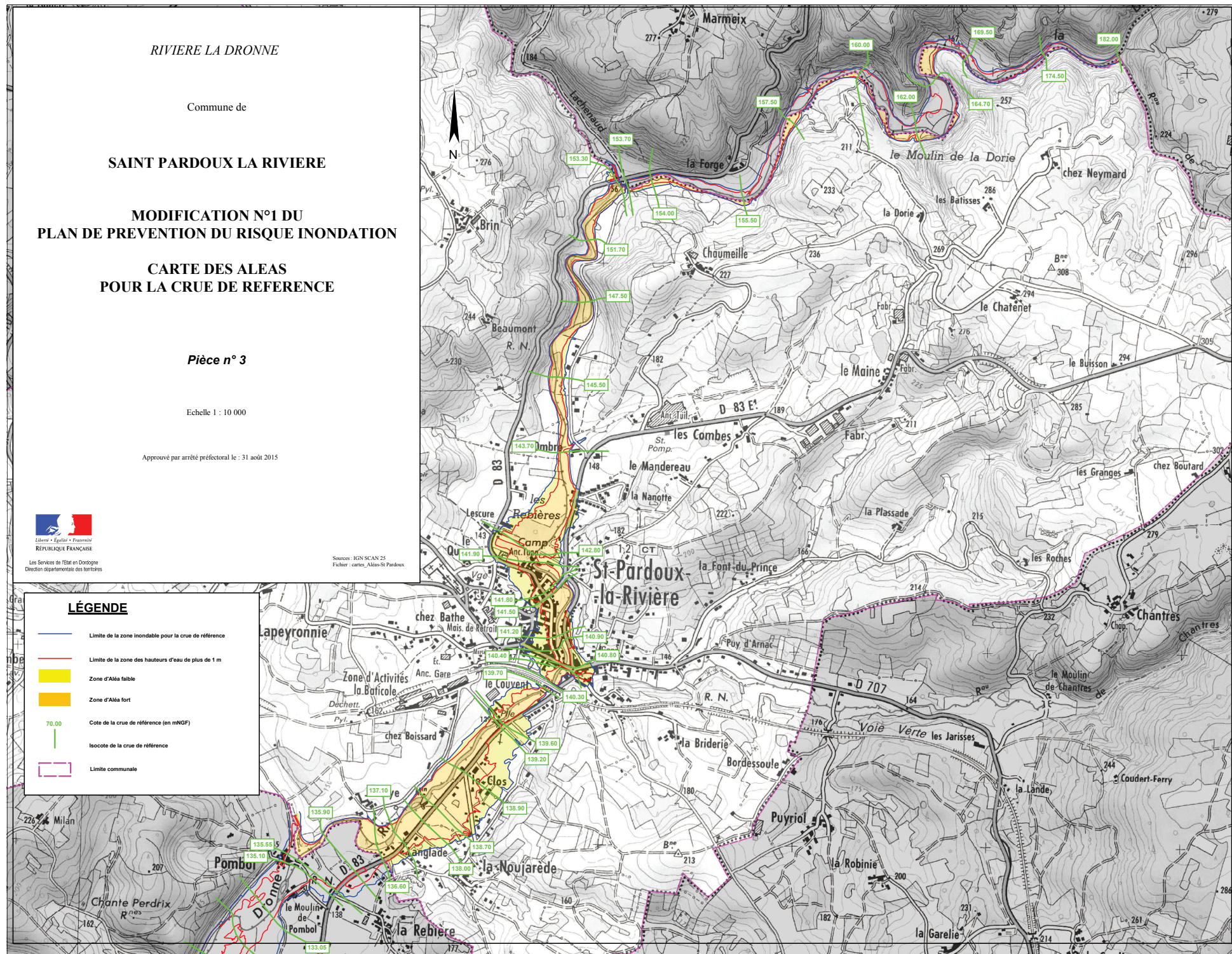
Approuvé par arrêté préfectoral le : 31 août 2015



Sources : IGN SCAN 25
Fichier : cartes_Aleas-St-Pardoux

LÉGENDE

- Limite de la zone inondable pour la crue de référence
- Limite de la zone des hauteurs d'eau de plus de 1 m
- Zone d'Aléa faible
- Zone d'Aléa fort
- 70.00
- Isocote de la crue de référence
- Limite communale



RIVIERE LA DRONNE

Commune de

SAINT PARDOUX LA RIVIERE

MODIFICATION N°1 DU PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION

CARTE DES ENJEUX

Pièce n° 4

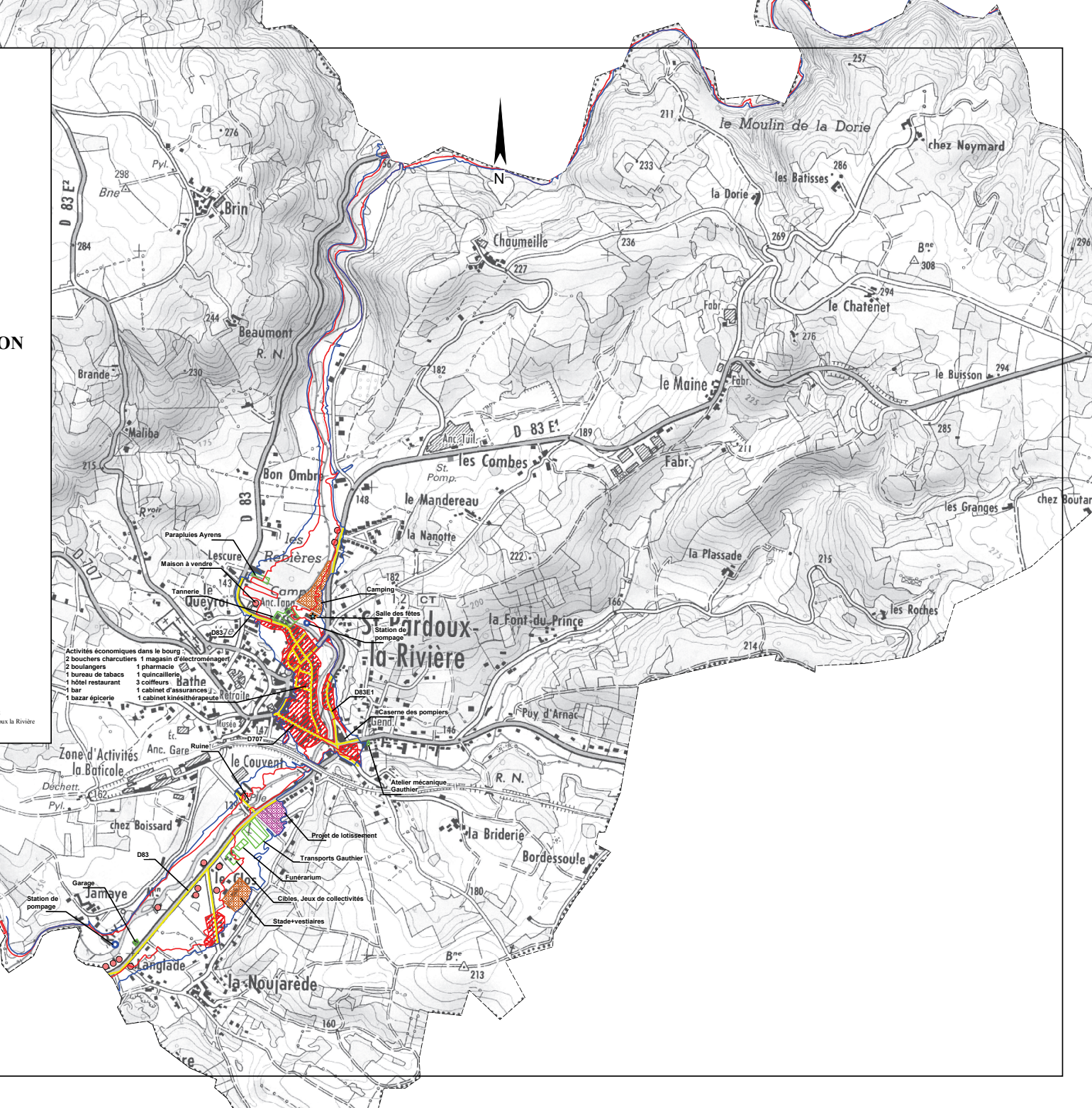
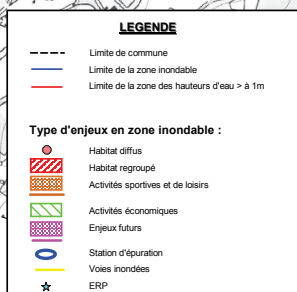
Echelle 1 : 25 000

Approuvé par arrêté préfectoral le : 31 août 2015



Les Services de l'Etat en Dordogne
Direction départementale des territoires

Sources : IGN SCAN 25
Fichier : Enjeux St Pardoux la Rivière



RIVIERE LA DRONNE

Commune de

SAINT PARDOUX LA RIVIERE

**MODIFICATION N°1 DU
PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION**

**CARTE DES VITESSES
POUR LA CRUE DE REFERENCE**

Pièce n° 5

Echelle 1 : 10 000

Approuvé par arrêté préfectoral le : 31 août 2015



Les Services de l'Etat en Dordogne
Direction départementale des territoires

Sources : IGN SCAN 25
Fichier : carte_vitesse_St Pardoux

LÉGENDE

— Limite de la zone inondable
pour la crue de référence

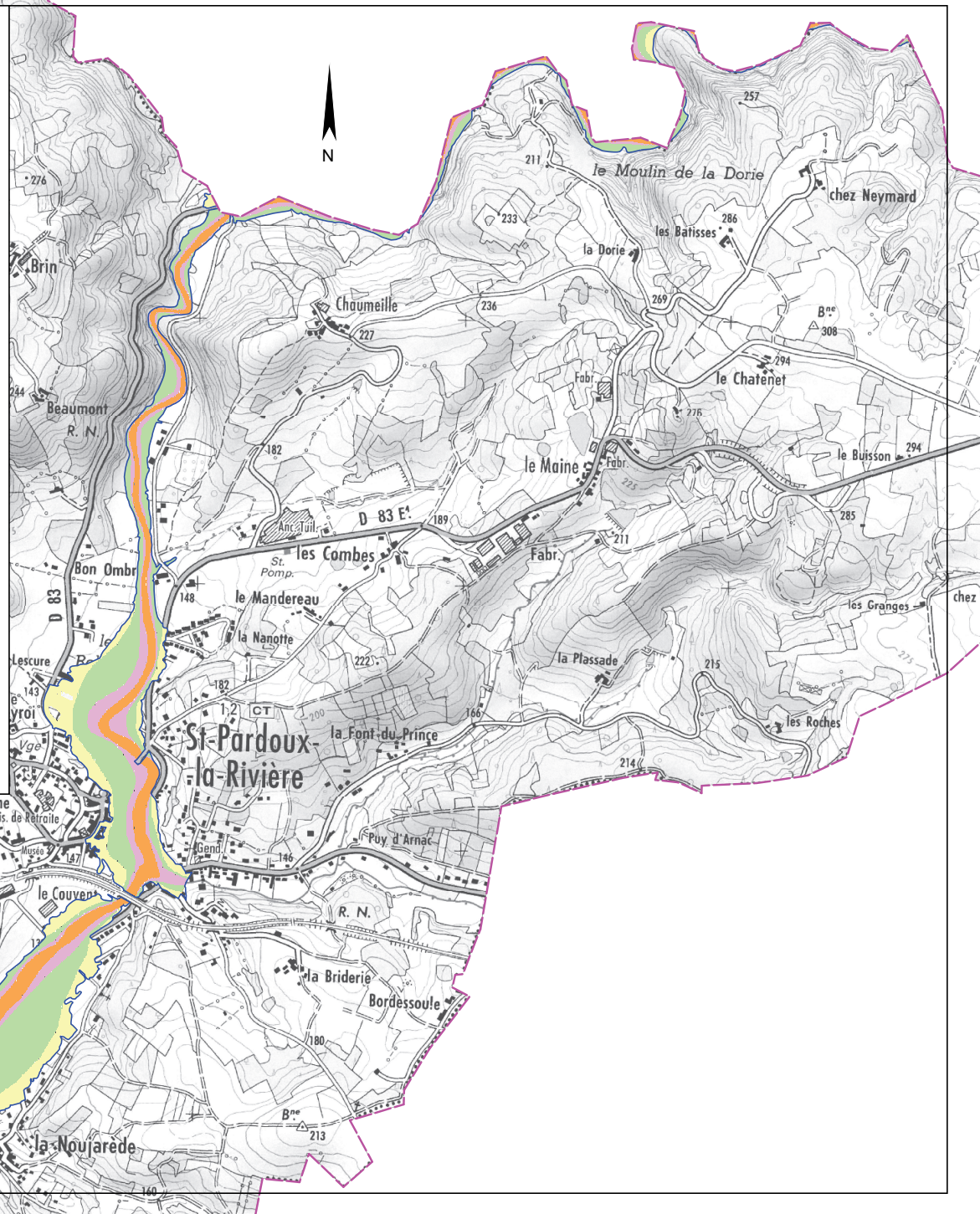
Zone des vitesses égale à 0 m/s

Zone des vitesses comprises
entre 0 et 0,2 m/s

Zone des vitesses comprises
entre 0,2 et 0,5 m/s

Zone des vitesses supérieures
à 0,5 m/s

— Limite communale



RIVIERE LA DRONNE

Commune de

SAINT PARDOUX LA RIVIERE

MODIFICATION N°1 DU PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION

CARTE DES HAUTEURS D'EAU POUR LA CRUE DE REFERENCE

Pièce n° 6

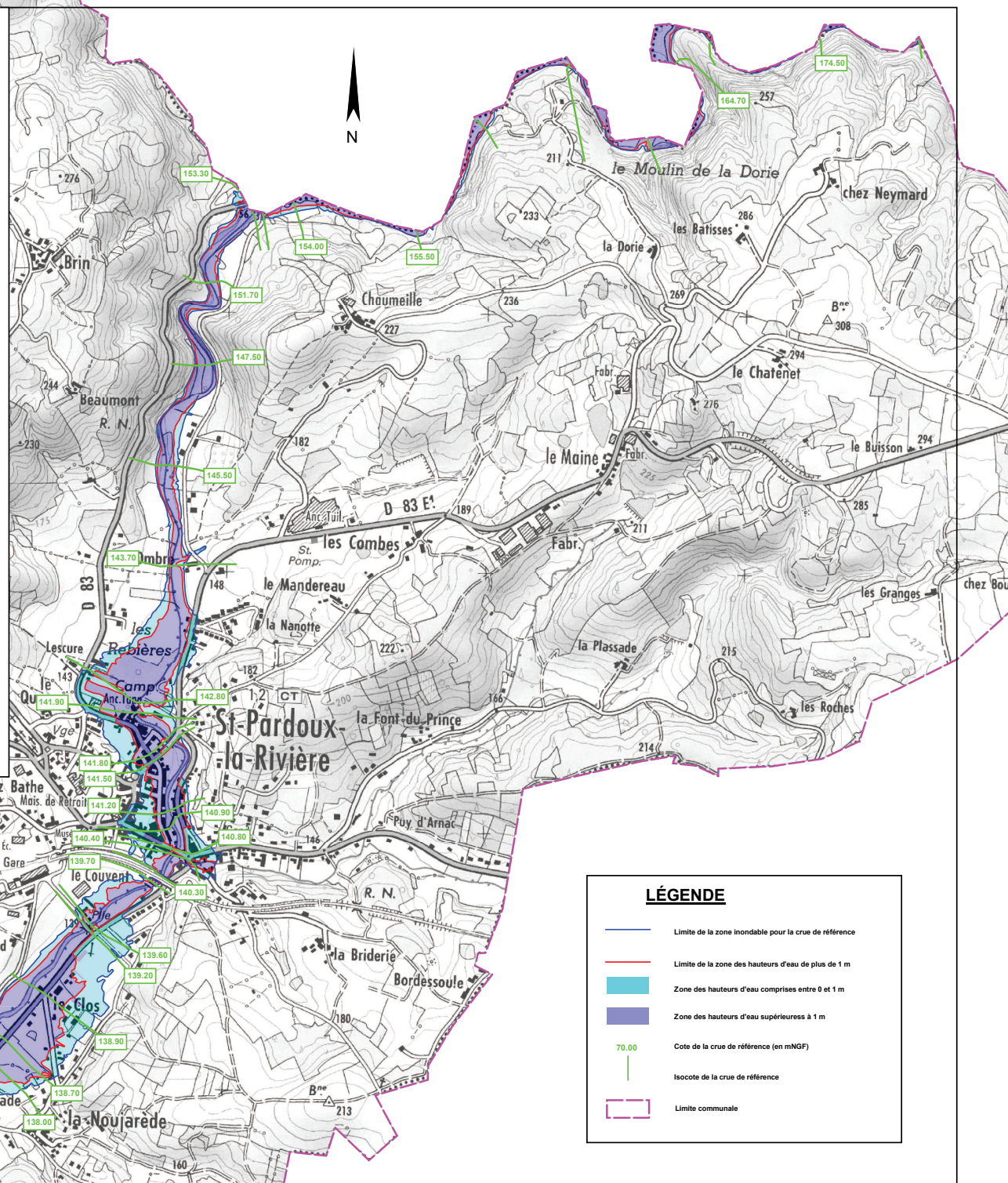
Echelle 1 : 10 000

Approuvé par arrêté préfectoral le : 31 août 2015



Les Services de l'Etat en Dordogne
Direction départementale des territoires

Sources : IGN SCAN 25
Fichier : carte hauteurs-St Pardoux



LÉGENDE

-
- Diagramme de zonage hydraulique illustrant les hauteurs d'eau relatives à la cote de la crue de référence (70,00 mNGF).
- Limite de la zone inondable pour la crue de référence** (Ligne bleue foncée)
 - Limite de la zone des hauteurs d'eau de plus de 1 m** (Ligne rouge)
 - Zone des hauteurs d'eau comprises entre 0 et 1 m** (Zone bleue claire)
 - Zone des hauteurs d'eau supérieures à 1 m** (Zone violette)
 - Cote de la crue de référence (en mNGF)** (70,00)
 - Isocote de la crue de référence** (Ligne verte)
 - Limite communale** (Ligne violette en bas)

RIVIERE LA DRONNE

Commune de

SAINT PARDOUX LA RIVIERE

MODIFICATION N°1 DU PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION

CARTE DES ZONAGES

Pièce n° 7

Echelle 1 : 10 000







Approuvé par arrêté préfectoral le : 31 août 2015

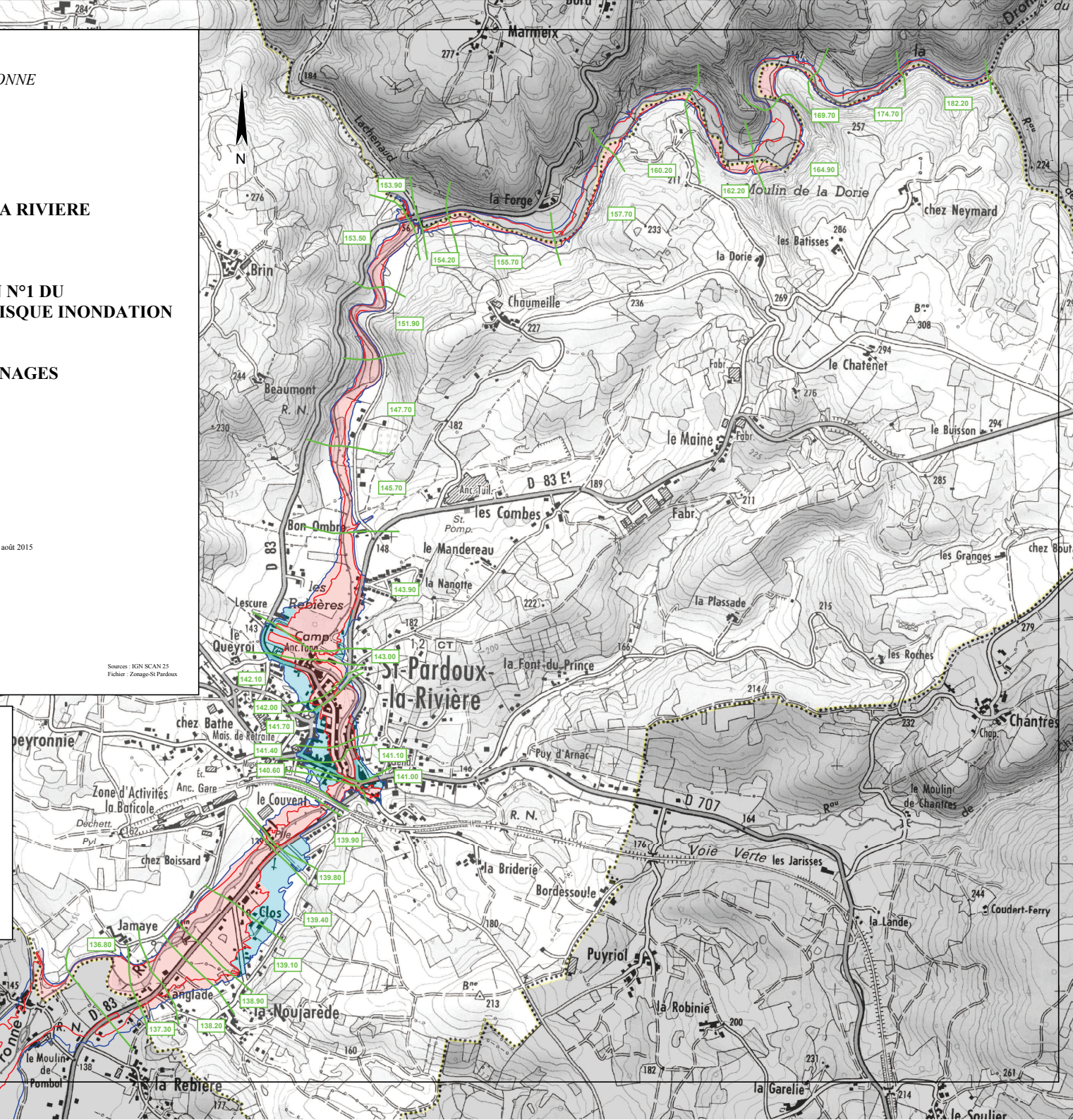


Les Services de l'Etat en Dordogne
Direction départementale des territoires

Sources : IGN SCAN 25
Fichier : Zonage-St Pardoux

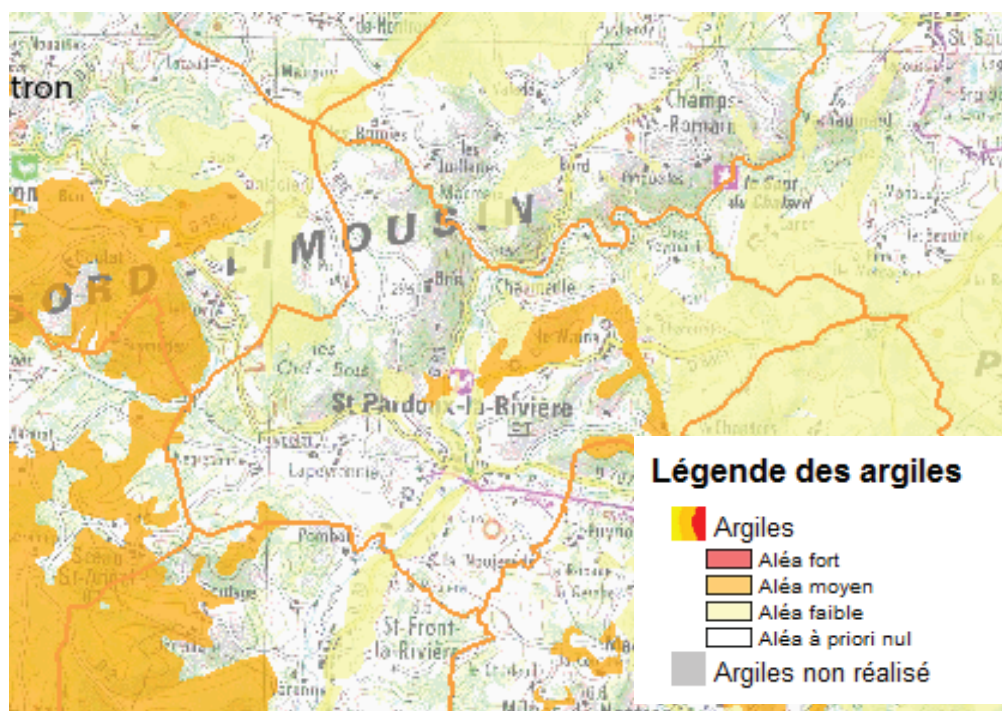
LÉGENDE

- | | |
|---|---|
|  | Limite de la zone inondable pour la crue de référence |
|  | Limite de la zone des hauteurs d'eau de plus de 1 m |
|  | Zone bleue (constructible sous conditions) |
|  | Zone rouge (inconstructible) |
|  | Cote de sécurité (en mNGF) |
| | Isocote de la crue de référence |
|  | Limite communale |



- le risque retrait-gonflement des argiles

Aléa retrait-gonflement des argiles



Source : argiles.fr

CF. annexe 4 : retrait gonflement des argiles du présent de présentation.

Le risque concernant le territoire communal est un risque moyen identifié « zone moyennement exposée » (B2).

La Direction Départementale des Territoires a élaboré un modèle de règlement applicable dans ces zones.

La carte communale ne comporte pas de règlement mais la mairie doit informer le public.

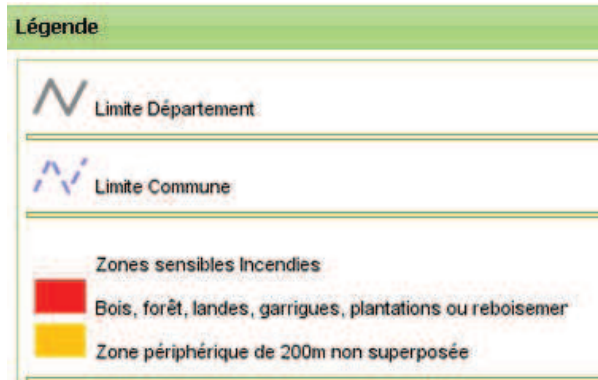
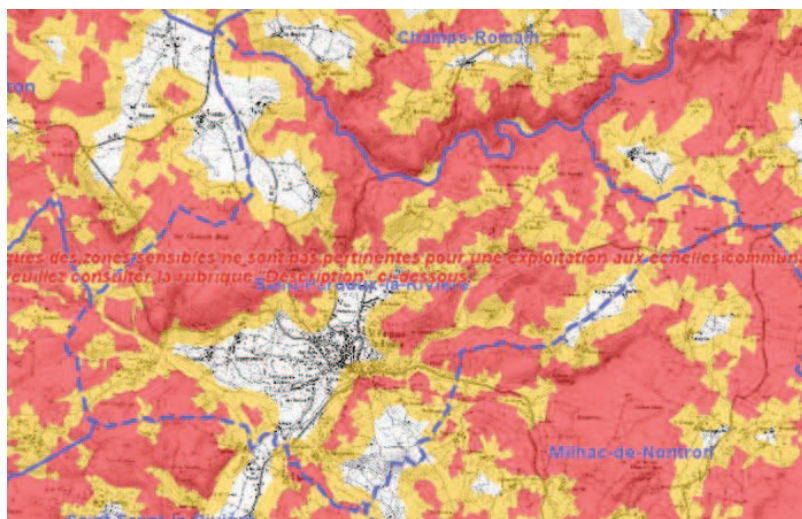
Ainsi la cartographie correspondante ainsi que le règlement type définissant les modalités de constructions sur sol argileux sont disponibles en mairie.

Les autres risques

La commune est également concernée par le risque termites comme le reste du département de la Dordogne.

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière se trouve en zone de risque faible concernant le risque sismique (niveau 2).

Concernant le risque feu de forêt, l'aléa varie de faible à fort sur le territoire communal.



Source : Cartelie

4.5.2. Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

On recense deux ICPE industrielles sur la commune :

- CIHB : usine de traitement du bois
- Tanneries de Chamont : tannerie, mégisserie. Cette usine prélève de l'eau dans la Dronne pour son activité. En 2009, elle a prélevé 4507 m³ sur 3 points de prélèvement.

Il y a également deux ICPE agricoles :

Société	Exploitant	Localisation	Acte	Nombre d'animaux	Nomenclature ICPE
	M. LIVERTOUE Daniel	Lieu-dit Nègrecombe	Récépissé de déclaration délivré le 30 mars 2001	72 vaches mixtes	Rubrique n°2101-2b
SCEA des Reclauds	M. PUYZALINET Arnaud	Lieu-dit Lapeyronnie	Dossier de déclaration au titre des ICPE	70 vaches laitières et 15 vaches nourrices	Rubrique n°2101-2b

4.5.3. Sites et sols pollués

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement.

La France a inventorié les sites pollués de façon systématique afin de :

- recenser, de façon large et systématique, tous les sites industriels abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement,
- conserver la mémoire de ces sites,
- fournir des informations utiles aux acteurs de l'urbanisme, du foncier et de la protection de l'environnement.

La base de données BASIAS correspond aux inventaires historiques régionaux (IHR) des sites industriels et activités de service, en activité ou non.

9 sites BASIAS ont été recensés sur la commune :

Raison sociale de l'entreprise et identifiant	Nom usuel	Adresse	Etat d'occupation du site	Etat de connaissance
La Préfabrication Moderne AQI2400356	Scierie	Avenue de la Gare	Activité terminée	Inventorié
Société La Préfabrication Moderne AQI2401929	Dépôt de bois et produits dérivés + atelier de fabrication	Dépendance de la gare SNCF	Activité terminée	Inventorié
Décharge communale AQI2401489	Décharge communale	Lieu-dit La Naujarède	Activité terminée	Inventorié
Larret Ladorie AQI2401881	Usine à fer de Ladorie sur la Dronne	Lieu-dit Ladorie sur la Dronne	Activité terminée	Inventorié

LIVERTOUT Michel André AQI2400357	Station-service et garage	Activité terminée	Inventorié
PUYBONNIEUX AQI2400361	Station-service	Activité terminée	Inventorié
GASSOU Jean-François AQI2400358	Serrurier	En activité	Inventorié
GAILLARD Henri AQI2400359	Station-service Ozo Total	Activité terminée	Inventorié
LAGARDE René AQI2400360	Station-service	Activité terminée	Inventorié

Ces sites sont localisés sur la carte page suivante.



4.5.4. Les cavités souterraines

Le BRGM a recensé 6 cavités souterraines :

- Grotte de la carrière de Noujarède
- Grotte de Negrecombe
- Grotte des Fadettes
- Grotte des Lignacs
- Grotte du Clos
- Trou des Fadettes

CF. annexe 5 : cavités souterraines du présent rapport de présentation.

**PARTIE 5 : INCIDENCES NOTABLES DE LA MISE EN
ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE SUR
L'ENVIRONNEMENT**

5.1 INCIDENCES SUR LES CARACTÉRISTIQUES ENVIRONNEMENTALES DE LA COMMUNE

La révision de la carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière prend en compte les différents paramètres environnementaux caractéristiques du territoire, de façon à les préserver et à les concilier avec les objectifs de développement : qualité des paysages (vallée de la Dronne, points de vue ...), qualité du patrimoine bâti (bourg, silhouettes pittoresques).

Ces objectifs de développement ont pour base le souhait de conserver l'identité du village tout en permettant son développement.

- Impacts sur l'hydrologie

Le territoire communal est principalement situé sur les bassins versants de l'Isle et de la Dronne.

Les surfaces qui feront l'objet d'aménagements occupent une faible partie du territoire communal et sont situées dans des zones déjà urbanisées ; l'impact de la carte communale sur les nappes sera donc faible.

L'impact des eaux de ruissellement concernera les zones appelées à se densifier. L'augmentation des surfaces imperméabilisées aura une incidence sur la qualité et le volume d'eaux pluviales ; toutefois, celle-ci reste faible au vu de la surface ouverte à l'urbanisation.

Le zonage de la carte communale tient compte du zonage d'assainissement de manière à mettre en accord les objectifs de développement de l'habitat et les mesures prises en termes d'assainissement des eaux usées.

Plusieurs zones constructibles ajoutées lors de la révision pourront être reliées au réseau d'assainissement collectif :

- Puypelat : la collectivité envisage le développement de ce village en prévoyant d'étendre le réseau existant pour desservir les nouvelles constructions.
- Terre des Vignes : la zone est reliée à la station d'épuration
- Dans le bourg, les zones du Puy Barrot, de Prés la Font et du Queyroi sont desservies en assainissement collectif.

La SARL Conseils Etudes Environnement réalise actuellement une étude de diagnostic des systèmes d'assainissement du Bourg de Saint-Pardoux-la-Rivière.

Cette étude a permis de décrire la station d'épuration, d'identifier les problèmes et dysfonctionnements et d'identifier les effluents collectés.

Ensuite, des solutions seront recherchées pour améliorer le stationnement de la station d'épuration.

Pour les autres zones constructibles ajoutées (habitat et activités économiques), il n'y a pas de contraintes liées à l'assainissement autonome.

- Impacts sur les milieux naturels ou agricoles voués à l'urbanisation

Ces milieux sont composés de milieux naturels ordinaires tels que des prairies et des bois dans des secteurs déjà urbanisés.

Les zones constructibles ne morcellent pas les milieux naturels ni n'interrompent les corridors biologiques.

La commune compte actuellement 5 exploitations agricoles situées dans les villages de Lapeyronnie, Nègrecombe, Brin et Les Roches.

Pour les villages de Lapeyronnie et Nègrecombe, les zones constructibles ajoutées lors de la révision sont situées à plus de 100 mètres des bâtiments agricoles. Les villages de Brin et Les Roches sont maintenus en zone inconstructible.

De manière générale, les zones constructibles (habitat et activités économiques) respectent une distance minimale de 100 mètres avec un bâtiment agricole. La collectivité a décidé d'appliquer cette règle de réciprocité à tous les bâtiments agricoles (Règlement Sanitaire Départemental ou ICPE) afin de permettre le maintien et l'extension des exploitations agricoles.

La collectivité a veillé à préserver les grands ensembles agricoles et s'est assuré que la mise en zone constructible de terrains agricoles n'avait pas d'incidences sur la pérennité des exploitations.

Pour les zones de La Grange, Terre des Vignes, Puyelat et route de Nontron, les propriétaires exploitants vendent leurs terrains ou sont bientôt à la retraite et il n'y a pas de repreneurs.

Les zones constructibles ajoutées sont dans l'enveloppe ou en continuité du bourg, des villages et des hameaux. La carte communale a été élaborée et révisée en évitant le mitage.

Lors de la révision, des zones constructibles ont été supprimées au Moulin de Natassat et au Près la Font car elles sont situées en zone inondable du PPRI de la Dronne. Par conséquent, les terrains agricoles resteront en l'état et ne seront pas construits.

De manière générale, la carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière aura une faible incidence sur l'activité agricole.

- Impacts sur le patrimoine historique et paysager

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière compte un élément protégé au titre des Monuments Historiques : une fenêtre de l'Hôtel des Voyageurs.

Seule une partie de la zone constructible ajoutée aux Bois du Puy Barrot se trouve dans le périmètre de 500 mètres ; les autorisations d'urbanisme seront soumises à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

La collectivité dispose d'un cahier de recommandations architecturales et paysagères qui permet une meilleure intégration des constructions nouvelles.

Le paysage est constitué d'éléments visibles et d'éléments perceptibles. La perception qu'un observateur a d'un lieu est souvent personnelle. Tout élément nouveau est susceptible d'en transformer la perception.

L'impact sur le paysage d'un aménagement urbain destiné à de l'habitat ou à l'activité économique peut être plus ou moins fort, principalement en raison de la grandeur que revêtent les projets et de l'environnement dans lequel ils vont s'établir.

La perception de chaque nouvelle zone urbaine sera différente pour les usagers et ceux traversant occasionnellement le territoire dans lequel elle s'inscrit. Ainsi, l'individu confronté quotidiennement à ces nouveaux aménagements les intégrera progressivement comme nouvel élément référent dans son paysage. Celui qui traverse épisodiquement le territoire découvre un paysage transformé qui ponctue les espaces successifs qu'il rencontre.

L'accoutumance du regard porté sur les futurs aménagements sera donc variable en fonction de la sensibilité de chacun.

L'extension des zones d'habitat futures ne porte pas atteinte aux paysages caractéristiques de la commune (collines aux amples vallonnements couvertes de forêts et Vallée de la Dronne).

La volonté de la collectivité a été de conforter le bourg et de densifier plusieurs villages.

Ces zones passeront d'un état de milieux naturels à un état urbanisé. Toutefois, elles sont situées dans des espaces déjà urbanisés donc l'impact visuel ne sera pas important. De plus, les constructions s'échelonneront dans le temps donc l'évolution du paysage ne sera pas brutale.

Une zone d'activités a été créée en face de la zone existante. Le paysage de cette zone sera donc modifié et formera une unité avec la zone existante.

- Impacts sur les réseaux et infrastructures

Les réseaux seront gérés en concertation étroite avec leur gestionnaire respectif.

Il est possible que des coupures de réseaux (eau, électricité...) très temporaires soient nécessaires pendant la durée des travaux (enfouissement, ...) d'aménagement et d'urbanisation.

Le réseau d'assainissement accueillera de nouveaux branchements. De plus, la collectivité envisage d'étendre le réseau d'assainissement collectif à Puypelat afin de desservir les constructions de la zone constructible ajoutée lors de la révision.

Le réseau d'alimentation en eau potable est suffisant pour alimenter les nouvelles constructions et installations.

Le réseau d'électricité est présent dans toutes les zones constructibles et en capacité suffisante pour alimenter les nouvelles constructions et installations.

La défense incendie est assurée dans les secteurs ouverts à l'urbanisation.

L'arrivée de nouveaux habitants augmentera la production de déchets au moment des travaux (déchets du BTP) puis de façon permanente (déchets ménagers).

Les zones constructibles sont situées le long des circuits de collecte actuels ; ils ne seront donc pas changés mais le volume à collecter sera légèrement plus élevé.

La carte communale a plusieurs incidences sur le transport routier :

- une légère incidence temporaire de perturbation du trafic routier aux cours des travaux inhérents à l'aménagement des zones constructibles
- une légère augmentation du trafic routier à destination de ces nouvelles zones constructibles mais qui sera réparti sur plusieurs voies.

- Impacts sur les activités économiques

Lors de la révision de la carte communale, une zone UA (zone destinée aux activités économiques) a été créée pour permettre l'implantation de nouvelles entreprises.

De plus, l'entreprise située au Clos de Noujarède a été reclassée en UA.

La commune compte actuellement 5 exploitations agricoles situées dans les villages de Lapeyronnie, Nègrecombe, Brin et Les Roches.

Pour les villages de Lapeyronnie et Nègrecombe, les zones constructibles ajoutées lors de la révision sont situées à plus de 100 mètres des bâtiments agricoles. Les villages de Brin et Les Roches sont maintenus en zone inconstructible.

De manière générale, les zones constructibles (habitat et activités économiques) respectent une distance minimale de 100 mètres avec un bâtiment agricole. La collectivité a décidé d'appliquer cette règle de réciprocité à tous les bâtiments agricoles (Règlement Sanitaire Départemental ou ICPE) afin de permettre le maintien et l'extension des exploitations agricoles.

La collectivité a veillé à préserver les grands ensembles agricoles et s'est assuré que la mise en zone constructible de terrains agricoles n'avait pas d'incidences sur la pérennité des exploitations.

Pour les zones de La Grange, Terre des Vignes, Puyelat et route de Nontron, les propriétaires exploitants vendent leurs terrains ou sont bientôt à la retraite et il n'y a pas de repreneurs.

Les zones constructibles ajoutées sont dans l'enveloppe ou en continuité du bourg, des villages et des hameaux. La carte communale a été élaborée et révisée en évitant le mitage.

Lors de la révision, des zones constructibles ont été supprimées au Moulin de Natassat et au Près la Font car elles sont situées en zone inondable du PPRI de la Dronne. Par conséquent, les terrains agricoles resteront en l'état et ne seront pas construits.

De manière générale, la carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière aura une faible incidence sur l'activité agricole.

- Impacts sur les risques et les nuisances

En ouvrant les nouvelles zones constructibles, la collectivité a veillé à ne pas exposer la population à des risques.

Les zones ajoutées ne sont pas situées dans les zones inondables. Des zones constructibles concernées par le PPRI de la Dronne approuvé en 2015 ont été supprimées.

Les futurs constructeurs seront informés du risque retrait-gonflement des argiles et se verront conseillé pour réduire au maximum le risque.

La création de nouvelles zones constructibles sera à l'origine dans ces secteurs d'une augmentation de trafic dont les deux impacts majeurs porteront sur la qualité de l'air et sur le bruit. Toutefois, les zones constructibles ajoutées étant de faibles superficies, le nombre de constructions par secteur sera faible donc l'impact sera très limité.

Il résulte de cette analyse que la carte communale n'a pas d'incidences significatives directes ou indirectes négatives sur l'environnement.

5.2 INCIDENCES DE LA CARTE COMMUNALE SUR LES ZONES REVETANT UNE IMPORTANCE PARTICULIERE POUR L'ENVIRONNEMENT

❖ La ZNIEFF de type 1 Gorges de la Dronne, d'Arrivaux à Saint-Pardoux

En matière d'urbanisme ou de construction, la carte communale ne constituerait une menace sur les espèces et milieux présents que si elle :

- portait atteinte aux milieux aquatiques (pollution)
- détruisait les milieux forestiers et pastoraux
- détruisait les espèces végétales
- portait atteinte aux espèces faunistiques des versants abrupts

Le périmètre de la ZNIEFF est en zone inconstructible. Par conséquent, la carte communale n'aura pas d'incidences sur les milieux forestiers et pastoraux ni sur les espèces végétales (pas de destruction ni de fragmentation). De plus, les espèces faunistiques ne seront ni détruites ni dérangées.

Les zones constructibles ajoutées lors de la révision se trouvent en aval de cette ZNIEFF donc il n'y aura pas d'incidences sur le cours d'eau dans la partie concernée par cette ZNIEFF (eaux pluviales et eaux usées).

Globalement, la carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière n'aura pas d'incidences sur le reste du cours d'eau et donc sur les espèces piscicoles puisque :

- L'impact des eaux de ruissellement concernera les zones appelées à se densifier. L'augmentation des surfaces imperméabilisées aura une incidence sur la qualité et le volume d'eaux pluviales ; toutefois, celle-ci reste faible au vu de la surface ouverte à l'urbanisation.
- Plusieurs zones constructibles ajoutées lors de la révision pourront être reliées au réseau d'assainissement collectif.
Le zonage de la carte communale tient compte du zonage d'assainissement de manière à mettre en accord les objectifs de développement de l'habitat et les mesures prises en termes d'assainissement des eaux usées.
La SARL Conseils Etudes Environnement réalise actuellement une étude de diagnostic des systèmes d'assainissement du Bourg de Saint-Pardoux-la-Rivière.
Cette étude a permis de décrire la station d'épuration, d'identifier les problèmes et dysfonctionnements et d'identifier les effluents collectés.
Ensuite, des solutions seront recherchées pour améliorer le stationnement de la station d'épuration.
- Les autres zones sont situées dans des secteurs où il n'y a pas de contraintes liées à l'assainissement autonome

La carte communale n'a donc pas d'incidences sur cette ZNIEFF.

❖ Site Natura 2000 « Réseau hydrographique de la Haute-Dronne »

Comme son nom l'indique, ce site Natura 2000 concerne la vallée de la Dronne. Il comprend la Dronne et ses affluents dans la partie située au Nord et à l'Est du Bourg.

• Présentation des espèces et des habitats d'intérêt communautaire

Code N 2000	Habitats
3110	Gazons amphibies vivaces
3130	Gazons amphibies acidiphiles à Renoncule flammette et Jonc bulbeux
3140	Végétation des eaux oligo-mésotrophes acides à neutres à <i>Chara</i> et <i>Nitella</i>
3150	Végétation des eaux stagnantes à Lenticule mineur
3260	Végétation fixée des eaux courantes acides oligotrophes
4020*	Lande humide à Ajonc nain et Bruyère ciliée
4030	Lande sèche atlantique à Ajonc nain et Bruyère cendrée
6230*	Pelouses vivaces atlantiques acidoclines à acidiphiles
6410	Prairies acidiphiles à Molinie bleue
6430	Mégaphorbiaies hydrophiles
6510	Pelouses maigres de fauche
7110*	Tourbières à Bruyères à quatre angles
7140	Tourbière de transition acidiphile à Sphaignes et Laiche ampoulée
7150	Végétation pionnière des tourbières dénudées à <i>Rhynchospora</i> blanc
9120	Hêtraie-chênaie acidiphile du collinéen inférieur
9130	Chênaie-hêtraie collinéenne acidocline à Jacinthe des bois
91D0*	Boulaie pubescente oligotrophe à Sphaignes et Molinie bleue
91E0*	Aulnaie-frênale riveraine collinéenne à Houlblon

Code N 2000	Espèces
1831	Flûteau nageant
1029	Moule perlière
1092	Ecrevisse à pattes blanches
1096	Lamproie de Planer
1163	Chabot
1044	Agrion de Mercure
1355	Loutre d'Europe
1060	Cuivré des marais
1065	Damier de la Succise
1193	Sonneur à ventre jaune
1083	Lucane cert-volant
1303	Petit Rhinolophe
1308	Barbastelle d'Europe
1323	Murin de Bechstein
1307	Petit Murin
1324	Grand Murin

Le site Natura 2000 représente donc une grande biodiversité du fait de la présence de nombreux milieux naturels et d'espèces remarquables.

• Les activités humaines sur la zone

Sur la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière, la Dronne est bordée de prairies, de zones boisées et de zones urbanisées vu qu'elle traverse le bourg.

Les activités sont donc liées à l'agriculture, à la sylviculture et aux loisirs (la Dronne passe dans les jardins du bourg).

• Incidences de la carte communale sur la zone Natura 2000

En matière d'urbanisme ou de construction, la carte communale ne constituerait une menace sur les espèces et milieux présents que si elle portait atteinte à la Dronne (pollution), détruisait les milieux forestiers, les zones humides et les milieux ouverts.

La partie de la Dronne traversant le bourg est en zone constructible et le reste du site Natura 2000 est classé en zone non constructible.

Le bourg est desservi par l'assainissement collectif et il n'y aura pas de nouvelles constructions au bord de la Dronne.

La zone constructible ajoutée à Les Rivières se trouve à proximité du site Natura 2000.

La dégradation de la qualité de la Dronne pourrait être provoquée par une pollution due aux rejets d'eaux usées ou d'eaux pluviales polluées.

La zone constructible comprend des terrains où il n'y a pas de contraintes pour l'assainissement autonome et elle est séparée du site Natura 2000 par la route communale (pas de continuité écologique).

Globalement, la carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière n'aura pas d'incidences sur la Dronne et ses affluents puisque :

- L'impact des eaux de ruissellement concernera les zones appelées à se densifier. L'augmentation des surfaces imperméabilisées aura une incidence sur la qualité et le volume d'eaux pluviales ; toutefois, celle-ci reste faible au vu de la surface ouverte à l'urbanisation.
- Le zonage de la carte communale tient compte du zonage d'assainissement de manière à mettre en accord les objectifs de développement de l'habitat et les mesures prises en termes d'assainissement des eaux usées.
- Plusieurs zones constructibles ajoutées lors de la révision pourront être reliées au réseau d'assainissement collectif.
Le zonage de la carte communale tient compte du zonage d'assainissement de manière à mettre en accord les objectifs de développement de l'habitat et les mesures prises en termes d'assainissement des eaux usées.
La SARL Conseils Etudes Environnement réalise actuellement une étude de diagnostic des systèmes d'assainissement du Bourg de Saint-Pardoux-la-Rivière.
Cette étude a permis de décrire la station d'épuration, d'identifier les problèmes et dysfonctionnements et d'identifier les effluents collectés.
Ensuite, des solutions seront recherchées pour améliorer le stationnement de la station d'épuration.
- Les autres zones sont situées dans des secteurs où il n'y a pas de contraintes liées à l'assainissement autonome.

La carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière n'aura donc pas d'incidences directes ou indirectes sur les habitats d'intérêt communautaire.

Au vu de ces éléments, aucune incidence n'est à augurer sur les espèces aquatiques (Fluteau nageant, Moule perlière, Ecrevisse à pattes blanches, Lamproie de Planer, Chabot et Loutre d'Europe) dont la menace est une altération de la qualité de l'eau.

Le site Natura 2000 abrite plusieurs espèces de chiroptères (Petit rhinolophe, Barbastelle d'Europe, Murin de Bechstein, Petit Murin et Grand Murin). La révision de la carte communale n'a pas d'incidences négatives sur les gîtes et les territoires de chasse puisqu'elle n'entraîne pas la destruction de territoires de chasse ni leur fragmentation.

Les insectes (Agrion de Mercure, Cuivré des Marais, Damier de la Succise et Lucane cerf-volant) ainsi que le Sonneur à ventre jaune se déplacent sur de faibles distances et restent dans leurs habitats naturels. Au vu de la distance avec les zones constructibles ajoutées et des diverses coupures (routes, relief...), aucune incidence n'est à augurer sur ces espèces.

La révision de la carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière n'a donc pas d'incidences négatives sur les espèces d'intérêt communautaire.

Le projet de carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière n'est pas susceptible d'avoir un effet notable sur l'une des espèces ou l'un des habitats à l'origine de la désignation du site Natura 2000 et il n'est pas susceptible de porter atteinte aux objectifs de conservation du site.

❖ Site Natura 2000 « Vallée de la Nizonne »

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière ne fait pas partie du bassin versant de la Nizonne. Par conséquent, le projet de carte communale n'est pas susceptible d'avoir un effet notable sur l'une des espèces ou l'un des habitats à l'origine de la désignation du site Natura 2000 et il n'est pas susceptible de porter atteinte aux objectifs de conservation du site.

**PARTIE 6 : MOTIFS DE LA DELIMITATION DES
ZONES AU REGARD DES OBJECTIFS DE
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ETABLIS AU
NIVEAU INTERNATIONAL, COMMUNAUTAIRE ET
NATIONAL**

La notion de développement durable, apparue en 1972 suite à la Conférence des nations unies de Stockholm et qui s'est épanouie ensuite au niveau international (Sommet mondial à Johannesburg, 2002, Protocole de Kyoto sur les changements climatiques entré en vigueur en 2005), européen (Traité de Maastricht, Directive du Conseil n°42/2001), et français (loi du 2 février 1995 sur la protection de l'environnement) a été reprise par les lois d'urbanisme et d'aménagement du territoire. C'est l'un des éléments clés introduits par la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU) de 2000.

Les objectifs de développement durable constituent en effet le cadre de référence pour la révision de la carte communale.

La carte communale doit répondre aux objectifs de développement durable précisés au cours des différents sommets internationaux, européens et nationaux, traitant tout particulièrement des problématiques environnementales.

Les thématiques abordées sont : air (Gaz à effet de serre et réchauffement climatique), eau, paysages, vie sauvage et biodiversité, risques, nuisances (dont le bruit).

Le projet de carte communale a été rédigé en connaissance des principaux textes relatifs à la prise en compte de l'environnement. Il s'inscrit dans le cadre réglementaire en place dont l'ossature est constituée des textes relatifs aux domaines suivants :

➤ **Qualité de l'air**

Les textes à prendre en compte sont :

- les conventions internationales sur l'émission de gaz à effet de serre dont le protocole de Kyoto (notamment les articles 2 et 10 du protocole) ;
- la stratégie européenne dite « de Göteborg » ;
- Directive européenne sur les plafonds d'émissions nationaux (NEC) définit les objectifs de réduction des émissions de CO₂
- le plan climat de 2004 (notamment les chapitres transport durable et bâtiments).

Cette Directive est traduite au niveau national par le Programme national de réduction des émissions de polluants atmosphériques. Il est mis en œuvre, sur le plan local, par des arrêtés préfectoraux pour chaque grand secteur industriel et pour les ICPE. Les décrets n° 98-817 et 98-833 du 11 et 16 septembre 1998, relatifs aux rendements minimaux, à l'équipement des chaudières et aux contrôles périodiques des installations consommant de l'énergie thermique.

Le Grenelle de l'environnement I et II, synthèse du Groupe 1, « Lutter contre les changements climatiques et maîtriser l'énergie », a annoncé des objectifs ambitieux auxquels chaque agglomération doit participer pour les atteindre :

- Au niveau du bâtiment, avec le projet d'une nouvelle réglementation thermique, limitant la consommation des bâtiments pour le neuf en « BBC » puis à énergie positive vers 2020 et réduire de 12% en 2012 la consommation du parc ancien et de 38% à l'horizon 2020.
- Au niveau des transports, en ramenant au niveau d'émissions de 1990 en 15 ans
- Passer de 9 à 20 % d'ici 2020 la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale en France

- Limiter l'usage des énergies fossiles, notamment en modernisant le parc de mode de chauffage sur la ville, avec la création de réseau de chaleur alimenté par des chaudières à haute performance, condensation et cogénération.
- Faire apparaître les coûts environnementaux de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre pour mieux sensibiliser et guider les choix.

Le projet de carte communale n'engendra pas d'altération de la qualité de l'air, il est donc compatible avec ces objectifs environnementaux.

➤ **Préservation de la ressource en eau**

Les textes réglementaires intéressant l'eau sont principalement :

- la directive cadre sur l'eau 22 décembre 2000, transposée en droit français par la loi du 21 avril 2004 et la directive eaux résiduaires urbaines du 21 mai 1991 ;
- la loi n°2006-1772 sur l'eau et les milieux aquatiques a été du 30 décembre 2006, qui a pour objectifs fondamentaux, reconquérir la qualité des eaux et atteindre en 2015 les objectifs de bon état écologique et retrouver une meilleure adéquation entre ressources en eau et besoins.

La préservation des milieux aquatiques, des milieux humides et de la ressource en eau est intégrée dans la carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière.

➤ **Préservation des paysages et de la vie sauvage**

Les textes à prendre en compte sont :

- la convention européenne sur les paysages de 2000 dite convention de Florence ;
- la convention européenne sur la protection de la vie sauvage de 1989 dite convention de Berne.
- la directive n° 92/43/CE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage dite " Directive Habitat "
- la directive n° 79/409/CE du 2 avril 1979 dite " Directive Oiseaux "concernant la conservation des oiseaux sauvages

Ces directives conduisent notamment à la mise en œuvre du réseau de sites Natura 2000.

Le site Natura 2000 « Réseau hydrographique de la Haute-Dronne » participe au réseau européen.

Une attention particulière est donc portée à la préservation des milieux et des espèces d'intérêt communautaire.

➤ **Limitation des risques et nuisances**

Les textes réglementaires affairant sont :

- Législation des installations classées (ICPE) avec la mise en place d'une "étude de danger".
- Plan de Prévention des Risques.
- Lois sur les déchets de 2002
- Réglementation nationale sur la gestion des déchets, DIB, DIS, etc.
- Directives européennes relatives aux émissions sonores des matériels (dont la directive 70/157/CEE du 6 février 1970 relative aux bruits des moteurs) et directive-cadre relative

à l'évaluation et la gestion du bruit ambiant dans l'environnement (directive 2002/49/CE) du 25 juin 2002.

- Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit et arrêtés liés à la prise en compte du bruit (classement sonore des infrastructures de transport terrestre, plan de prévention du bruit dans l'environnement, ...).

La délimitation des zones constructibles ou inconstructibles et la différenciation des secteurs d'habitat et d'activités économiques participent à réduire les risques et nuisances à Saint-Pardoux-la-Rivière.

De plus, des zones constructibles ont été retirées pour prendre en compte le futur PPRI de la Dronne.

6.1 MODIFICATIONS APPORTEES AU ZONAGE

La carte communale délimite deux zones : constructible ou non constructible.

Les zones constructibles sont représentées sur les documents graphiques par :







- U pour les zones constructibles
- UA pour les zones réservées à l'implantation d'activités artisanales, industrielles et commerciales.
- UL qui est un secteur réservé à l'implantation d'activités liées aux loisirs et au tourisme

A l'intérieur de ces zones, les constructions sont soumises au Règlement National d'Urbanisme. Les autorisations d'occuper ou d'utiliser le sol sont délivrées sur le fondement des règles générales de l'urbanisme définies au chapitre Ier du titre Ier du livre Ier du Code de l'Urbanisme.







Les zones non constructibles (agricoles ou naturelles) sont notées NC.

Avant l'enquête publique

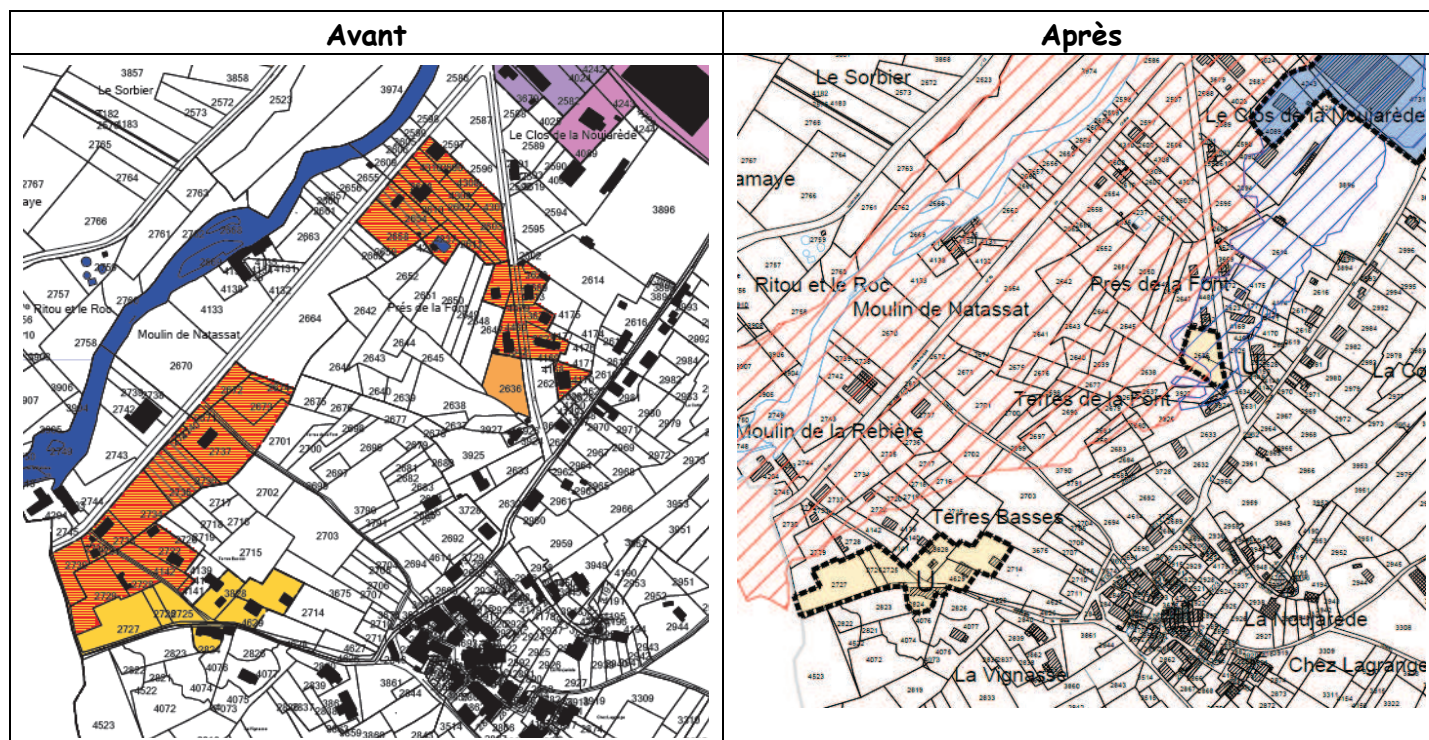
LEGENDE

-  Zones U conservées lors de la révision
-  Zones U supprimées lors de la révision
-  Zones U ajoutées lors de la révision
-  Zones UA (destinée aux activités économiques) créée lors de la révision
-  Zone UL (destinée à des aménagements légers de loisirs) créée lors de la révision
-  Constructions neuves (construites ou en cours)

LEGENDE

	Zone U dite constructible	Secteurs où les constructions sont autorisées (Art. L124-3 du Code de l'Urbanisme)
	Zone UA dite constructible pour les activités artisanales	Secteurs réservés à l'implantation d'activités notamment celles qui sont incompatibles avec le voisinage de zones habitées (Art. L124-3 du Code de l'Urbanisme)
	Zone UL dite constructible pour les activités touristiques	Secteurs réservés à l'implantation d'activités touristiques
	Zone NC dite non constructible	Secteurs où les constructions ne sont pas admisses, à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.
	PPRI Zone Rouge - Inconstructible	
	PPRI Zone Bleue - Constructible sous conditions	
Source : DDT 24, PPRI approuvé le 31 Aout 2015		

- Suppression de zones constructibles U

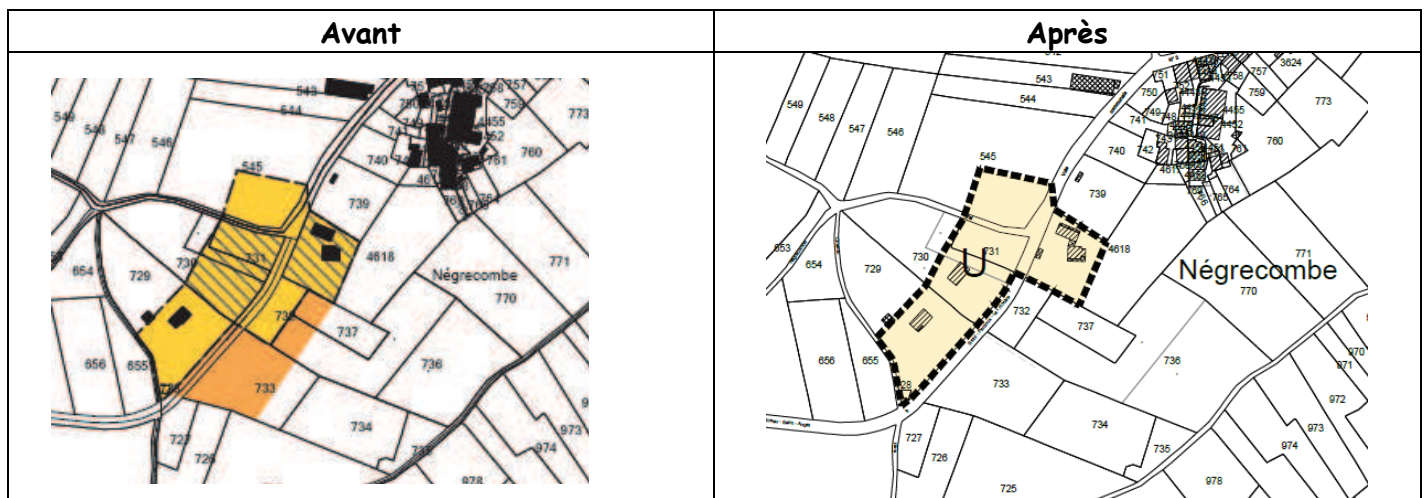


Un PPRI concernant la Dronne a été prescrit le 7 février 2012 et approuvé le 31 août 2015. Par conséquent, les zones constructibles de Prés la Font et du Moulin de Natassat comprises dans la zone inondable sont reclassées en zone non constructible (NC).

En effet, la collectivité souhaite interdire les nouvelles constructions dans ces zones de façon à ne pas exposer davantage la population et les biens au risque inondation.

Localisation	Surface zone U supprimée (ha)	Surface disponible à la construction supprimée (ha)
Prés de la Font	1.38	0.51
Moulin de Natassat	0.77	1.02
TOTAL	3.15	1.53

Nègrecombe-sud



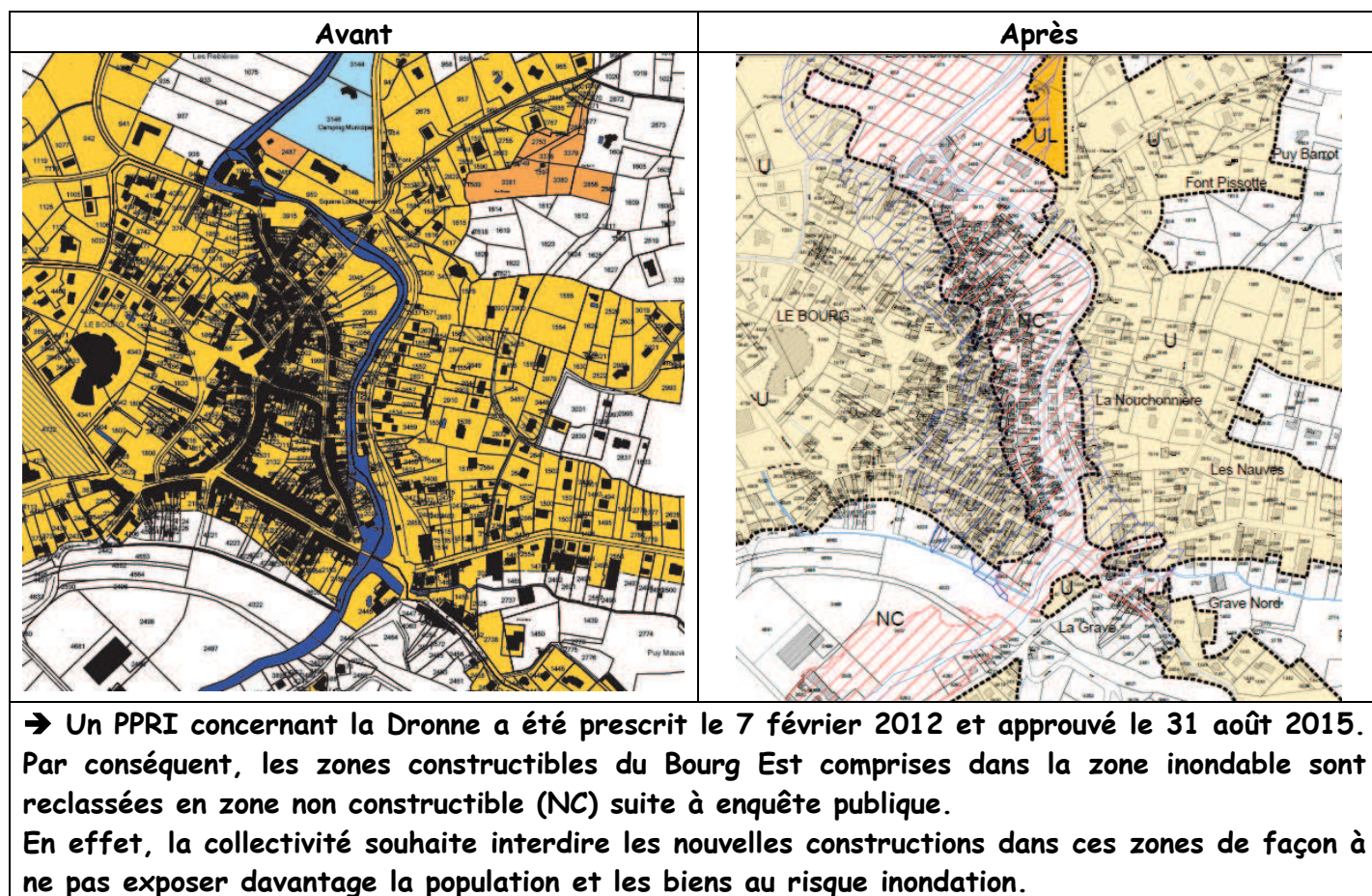
La parcelle C 732 est disponible à la construction mais la zone U est étroite, elle est donc élargie en incluant une partie des parcelles C 736-737.

Une partie de la parcelle C 733 est incluse à la zone U pour densifier ce secteur où il y a eu deux constructions neuves depuis l'approbation de la carte communale.

➔ suite à l'enquête publique et au regard des observations émises par les Personnes Publiques Associées les parcelles C732, C733 pour partie, C738 pour partie et C739 pour partie sont finalement maintenues dans leur classement initial, à savoir NC (cf. compte-rendu du comité de pilotage du Mardi 17 Février 2015 joint en annexe).

Localisation	Surface zone U supprimée (ha)	Surface disponible à la construction supprimée (ha)
Nègrecombe Sud	0.14	0.09
TOTAL	0.14	0.09

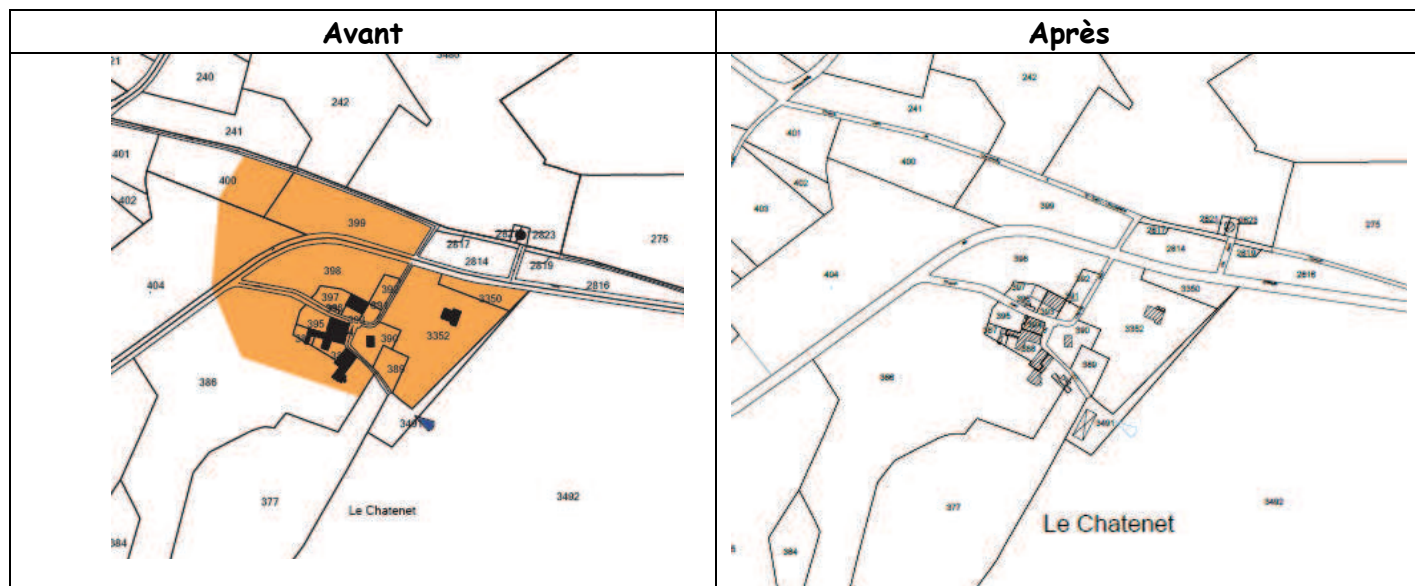
Le Bourg Est



Localisation	Surface zone U supprimée (ha)	Surface disponible à la construction supprimée (ha)
Le Bourg Est	9.35	0.45
TOTAL	9.35	0.45

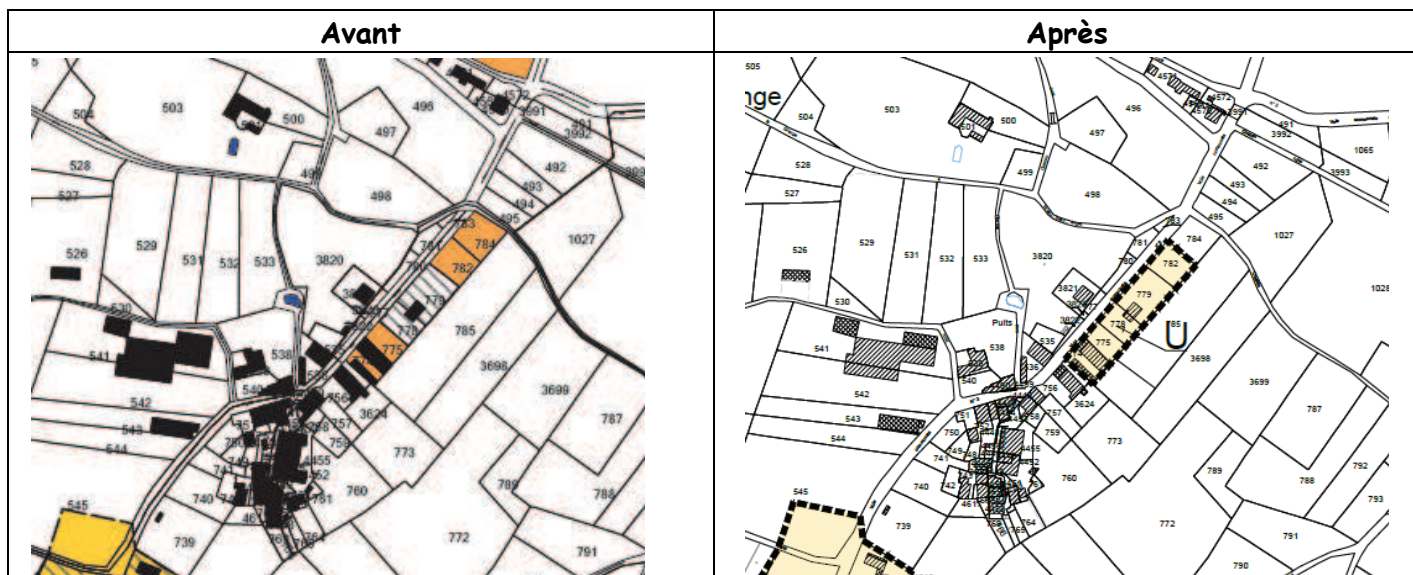
Ouverture des villages à l'urbanisation

Le Chatenet



Ce village n'abritant plus de bâtiments agricoles, la collectivité souhaite le développer.
Le développement se fera au plus près du bâti existant afin de respecter sa morphologie traditionnelle. Le site étant visible de loin, l'impact en sera ainsi réduit.
Les parcelles B 377 en partie - 386 en partie - 387 - 388 - 389 - 390 - 391 - 392 - 393 - 394 - 395 - 396 - 397 - 398 - 399 - 400 en partie - 404 en partie - 3350 et 3352 sont classées en U.

→ suite au contrôle de légalité et au refus de M. Sous-Préfet d'approuver le projet de Carte Communale cette zone U est reclassée en zone NC (cf. compte-rendu de la réunion de concertation du 27 Novembre 2015 joint en annexe).



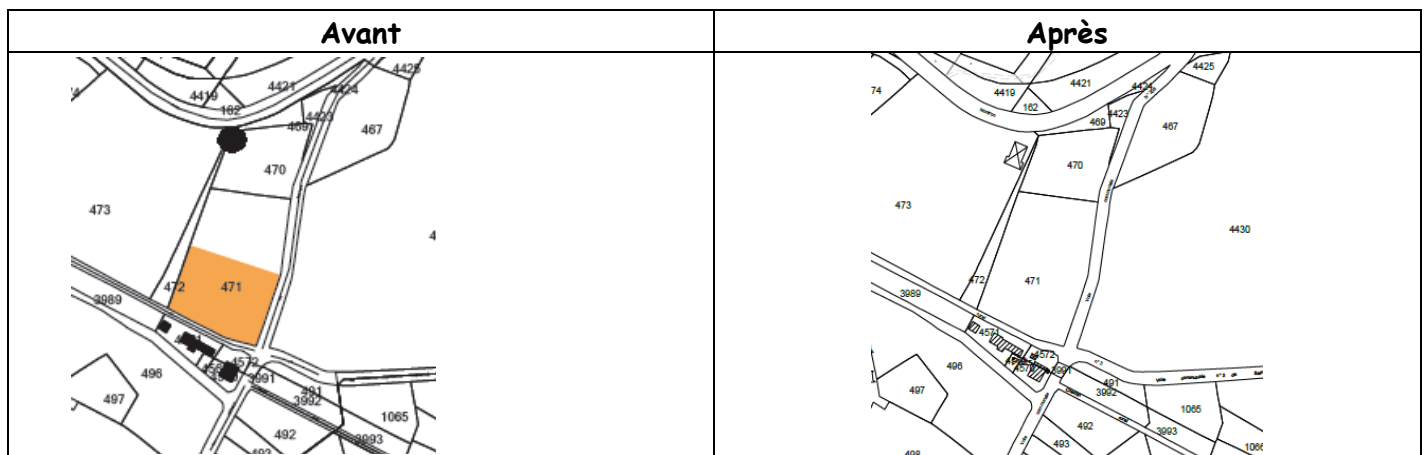
Une maison s'étant construite sur les parcelles C 778 et 779 et ce secteur étant apprécié et demandé, une zone constructible est créée sur la partie Nord du village afin de le densifier. Les parcelles C 782 et 784 sont donc classées en U.

Les constructions des parcelles C 774 et 775 ont été placées en U car c'est une grange qui va être réhabilitée.

Une distance de 100 mètres a été respectée avec le bâtiment agricole situé à l'Ouest du village.

➔ suite à l'enquête publique et au regard des observations émises par les Personnes Publiques Associées la parcelle 784 est finalement maintenue dans son classement initial, à savoir NC. (cf. compte-rendu du comité de pilotage du Mardi 17 Février 2015 joint en annexe).

La Grange



Afin d'accueillir de nouvelles constructions dans ce secteur particulièrement demandé, une partie de la parcelle C 471 est classée en zone U.

Les réseaux d'eau et d'électricité sont présents puisqu'ils desservent les constructions situées de l'autre côté de la voie communale.

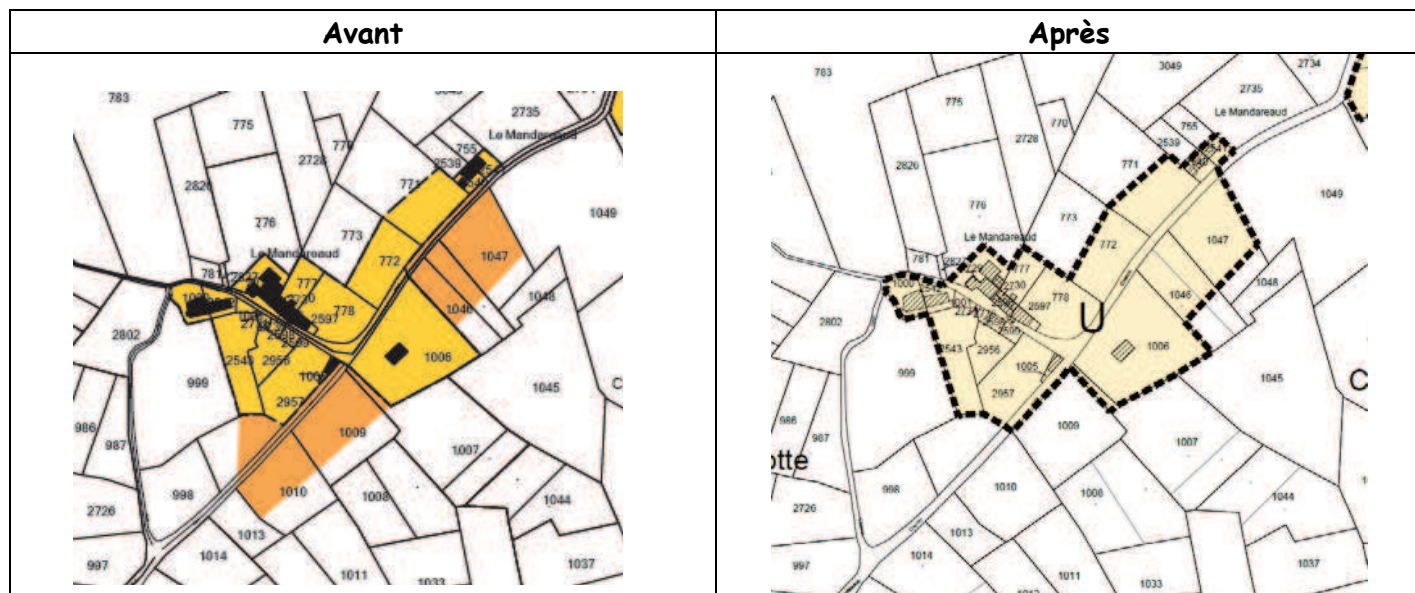
Le propriétaire exploitant souhaite vendre cette zone et cela n'aura pas d'incidences sur la pérennité de son exploitation.

Il est à noter qu'une ruine présente sur la parcelle 470 va être réhabilitée en maison d'habitation.

➔ suite à l'enquête publique et au regard des observations émises par les Personnes Publiques Associées cette parcelle est finalement maintenue dans son classement initial, à savoir NC (cf. compte-rendu du comité de pilotage du Mardi 17 Février 2015 joint en annexe).

- Densification de villages déjà zonés en zone constructible U

Le Mandareaud

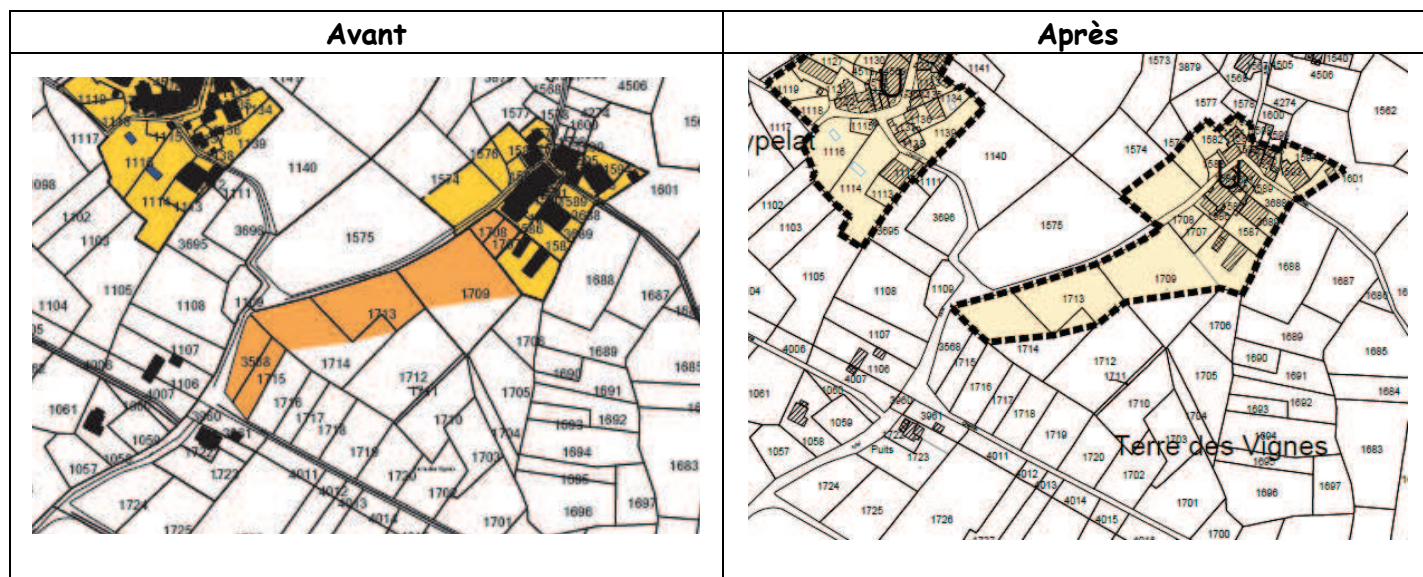


Afin de densifier ce village, la zone constructible est étendue aux parcelles B 1007 en partie-1009 en partie-1010 en partie-1046 en partie-1047 en partie et 2957 en partie.

➔ suite à l'enquête publique et au regard des observations émises par les Personnes Publiques Associées la parcelle 2957 est finalement maintenue dans son classement initial, à savoir NC (cf. compte-rendu du comité de pilotage du Mardi 17 Février 2015 joint en annexe).

➔ suite au contrôle de légalité et au refus de M. Sous-Préfet d'approuver le projet de Carte Communale, cette zone U est réduite - parcelles n°1009 et 1010 (cf. compte-rendu de la réunion de concertation du 27 Novembre 2015 joint en annexe).

Terre des Vignes



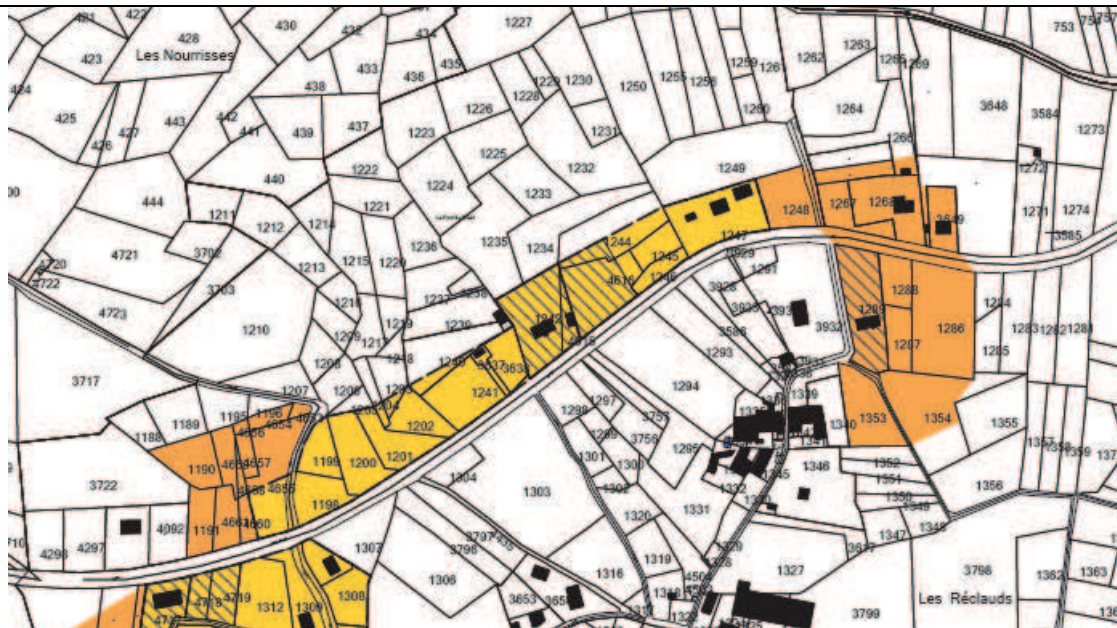
La zone constructible est étendue pour rejoindre le groupe de constructions plus au Sud.
 Les parcelles C 1707-1708-1709 en partie-1713-1714 en partie-1715 et 3568 sont mises en zone U.
 Le secteur est relié à la station d'épuration située en aval de Terre de Vignes et les réseaux sont présents.
 Le propriétaire exploitant a partagé ces terrains entre ses enfants donc ils ne seront plus voués à l'agriculture.

➔ suite à l'enquête publique et au regard des observations émises par les Personnes Publiques Associées les parcelles C1713, C1714 pour partie, C3568 et C1715 sont finalement maintenues dans leur classement initial, à savoir NC. La partie constructible de la parcelle C1709 est réduite (cf. compte-rendu du comité de pilotage du Mardi 17 Février 2015 joint en annexe).

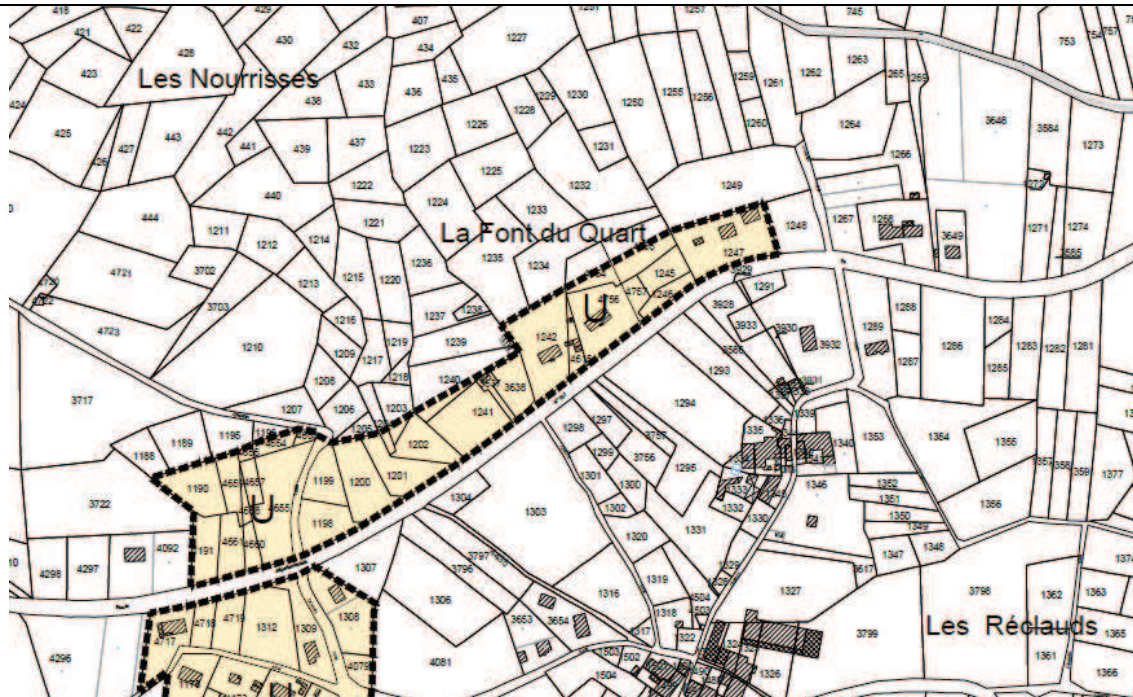
➔ suite au contrôle de légalité et au refus de M. Sous-Préfet d'approuver le projet de Carte Communale, cette zone U est réduite (cf. compte-rendu de la réunion de concertation du 27 Novembre 2015 joint en annexe).

Font du Quart et Lapeyronnie

Avant



Après



La zone constructible située au Nord de la route départementale 707 est étendue aux parcelles 1248, 1267 en partie, 1266 en partie, 1268 en partie, 3649, 1286, 1287, 1288, 1289, 1353 et 1354 en partie afin de combler les dents creuses et de densifier ce secteur où il y a eu une construction neuve depuis l'approbation de la carte communale.

La distance de 100 mètres a été respectée vis-à-vis du bâtiment agricole situé plus au Sud.

La commune prévoit de mettre la route en sens unique pour éviter les accès sur la route départementale 707.

La zone constructible située au Nord de la route départementale 707 est étendue aux parcelles C

1190-1191-4653-4654-4655-4656-4657-4658-4659-4660 et 4661 afin de rejoindre la construction existante et permettre l'implantation de deux nouvelles maisons d'habitation.

La parcelle C 4653 est concernée par une servitude ; la sortie commune se fera donc par cette parcelle sur le chemin rural et non directement sur la route départementale 707.

Lors de l'élaboration de la carte communale en vigueur, l'ingénieur subdivisionnaire de la Direction Départementale des Territoires avait donné son accord pour mettre cette zone en constructible lors de la révision de la carte communale dans le cas où les propriétaires auraient trouvé un arrangement pour faire une sortie commune sur le chemin rural. C'est bien le cas à l'heure actuelle.

La zone constructible située au Nord de la route départementale 707 est étendue aux parcelles 1248, 1267 en partie, 1266 en partie, 1268 en partie, 3649, 1286, 1287, 1288, 1289, 1353 et 1354 en partie afin de combler les dents creuses et de densifier ce secteur où il y a eu une construction neuve depuis l'approbation de la carte communale.

La distance de 100 mètres a été respectée vis-à-vis du bâtiment agricole situé plus au Sud.

La commune prévoit de mettre la route en sens unique pour éviter les accès sur la route départementale 707.

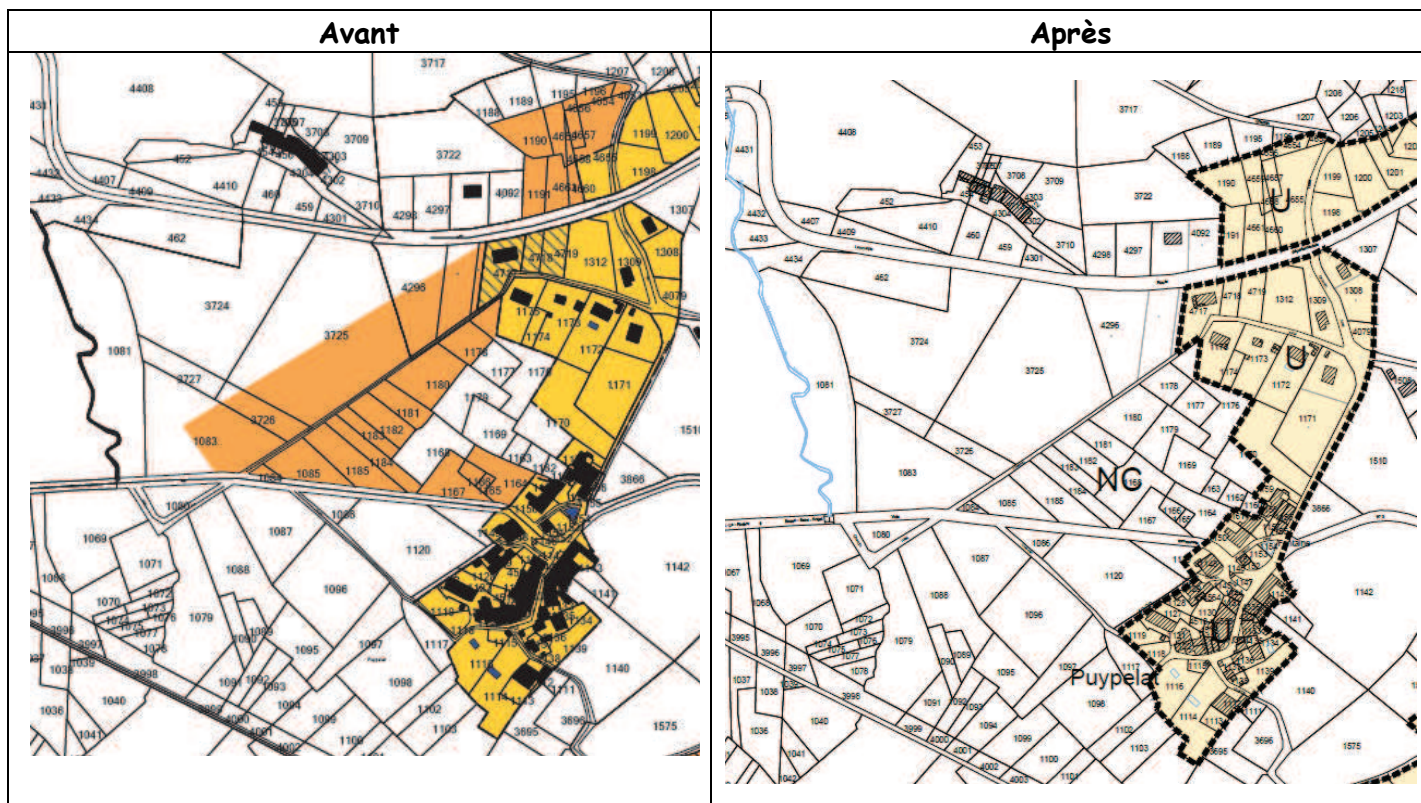
La zone constructible située au Nord de la route départementale 707 est étendue aux parcelles C 1190-1191-4653-4654-4655-4656-4657-4658-4659-4660 et 4661 afin de rejoindre la construction existante et permettre l'implantation de deux nouvelles maisons d'habitation.

La parcelle C 4653 est concernée par une servitude ; la sortie commune se fera donc par cette parcelle sur le chemin rural et non directement sur la route départementale 707.

Lors de l'élaboration de la carte communale en vigueur, l'ingénieur subdivisionnaire de la Direction Départementale des Territoires avait donné son accord pour mettre cette zone en constructible lors de la révision de la carte communale dans le cas où les propriétaires auraient trouvé un arrangement pour faire une sortie commune sur le chemin rural. C'est bien le cas à l'heure actuelle.

➔ suite à l'enquête publique et au regard des observations émises par les Personnes Publiques Associées les parcelles 1266 pour partie, 1267, 1268, 3648, 3649, 1286, 1287, 1288, 1289, 1353 et 1354 pour partie sont finalement maintenues dans leur classement initial, à savoir NC. (cf. compte-rendu du comité de pilotage du Mardi 17 Février 2015 joint en annexe).

➔ suite au contrôle de légalité et au refus de M. Sous-Préfet d'approuver le projet de Carte Communale, cette zone U est réduite - parcelles n°1248 et 1267 (cf. compte-rendu de la réunion de concertation du 27 Novembre 2015 joint en annexe).



La zone constructible est étendue en longeant d'une part le chemin et d'autre part la route communale.

La commune a incité les propriétaires à lui céder un morceau de leur parcelle pour agrandir le chemin rural et en faire ainsi un axe de circulation. L'objectif est double :

- sécuriser et agrandir la voie desservant les parcelles 4717 et 1175 qui sont construites (il est actuellement difficile de faire demi-tour)
- créer une voie dans le but d'ouvrir cette zone à l'urbanisation. Cette voie sera ensuite mise en sens unique.

Les réseaux sont présents et la collectivité prévoit de desservir cette zone en assainissement collectif. La zone centrale est laissée en non constructible car elle correspond à des jardins.

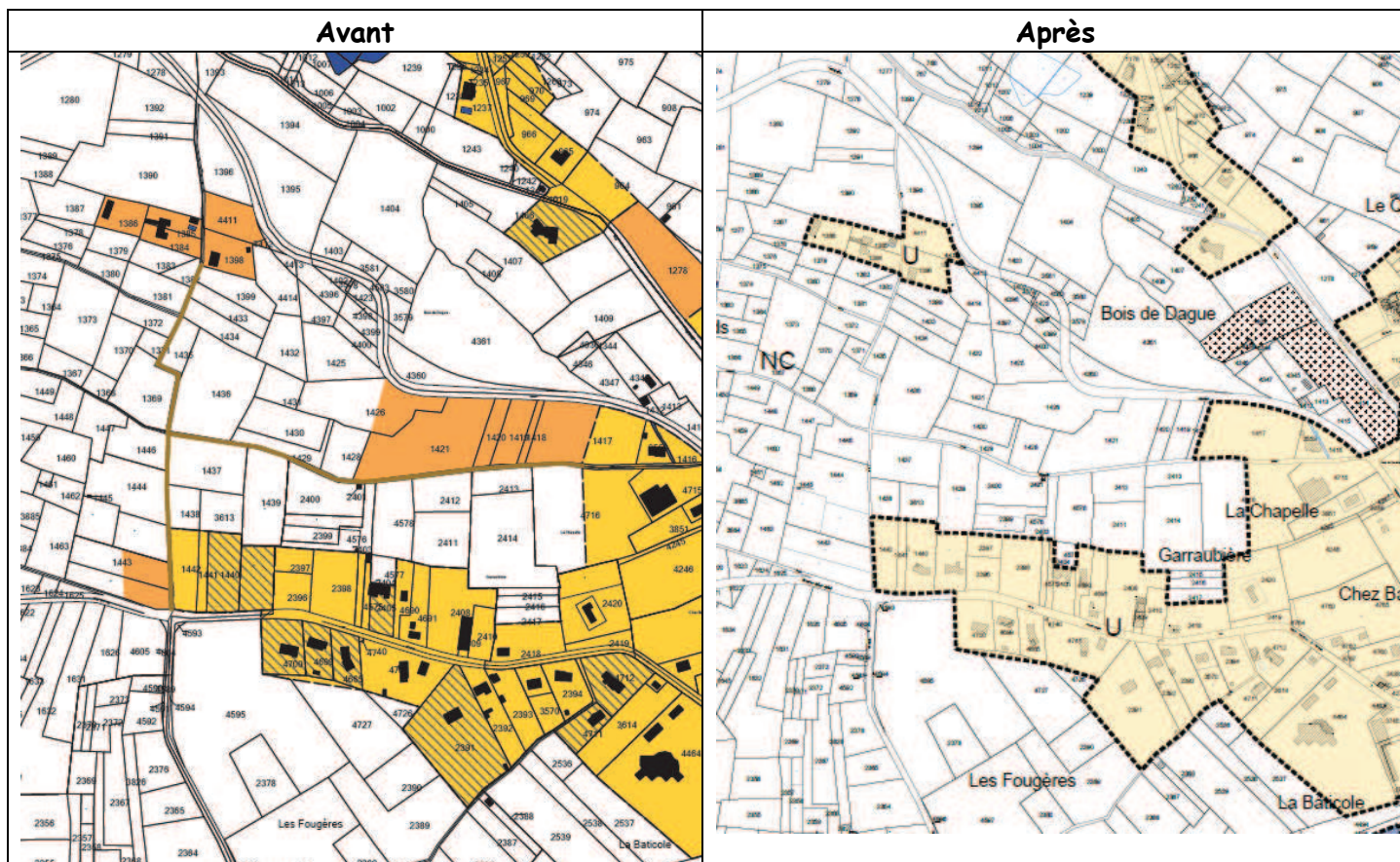
Sont placées en zone U les parcelles C 1083 en partie-1084-1085-1161 en partie-1164-1165-1166-1167-1176 en partie-1178-1180-1181-1182-1183-1184-1185-3725 en partie-3726 en partie-4296 en partie-4338 et 4339.

Le propriétaire exploitant des parcelles 1083, 3725, 3726 et 4296 est d'accord pour mettre ces terrains en zone constructible puisqu'il va bientôt partir à la retraite. Il n'y a pas de repreneur.

➔ suite au contrôle de légalité et au refus de M. Sous-Préfet d'approuver le projet de Carte Communale cette zone U est maintenue dans son classement initial (cf. compte-rendu de la réunion de concertation du 27 Novembre 2015 joint en annexe).

- Densification du bourg

Les Reclauds-Route de Nontron



La collectivité a un projet global d'aménagement en boucle entre le bourg et les Reclauds. En effet, elle souhaite aménager le chemin reliant Les Reclauds et la route de Lapeyronnie ainsi que le chemin reliant ce dernier à l'Avenue Léon Sireyjol (chemins identifiés en marron sur le plan ci-dessus).

Ce projet sera réalisé en plusieurs phases. Pour commencer, des zones constructibles sont ajoutées :

- sur les parcelles C 1398, 4411, 1385, 1384 et 1386. L'accès à la parcelle 4411 devra se faire sur le délaissé de la route départementale (parcelle 4412).
- sur une partie de la parcelle C 1143. L'accès se fera sur la route de Lapeyronnie. Ce secteur a été le plus construit depuis l'approbation de la carte communale.
- sur le reste de la parcelle C 1417 ainsi que sur les parcelles C 1418, 1419, 1420, 1421 et 1426 en partie. Tant que le chemin ne sera pas aménagé, l'accès à ces parcelles devra se faire sur la route de Nontron.

➔ suite à l'enquête publique et au regard des observations émises par les Personnes Publiques Associées les parcelles 1443 pour partie, 1426 pour partie, 1418, 1419, 1420 et 1421 sont finalement maintenues dans leur classement initial, à savoir NC. (cf. compte-rendu du comité de pilotage du Mardi 17 Février 2015 joint en annexe).

➔ suite au contrôle de légalité et au refus de M. Sous-Préfet d'approuver le projet de Carte Communale cette zone U est réduite - seule la parcelle n°1417 est maintenue en U (cf. compte-rendu de la réunion de concertation du 27 Novembre 2015 joint en annexe).

Les Bois du Puy Barrot



La zone constructible est étendue aux parcelles B 1593- 2753-2756-2856-2890-3377-3378-3379-3380 et 3381 pour densifier l'arrière du bourg.

Tous les terrains appartiennent à la même famille ainsi que la maison de la parcelle 2757.
Les propriétaires se sont mis d'accord pour créer une voie desservant toutes les parcelles (cf plan page suivante).
De plus, il est possible de relier la zone à l'assainissement collectif.

Us. Mme PUYBARAUD Josiane
Np. Mlle PUYBARAUD Sandrine
Np. Mlle PUYBARAUD Isabelle

B 2887

George CHATENOU
Geometre-Expert-Foncier D.P.L.G.
Rue de Nontron 24800 THIVIERS
Tel: 05.53.55.03.18

B 2829
M. DELAGE Denis

Date: 09-05-01
Ref: 24479-A 0820

LEGENDE

- Borne nouvelle industrielle
- Borne ancienne industrielle
- Borne ancienne
- △ Station

Prés de la Font

[illegible]

La parcelle C 2636 est classée en zone constructible pour combler la dent creuse entre les constructions existantes.

Chez Boissard

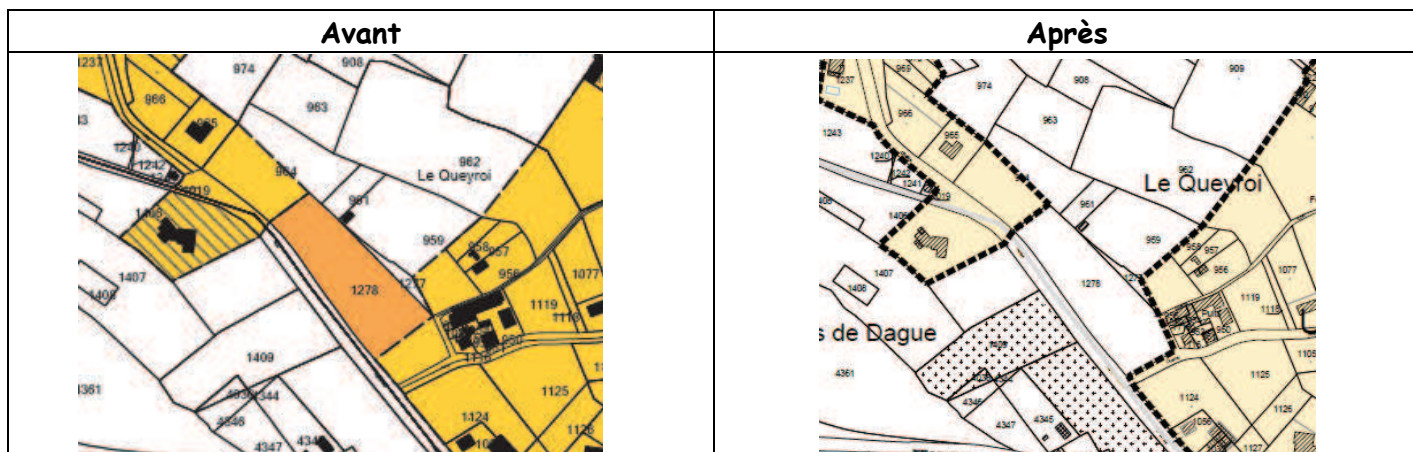
Ces terrains sont placés en zone constructible car ils sont proches du bourg et en partie déjà construits. De plus, le bâtiment de la parcelle 2557 a été détruit.

Sont concernées les parcelles C 2544-2545-2546-2549-2551-2554-2555-2556-2557 en partie-2571-3765-3766-3898-3999-3900-3901-3902-3903-3912 et 3913.

La parcelle 2545 appartient au même propriétaire que la parcelle 2546, elle n'est donc pas enclavée.

→ suite à l'enquête publique et au regard des observations émises par les Personnes Publiques Associées les parcelles 2557 pour partie et 2574 sont finalement maintenues dans leur classement initial, à savoir NC. (cf. compte-rendu du comité de pilotage du Mardi 17 Février 2015 joint en annexe).

Le Queyroi

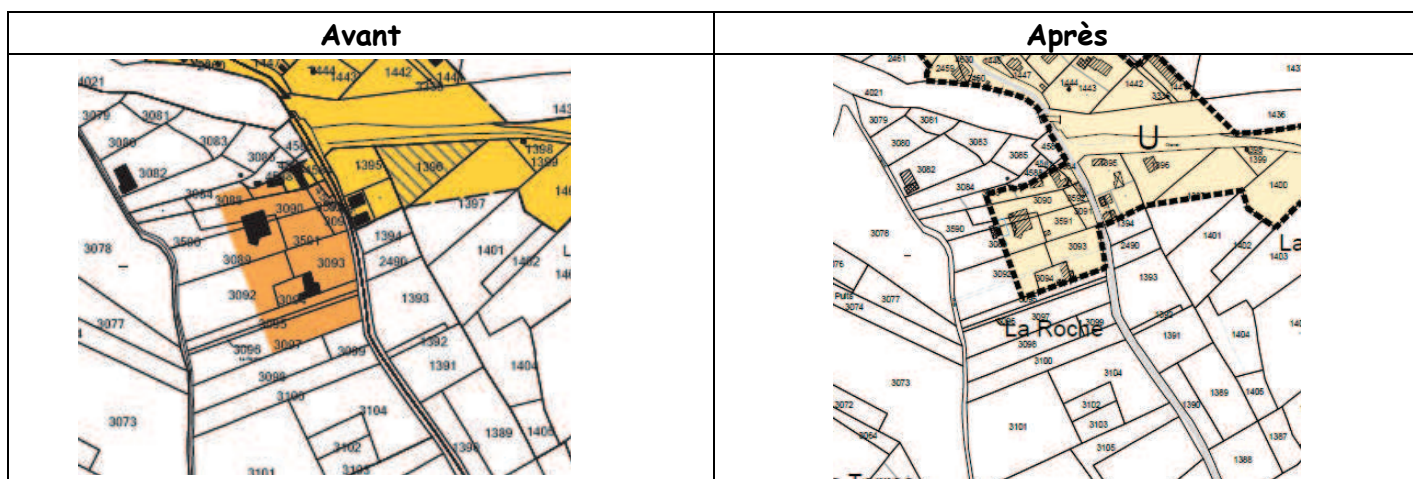


Dans la carte communale en vigueur, une zone non constructible a été laissée entre deux zones constructibles. Afin de les relier et de densifier le bourg, la parcelle A 1278 est mise en zone U. Le réseau d'assainissement s'arrête au Sud à l'angle de cette parcelle. L'ensemble de la parcelle sera desservi à partir d'un accès unique sur le chemin rural au Sud de la parcelle.

➔ suite à l'enquête publique et au regard des observations émises par les Personnes Publiques Associées la parcelle 1278 pour partie est finalement maintenue dans son classement initial, à savoir NC. (cf. compte-rendu du comité de pilotage du Mardi 17 Février 2015 joint en annexe).

➔ suite au contrôle de légalité et au refus de M. Sous-Préfet d'approuver le projet de Carte Communale cette zone U est réduite - parcelle n°1278 retirée de la zone U en intégralité (cf. compte-rendu de la réunion de concertation du 27 Novembre 2015 joint en annexe).

La Roche/ Combe de Milhac Est



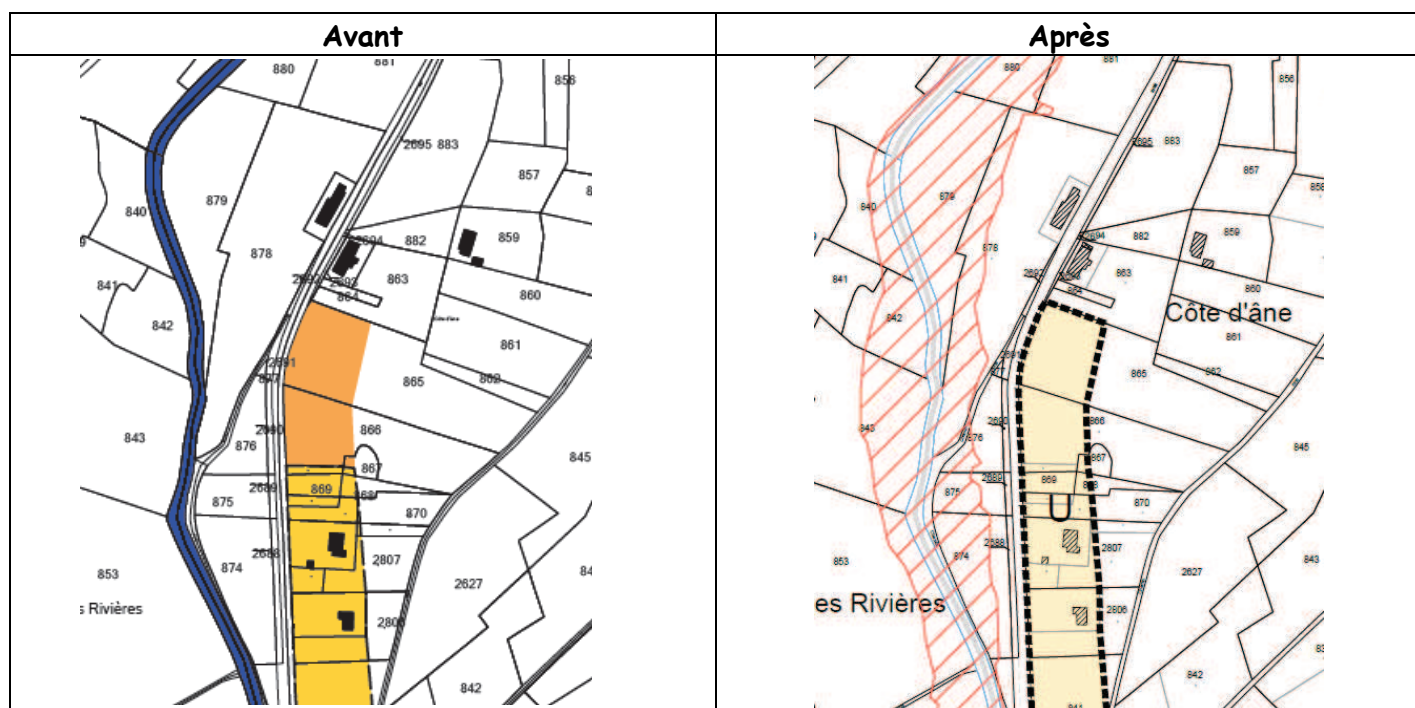
La zone U est étendue aux parcelles suivantes afin de densifier ce secteur: C 3088 en partie-3089 en partie-3090 en partie-3091-3092 en partie-3093-3094-3095 en partie-3096 en partie-3097 en partie -3590 en partie-3591-3592 et 4586.

Cette zone n'est pas visible depuis la voie verte.

➔ suite au contrôle de légalité et au refus de M. Sous-Préfet d'approuver le projet de Carte

Communale cette zone U est réduite - parcelles n°3095 à 3097 pour partie retirées de la zone U en intégralité (cf. compte-rendu de la réunion de concertation du 27 Novembre 2015 joint en annexe).

Route du Manet



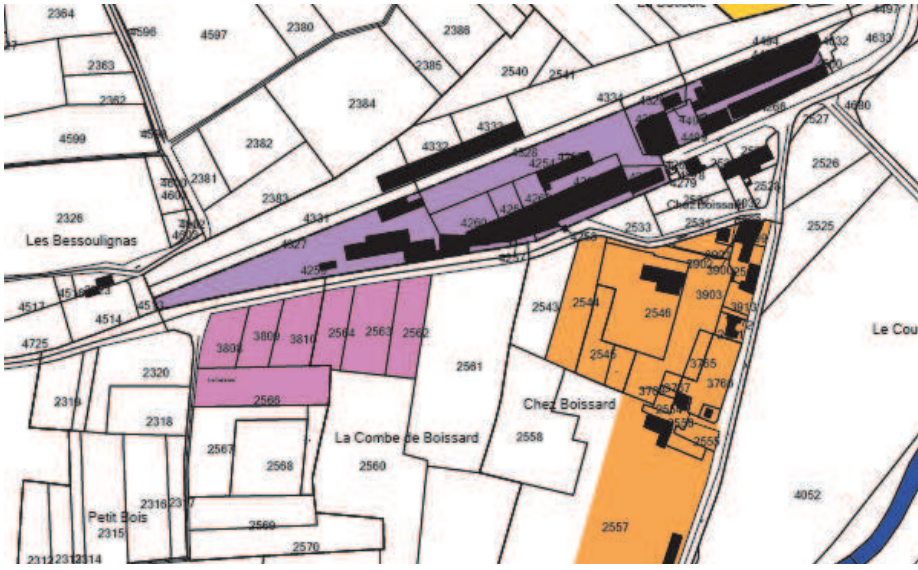
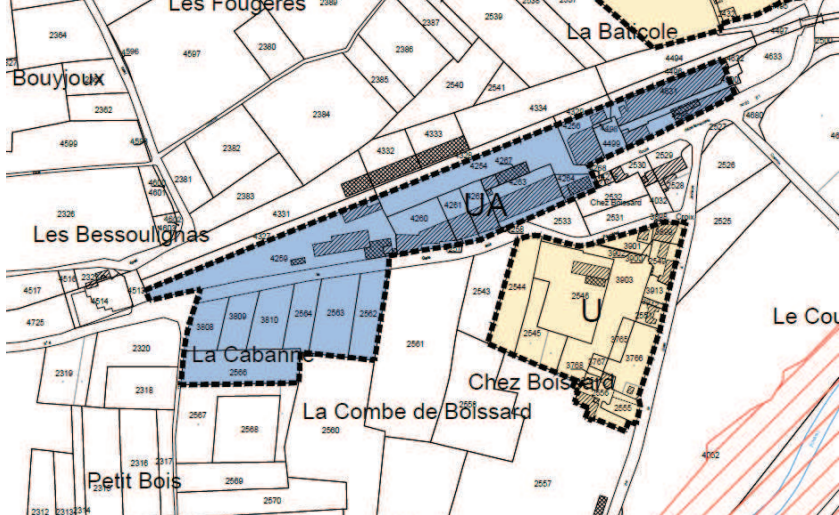
La zone constructible est étendue vers le nord pour rejoindre les constructions existantes et combler ainsi la dent creuse.

Une partie des parcelles B865-866-867 est donc classée en U.

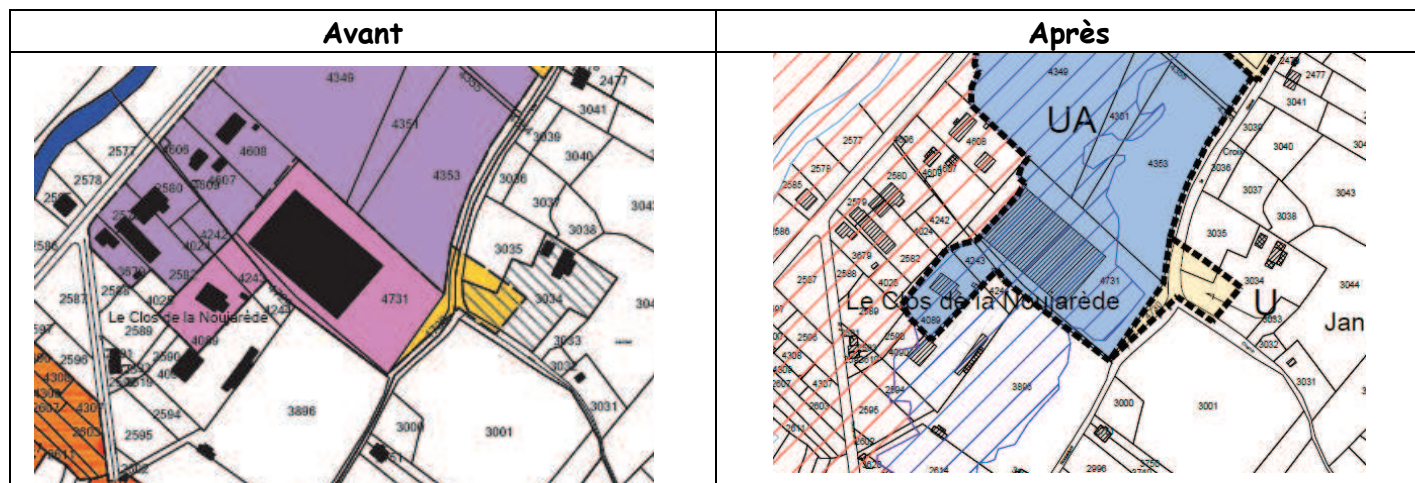
Récapitulatif des zones U ajoutées et espaces disponibles à la construction

Zones U ajoutées	Surface totale (ha)	Surface disponible à la construction (ha)
Nègrecombe	-0.15	-0.10
La Grange	+0.33	+0.07
Le Mandareaud	+0.52	-0.40
Côte d'Ane	+0.57	+0.57
Le Bourg	-7.49	+1.32
Terres Basses	-1.77	0.00
Font du Quart	-3.33	+0.30
Prés de la Font	-1.23	+0.16
Chez Boissard	+1.86	+0.85
Bois de la Dague	+0.78	+0.21
Terre des Vignes	+0.68	+0.62
TOTAL	-9.23	+3.60

- Création d'une zone UA

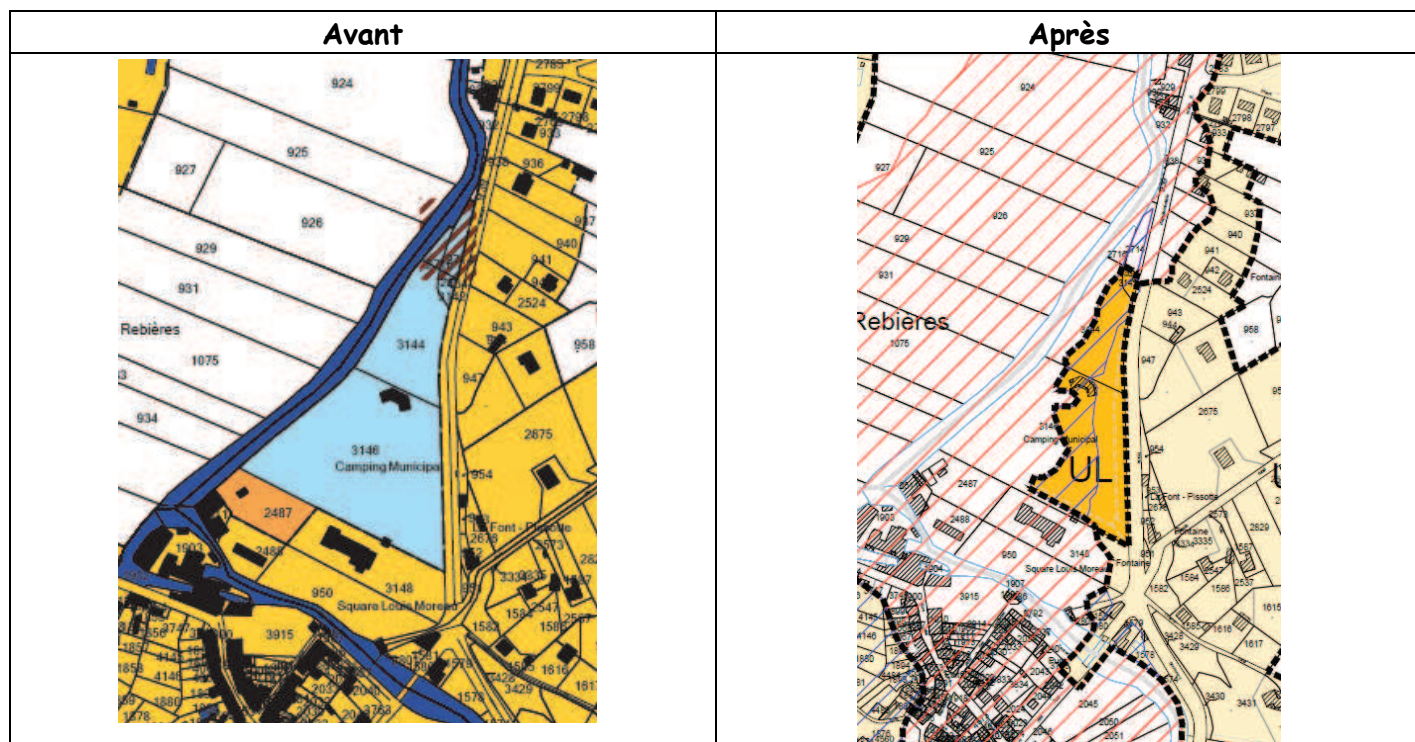
Avant	
	<p>Les zones destinées aux activités économiques sont complètes. Afin de permettre l'installation de nouvelles activités, la collectivité souhaite créer une zone UA à La Combe de Boissard en face de la zone existante. Cette zone représente 1.24 ha.</p>
Après	
	<p>Un espace tampon a été conservé entre cette zone et la zone U ajoutée à l'Est.</p>

- Correction d'erreurs ou d'oublis



Clos de Nougarède : La zone U englobant une entreprise est changée en zone UA (1.47 hectares).

➔ Un PPRI concernant la Dronne a été prescrit le 7 février 2012 et approuvé le 31 août 2015. Par conséquent, les zones constructibles du Clos de la Nougarède comprises dans la zone inondable sont reclassées en zone non constructible (NC) suite à enquête publique. En effet, la collectivité souhaite interdire les nouvelles constructions dans ces zones de façon à ne pas exposer davantage la population et les biens au risque inondation.



Camping :

- La parcelle B 2487 ne fait pas partie du camping, elle est classée en zone constructible U.
- Les parcelles B 2714 et 2716 ne font pas partie du camping donc la zone UL est supprimée et les parcelles deviennent non constructibles.

➔ Un PPRI concernant la Dronne a été prescrit le 7 février 2012 et approuvé le 31 août 2015. Par conséquent, les zones constructibles du Camping Municipal comprises dans la zone inondable sont reclassées en zone non constructible (NC) suite à enquête publique.

En effet, la collectivité souhaite interdire les nouvelles constructions dans ces zones de façon à ne pas exposer davantage la population et les biens au risque inondation.

**PARTIE 7 : MESURES POUR EVITER, REDUIRE
ET COMPENSER LES CONSEQUENCES
DOMMAGEABLES DE LA MISE EN OEUVRE DE LA
CARTE SUR L'ENVIRONNEMENT**

L'étude des incidences sur les caractéristiques environnementales a permis de démontrer que

- la carte communale n'a pas d'incidences significatives directes ou indirectes négatives sur l'environnement.
- la carte communale n'a pas d'incidences sur la ZNIEFF de type 1 Gorges de la Dronne, d'Arrivaux à Saint-Pardoux
- la carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière n'est pas susceptible d'avoir un effet notable sur l'une des espèces ou l'un des habitats à l'origine de la désignation des sites Natura 2000 « Réseau hydrographique de la Haute-Dronne » et « Vallée de la Nizonne » et il n'est pas susceptible de porter atteinte aux objectifs de conservation de ces sites.

En vu de limiter les impacts sur l'environnement, les principes suivants ont été pris en compte:

- Créer des zones constructibles dans des zones déjà urbanisées
- Privilégier le développement du Bourg et des villages desservis par l'assainissement collectif
- Créer des zones constructibles de façon à ne pas morceler les milieux naturels (dont les zones humides), à ne pas interrompre les corridors écologiques
- Créer des zones constructibles de façon à préserver l'activité agricole
- Créer des zones constructibles de façon à préserver le patrimoine bâti et le paysage
- Créer des zones constructibles en fonction de la présence et de la capacité des réseaux
- Créer des zones constructibles de façon à permettre l'installation d'activités économiques sur le territoire
- Créer des zones constructibles de façon à ne pas exposer la population aux risques
- Supprimer des zones constructibles comprises dans la zone inondable du futur PPRI de la Dronne
- Créer des zones constructibles de façon à préserver le site Natura 2000 « Réseau hydrographique de la Haute-Dronne »

PARTIE 8 : ANALYSE DES RESULTATS DE L'APPLICATION DE LA CARTE COMMUNALE

La carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans à compter de sa révision.

La collectivité doit donc définir des critères, des indicateurs et modalités pour suivre les effets de la carte sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.

La collectivité souhaite suivre l'évolution de la construction et vérifier qu'il n'y a pas d'incidences sur le site Natura 2000 Réseau hydrographique de la Haute-Dronne.

Les indicateurs retenus sont donc les suivants :

- Evolution de la consommation foncière : cela permet d'évaluer l'efficacité de l'ouverture à l'urbanisme et de connaître l'état des espaces disponibles à la construction.
- Pour connaître la consommation foncière, la collectivité peut se servir des permis de construire (localisation et surface).
- Qualité des rejets de la station d'épuration du Bourg : cet indicateur permet d'évaluer la qualité des rejets de la STEP et d'en suivre les évolutions. Il indique aussi l'impact potentiel de ces rejets sur le milieu et les efforts faits ou à faire par les collectivités sur ce point.
- Les rejets se font dans la Dronne en aval du site Natura 2000.

PARTIE 9 : RESUME NON TECHNIQUE

PARTIE 1: ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE

➤ LA POPULATION

La population a augmenté de 8,9% entre 1999 et 2010 pour atteindre 1185 habitants. Sur l'ensemble de la Communauté de Communes, Saint-Pardoux-la-Rivière est la commune qui a connu la plus forte évolution positive de la population sur cette période.

De 1975 à 1999, le solde migratoire ne comblait pas le solde naturel mais entre 1999 et 2010, il y a eu de nombreuses arrivées sur la commune, ce qui a permis d'avoir un taux de variation positif. La commune est donc attractive.

Entre 1999 et 2010, les classes d'âge des 0-14 ans, 45-59 ans et 75 ans ou plus ont augmenté. La population est donc vieillissante.

➤ LE LOGEMENT

En 2010, le parc de logements de la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière comptait 782 logements dont 558 résidences principales, 166 résidences secondaires et 58 logements vacants.

Le nombre de résidences principales a augmenté de 7,1% par rapport à 1999 et celui des résidences secondaires de 29,7%.

Le nombre de logements vacants a baissé de 9,4% par rapport à celui de 1999. La commune attire donc de nouveaux habitants qui s'installent dans des logements existants.

En 2010, 92% des logements sont des maisons. Le nombre d'appartements a plus que doublé entre 1999 et 2010, ce qui montre une diversification de l'offre de logements.

On dénombre 17 logements sociaux sur la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière : 11 appartiennent à l'HLM de Périgueux et 6 à la SA HLM Bergerac.

La commune s'occupe de 5 logements sociaux (presbytère et école).

Une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat a été lancée en 2008 sur le périmètre du Bassin Nontronnais dont fait partie la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière. Différents objectifs qualitatifs sont poursuivis sur le plan du marché local du logement, sur le plan social, sur le plan du développement durable et sur le plan économique et patrimonial.

Depuis l'approbation de la carte communale, environ 9 ha ont été consommés dans la zone U, ce qui représente 37 constructions neuves. La commune attire donc de nouveaux habitants et certains construisent une nouvelle habitation pour s'installer.

➤ LES EQUIPEMENTS

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière dispose :

- d'équipements scolaires : Regroupement Pédagogique Intercommunal avec Milhac-de-Nontron et Saint-Front-la-Rivière, relais d'assistantes maternelles Pays Nontronnais et garderie périscolaire.

- d'équipements sportifs : un terrain de football, deux terrains de pétanque dont un couvert, un terrain de tennis, un skate parc.
- d'équipements sanitaires et sociaux : un EHPAD, un cabinet médical de 3 médecins, un dentiste, un cabinet de kinésithérapie de 4 masseurs-kinésithérapeutes, un cabinet de 3 infirmières, deux pharmacies, projet de maison médicale
- d'équipements socioculturels : une salle polyvalente, un centre de loisirs sans hébergement et 21 associations.

La collecte des ordures ménagères est gérée par le SMCTOM de Nontron (Syndicat Mixte de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères).

La déchetterie de Saint-Pardoux-la-Rivière se situe au lieu-dit Les Bessoulignas.

L'exploitation et la gestion du réseau sont confiées au Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable La Chapelle- Faucher- Cantillac.

La commune a élaboré son schéma d'assainissement en 2006. Celui-ci avait pour objectif :

- d'établir le bilan de l'assainissement communal, non collectif et collectif,
- de choisir le mode d'assainissement compatible avec les caractéristiques de la commune:
 - Pour évacuer rapidement et sans stagnation hors des habitations les eaux usées, pour éviter les odeurs et les risques sanitaires.
 - Pour traiter toutes les eaux usées afin de ne pas contaminer le milieu récepteur et protéger l'environnement (étang de pêche, terrain agricole...)

Dans le cadre du schéma d'assainissement, l'étude des sols a permis de définir l'aptitude des sols à l'épuration et à la dispersion des effluents et de préciser les dispositifs à mettre en place dans le cadre de l'assainissement non-collectif.

L'analyse de l'habitat a permis de dégager les habitations présentant des contraintes physiques liées à la structure de l'habitat pour la réhabilitation d'un assainissement non- collectif conforme à la réglementation.

L'habitat dispersé est peu contraignant. Généralement la superficie des terrains est grande, hormis dans le bourg. Ailleurs, l'occupation des sols la plus fréquente est la présence de jardins cultivés.

Les secteurs qui apparaissent les plus contraignants sont :

- Lapeyronnie
- Puypelat
- Negrecombe
- Jamaye
- Langlade
- Puy d'Arnac
- La Font du Prince
- Brin
- Le Maine
- Les Combes

Le Conseil Municipal a décidé de retenir comme zones susceptibles de bénéficier ultérieurement d'un assainissement collectif en dehors des zones déjà collectées et traitées, le secteur du Bourg, la Noujadère, le Clos, une partie des hameaux suivants :

- Lapeyronnie,
- Puypelat,
- Les Reclauds.

Les travaux ont été réalisés.

Dans de la révision de la carte communale, la collectivité prévoit de développer le village de Puypelat. Elle envisage d'étendre le réseau d'assainissement collectif pour desservir les nouvelles constructions.

La commune compte deux stations d'épuration. La SARL Conseils Etudes Environnement réalise actuellement une étude de diagnostic des systèmes d'assainissement du Bourg de Saint-Pardoux-la-Rivière. Cette étude a permis de décrire la station d'épuration, d'identifier les problèmes et dysfonctionnements et d'identifier les effluents collectés. Ensuite, des solutions seront recherchées pour améliorer le stationnement de la station d'épuration.

Le réseau d'électrification est géré par Transport Electricité de France.

La commune dispose de 19 poteaux incendie répartis dans le Bourg, à Lapeyronnie, à Chaumeille, à Puypelat, aux Combes et à La Noujarède. De plus, un poteau incendie sera installé en juillet 2013 de façon à desservir le secteur de la Plaine du Couvent.

➤ LES ACTIVITÉS

En 2010, le nombre d'actifs recensés sur la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière est de 417. Entre 1999 et 2010, le chômage a diminué ; il est passé de 9,1% à 6,6%.

Les activités commerciales et industrielles de la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière se concentrent essentiellement sur le centre bourg. On trouve :

- 24 commerces et services
- 19 artisans et industries

Au niveau des emplois, les commerces, artisans et industries présents sur la commune constituent des employeurs potentiels et la commune est proche de bassins d'emploi.

Le tourisme est présent et la commune compte plusieurs hébergements et restaurants. Les activités touristiques sont la promenade, la pêche...

On recense 5 exploitations agricoles situées à Lapeyronnie, à Nègrecombe, à Brin et aux Roches.

PARTIE 2: PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT

La révision de la carte communale a été prescrite par la Communauté de Communes du Périgord Vert qui a pour ambition de former un espace de solidarité entre communes membres afin d'élaborer un projet commun de développement et d'aménagement de son territoire.

Au fur et à mesure de ses moyens budgétaires, la CCPV a procédé à des travaux d'aménagement dans les différents bourgs de la Communauté. Elle a également fait le choix d'une politique de stimulation du Tourisme avec de nombreuses réalisations axées sur le tourisme vert. Elle s'engage également à soutenir les actions en faveur de l'enfance et l'adolescence avec un centre de loisirs intercommunal et des garderies périscolaires sur le territoire. La protection de l'environnement est aussi une des compétences que la CCPV a décidé d'exercer. Ce choix correspond à une volonté d'agir pour la protection de son milieu naturel.

En matière d'urbanisme, la Communauté de Communes du Périgord Vert souhaite :

- Accueillir de nouveaux habitants et donc permettre l'implantation de nouvelles constructions
- Maintenir les activités économiques présentes sur le territoire et permettre l'accueil de nouvelles entreprises
- Conforter, maintenir et développer les équipements touristiques

➤ PERSPECTIVES DEMOGRAPHIQUES

Trois hypothèses de calcul sur les perspectives démographiques peuvent être proposées :

- H1= Hypothèse faible indiquant une relative stabilité H1 = + 0,1%
- H2 = Hypothèse moyenne H2 = + 0,5%
- H3 = Hypothèse forte H3 = + 1%

Hypothèses	Population 2010	Estimation 2015	Estimation 2020
H1 = + 0,1%	1185	1191	1197
H2 = + 0,5%	1185	1215	1244
H3 = + 1%	1185	1244	1304

Au vu de la dynamique de la commune (implantation récente d'un supermarché, projet de maison médicale, évolution récente de la construction...), l'hypothèse retenue est la troisième soit une hausse de 119 habitants d'ici 2020.

➤ PERSPECTIVES EN MATIÈRE D'HABITAT

Depuis l'approbation de la carte communale, il y a eu 37 constructions neuves soit une surface consommée de 9 ha environ.

En prenant en compte cette consommation d'espaces et les zones supprimées lors de la révision suite à l'élaboration du PPRI Dronne, il reste actuellement 16.02 ha disponibles à la construction.

La collectivité souhaite accueillir 119 habitants supplémentaires d'ici 2020.

Ainsi, si on prend le nombre moyen de personnes par foyer en 2010 (2), il faut 60 constructions nouvelles pour ces nouveaux habitants.

La surface parcellaire moyenne étant de 2000 m², cela représente un besoin de 12ha.

A cette superficie, il convient d'appliquer un coefficient de viabilisation et de sécurité de 2 afin de prévenir l'indisponibilité des terrains et de laisser le choix aux acquéreurs. La surface corrigée est donc de 24 ha.

Afin de satisfaire les besoins énoncés, la collectivité souhaite réviser la carte communale pour ouvrir de nouveaux secteurs constructibles. Elle souhaite que ces secteurs soient déjà desservis par les réseaux pour des raisons économiques mais aussi pour limiter la consommation d'espaces isolés.

Parmi les espaces disponibles à la construction, certains terrains à vendre ne trouvent pas preneurs et on remarque aussi une rétention foncière importante. La collectivité souhaite cependant les maintenir en zone constructible car les terrains concernés sont compris dans les limites actuelles du Bourg et des villages qu'elle souhaite densifier.

Par conséquent, la surface disponible à la construction proposée dans le cadre de la révision (23,43 ha environ) est égale aux besoins estimés : la commune souhaite proposer une offre diversifiée de terrains que ce soit en termes de localisation (Bourg, villages), en termes de superficie, en termes d'exposition, en termes de morphologie et de nature des sols, en termes paysager....

La Communauté de Communes du Périgord Vert constate une forte demande de retraités qui veulent s'installer mais aussi d'actifs travaillant à Nontron. De plus, on rappelle que la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière est la commune qui a accueilli le plus de constructions neuves et donc d'habitants au sein de la Communauté de Communes du Périgord Vert ces dernières années.

➤ PERSPECTIVES EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière accueille des activités commerciales, artisanales et industrielles. Ces dernières constituent des employeurs potentiels et la commune est proche de plusieurs bassins d'emploi.

La révision permettra de classer l'entreprise au Clos de Noujarède en zone UA (zone réservée aux activités économiques). Celle-ci a été placée en zone constructible U dans la carte communale en vigueur.

La révision porte également sur la création d'une zone destinée aux activités économiques à Boissard vu que les zones existantes sont complètes.

En termes de développement économique, la collectivité souhaite maintenir toutes les activités économiques présentes sur le territoire et accueillir de nouvelles activités.

De plus, la collectivité a veillé à préserver les terrains et les hameaux agricoles.

PARTIE 3: ARTICULATION DE LA CARTE COMMUNALE AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME ET PLANS ET PROGRAMMES

La carte communale doit être compatible avec :

- la Charte du Parc Naturel Régional Périgord-Limousin
- les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis du SDAGE Adour-Garonne

De plus, les SAGE Isle-Dronne et Charente sont en cours d'élaboration.

➤ LA CHARTE DU PNR PÉRIGORD-LIMOUSIN

Le Parc Naturel Régional « Périgord-Limousin » se situe à cheval sur le Limousin et l'Aquitaine. Il s'étend sur 50 communes en Dordogne et 28 communes en Haute-Vienne.

Les communes ont signé la Charte du Parc Naturel Régional. Celle-ci concrétise le projet de protection et de développement du territoire pour 12 ans. Elle fixe les objectifs à atteindre, les orientations de protection, de mise en valeur et de développement du Parc et les mesures qui lui permettent de les mettre en œuvre. La Charte 2010-2022 propose 5 axes déclinés en 15 orientations et 51 mesures.

La carte communale est compatible avec ces dispositions.

➤ SDAGE Adour-Garonne

Le SDAGE Adour-Garonne adopté le 16 novembre 2009 et approuvé le 1^{er} décembre 2009 par le Préfet coordonnateur de bassin fixe pour son bassin hydrographique dont fait partie le bassin versant de la rivière Dordogne, les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans l'intérêt général et dans le respect de la loi sur l'eau.

Six orientations fondamentales ont été définies par le SDAGE 2010-2015 :

- Créer les conditions favorables à une bonne gouvernance
- Réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques
- Gérer durablement les eaux souterraines et préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides
- Assurer une eau de qualité pour les activités et usages respectueux des milieux aquatiques
- Maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique
- Privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière est concernée par quatre masses d'eau rivière et quatre masses d'eau souterraine dont les objectifs fixés par le SDAGE sont les suivants :

Code masse d'eau	Nom masse d'eau	Objectif état global	Objectif état écologique	Objectif état chimique
FRFR29	La Dronne de sa source au confluent du Manet (inclus)	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2015
FRFR32	La Dronne du confluent du Manet au confluent de la Côte	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2015
FRFRR29_4	Le Manet	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2015
FRFRR32_1	Ruisseau de Chantres	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2015
FRFG002	Socle BV Haut Bandiat et Tardoire secteur hydro r1	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2015
FRFG003	Calcaires jurassiques BV Isle-Dronne secteurs hydro p6-p7	Bon état 2027	Bon état 2015	Bon état 2027
FRFG004	Socle BV Isle-Dronne secteurs hydro p6-p7	Bon état 2015	Bon état 2015	Bon état 2015
FRFG078	Sables, grés, calcaires et dolomies de l'infra-toarcien	Bon état 2027	Bon état 2015	Bon état 2027

La carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière est compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Adour-Garonne.

➤ **SAGE Isle Dronne**

L'arrêté fixant le périmètre d'élaboration du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Isle-Dronne a été signé le 17 mai 2011. Il indique que :

- le périmètre d'élaboration du SAGE Isle-Dronne correspond aux bassins hydrographiques de l'Isle et de la Dronne
- la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière est entièrement incluse dans le périmètre
- la préfète de Dordogne est chargée du suivi de la procédure d'élaboration du SAGE
- le SAGE Isle Dronne doit être élaboré avant fin 2015

L'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2011 porte sur la création de la commission locale de l'eau (CLE) pour ce SAGE.

➤ **SAGE Charente**

L'arrêté interpréfectoral fixant le périmètre d'élaboration du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Charente a été signé le 18 avril 2011. Il indique que :

- la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière est partiellement comprise dans le périmètre d'élaboration du SAGE Charente
- le préfet de la Charente est responsable de la procédure d'élaboration et du suivi de ce SAGE

L'arrêté préfectoral du 7 juin 2011 porte sur la création de la commission locale de l'eau (CLE) pour ce SAGE.

PARTIE 4: ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

➤ LE CADRE NATUREL

La spécificité de Saint-Pardoux-la-Rivière est de se situer au contact de roches variées : d'une part les roches cristallines du socle hercynien du Massif Central, et d'autre part les roches sédimentaires de l'ère secondaire du Bassin Aquitain.

Un relief particulier découle de ces spécificités géologiques. Les altitudes sont légèrement plus élevées au nord-est (308 m dans la forêt à côté de Chatenet) qu'au sud (150 m au cœur du village de Saint-Pardoux-la-Rivière) avec des plateaux dans le socle cristallin, et un relief plus mouvementé dans les roches sédimentaires.

Le territoire communal est sillonné par plusieurs cours d'eau :

- La Dronne : C'est un cours d'eau réservé et classé.
- Le Manet : long de 9,6 km, il traverse les communes de Saint-Pardoux-la-Rivière, Champs-Romain et Saint-Saud-Lacoussière avant de se jeter dans la Dronne
- Ruisseau de Chantres : long de 5,3 km, il traverse les communes de Milhac-de-Nontron et Saint-Pardoux-la-Rivière avant de se jeter dans la Dronne
- Ruisseau de Larret : long de 1,3 km, il traverse Saint-Pardoux-la-Rivière et se jette dans la Dronne
- Ruisseau de Lachenaud : long de 1,8 km, il traverse Saint-Pardoux-la-Rivière et se jette dans le Manet

La préservation des zones humides (notamment celles inventoriées par EPIDOR) est prise en considération comme le demande le PNR Périgord-Limousin.

➤ LE PATRIMOINE NATUREL ET ARCHITECTURAL

- Natura 2000

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière est concernée en partie (187 hectares) par le site Natura 2000 FR7200809 « Réseau hydrographique de la Haute-Dronne ».

Il abrite les espèces et habitats d'intérêt communautaire suivants :

Code N 2000	Habitats
3110	Gazons amphibies vivaces
3130	Gazons amphibies acidiphiles à Renoncule flammette et Jonc bulbeux
3140	Végétation des eaux oligo-mésotrophes acides à neutres à <i>Chara</i> et <i>Nitella</i>
3150	Végétation des eaux stagnantes à Lenticule mineur
3260	Végétation fixée des eaux courantes acides oligotrophes
4020*	Lande humide à Ajonc nain et Bruyère ciliée
4030	Lande sèche atlantique à Ajonc nain et Bruyère cendrée
6230*	Pelouses vivaces atlantiques acidiphiles à acidiphiles
6410	Prairies acidiphiles à Molinie bleue
6430	Mégaphorbiaies hydrophiles
6510	Pelouses maigres de fauche
7110*	Tourbières à Bruyères à quatre angles
7140	Tourbière de transition acidiphile à Sphaignes et Laïche ampoulée
7150	Végétation pionnière des tourbières dénudées à Rhynchospora blanc
9120	Hêtraie-chênaie acidiphile du collinéen inférieur
9130	Chênaie-hêtraie collinéenne acidiphile à Jacinthe des bois
91D0*	Boulaie pubescente oligotrophe à Sphaignes et Molinie bleue
91E0*	Aulnaie-frênaie riveraine collinéenne à Houblon

Code N 2000	Espèces
1831	Flûteau nageant
1029	Moule perlière
1092	Ecrevisse à pattes blanches
1096	Lamproie de Planer
1163	Chabot
1044	Agrion de Mercure
1355	Loutre d'Europe
1060	Cuivré des marais
1065	Damier de la Succise
1193	Sonneur à ventre jaune
1083	Lucane cerf-volant
1303	Petit Rhinolophe
1308	Barbastelle d'Europe
1323	Murin de Bechstein
1307	Petit Murin
1324	Grand Murin

L'enjeu premier du site Natura 2000 est la moule perlière.

La commune limitrophe Sceau-Saint-Angel est concernée en partie par le site Natura 2000 FR7200663 « Vallée de la Nizonne ». Le bassin versant de la Nizonne ne s'étend pas sur la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière.

- Les ZNIEFF

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière recense une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique : Gorges de la Dronne, d'Arrivaux à Saint-Pardoux.

L'intérêt du site repose sur :

- la tranquillité de la faune sur les versants abrupts inaccessibles et peu anthropisés
- la qualité du cours d'eau classé en 1ère catégorie
- la flore des prairies et des gorges avec des espèces atlantiques et montagnardes
- la diversité des fougères dont certaines sont rares au niveau régional

- Les monuments protégés

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière compte un monument protégé au titre des Monuments Historiques : une fenêtre de l'Hôtel des Voyageurs. Celui-ci se situe dans le bourg (Grande Rue de la Barre).

- Les sites archéologiques et zones sensibles

A Saint-Pardoux-la-Rivière, on peut voir d'importantes constructions du XIII^{ème} siècle comme les restes d'un couvent de Dominicaines établi par testament par la Vicomtesse Marguerite de Bourgogne, dite l'Enragée, pour racheter ses cruautés. La vie du bourg fut liée pendant 5 siècles à l'existence de ce couvent fort riche, pour dames nobles ruinées. L'ordre fût dispersé et ses biens vendus ou pillés lors de la Révolution.

On peut également voir un campement datant du Paléolithique supérieur à la Font du Prince et du mobilier lithique datant de la Préhistoire à Puy d'Arnac.

Il y a une zone de protection archéologique sur la commune : l'église (silos médiévaux).

- Les monuments non protégés

- Les maisons fortes à Beaumont et au Petit Villars
- Le couvent des Dominicaines
- Le viaduc SNCF qui est une sorte de porte d'entrée de la ville en provenance de Brantôme
- Le petit patrimoine dont le plus remarquable est le lavoir du bourg

➤ L'URBANISATION

Les principales voies de communication qui traversent la commune sont les routes départementales : D 83 E et D 707, qui traversent d'Est en Ouest et D 83 qui traverse du Nord au Sud.

Les villages se sont concentrés dans les fonds de vallées et sur les coteaux. Les hameaux isolés se sont implantés sur les plateaux. L'urbanisation récente correspond à des maisons individuelles qui se développées de façon linéaire à l'Est du bourg surtout ou de maisons isolées synonymes de mitage de l'espace naturel et agricole.

➤ LE PAYSAGE

La notion de paysage a été définie par la convention européenne comme une partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations.

D'après le PPRI de Gestion de l'Espace de la Communauté de Communes du Périgord-Vert, la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière est concernée par les unités paysagères : Périgord-Vert cristallin et Périgord-Vert calcaire.

➤ LES RISQUES ET LES NUISANCES

Deux risques majeurs sont recensés:

- le risque inondation : un Plan de Prévention de Risques Inondations a été approuvé le 31 août 2015.
- le risque retrait-gonflement des argiles

Outre ce risque, la commune est soumise au risque termites, au risque sismique (risque faible) et l'aléa feu de forêt varie de faible à fort sur le territoire communal.

On recense deux ICPE agricoles et deux ICPE industrielles.

9 sites BASIAS ont été recensés.

6 cavités souterraines sont recensées par le BRGM.

PARTIE 5 : INCIDENCES NOTABLES DE LA MISE EN ŒUVRE

➤ INCIDENCES SUR LES CARACTERISTIQUES ENVIRONNEMENTALES DE LA COMMUNE

La révision de la carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière prend en compte les différents paramètres environnementaux caractéristiques du territoire, de façon à les préserver et à les concilier avec les objectifs de développement : qualité des paysages (vallée de la Dronne, points de vue ...), qualité du patrimoine bâti (bourg, silhouettes pittoresques).

Ces objectifs de développement ont pour base le souhait de conserver l'identité du village tout en permettant son développement.

- Impacts sur l'hydrologie

Le territoire communal est principalement situé sur les bassins versants de l'Isle et de la Dronne. Les surfaces qui feront l'objet d'aménagements occupent une faible partie du territoire communal et sont situées dans des zones déjà urbanisées ; l'impact de la carte communale sur les nappes sera donc faible.

L'impact des eaux de ruissellement concernera les zones appelées à se densifier. L'augmentation des surfaces imperméabilisées aura une incidence sur la qualité et le volume d'eaux pluviales ; toutefois, celle-ci reste faible au vu de la surface ouverte à l'urbanisation.

Le zonage de la carte communale tient compte du zonage d'assainissement de manière à mettre en accord les objectifs de développement de l'habitat et les mesures prises en termes d'assainissement des eaux usées.

Plusieurs zones constructibles ajoutées lors de la révision pourront être reliées au réseau d'assainissement collectif :

- Puypelat : la collectivité envisage le développement de ce village en prévoyant d'étendre le réseau existant pour desservir les nouvelles constructions.
- Terre des Vignes : la zone est reliée à la station d'épuration
- Dans le bourg, les zones du Puy Barrot, de Prés la Font et du Queyroi sont desservies en assainissement collectif.

La SARL Conseils Etudes Environnement réalise actuellement une étude de diagnostic des systèmes d'assainissement du Bourg de Saint-Pardoux-la-Rivière.

Cette étude a permis de décrire la station d'épuration, d'identifier les problèmes et dysfonctionnements et d'identifier les effluents collectés.

Ensuite, des solutions seront recherchées pour améliorer le stationnement de la station d'épuration.

Pour les autres zones constructibles ajoutées (habitat et activités économiques), il n'y a pas de contraintes liées à l'assainissement autonome.

- Impacts sur les milieux naturels ou agricoles voués à l'urbanisation

Ces milieux sont composés de milieux naturels ordinaires tels que des prairies et des bois dans des secteurs déjà urbanisés.

Les zones constructibles ne morcellent pas les milieux naturels ni n'interrompent les corridors biologiques.

La commune compte actuellement 5 exploitations agricoles situées dans les villages de Lapeyronnie, Nègrecombe, Brin et Les Roches.

Pour les villages de Lapeyronnie et Nègrecombe, les zones constructibles ajoutées lors de la révision sont situées à plus de 100 mètres des bâtiments agricoles. Les villages de Brin et Les Roches sont maintenus en zone inconstructible.

De manière générale, les zones constructibles (habitat et activités économiques) respectent une distance minimale de 100 mètres avec un bâtiment agricole. La collectivité a décidé d'appliquer cette règle de réciprocité à tous les bâtiments agricoles (Règlement Sanitaire Départemental ou ICPE) afin de permettre le maintien et l'extension des exploitations agricoles.

La collectivité a veillé à préserver les grands ensembles agricoles et s'est assuré que la mise en zone constructible de terrains agricoles n'avait pas d'incidences sur la pérennité des exploitations.

Pour les zones de La Grange, Terre des Vignes, Puyelat et route de Nontron, les propriétaires exploitants vendent leurs terrains ou sont bientôt à la retraite et il n'y a pas de repreneurs.

Les zones constructibles ajoutées sont dans l'enveloppe ou en continuité du bourg, des villages et des hameaux. La carte communale a été élaborée et révisée en évitant le mitage.

Lors de la révision, des zones constructibles ont été supprimées au Moulin de Natassat et au Près la Font car elles sont situées en zone inondable du PPRI de la Dronne. Par conséquent, les terrains agricoles resteront en l'état et ne seront pas construits.

De manière générale, la carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière aura une faible incidence sur l'activité agricole.

- Impacts sur le patrimoine historique et paysager

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière compte un élément protégé au titre des Monuments Historiques : une fenêtre de l'Hôtel des Voyageurs.

Seule une partie de la zone constructible ajoutée aux Bois du Puy Barrot se trouve dans le périmètre de 500 mètres ; les autorisations d'urbanisme seront soumises à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

La collectivité dispose d'un cahier de recommandations architecturales et paysagères qui permet une meilleure intégration des constructions nouvelles.

Le paysage est constitué d'éléments visibles et d'éléments perceptibles. La perception qu'un observateur a d'un lieu est souvent personnelle. Tout élément nouveau est susceptible d'en transformer la perception.

L'impact sur le paysage d'un aménagement urbain destiné à de l'habitat ou à l'activité économique peut être plus ou moins fort, principalement en raison de la grandeur que revêtent les projets et de l'environnement dans lequel ils vont s'établir.

La perception de chaque nouvelle zone urbaine sera différente pour les usagers et ceux traversant occasionnellement le territoire dans lequel elle s'inscrit. Ainsi, l'individu confronté quotidiennement à ces nouveaux aménagements les intégrera progressivement comme nouvel élément référent dans son paysage. Celui qui traverse épisodiquement le territoire découvre un paysage transformé qui ponctue les espaces successifs qu'il rencontre.

L'accoutumance du regard porté sur les futurs aménagements sera donc variable en fonction de la sensibilité de chacun.

L'extension des zones d'habitat futures ne porte pas atteinte aux paysages caractéristiques de la commune (collines aux amples vallonnements couvertes de forêts et Vallée de la Dronne).

La volonté de la collectivité a été de conforter le bourg et de densifier plusieurs villages.

Ces zones passeront d'un état de milieux naturels à un état urbanisé. Toutefois, elles sont situées dans des espaces déjà urbanisés donc l'impact visuel ne sera pas important. De plus, les constructions s'échelonneront dans le temps donc l'évolution du paysage ne sera pas brutale.

Une zone d'activités a été créée en face de la zone existante. Le paysage de cette zone sera donc modifié et formera une unité avec la zone existante.

- Impacts sur les réseaux et infrastructures

Les réseaux seront gérés en concertation étroite avec leur gestionnaire respectif.

Il est possible que des coupures de réseaux (eau, électricité...) très temporaires soient nécessaires pendant la durée des travaux (enfouissement, ...) d'aménagement et d'urbanisation.

Le réseau d'assainissement accueillera de nouveaux branchements. De plus, la collectivité envisage d'étendre le réseau d'assainissement collectif à Puypelat afin de desservir les constructions de la zone constructible ajoutée lors de la révision.

Le réseau d'alimentation en eau potable est suffisant pour alimenter les nouvelles constructions et installations.

Le réseau d'électricité est présent dans toutes les zones constructibles et en capacité suffisante pour alimenter les nouvelles constructions et installations.

La défense incendie est assurée dans les secteurs ouverts à l'urbanisation.

L'arrivée de nouveaux habitants augmentera la production de déchets au moment des travaux (déchets du BTP) puis de façon permanente (déchets ménagers).

Les zones constructibles sont situées le long des circuits de collecte actuels ; ils ne seront donc pas changés mais le volume à collecter sera légèrement plus élevé.

La carte communale a plusieurs incidences sur le transport routier :

- une légère incidence temporaire de perturbation du trafic routier aux cours des travaux inhérents à l'aménagement des zones constructibles

- une légère augmentation du trafic routier à destination de ces nouvelles zones constructibles mais qui sera réparti sur plusieurs voies.

- Impacts sur les activités économiques

Lors de la révision de la carte communale, une zone UA (zone destinée aux activités économiques) a été créée pour permettre l'implantation de nouvelles entreprises.

De plus, l'entreprise située au Clos de Noujarède a été reclassée en UA.

La commune compte actuellement 5 exploitations agricoles situées dans les villages de Lapeyronnie, Nègrecombe, Brin et Les Roches.

Pour les villages de Lapeyronnie et Nègrecombe, les zones constructibles ajoutées lors de la révision sont situées à plus de 100 mètres des bâtiments agricoles. Les villages de Brin et Les Roches sont maintenus en zone inconstructible.

De manière générale, les zones constructibles (habitat et activités économiques) respectent une distance minimale de 100 mètres avec un bâtiment agricole. La collectivité a décidé d'appliquer cette règle de réciprocité à tous les bâtiments agricoles (Règlement Sanitaire Départemental ou ICPE) afin de permettre le maintien et l'extension des exploitations agricoles.

La collectivité a veillé à préserver les grands ensembles agricoles et s'est assuré que la mise en zone constructible de terrains agricoles n'avait pas d'incidences sur la pérennité des exploitations.

Pour les zones de La Grange, Terre des Vignes, Puyelat et route de Nontron, les propriétaires exploitants vendent leurs terrains ou sont bientôt à la retraite et il n'y a pas de repreneurs.

Les zones constructibles ajoutées sont dans l'enveloppe ou en continuité du bourg, des villages et des hameaux. La carte communale a été élaborée et révisée en évitant le mitage.

Lors de la révision, des zones constructibles ont été supprimées au Moulin de Natassat et au Près la Font car elles sont situées en zone inondable du PPRI de la Dronne. Par conséquent, les terrains agricoles resteront en l'état et ne seront pas construits.

De manière générale, la carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière aura une faible incidence sur l'activité agricole.

- Impacts sur les risques et les nuisances

En ouvrant les nouvelles zones constructibles, la collectivité a veillé à ne pas exposer la population à des risques.

Les zones ajoutées ne sont pas situées dans les zones inondables. Des zones constructibles concernées par le PPRI approuvé en 2015 de la Dronne ont été supprimées.

Les futurs constructeurs seront informés du risque retrait-gonflement des argiles et se verront conseillé pour réduire au maximum le risque.

La création de nouvelles zones constructibles sera à l'origine dans ces secteurs d'une augmentation de trafic dont les deux impacts majeurs porteront sur la qualité de l'air et sur le bruit. Toutefois, les zones constructibles ajoutées étant de faibles superficies, le nombre de constructions par secteur sera faible donc l'impact sera très limité.

<p>Il résulte de cette analyse que la carte communale n'a pas d'incidences significatives directes ou indirectes négatives sur l'environnement.</p>
--

➤ INCIDENCES DE LA CARTE COMMUNALE SUR LES ZONES REVETANT UNE IMPORTANCE PARTICULIERE POUR L'ENVIRONNEMENT

❖ La ZNIEFF de type 1 Gorges de la Dronne, d'Arrivaux à Saint-Pardoux

En matière d'urbanisme ou de construction, la carte communale ne constituerait une menace sur les espèces et milieux présents que si elle :

- portait atteinte aux milieux aquatiques (pollution)
- détruisait les milieux forestiers et pastoraux
- détruisait les espèces végétales
- portait atteinte aux espèces faunistiques des versants abrupts

Le périmètre de la ZNIEFF est en zone inconstructible. Par conséquent, la carte communale n'aura pas d'incidences sur les milieux forestiers et pastoraux ni sur les espèces végétales (pas de destruction ni de fragmentation). De plus, les espèces faunistiques ne seront ni détruites ni dérangées.

Les zones constructibles ajoutées lors de la révision se trouvent en aval de cette ZNIEFF donc il n'y aura pas d'incidences sur le cours d'eau dans la partie concernée par cette ZNIEFF (eaux pluviales et eaux usées).

Globalement, la carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière n'aura pas d'incidences sur le reste du cours d'eau et donc sur les espèces piscicoles puisque :

- L'impact des eaux de ruissellement concernera les zones appelées à se densifier. L'augmentation des surfaces imperméabilisées aura une incidence sur la qualité et le volume d'eaux pluviales ; toutefois, celle-ci reste faible au vu de la surface ouverte à l'urbanisation.
- Le zonage de la carte communale tient compte du zonage d'assainissement de manière à mettre en accord les objectifs de développement de l'habitat et les mesures prises en termes d'assainissement des eaux usées.
- Plusieurs zones constructibles ajoutées lors de la révision pourront être reliées au réseau d'assainissement collectif.

Le zonage de la carte communale tient compte du zonage d'assainissement de manière à mettre en accord les objectifs de développement de l'habitat et les mesures prises en termes d'assainissement des eaux usées.

La SARL Conseils Etudes Environnement réalise actuellement une étude de diagnostic des systèmes d'assainissement du Bourg de Saint-Pardoux-la-Rivière.

Cette étude a permis de décrire la station d'épuration, d'identifier les problèmes et dysfonctionnements et d'identifier les effluents collectés.

Ensuite, des solutions seront recherchées pour améliorer le stationnement de la station d'épuration.

- Les autres zones sont situées dans des secteurs où il n'y a pas de contraintes liées à l'assainissement autonome.

La carte communale n'a donc pas d'incidences sur cette ZNIEFF.

❖ Site Natura 2000 « Réseau hydrographique de la Haute-Dronne »

Comme son nom l'indique, ce site Natura 2000 concerne la vallée de la Dronne. Il comprend la Dronne et ses affluents dans la partie située au Nord et à l'Est du Bourg.

• Présentation des espèces et des habitats d'intérêt communautaire

Code N 2000	Habitats
3110	Gazons amphibies vivaces
3130	Gazons amphibies acidiphiles à Renoncule flammette et Jonc bulbeux
3140	Végétation des eaux oligo-mésotrophes acides à neutres à <i>Chara</i> et <i>Nitella</i>
3150	Végétation des eaux stagnantes à Lenticule mineur
3260	Végétation fixée des eaux courantes acides oligotrophes
4020*	Lande humide à Ajonc nain et Bruyère ciliée
4030	Lande sèche atlantique à Ajonc nain et Bruyère cendrée
6230*	Pelouses vivaces atlantiques acidiphiles à acidiphiles
6410	Prairies acidiphiles à Molinie bleue
6430	Mégaphorbiaies hydrophiles
6510	Pelouses maigres de fauche
7110*	Tourbières à Bruyères à quatre angles
7140	Tourbière de transition acidiphile à Sphaignes et Laïche ampoulée
7150	Végétation pionnière des tourbières dénudées à Rhynchospora blanc
9120	Hêtraie-chênaie acidiphile du collinéen inférieur
9130	Chênaie-hêtraie collinéenne acidiphile à Jacinthe des bois
91D0*	Boulaie pubescente oligotrophe à Sphaignes et Molinie bleue
91E0*	Aulnaie-frênaie riveraine collinéenne à Houlton

Code N 2000	Espèces
1831	Flûteau nageant
1029	Moule perlière
1092	Ecrevisse à pattes blanches
1096	Lamproie de Planer
1163	Chabot
1044	Agrion de Mercure
1355	Loutre d'Europe
1060	Cuivré des marais
1065	Damier de la Succise
1193	Sonneur à ventre jaune
1083	Lucane cerf-volant
1303	Petit Rhinolophe
1308	Barbastelle d'Europe
1323	Murin de Bechstein
1307	Petit Murin
1324	Grand Murin

Le
site

Natura 2000 représente donc une grande biodiversité du fait de la présence de nombreux milieux naturels et d'espèces remarquables.

• Les activités humaines sur la zone

Sur la commune de Saint-Pardoux-la-Rivière, la Dronne est bordée de prairies, de zones boisées et de zones urbanisées vu qu'elle traverse le bourg.

Les activités sont donc liées à l'agriculture, à la sylviculture et aux loisirs (la Dronne passe dans les jardins du bourg).

• Incidences de la carte communale sur la zone Natura 2000

En matière d'urbanisme ou de construction, la carte communale ne constituerait une menace sur les espèces et milieux présents que si elle portait atteinte à la Dronne (pollution), détruisait les milieux forestiers, les zones humides et les milieux ouverts.

La partie de la Dronne traversant le bourg est en zone constructible et le reste du site Natura 2000 est classé en zone non constructible.

Le bourg est desservi par l'assainissement collectif et il n'y aura pas de nouvelles constructions au bord de la Dronne.

La zone constructible ajoutée à Les Rivières se trouve à proximité du site Natura 2000.

La dégradation de la qualité de la Dronne pourrait être provoquée par une pollution due aux rejets d'eaux usées ou d'eaux pluviales polluées.

La zone constructible comprend des terrains où il n'y a pas de contraintes pour l'assainissement autonome et elle est séparée du site Natura 2000 par la route communale (pas de continuité écologique).

Globalement, la carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière n'aura pas d'incidences sur la Dronne et ses affluents puisque :

- L'impact des eaux de ruissellement concernera les zones appelées à se densifier. L'augmentation des surfaces imperméabilisées aura une incidence sur la qualité et le volume d'eaux pluviales ; toutefois, celle-ci reste faible au vu de la surface ouverte à l'urbanisation.
- Le zonage de la carte communale tient compte du zonage d'assainissement de manière à mettre en accord les objectifs de développement de l'habitat et les mesures prises en termes d'assainissement des eaux usées.
- Plusieurs zones constructibles ajoutées lors de la révision pourront être reliées au réseau d'assainissement collectif.
Le zonage de la carte communale tient compte du zonage d'assainissement de manière à mettre en accord les objectifs de développement de l'habitat et les mesures prises en termes d'assainissement des eaux usées.
La SARL Conseils Etudes Environnement réalise actuellement une étude de diagnostic des systèmes d'assainissement du Bourg de Saint-Pardoux-la-Rivière.
Cette étude a permis de décrire la station d'épuration, d'identifier les problèmes et dysfonctionnements et d'identifier les effluents collectés.
Ensuite, des solutions seront recherchées pour améliorer le stationnement de la station d'épuration.
- Les autres zones sont situées dans des secteurs où il n'y a pas de contraintes liées à l'assainissement autonome.

La carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière n'aura donc pas d'incidences directes ou indirectes sur les habitats d'intérêt communautaire.

Au vu de ces éléments, aucune incidence n'est à augurer sur les espèces aquatiques (Fluteau nageant, Moule perlière, Ecrevisse à pattes blanches, Lamproie de Planer, Chabot et Loutre d'Europe) dont la menace est une altération de la qualité de l'eau.

Le site Natura 2000 abrite plusieurs espèces de chiroptères (Petit rhinolophe, Barbastelle d'Europe, Murin de Bechstein, Petit Murin et Grand Murin). La révision de la carte communale n'a pas d'incidences négatives sur les gîtes et les territoires de chasse puisqu'elle n'entraîne pas la destruction de territoires de chasse ni leur fragmentation.

Les insectes (Agrion de Mercure, Cuivré des Marais, Damier de la Succise et Lucane cerf-volant) ainsi que le Sonneur à ventre jaune se déplacent sur de faibles distances et restent dans leurs habitats naturels. Au vu de la distance avec les zones constructibles ajoutées et des diverses coupures (routes, relief...), aucune incidence n'est à augurer sur ces espèces.

La révision de la carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière n'a donc pas d'incidences négatives sur les espèces d'intérêt communautaire.

Le projet de carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière n'est pas susceptible d'avoir un effet notable sur l'une des espèces ou l'un des habitats à l'origine de la désignation du site Natura 2000 et il n'est pas susceptible de porter atteinte aux objectifs de conservation du site.

❖ Site Natura 2000 « Vallée de la Nizonne »

La commune de Saint-Pardoux-la-Rivière ne fait pas partie du bassin versant de la Nizonne. Par conséquent, le projet de carte communale n'est pas susceptible d'avoir un effet notable sur l'une des espèces ou l'un des habitats à l'origine de la désignation du site Natura 2000 et il n'est pas susceptible de porter atteinte aux objectifs de conservation du site.

PARTIE 6 : MOTIFS DE LA DELIMITATION DES ZONES AU REGARD DES OBJECTIFS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ETABLIS AU NIVEAU INTERNATIONAL, COMMUNAUTAIRE ET NATIONAL

La carte communale doit répondre aux objectifs de développement durable précisés au cours des différents sommets internationaux, européens et nationaux, traitant tout particulièrement des problématiques environnementales.

Les thématiques abordées sont :

➤ **Qualité de l'air** : le projet de carte communale n'engendra pas d'altération de la qualité de l'air, il est donc compatible avec ces objectifs environnementaux.

➤ **Préservation de la ressource en eau** : la préservation des milieux aquatiques, des milieux humides et de la ressource en eau est intégrée dans la carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière.

➤ **Préservation des paysages et de la vie sauvage** : le site Natura 2000 « Réseau hydrographique de la Haute-Dronne » participe au réseau européen.

Une attention particulière est donc portée à la préservation des milieux et des espèces d'intérêt communautaire.

➤ **Limitation des risques et nuisances** : la délimitation des zones constructibles ou inconstructibles et la différenciation des secteurs d'habitat et d'activités économiques participent à réduire les risques et nuisances à Saint-Pardoux-la-Rivière. De plus, des zones constructibles ont été retirées pour prendre en compte le futur PPRI de la Dronne.

MODIFICATIONS APORTEES AU ZONAGE

Avant l'enquête publique

LEGENDE

 Zones U conservées lors de la révision

 Zones U supprimées lors de la révision






 Zones U ajoutées lors de la révision

 Zones UA (destinée aux activités économiques) créée lors de la révision

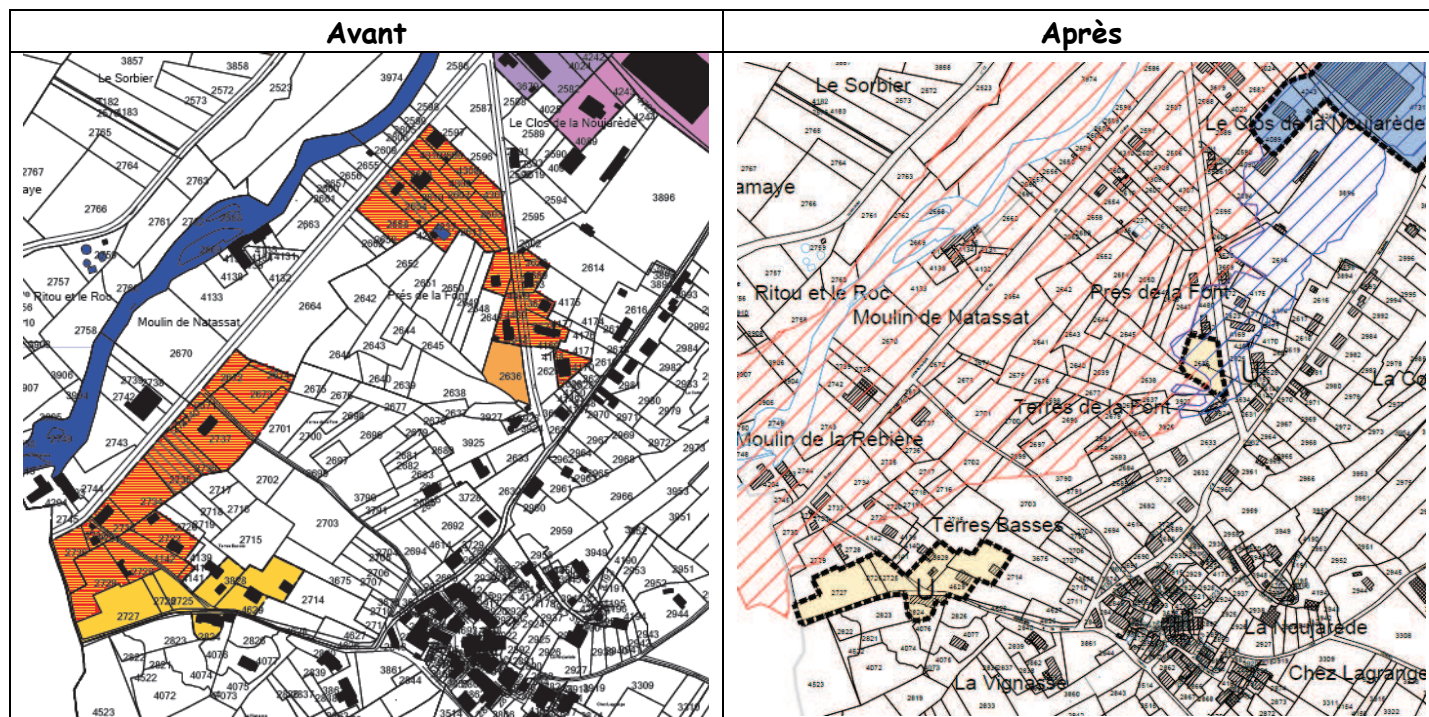
 Zone UL (destinée à des aménagements légers de loisirs) créée lors de la révision

 Constructions neuves (construites ou en cours)

LEGENDE

	Zone U dite constructible	Secteurs où les constructions sont autorisées (Art. L124-3 du Code de l'Urbanisme)
	Zone UA dite constructible pour les activités artisanales	Secteurs réservés à l'implantation d'activités notamment celles qui sont incompatibles avec le voisinage de zones habitées (Art. L124-3 du Code de l'Urbanisme)
	Zone UL dite constructible pour les activités touristiques	Secteurs réservés à l'implantation d'activités touristiques
	Zone NC dite non constructible	Secteurs où les constructions ne sont pas admisses, à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.
	PPRI Zone Rouge - Inconstructible	
	PPRI Zone Bleue - Constructible sous conditions	
Source : DDT 24, PPRI approuvé le 31 Août 2015		

- Suppression de zones constructibles U

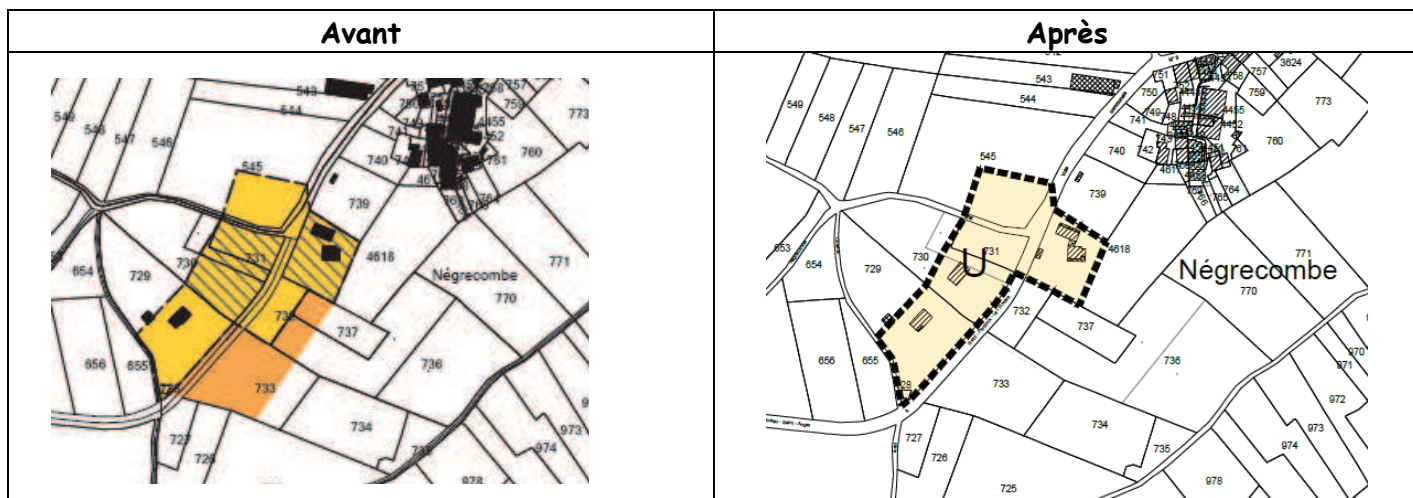


Un PPRI concernant la Dronne a été prescrit le 7 février 2012 et approuvé le 31 août 2015. Par conséquent, les zones constructibles de Prés la Font et du Moulin de Natassat comprises dans la zone inondable sont reclassées en zone non constructible (NC).

En effet, la collectivité souhaite interdire les nouvelles constructions dans ces zones de façon à ne pas exposer davantage la population et les biens au risque inondation.

Localisation	Surface zone U supprimée (ha)	Surface disponible à la construction supprimée (ha)
Prés de la Font	1.38	0.51
Moulin de Natassat	1.77	1.02
TOTAL	3.15	1.53

Nègrecombe-sud



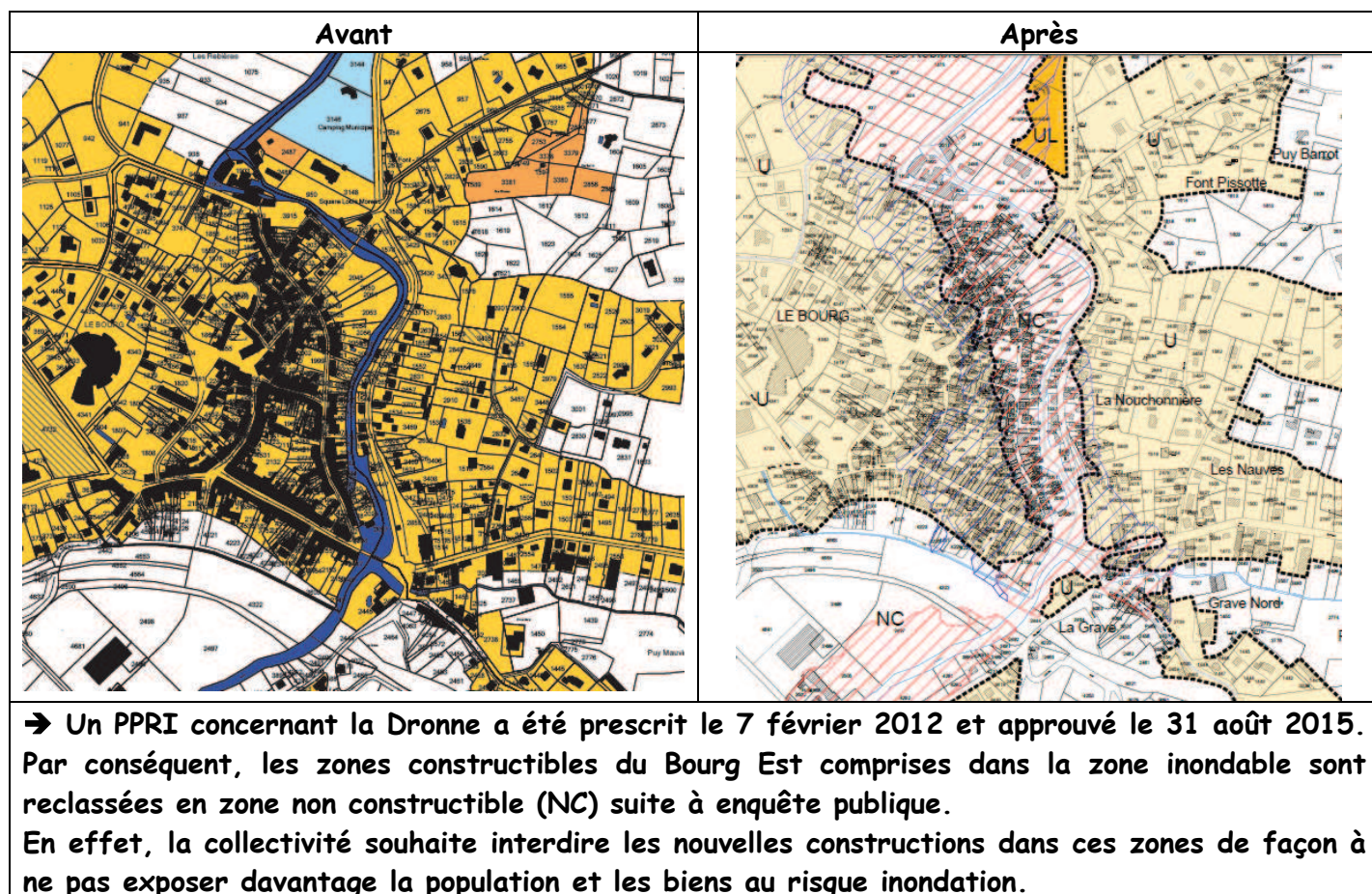
La parcelle C 732 est disponible à la construction mais la zone U est étroite, elle est donc élargie en incluant une partie des parcelles C 736-737.

Une partie de la parcelle C 733 est incluse à la zone U pour densifier ce secteur où il y a eu deux constructions neuves depuis l'approbation de la carte communale.

➔ suite à l'enquête publique et au regard des observations émises par les Personnes Publiques Associées les parcelles C732, C733 pour partie, C738 pour partie et C739 pour partie sont finalement maintenues dans leur classement initial, à savoir NC (cf. compte-rendu du comité de pilotage du Mardi 17 Février 2015 joint en annexe).

Localisation	Surface zone U supprimée (ha)	Surface disponible à la construction supprimée (ha)
Nègrecombe Sud	0.14	0.09
TOTAL	0.14	0.09

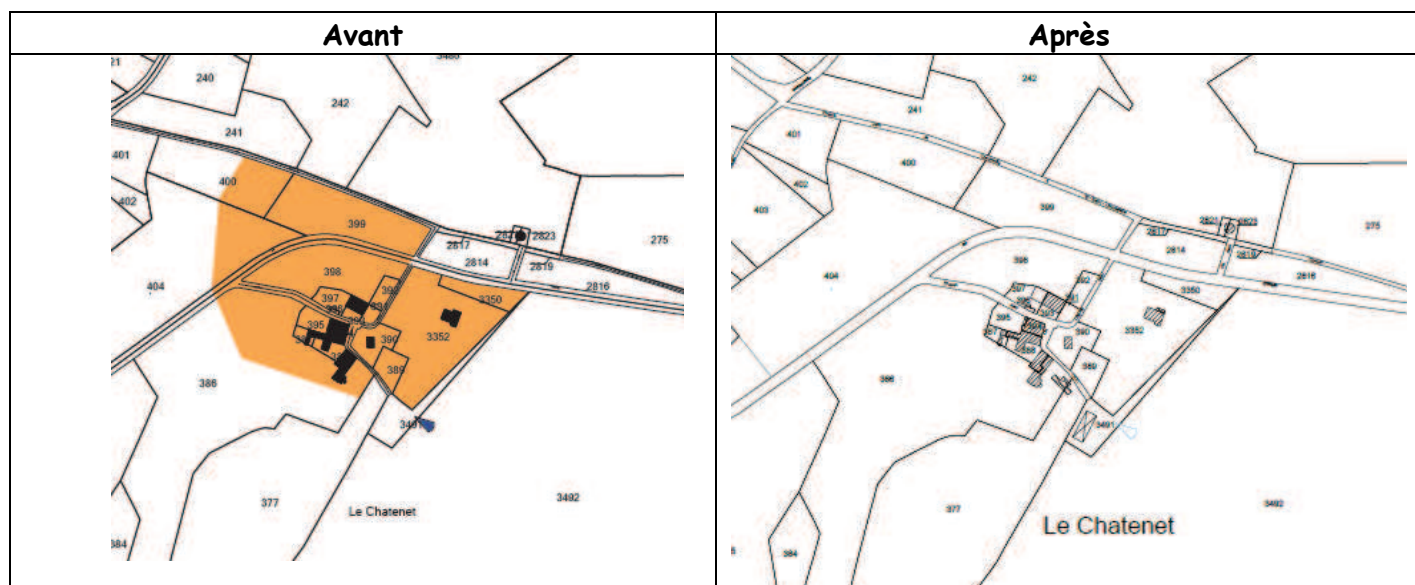
Le Bourg Est



Localisation	Surface zone U supprimée (ha)	Surface disponible à la construction supprimée (ha)
Le Bourg Est	9.35	0.45
TOTAL	9.35	0.45

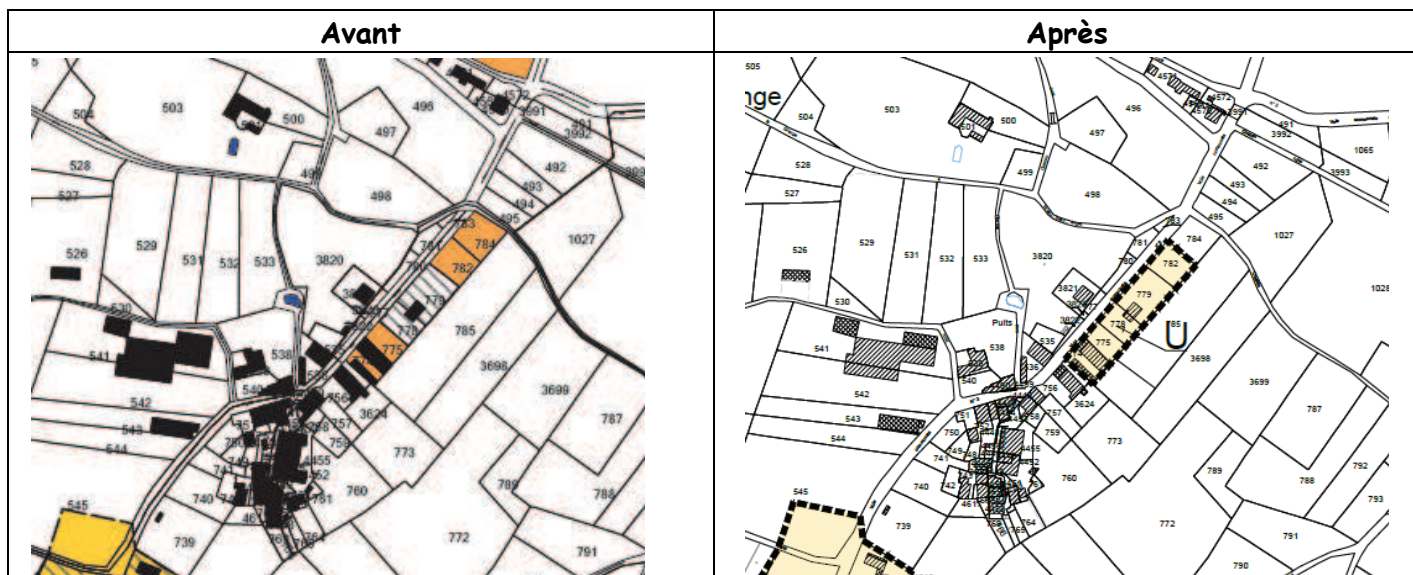
Ouverture des villages à l'urbanisation

Le Chatenet



Ce village n'abritant plus de bâtiments agricoles, la collectivité souhaite le développer.
Le développement se fera au plus près du bâti existant afin de respecter sa morphologie traditionnelle. Le site étant visible de loin, l'impact en sera ainsi réduit.
Les parcelles B 377 en partie - 386 en partie - 387 - 388 - 389 - 390 - 391 - 392 - 393 - 394 - 395 - 396 - 397 - 398 - 399 - 400 en partie - 404 en partie - 3350 et 3352 sont classées en U.

→ suite au contrôle de légalité et au refus de M. Sous-Préfet d'approuver le projet de Carte Communale cette zone U est reclassée en zone NC (cf. compte-rendu de la réunion de concertation du 27 Novembre 2015 joint en annexe).



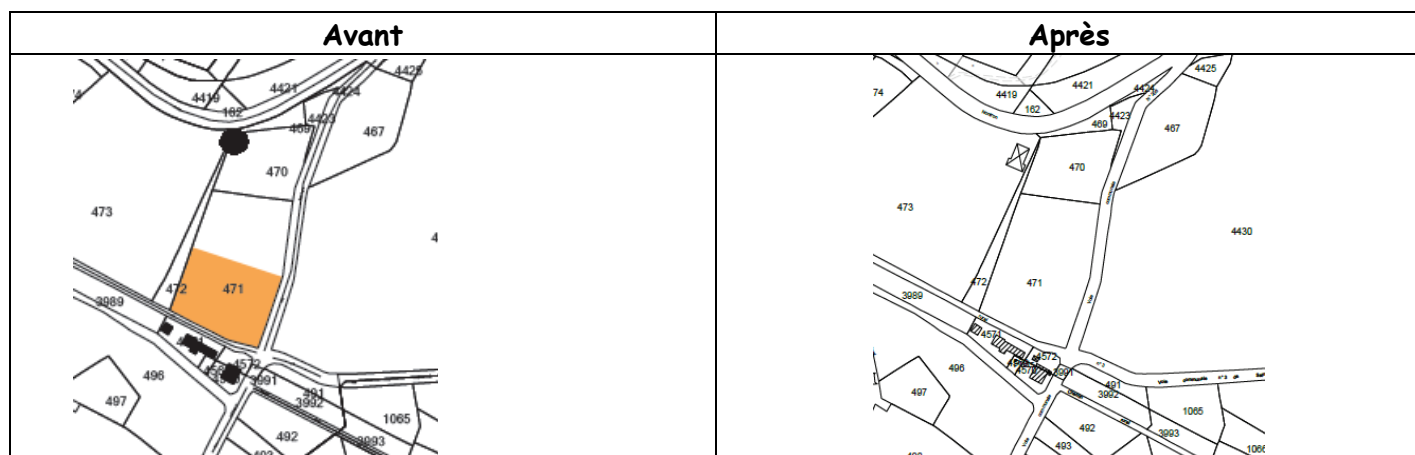
Une maison s'étant construite sur les parcelles C 778 et 779 et ce secteur étant apprécié et demandé, une zone constructible est créée sur la partie Nord du village afin de le densifier. Les parcelles C 782 et 784 sont donc classées en U.

Les constructions des parcelles C 774 et 775 ont été placées en U car c'est une grange qui va être réhabilitée.

Une distance de 100 mètres a été respectée avec le bâtiment agricole situé à l'Ouest du village.

➔ suite à l'enquête publique et au regard des observations émises par les Personnes Publiques Associées la parcelle 784 est finalement maintenue dans son classement initial, à savoir NC. (cf. compte-rendu du comité de pilotage du Mardi 17 Février 2015 joint en annexe).

La Grange



Afin d'accueillir de nouvelles constructions dans ce secteur particulièrement demandé, une partie de la parcelle C 471 est classée en zone U.

Les réseaux d'eau et d'électricité sont présents puisqu'ils desservent les constructions situées de l'autre côté de la voie communale.

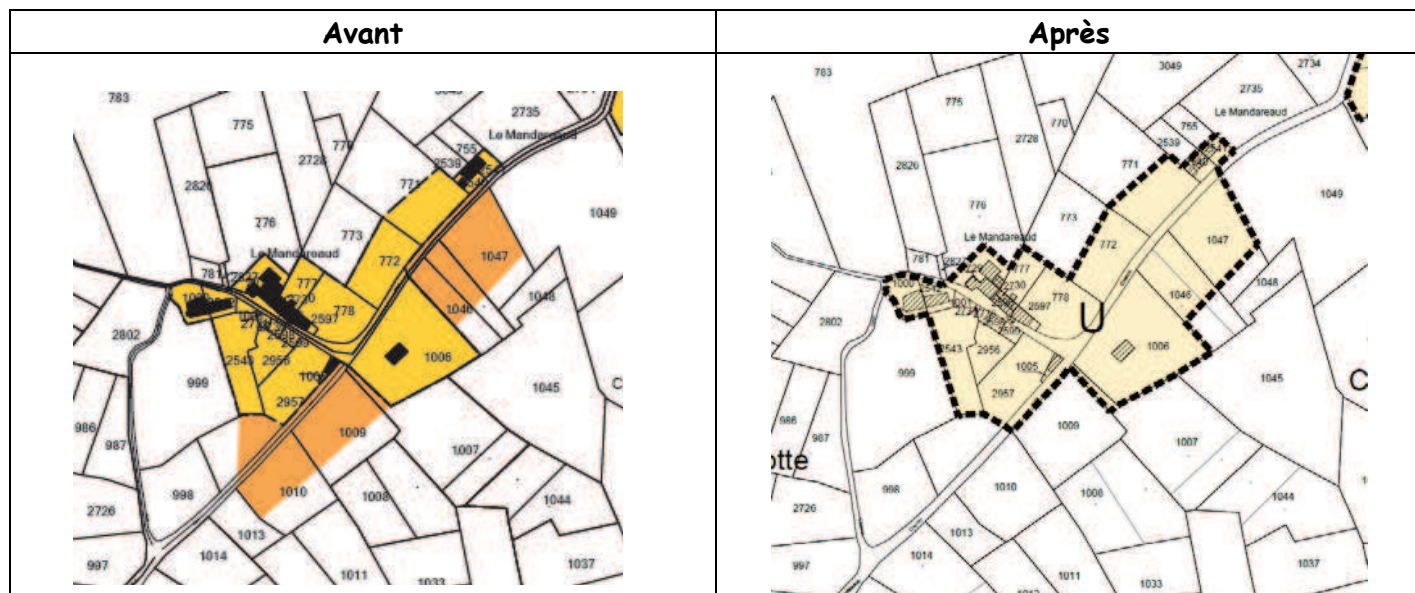
Le propriétaire exploitant souhaite vendre cette zone et cela n'aura pas d'incidences sur la pérennité de son exploitation.

Il est à noter qu'une ruine présente sur la parcelle 470 va être réhabilitée en maison d'habitation.

➔ suite à l'enquête publique et au regard des observations émises par les Personnes Publiques Associées cette parcelle est finalement maintenue dans son classement initial, à savoir NC (cf. compte-rendu du comité de pilotage du Mardi 17 Février 2015 joint en annexe).

- Densification de villages déjà zonés en zone constructible U

Le Mandareaud

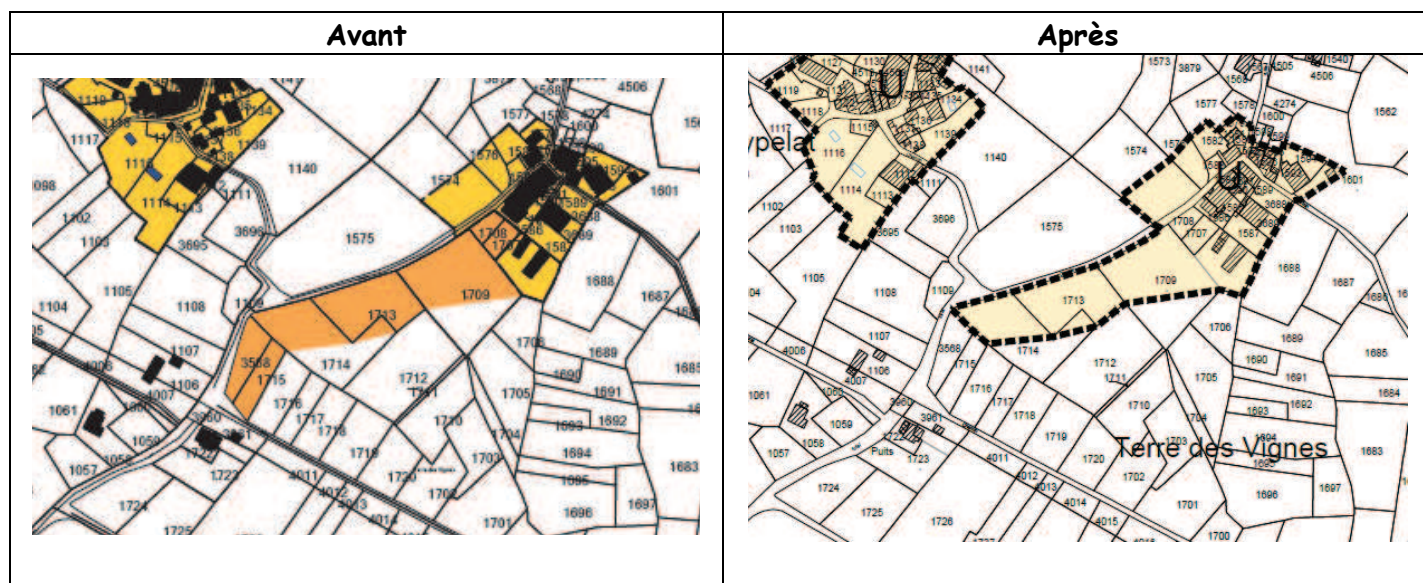


Afin de densifier ce village, la zone constructible est étendue aux parcelles B 1007 en partie-1009 en partie-1010 en partie-1046 en partie-1047 en partie et 2957 en partie.

➔ suite à l'enquête publique et au regard des observations émises par les Personnes Publiques Associées la parcelle 2957 est finalement maintenue dans son classement initial, à savoir NC (cf. compte-rendu du comité de pilotage du Mardi 17 Février 2015 joint en annexe).

➔ suite au contrôle de légalité et au refus de M. Sous-Préfet d'approuver le projet de Carte Communale, cette zone U est réduite - parcelles n°1009 et 1010 (cf. compte-rendu de la réunion de concertation du 27 Novembre 2015 joint en annexe).

Terre des Vignes



La zone constructible est étendue pour rejoindre le groupe de constructions plus au Sud.

Les parcelles C 1707-1708-1709 en partie-1713-1714 en partie-1715 et 3568 sont mises en zone U.

Le secteur est relié à la station d'épuration située en aval de Terre de Vignes et les réseaux sont présents.

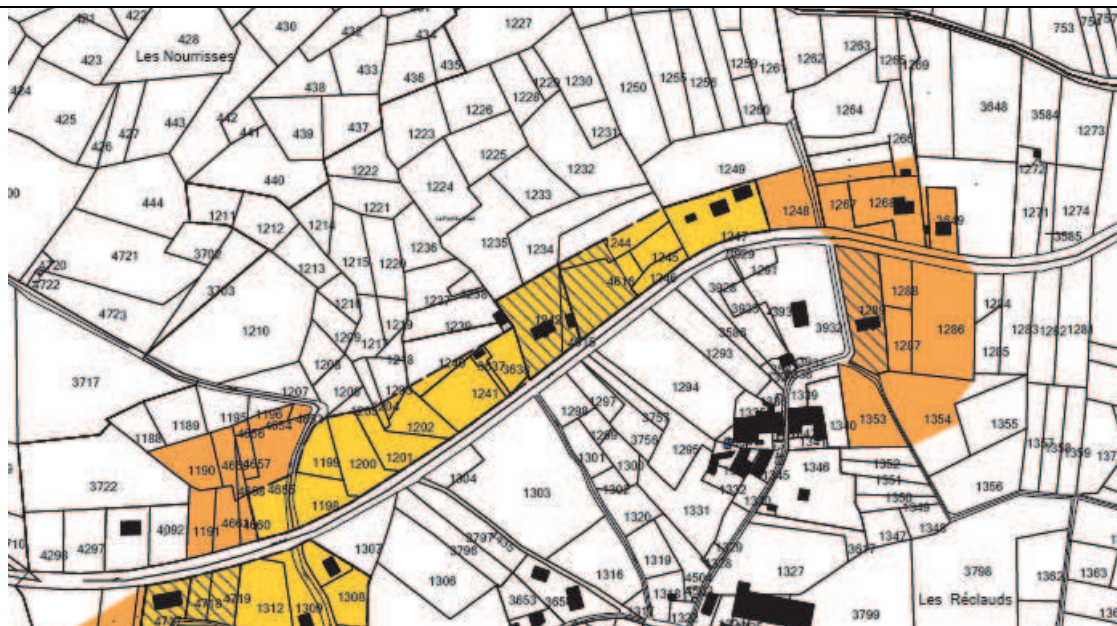
Le propriétaire exploitant a partagé ces terrains entre ses enfants donc ils ne seront plus voués à l'agriculture.

➔ suite à l'enquête publique et au regard des observations émises par les Personnes Publiques Associées les parcelles C1713, C1714 pour partie, C3568 et C1715 sont finalement maintenues dans leur classement initial, à savoir NC. La partie constructible de la parcelle C1709 est réduite (cf. compte-rendu du comité de pilotage du Mardi 17 Février 2015 joint en annexe).

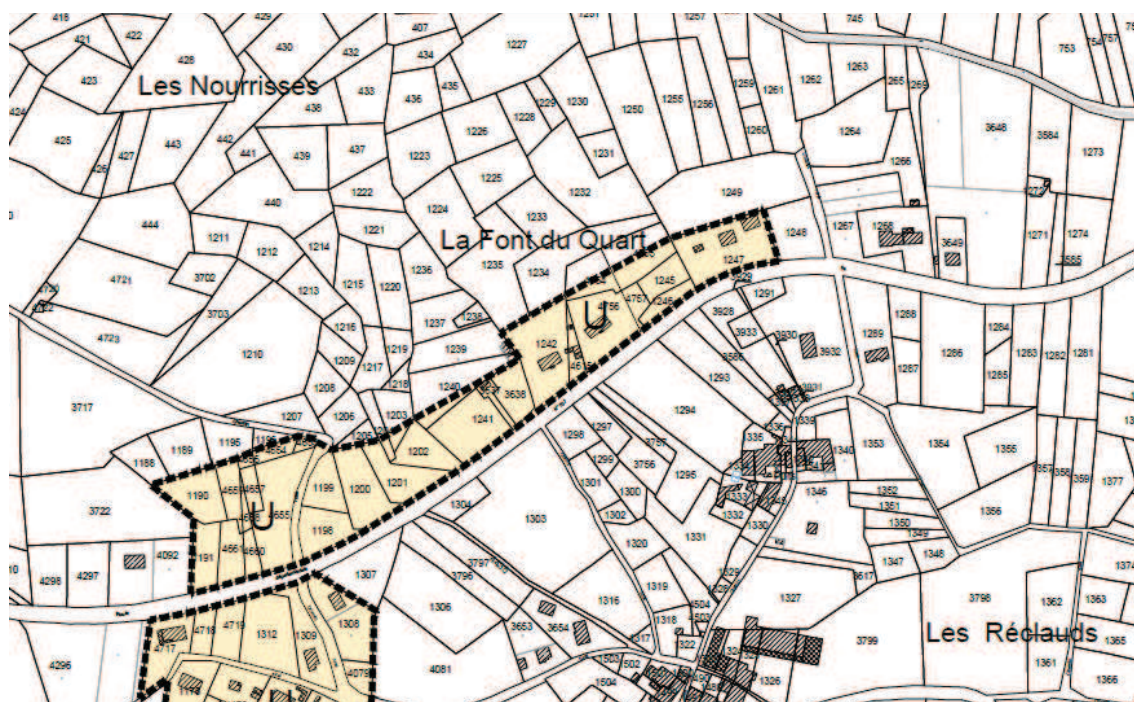
➔ suite au contrôle de légalité et au refus de M. Sous-Préfet d'approuver le projet de Carte Communale, cette zone U est réduite (cf. compte-rendu de la réunion de concertation du 27 Novembre 2015 joint en annexe).

Font du Quart et Lapeyronnie

Avant



Après



La zone constructible située au Nord de la route départementale 707 est étendue aux parcelles 1248, 1267 en partie, 1266 en partie, 1268 en partie, 3649, 1286, 1287, 1288, 1289, 1353 et 1354 en partie afin de combler les dents creuses et de densifier ce secteur où il y a eu une construction neuve depuis l'approbation de la carte communale.

La distance de 100 mètres a été respectée vis-à-vis du bâtiment agricole situé plus au Sud.

La commune prévoit de mettre la route en sens unique pour éviter les accès sur la route départementale 707.

La zone constructible située au Nord de la route départementale 707 est étendue aux parcelles C 1190-1191-4653-4654-4655-4656-4657-4658-4659-4660 et 4661 afin de rejoindre la construction existante et permettre l'implantation de deux nouvelles maisons d'habitation.

La parcelle C 4653 est concernée par une servitude ; la sortie commune se fera donc par cette parcelle sur le chemin rural et non directement sur la route départementale 707.

Lors de l'élaboration de la carte communale en vigueur, l'ingénieur subdivisionnaire de la Direction Départementale des Territoires avait donné son accord pour mettre cette zone en constructible lors de la révision de la carte communale dans le cas où les propriétaires auraient trouvé un arrangement pour faire une sortie commune sur le chemin rural. C'est bien le cas à l'heure actuelle.

La zone constructible située au Nord de la route départementale 707 est étendue aux parcelles 1248, 1267 en partie, 1266 en partie, 1268 en partie, 3649, 1286, 1287, 1288, 1289, 1353 et 1354 en partie afin de combler les dents creuses et de densifier ce secteur où il y a eu une construction neuve depuis l'approbation de la carte communale.

La distance de 100 mètres a été respectée vis-à-vis du bâtiment agricole situé plus au Sud.

La commune prévoit de mettre la route en sens unique pour éviter les accès sur la route départementale 707.

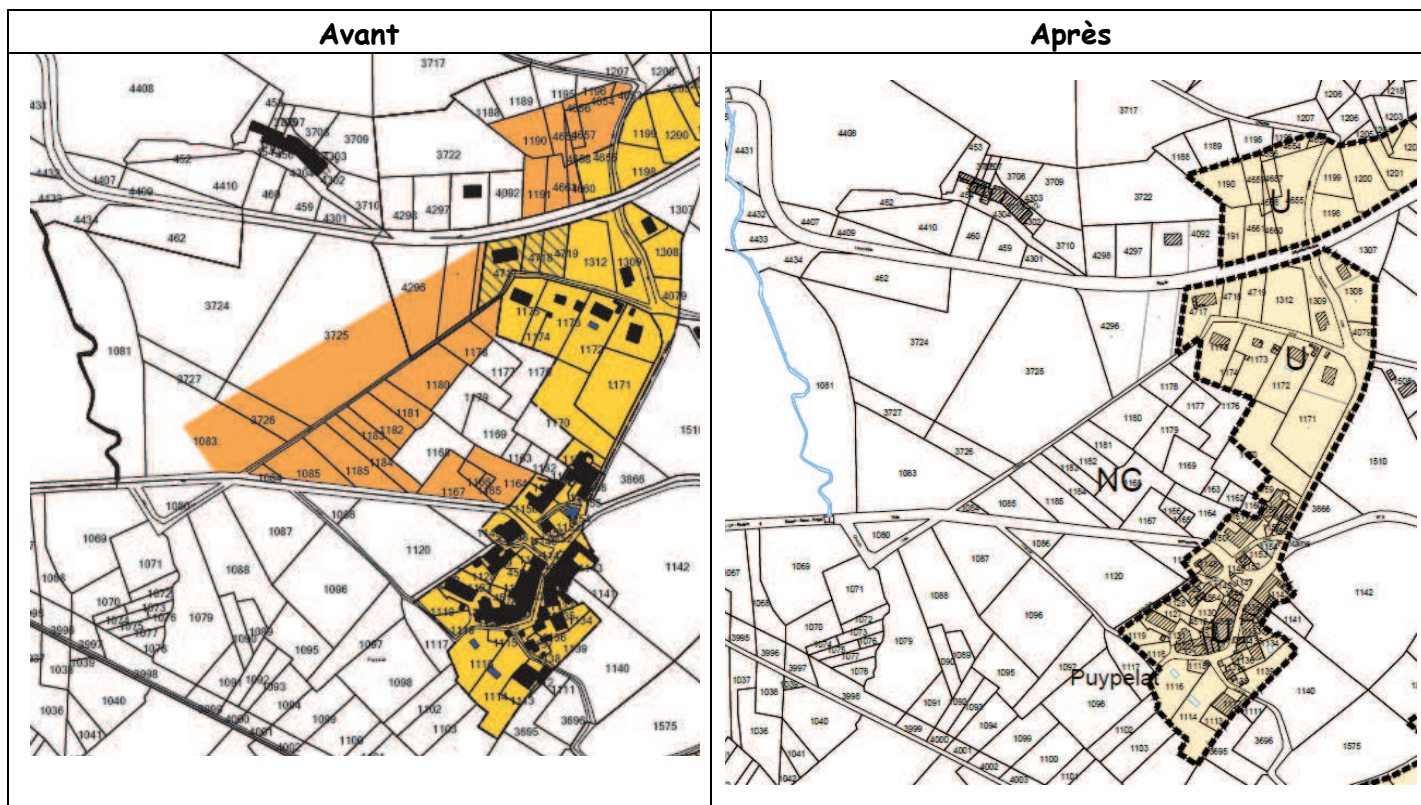
La zone constructible située au Nord de la route départementale 707 est étendue aux parcelles C 1190-1191-4653-4654-4655-4656-4657-4658-4659-4660 et 4661 afin de rejoindre la construction existante et permettre l'implantation de deux nouvelles maisons d'habitation.

La parcelle C 4653 est concernée par une servitude ; la sortie commune se fera donc par cette parcelle sur le chemin rural et non directement sur la route départementale 707.

Lors de l'élaboration de la carte communale en vigueur, l'ingénieur subdivisionnaire de la Direction Départementale des Territoires avait donné son accord pour mettre cette zone en constructible lors de la révision de la carte communale dans le cas où les propriétaires auraient trouvé un arrangement pour faire une sortie commune sur le chemin rural. C'est bien le cas à l'heure actuelle.

➔ suite à l'enquête publique et au regard des observations émises par les Personnes Publiques Associées les parcelles 1266 pour partie, 1267, 1268, 3648, 3649, 1286, 1287, 1288, 1289, 1353 et 1354 pour partie sont finalement maintenues dans leur classement initial, à savoir NC. (cf. compte-rendu du comité de pilotage du Mardi 17 Février 2015 joint en annexe).

➔ suite au contrôle de légalité et au refus de M. Sous-Préfet d'approuver le projet de Carte Communale, cette zone U est réduite - parcelles n°1248 et 1267 (cf. compte-rendu de la réunion de concertation du 27 Novembre 2015 joint en annexe).



La zone constructible est étendue en longeant d'une part le chemin et d'autre part la route communale.

La commune a incité les propriétaires à lui céder un morceau de leur parcelle pour agrandir le chemin rural et en faire ainsi un axe de circulation. L'objectif est double :

- sécuriser et agrandir la voie desservant les parcelles 4717 et 1175 qui sont construites (il est actuellement difficile de faire demi-tour)
- créer une voie dans le but d'ouvrir cette zone à l'urbanisation. Cette voie sera ensuite mise en sens unique.

Les réseaux sont présents et la collectivité prévoit de desservir cette zone en assainissement collectif. La zone centrale est laissée en non constructible car elle correspond à des jardins.

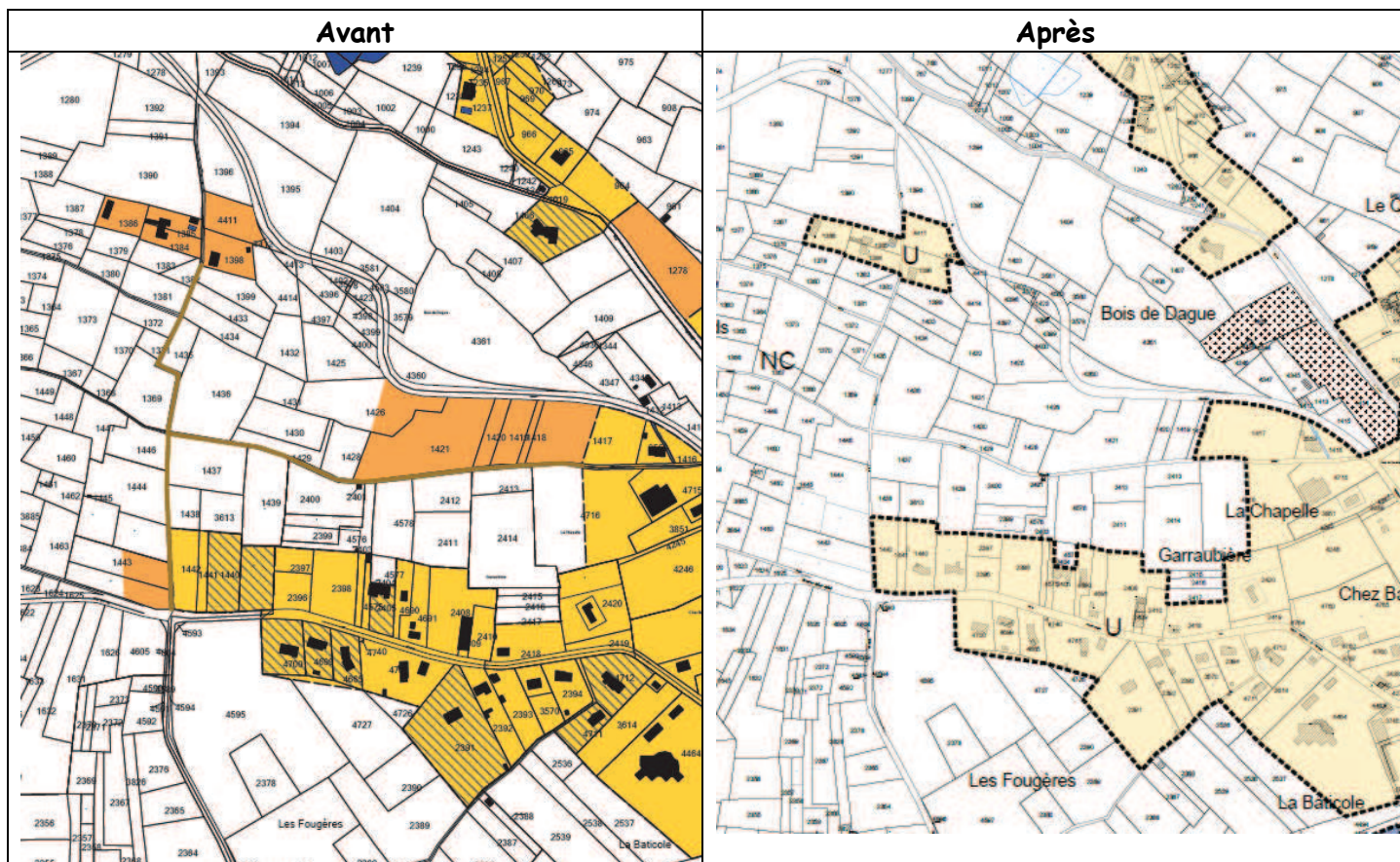
Sont placées en zone U les parcelles C 1083 en partie-1084-1085-1161 en partie-1164-1165-1166-1167-1176 en partie-1178-1180-1181-1182-1183-1184-1185-3725 en partie-3726 en partie-4296 en partie-4338 et 4339.

Le propriétaire exploitant des parcelles 1083, 3725, 3726 et 4296 est d'accord pour mettre ces terrains en zone constructible puisqu'il va bientôt partir à la retraite. Il n'y a pas de repreneur.

➔ suite au contrôle de légalité et au refus de M. Sous-Préfet d'approuver le projet de Carte Communale cette zone U est maintenue dans son classement initial (cf. compte-rendu de la réunion de concertation du 27 Novembre 2015 joint en annexe).

- Densification du bourg

Les Reclauds-Route de Nontron



La collectivité a un projet global d'aménagement en boucle entre le bourg et les Reclauds. En effet, elle souhaite aménager le chemin reliant Les Reclauds et la route de Lapeyronnie ainsi que le chemin reliant ce dernier à l'Avenue Léon Sireyjol (chemins identifiés en marron sur le plan ci-dessus).

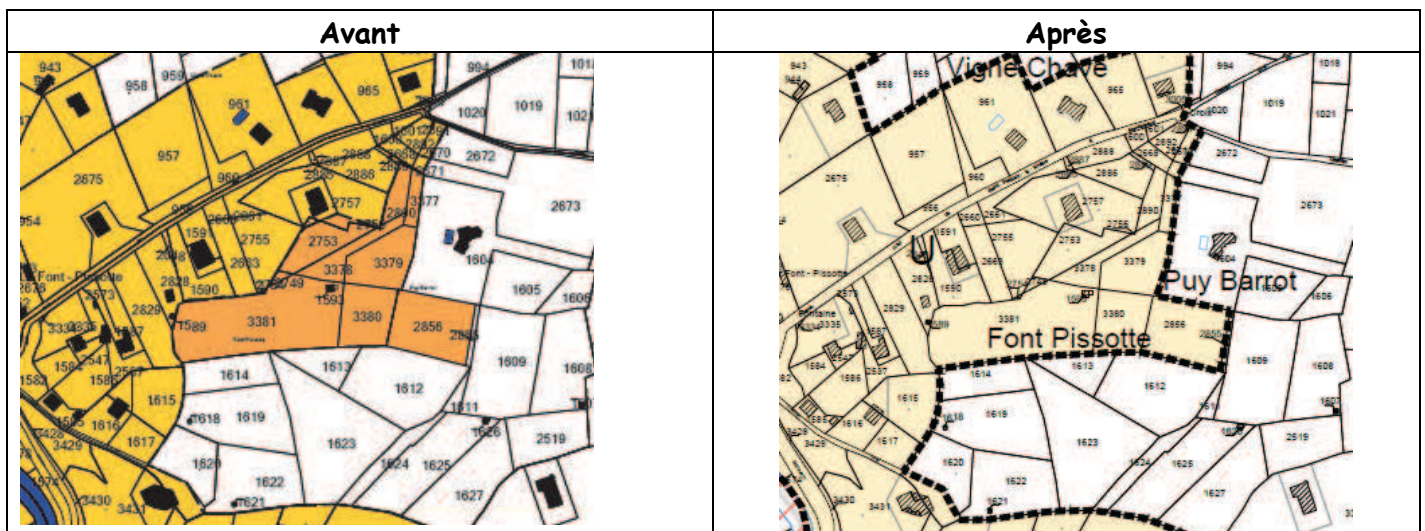
Ce projet sera réalisé en plusieurs phases. Pour commencer, des zones constructibles sont ajoutées :

- sur les parcelles C 1398, 4411, 1385, 1384 et 1386. L'accès à la parcelle 4411 devra se faire sur le délaissé de la route départementale (parcelle 4412).
- sur une partie de la parcelle C 1143. L'accès se fera sur la route de Lapeyronnie. Ce secteur a été le plus construit depuis l'approbation de la carte communale.
- sur le reste de la parcelle C 1417 ainsi que sur les parcelles C 1418, 1419, 1420, 1421 et 1426 en partie. Tant que le chemin ne sera pas aménagé, l'accès à ces parcelles devra se faire sur la route de Nontron.

➔ suite à l'enquête publique et au regard des observations émises par les Personnes Publiques Associées les parcelles 1443 pour partie, 1426 pour partie, 1418, 1419, 1420 et 1421 sont finalement maintenues dans leur classement initial, à savoir NC. (cf. compte-rendu du comité de pilotage du Mardi 17 Février 2015 joint en annexe).

➔ suite au contrôle de légalité et au refus de M. Sous-Préfet d'approuver le projet de Carte Communale cette zone U est réduite - seule la parcelle n°1417 est maintenue en U (cf. compte-rendu de la réunion de concertation du 27 Novembre 2015 joint en annexe).

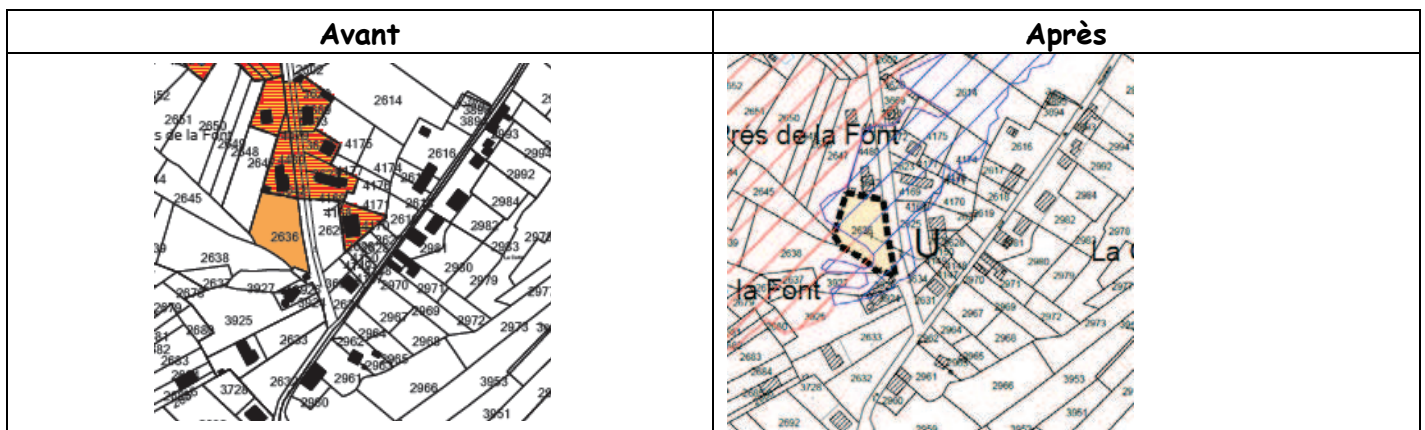
Les Bois du Puy Barrot



La zone constructible est étendue aux parcelles B 1593- 2753-2756-2856-2890-3377-3378-3379-3380 et 3381 pour densifier l'arrière du bourg.

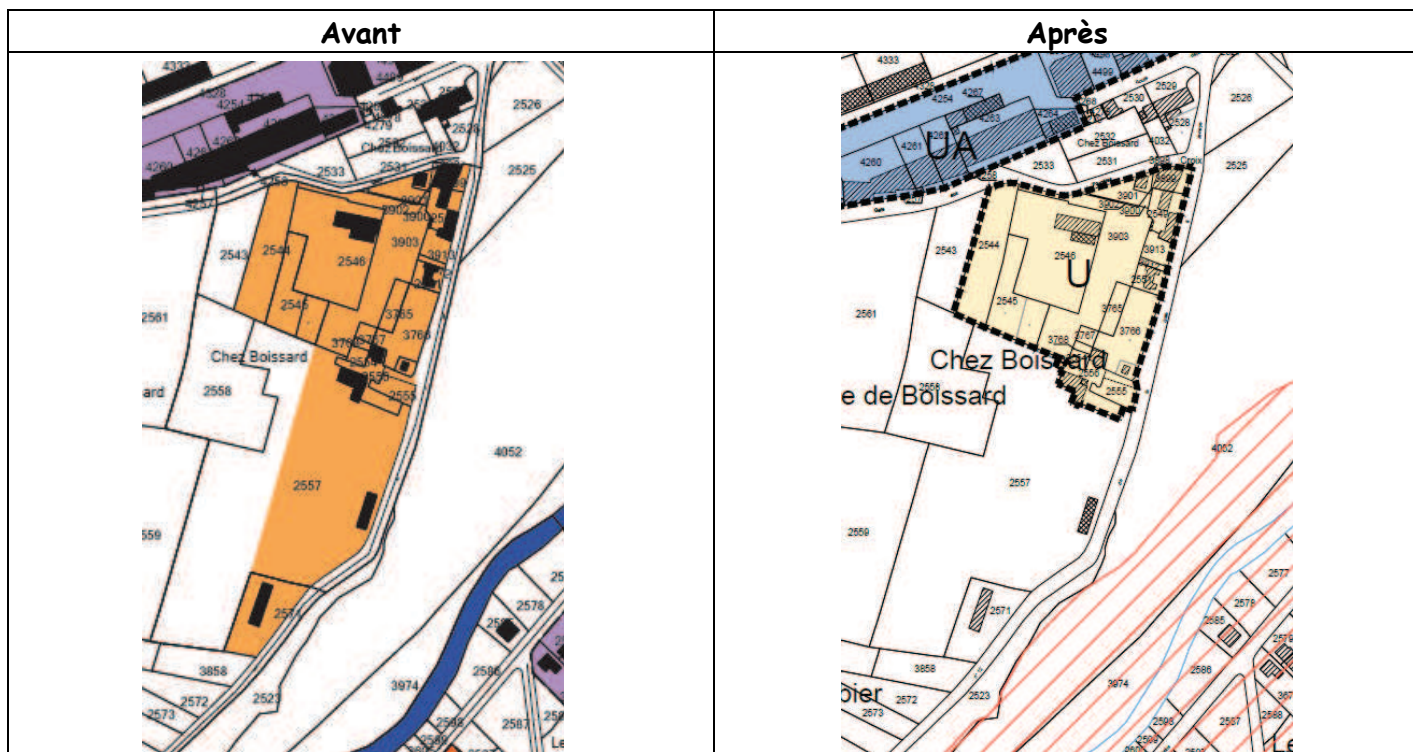
Tous les terrains appartiennent à la même famille ainsi que la maison de la parcelle 2757.
Les propriétaires se sont mis d'accord pour créer une voie desservant toutes les parcelles (cf plan page suivante).
De plus, il est possible de relier la zone à l'assainissement collectif.

Prés de la Font



La parcelle C 2636 est classée en zone constructible pour combler la dent creuse entre les constructions existantes.

Chez Boissard



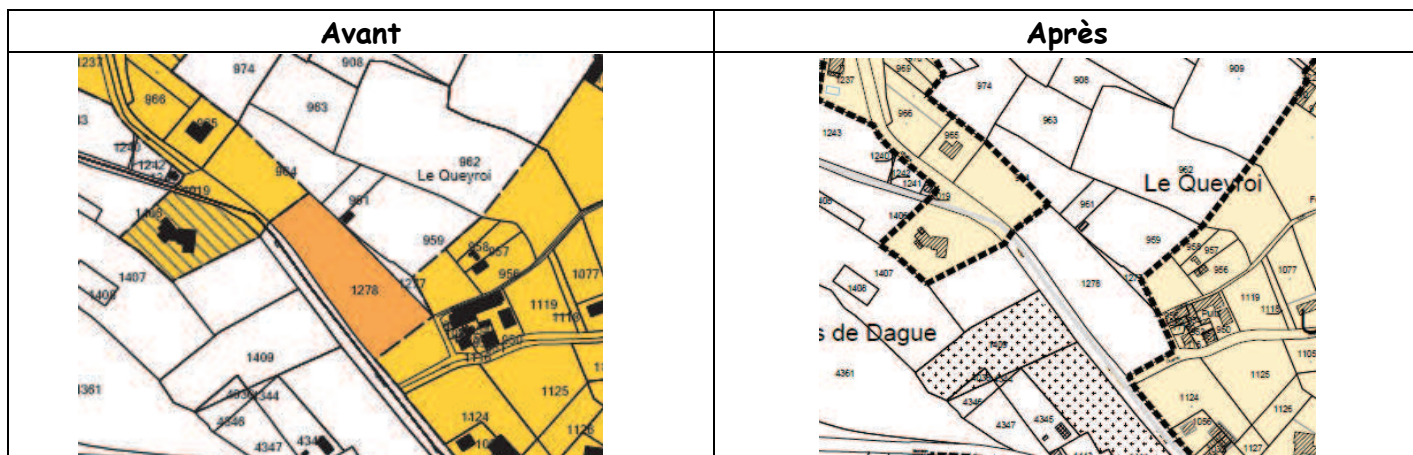
Ces terrains sont placés en zone constructible car ils sont proches du bourg et en partie déjà construits. De plus, le bâtiment de la parcelle 2557 a été détruit.

Sont concernées les parcelles C 2544-2545-2546-2549-2551-2554-2555-2556-2557 en partie-2571-3765-3766-3898-3999-3900-3901-3902-3903-3912 et 3913.

La parcelle 2545 appartient au même propriétaire que la parcelle 2546, elle n'est donc pas enclavée.

➔ suite à l'enquête publique et au regard des observations émises par les Personnes Publiques Associées les parcelles 2557 pour partie et 2574 sont finalement maintenues dans leur classement initial, à savoir NC. (cf. compte-rendu du comité de pilotage du Mardi 17 Février 2015 joint en annexe).

Le Queyroi

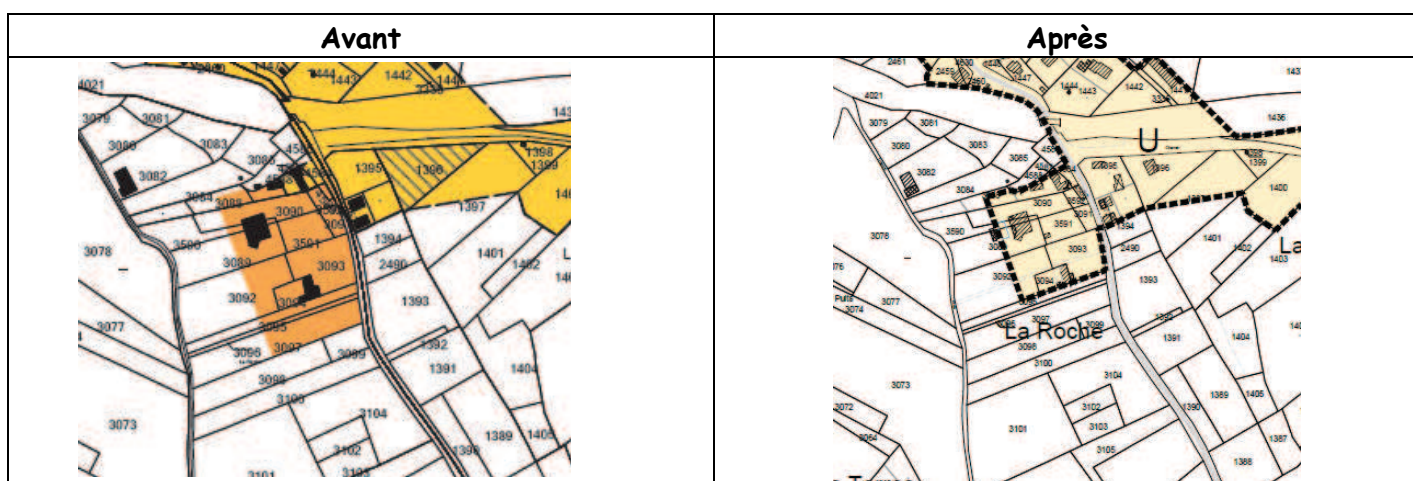


Dans la carte communale en vigueur, une zone non constructible a été laissée entre deux zones constructibles. Afin de les relier et de densifier le bourg, la parcelle A 1278 est mise en zone U. Le réseau d'assainissement s'arrête au Sud à l'angle de cette parcelle. L'ensemble de la parcelle sera desservi à partir d'un accès unique sur le chemin rural au Sud de la parcelle.

➔ suite à l'enquête publique et au regard des observations émises par les Personnes Publiques Associées la parcelle 1278 pour partie est finalement maintenue dans son classement initial, à savoir NC. (cf. compte-rendu du comité de pilotage du Mardi 17 Février 2015 joint en annexe).

➔ suite au contrôle de légalité et au refus de M. Sous-Préfet d'approuver le projet de Carte Communale cette zone U est réduite - parcelle n°1278 retirée de la zone U en intégralité (cf. compte-rendu de la réunion de concertation du 27 Novembre 2015 joint en annexe).

La Roche/ Combe de Milhac Est

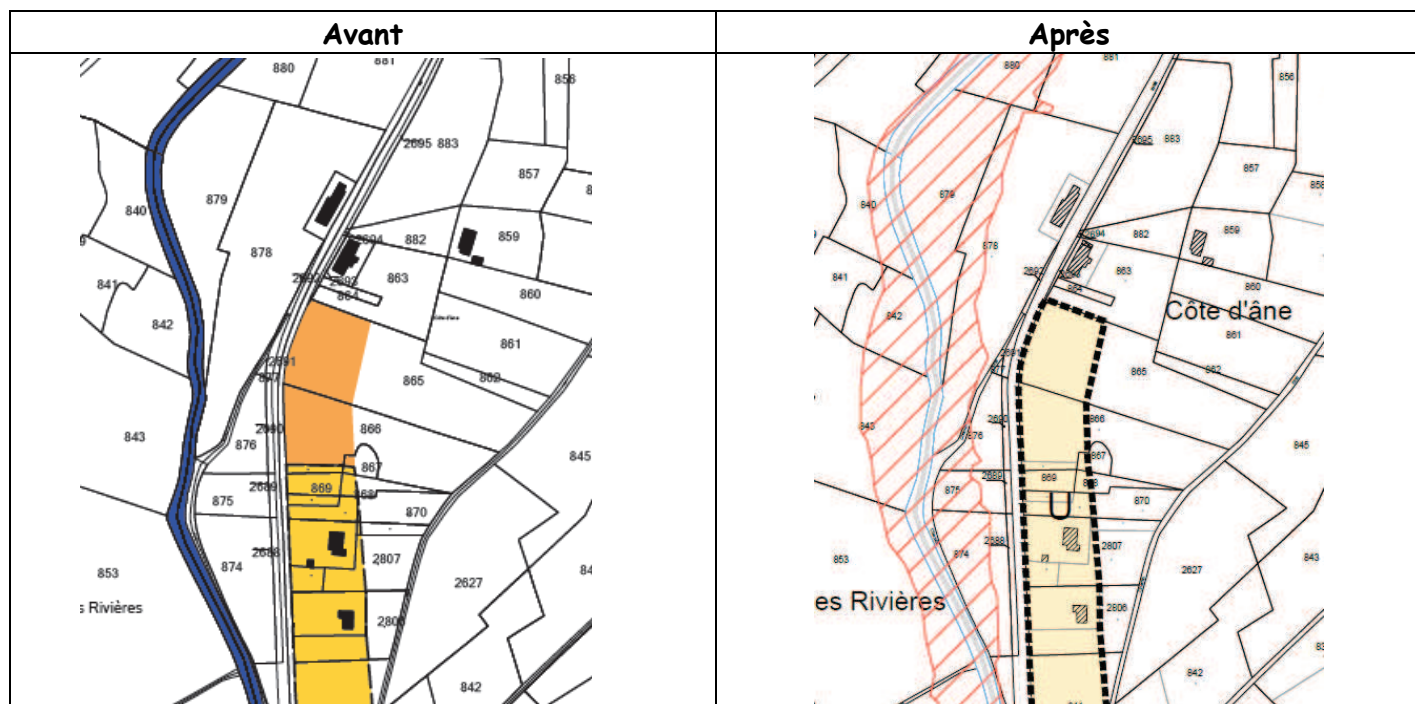


La zone U est étendue aux parcelles suivantes afin de densifier ce secteur: C 3088 en partie-3089 en partie-3090 en partie-3091-3092 en partie-3093-3094-3095 en partie-3096 en partie-3097 en partie -3590 en partie-3591-3592 et 4586.

Cette zone n'est pas visible depuis la voie verte.

➔ suite au contrôle de légalité et au refus de M. Sous-Préfet d'approuver le projet de Carte Communale cette zone U est réduite - parcelles n°3095 à 3097 pour partie retirées de la zone U en intégralité (cf. compte-rendu de la réunion de concertation du 27 Novembre 2015 joint en annexe).

Route du Manet



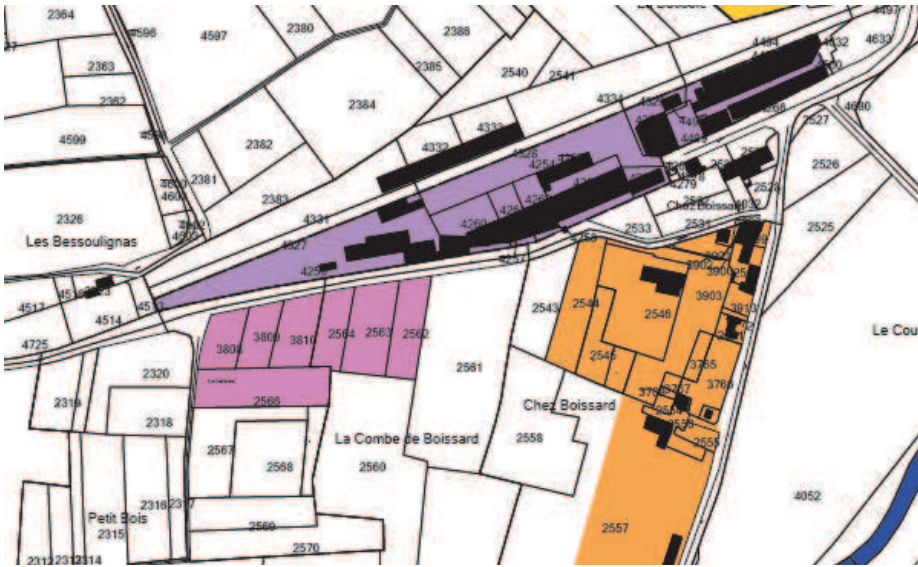
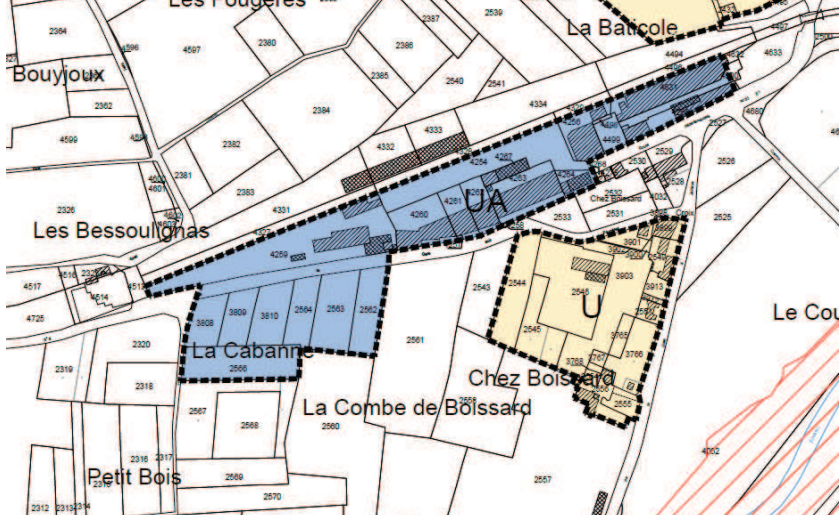
La zone constructible est étendue vers le nord pour rejoindre les constructions existantes et combler ainsi la dent creuse.

Une partie des parcelles B865-866-867 est donc classée en U.

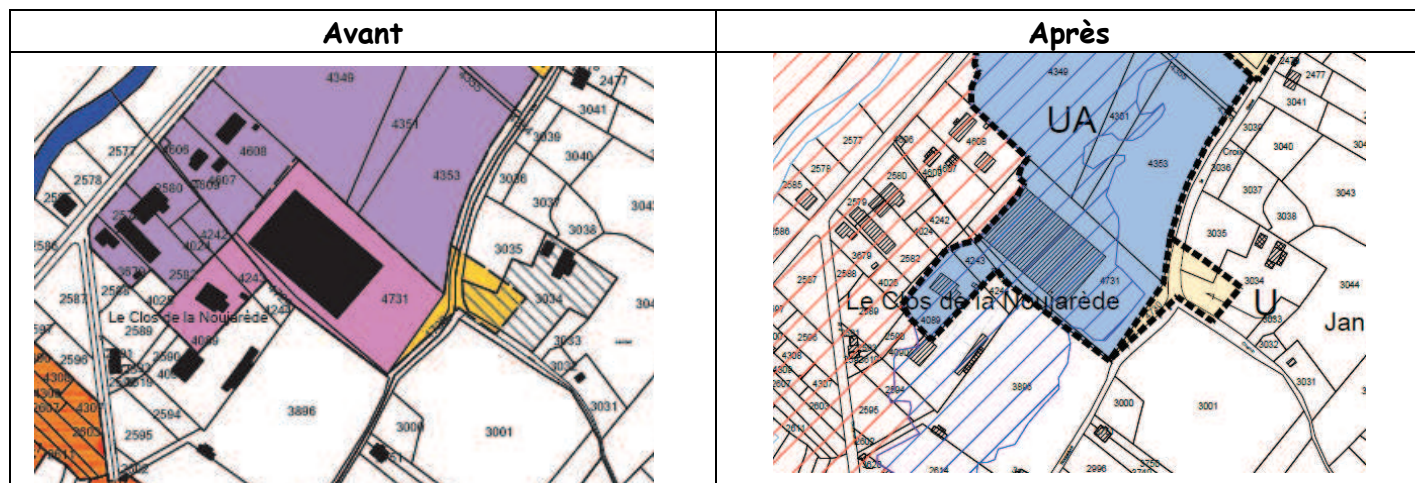
Récapitulatif des zones U ajoutées et espaces disponibles à la construction

Zones U ajoutées	Surface totale (ha)	Surface disponible à la construction (ha)
Nègrecombe	-0.15	-0.10
La Grange	+0.33	+0.07
Le Mandareaud	+0.52	-0.40
Côte d'Ane	+0.57	+0.57
Le Bourg	-7.49	+1.32
Terres Basses	-1.77	0.00
Font du Quart	-3.33	+0.30
Prés de la Font	-1.23	+0.16
Chez Boissard	+1.86	+0.85
Bois de la Dague	+0.78	+0.21
Terre des Vignes	+0.68	+0.62
TOTAL	-9.23	+3.60

- Création d'une zone UA

Avant	
	<p>Les zones destinées aux activités économiques sont complètes. Afin de permettre l'installation de nouvelles activités, la collectivité souhaite créer une zone UA à La Combe de Boissard en face de la zone existante. Cette zone représente 1.24 ha.</p>
Après	
	<p>Un espace tampon a été conservé entre cette zone et la zone U ajoutée à l'Est.</p>

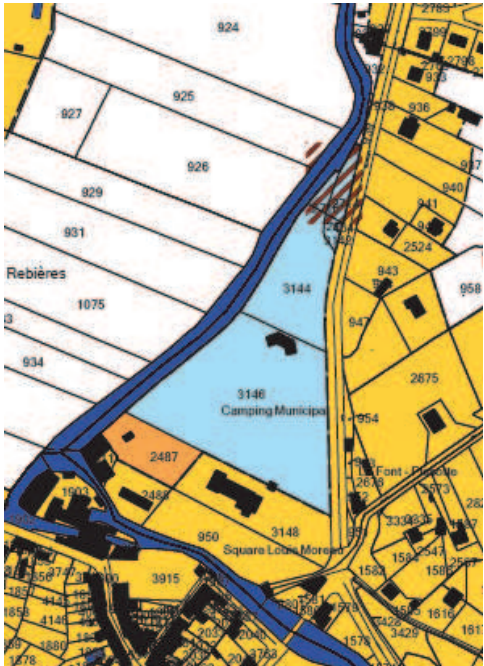
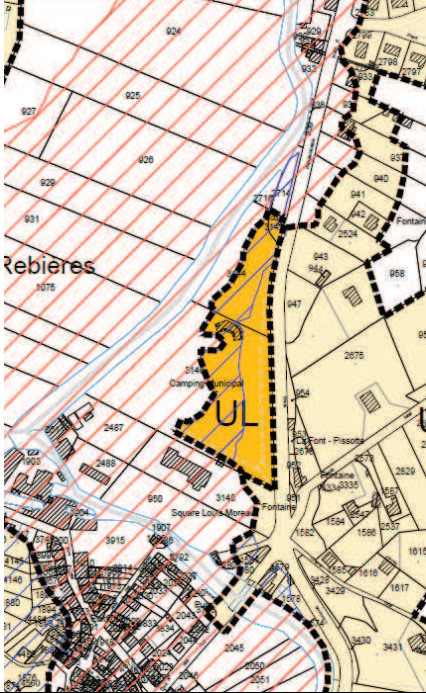
- Correction d'erreurs ou d'oublis



Clos de Nougarède : La zone U englobant une entreprise est changée en zone UA (1.47 hectares).

➔ Un PPRI concernant la Dronne a été prescrit le 7 février 2012 et approuvé le 31 août 2015. Par conséquent, les zones constructibles du Clos de la Nougarède comprises dans la zone inondable sont reclassées en zone non constructible (NC) suite à enquête publique.

En effet, la collectivité souhaite interdire les nouvelles constructions dans ces zones de façon à ne pas exposer davantage la population et les biens au risque inondation.

Avant	Après
	
<p>Camping :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La parcelle B 2487 ne fait pas partie du camping, elle est classée en zone constructible U. - Les parcelles B 2714 et 2716 ne font pas partie du camping donc la zone UL est supprimée et les parcelles deviennent non constructibles. <p>➔ Un PPRI concernant la Dronne a été prescrit le 7 février 2012 et approuvé le 31 août 2015. Par conséquent, les zones constructibles du Camping Municipal comprises dans la zone inondable sont reclassées en zone non constructible (NC) suite à enquête publique. En effet, la collectivité souhaite interdire les nouvelles constructions dans ces zones de façon à ne pas exposer davantage la population et les biens au risque inondation.</p>	

PARTIE 7 : MESURES POUR EVITER, REDUIRE ET COMPENSER LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES DE LA MISE EN OEUVRE DE LA CARTE SUR L'ENVIRONNEMENT

L'étude des incidences sur les caractéristiques environnementales a permis de démontrer que

- la carte communale n'a pas d'incidences significatives directes ou indirectes négatives sur l'environnement.
- la carte communale n'a pas d'incidences sur la ZNIEFF de type 1 Gorges de la Dronne, d'Arrivaux à Saint-Pardoux
- la carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière n'est pas susceptible d'avoir un effet notable sur l'une des espèces ou l'un des habitats à l'origine de la désignation des sites Natura 2000 « Réseau hydrographique de la Haute-Dronne » et « Vallée de la Nizonne » et il n'est pas susceptible de porter atteinte aux objectifs de conservation de ces sites.

En vu de limiter les impacts sur l'environnement, les principes suivants ont été pris en compte:

- Créer des zones constructibles dans des zones déjà urbanisées
- Privilégier le développement du Bourg et des villages desservis par l'assainissement collectif
- Créer des zones constructibles de façon à ne pas morceler les milieux naturels (dont les zones humides), à ne pas interrompre les corridors écologiques
- Créer des zones constructibles de façon à préserver l'activité agricole
- Créer des zones constructibles de façon à préserver le patrimoine bâti et le paysage
- Créer des zones constructibles en fonction de la présence et de la capacité des réseaux
- Créer des zones constructibles de façon à permettre l'installation d'activités économiques sur le territoire
- Créer des zones constructibles de façon à ne pas exposer la population aux risques
- Supprimer des zones constructibles comprises dans la zone inondable du futur PPRI de la Dronne
- Créer des zones constructibles de façon à préserver le site Natura 2000 « Réseau hydrographique de la Haute-Dronne »

PARTIE 8 : ANALYSE DES RESULTATS DE L'APPLICATION DE LA CARTE COMMUNALE

La carte communale de Saint-Pardoux-la-Rivière fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans à compter de sa révision.

La collectivité doit donc définir des critères, des indicateurs et modalités pour suivre les effets de la carte sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.

La collectivité souhaite suivre l'évolution de la construction et vérifier qu'il n'y a pas d'incidences sur le site Natura 2000 Réseau hydrographique de la Haute-Dronne.

Les indicateurs retenus sont donc les suivants :

- Evolution de la consommation foncière : cela permet d'évaluer l'efficacité de l'ouverture à l'urbanisme et de connaître l'état des espaces disponibles à la construction.

Pour connaître la consommation foncière, la collectivité peut se servir des permis de construire (localisation et surface).

- Qualité des rejets de la station d'épuration du Bourg : cet indicateur permet d'évaluer la qualité des rejets de la STEP et d'en suivre les évolutions. Il indique aussi l'impact potentiel de ces rejets sur le milieu et les efforts faits ou à faire par les collectivités sur ce point.

Les rejets se font dans la Dronne en aval du site Natura 2000.